

CHARPELEU

LA
BÊTE
SANS NOM

★

ENQUÊTE SUR LES RESPONSABILITÉS

LES NOUVELLES ÉDITIONS DIPLOMATIQUES

1944

LA BÊTE-SANS-NOM

★

ENQUÊTE
SUR LES RESPONSABILITÉS

PAR

CHARPELEU

«Jamais l'idée d'une guerre ne fut aussi claire que celle de la guerre actuelle. L'humanité est divisée aujourd'hui en deux groupes, qui lutent chacun pour une idée. C'est la lutte de la conception juive de la vie contre la conception des ennemis des Juifs. C'est pour cela qu'on se bat aujourd'hui dans le monde entier.»

(«The American Hebrew», 20, XII, 1940).

LES NOUVELLES EDITIONS DIPLOMATIQUES

1944

Du même auteur, si les temps
le permettent:

LA BÊTE SANS NOM.

* *

De Dantzig à Téhéran

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos	5
Introduction	7
Cap. 1 Le Declin de l'Occident — Ce que Spengler n'a pas dit	15
Cap. 2 Le rêve de Churchill ..	31
Cap. 3 Ce que voulait Hitler	53
Cap. 4 Grunspann contre Munich	87
Cap. 5 La route de Prague	109
Cap. 6 L'assassinat retour de Londres	123
Cap. 7 Le blanc-seing britannique	135
Cap. 8 Comment Stalin fit ses comptes	179
Cap. 9 M. l'Ambassadeur n'aime pas qu'on le houscule	197
Cap. 10 Danger de paix!	259
Cap. 11 Benjamin Franklin nous voici!	271
Cap. 12 Pour qu'Israel n'ait pas vaincu	299
Conclusion	315
Bibliographie	322

ERRATA

Lisez:

p. 1	l. 3	luttent
p. 50	l. 13	transformés
p. 91	l. 8	augmentée
p. 99	l. 16	aimables
p. 103	l. 14	enregistrés
p. 314	l. 24	de
p. 314	l. 10	défense

AVANT-PROPOS

Les hasards du combat contre les forces que ces pages dénoncent m'ont séparé, pour un temps indéterminé, de mes notes, de mes dossiers et de mes livres.

Cet ouvrage ne pourra être, du fait, ce que j'aurais voulu qu'il soit.

Je le publie tout de même. S'il n'éclaire qu'un seul ignorant, s'il ne convainc qu'un seul hésitant du fait politique le plus important de notre ère — *la Force Juive* — il aurait, à mon sens, suffisamment servi. Quand à sa valeur littéraire je prie le lecteur indulgent de vouloir bien tenir compte qu'il est écrit par un homme d'action et non par un homme de plume.

L'AUTEUR.

INTRODUCTION

« Ce sera notre affaire d'organiser le blocus moral et économique de l'Allemagne... et ce sera finalement notre affaire aussi de déclencher contre elle une guerre sans merci. »

*Bernard LIPSCHITZ-LECACHE
(Le Droit de Vivre. 18, XI, 1938).*

« Vous ne vous êtes pas encore rendu compte le moins du monde de toute l'étendue du tort qui nous est imputable. Nous sommes des intrus. Nous sommes des destructeurs. Nous sommes des révolutionnaires. Nous nous sommes emparés de vos biens propres, de vos idéaux, de votre destin. Nous les avons foulés aux pieds. C'est nous qui avons été la cause première non seulement de la dernière guerre, mais de presque toutes vos guerres. Nous n'avons pas seulement été les auteurs de la révolution russe mais aussi les instigateurs de presque toutes les grandes révolutions de votre histoire. Nous avons apporté la désunion et le désordre dans votre vie privée et dans votre vie publique. Nous le faisons encore aujourd'hui. Personne ne peut dire combien de temps nous continuerons à agir de la sorte. »

Marcus Elie RAVAGE
(Century Magazine, janv. 1928).

« Les Juifs sont tous d'accord que la chute des Soviets en Russie et la prise du pouvoir par un autre parti représenterait le plus grand désastre imaginable pour le monde juif. »

(« Jewish World », 29 Juin, 1922).

L'étude des responsabilités relatives au conflit dans lequel le Monde fut jeté en septembre 1939 se heurte, pour le chercheur objectif à une difficulté capitale. Ceux que les faits semblent indiquer pour responsables, les états, les gouvernements qui paraissent avoir poussé de propos délibérés à une nouvelle guerre générale — vingt ans après la fin de la dernière — sont ceux justement qui ne pouvaient y trouver de profit, ceux qui avaient tout à perdre et rien à gagner à la catastrophe qu'ils déchaînaient.

Si le chercheur porte sa pensée en arrière, au delà des origines immédiates du conflit et examine toute la politique de l'après-guerre, plus spécialement celle qui suit l'arrivée du National-Socialisme au pouvoir, il constate avec le même étonnement, que, pour un certain groupe de puissances, cette politique, dans ses traits essentiels du moins, est frappée d'un signe analogue et tout aussi déconcertant : ces puissances ont presque continuellement agi au détriment de leurs intérêts les plus élémentaires.

Depuis la Grande-Bretagne rompant en 1920 son alliance avec le Japon, sauvegarde sans pareille et, à cette époque, seule possible de son immense empire, depuis la Grande-Bretagne et la France rejetant le Pacte à Quatre et renonçant finalement à équilibrer pacifiquement le Continent, et même le monde, pour les beaux yeux d'un potentat negroïde, flambeur d'hommes, jusqu'à l'attitude prise par

ces deux puissances et les Etats-Unis dans le conflit espagnol et au blanc-seing accordé *in extremis* à la Pologne, tout, ou presque tout, semble inexplicable ou ne pouvoir s'expliquer que par d'autres considérations que celles auxquelles nous avaient habitués les recherches relatives aux autres périodes de l'histoire.

En effet:

Représentons nous à nouveau la France, après avoir par sa politique d'alliance danubienne, balkanique et soviétique, supprimé presque toute possibilité de réconciliation avec l'Allemagne, se créant à plaisir, par le rejet de la proposition Laval-Hoare, deux frontières militaires de plus — les Alpes et la Tunisie — et peu de temps après, s'en créant de nouveau deux autres — les Pyrénées et le Maroc — pour la satisfaction d'un goût douteux d'avoir assisté de ses moyens et de son prestige, avant leur écroulement final, les égorgeurs et les nécromants de Madrid et de Barcelonne.

Le problème de l'existence de l'état Tcheco-Slovaque n'admettait, de toute évidence, qu'une solution: amitié et coopération avec l'Allemagne. Pourquoi M. Benès prit-il le contrepied de cette évidence et transforma-t-il son pays en un vaisseau porte-avion, en un bastion bétonné des ennemis du Reich au cœur même du monde germanique? Pourquoi se mit-il en plus emphatiquement au premier rang des ennemis de l'Italie dès que l'affaire d'Abyssinie lui en offrit l'occasion? Pourquoi aggravait-il encore le cas de son pays par ses envois massifs d'armes et de munitions à l'Espagne Rouge et par ses souhaits retentissants de victoire à M. Negrin? — Le résultat de cette politique de suicide était pourtant facile à prévoir. En décembre 1936 le Comte Ciano me disait déjà: « Je crains fort qu'en se joignant au Pacte Franco-Soviétique la Tchécoslovaquie n'ait signé son arrêt de mort. » Peu de temps auparavant le Duce faisant au publiciste français Valéry-Radot la prédiction suivante: « Vous vous reveillerez un beau matin

et vous apprendrez que la Tchékoslovaquie a volé en éclat. »

Qu'on se souvienne aussi des vociférations assourdissantes de la presse américaine, vociférations qui répondaient du reste exactement aux sentiments affichés par le gouvernement de Mr. Roosevelt, lorsque M. M. Daladier et Chamberlain revinrent de Munich sans avoir encore déclaré la guerre à l'Allemagne. Il fallait cette guerre tout de suite aux descendants de Franklin et de Washington, au pays de Monroe. Pourquoi?

★

Est-ce à dire que la ligne générale de la politique de ce groupe d'états ait été privée de toute logique, dépourvue de boussole? Est-ce au gré du hasard ou de la maladresse que les directives étaient données et les décisions prises? Est-ce à la simple incompétence qu'étaient dues les lésions presque constantes des intérêts nationaux?

Non! Aussi déconcertante que soit la politique d'après-guerre des puissances de Genève — parmi lesquelles il faut bien, au bout du compte, englober les Etats-Unis — elle ne paraît à l'étude nullement manquer de cohérence. *Un dessein ferme et constant apparaît* dès qu'on renonce à ne le chercher que dans le jeu des intérêts nationaux normaux, des intérêts pour ainsi dire légitimes. Ce dessein, de plus en plus précis et qui finit par vaincre toutes les résistances — car il y en a eu de fortes et de nombreuses — semble dominer la politique de ces puissances tout en n'appartenant pourtant spécifiquement au domaine d'intérêts propres — nationaux, militaires ou économiques — d'aucune d'entre elles. Il s'ébauche à l'oeil du chercheur dès l'apparition de la Russie Judéo-Soviétique. Il prend soudain corps et relief à l'établissement de l'Etat National-Socialiste, antisémite et anticommuniste, et finit par oblitérer tous les intérêts nationaux propres lorsqu'un conflit entre ces deux puissances apparaît inévitable.

En voici, en termes politiques normaux, la description sous *ses trois manifestations successives*. — Il est, d'ailleurs, pour lui une autre définition qui nous sera pour ainsi dire imposée par l'examen des prophéties, aujourd'hui à moitié réalisées, de l'implacable Spengler — :

1) Au début de l'ère genevoise. — Rien ne doit troubler l'établissement, la stabilisation et le développement politique, économique et militaire de l'Etat Soviétique.

2) A mesure que l'Allemagne reprenait sa place parmi les puissances militaires européennes. — Une guerre qui éclaterait en Europe ne devait à aucun prix être dirigée contre l'Union Soviétique. Ce n'était pas entre le Monde Occidental et le communisme que le conflit éventuel devait se produire, c'était à l'intérieur de ce monde. L'orientation de l'Allemagne devait être renversée. C'était vers l'ouest, contre la France avant tout, que l'Allemagne devait user ses nouvelles forces.

3) Finalement, lorsque les deux premiers pas de l'Allemagne vers son destin oriental furent accomplis (Autriche, Tchécoslovaquie), *le dessein prend sa forme aiguë et pour ainsi dire désespérée*. — Il fallait que le conflit éclate. Il fallait au plus vite immobiliser, user les forces du National-Socialisme, provoquer sans retard l'orage germanique pour le forcer à s'abattre dans la direction souhaitée, sur les puissances de Genève auxquelles la Pologne, reniant la politique du Maréchal, prête au nouveau suicide, avait consenti à se joindre.



Un dessein politique n'est évidemment pas une chose en soi et il est impossible d'en concevoir sans imaginer en même temps la personne, le groupe, l'unité nationale, confessionnelle ou économique qui le porte et qui en poursuit l'exécution. Nous ne le contestons pas. Ce que nous essayerons de montrer, c'est qu'en ce qui regarde *les porteurs du dessein de guerre, réalisé en septembre 1939*, il est in-

utile de les chercher parmi les hommes d'états et les gouvernements des puissances rivales, en tant que représentant les intérêts de leur pays ; on ne les trouverait pas.

Aucun gouvernement, aucun homme d'état ne pouvait, après l'expérience de la Grande-Guerre, espérer trouver un avantage quelconque pour son pays au bout de l'effrayant dédale, des innombrables années de souffrances, de bouleversements et de destructions où la nouvelle guerre mondiale les engageait. A l'atroce océan « de larmes, de sueur et de sang » il n'était de rivage que d'inconnus et de terribles... pour ceux qui pouvaient espérer encore en émerger.

Les Forces qui ont précipité le monde de la civilisation occidentale en septembre 1939 vers, peut-être, une irrémédiable catastrophe, furent avant tout des forces *d'intentionnelle destruction*.

Ce furent ces Forces et non les intérêts de leur pays que servirent — consciemment ou inconsciemment, de gaité de cœur ou la mort dans l'âme, cyniquement ou trouvant les sophismes nécessaires à l'apaisement de leur conscience — les hommes d'état qui prirent prétexte d'un Dantzig bien vite oublié pour faire accepter à leur peuples la mêlée sanglante et imbecile.

CHAPITRE 1

LE DECLIN DE L'OCCIDENT
CE QUE SPENGLER N'A PAS DIT

« Serait-ce chez les Soviets la volonté de destruction d'un conscience asiatique poursuivant l'anéantissement de notre culture occidentale ? »

*Oswald SPENGLER
(Jahre der Entscheidung).*

« Dans cette organisation nouvelle de l'humanité les fils d'Israel répandus des maintenant sur toute la surface du globe... deviendront sans opposition l'élément partout dirigeant, surtout s'il parviennent à imposer aux masses ouvrières la direction stable de quelques uns d'entre eux. Les gouvernements des nations formant la République Universelle passeront tous sans efforts dans des mains israélites, à la faveur de la victoire du prolétariat. La propriété individuelle pourra alors être supprimée par les gouvernements de race judaïque qui administreront alors partout la fortune publique. Ainsi se réalisera la parole du Talmud que, lorsque les temps du Messie seront revenus, les Juifs tiendront sous leurs clefs les biens de tous les peuples du monde. »

Baruch LÉVI

(Lettre à Karl MARX, citée par la Revue de Paris, 1 juin, 1928).

I

« Mais quels sont ceux, enfin, qui ont ameuté et organisé ces masses, leur ont donné des consignes de combat et de haine et les ont jettées contre la majorité de la Nation ? »

Oswald SPENGLER
(*Jahre der Entscheidung*).

Spengler n'a pas tout dit; il à emporté dans la tombe le secret de la forme ultime qu'il s'apprêtait à donner à ses pensées. L'introduction réctificatrice qu'il jeta en juillet 1933 à la première partie de « *Jahre der Entscheidung* », les contradictions dédaigneuses dont il parsema les pages de ce dernier ouvrage, l'hésitation qu'il mit à en publier le second volume, permettent de croire que cet explorateur infatigable des âges révolus et à venir aurait consenti à constater le présent, à donner un nom aux forces mystérieuses dont il denonçait l'effort conjugué, à mettre un visage au combat, à y prendre part peut-être.

Nul mieux que lui, et de clameurs plus angoissées, n'a décrit les deux révolutions qui montent à l'assaut du monde civilisé. Il n'a pas voulu pourtant nous dire par qui elles étaient conduites et pourquoi leurs efforts convergeaient.

Tout parti politique est de gauche, a-t-il crié, seul César est de droite ! Comme il avait refusé d'identifier les forces que tout César aurait à combattre aujourd'hui, il lui plut de l'imaginer victorieux, quoiqu'isolé devant elles. — Mais à l'examen du siècle, aurait-il continué à assimiler aux partis, dans le sens politicien du mot, ces mouvements humains qui soulèvent aujourd'hui les plus jeunes et les plus vigoureuses nations de ce monde ? Ne sont-ils pas plutôt semblables à l'élan de Rome dominatrice, de la Chrétienté carlovingienne victorieuses, des Croisades, des

migrations européennes vers l'occident ? Volonté civilisatrice, prosélytisme conquérant, rêve armé de rajeunissement et d'annoblissement, communion, fanatisme ; ne retrouve-t-on pas de tout cela dans le National-Socialisme, le Facisme, la Légion, la Phalange ? Sans cette unanimité, ce climat indispensable, César et son œuvre ne se sont-ils pas toujours effondrés, en plein combat ou au faite même des victoires anéanties ?

Il n'y a qu'une politique pour chaque pays, nous a-t-il laissé entendre : c'est la politique étrangère. — Pourquoi ne nous a-t-il pas expliqué comment, chez tant de peuples de régime et d'intérêts différents, cette politique depuis si longtemps ait concouru vers le même but *et que ce but soit justement celui des deux révolutions qu'il dénonce ?*

Oui, qu'il nous l'ait dit enfin, puisqu'il se l'était demandé lui-même : qui gagne les guerres et les révolutions ? A qui sert dans nos murs aussi bien qu'au dehors : LE DECLIN DU MONDE OCCIDENTAL ?

II

« Mais qui est-ce donc qui a gagné la guerre ?
Certainement aucun pays, certainement aussi pas le
monde ouvrier blanc ! »

Oswald SPENGLER
(*Jahre der Entscheidung*).

Ce Monde Occidental, ce « Monde des Hommes Blancs » n'a pas une signification géographique ou strictement ethnique. Il est situé dans l'histoire des civilisations, délimité par une volonté semblable d'organisation, de force créatrice, de distinction et de noble durée. C'est avant tout une forme de pensée et de vie, LA FORME sociale par excellence, celle qui a l'anarchie pour antipode. La Russie Soviétique ne peut en faire parti, Spengler le reconnaît, et le Japon, prussien et civilisateur, doit y être englobé, malgré les hésitations et les contradictions de l'écrivain.

A l'assaut de ce monde occidental deux révolutions sont en train de monter : la révolution des classes et la révolution des races. *L'assaut intérieur* du marxisme, sous toutes ses formes et aidé des complicités les plus inattendues, celle de la « Bourse » entre autres. — « La classe des gens de finance et des spéculants s'est de tout temps très bien entendu avec la plèbe révolutionnaire et ses organisations. » *L'assaut extérieur*, la révolution de couleur, le flot bigaré des Chinois, des Nègres, des Anamites, des Malais, des Indous, des Indiens de l'Amérique centrale et méridionale, auxquels la Grande Guerre a donné une conscience nouvelle et entre les quels des forces mauvaises sont en train d'ourdir une gigantesque solidarité.

Ces deux révolutions ne se rencontrent-elles pas quelque part ? N'y a-t-il pas un pays où toutes les deux ont trouvé

un abri, une place d'armes pour la préparation et l'exécution de leurs efforts.

« La Russie, dit Spengler, est redevenue une grande puissance mongole... elle a rejeté son masque blanc et elle est redevenue asiatique de toute son âme et d'une haine incendiaire contre l'Europe. Elle a fait l'expérience des faiblesses intérieures du Continent et elle en a construit des méthodes pernicieuses de lutte par lesquels elle ameute toute la population colorée du monde dans une même pensée d'agression. » — « De Russie partent aujourd'hui les deux révolutions, celle des hommes blancs et celle des gens de couleur... Une nouvelle couche dirigeante asiatique à remplacé celle à moitié occidentalisee de naguère... La Russie est maîtresse de l'Asie, la Russie est l'Asie elle-même. Le Japon ne lui appartient que géographiquement. »

La composition des forces combattantes de cette double révolution est adaptée aux deux champs de bataille, extérieur et intérieur : « L'Armée est en Russie Soviétique maîtresse de tout. Cette force énorme se sent elle-même inattaquable par l'immensité des espaces géographiques mais elle sait qu'elle peut attaquer... Elle a des mercenaires et des alliés dans le monde entier. Son arme la plus nouvelle est la nouvelle diplomatie, révolutionnaire et proprement asiatique, qui machine au lieu de négocier : propagande, assassinat, insurrection... »

Spengler ne nous apprenait rien. Avec une franchise qui d'un côté servait leur propagande et qui d'un autre démontrait les complicités décisives dont ils savaient disposer au sein du monde « blanc », les dirigeants soviétiques criaient leurs intentions destructrices et leurs méthodes sur tous les toits. Lorsque, par exemple, grâce au travail infatigable de Titulesco et de Benès, ils entrèrent à Genève, Dimitroff déclarait au sein des débats du Komintern : « Nous y ferons cheval de Troie. » Et Stalin à la même occasion : « Il n'est pas de climat plus propice pour la

révolution soviétique qu'une guerre entre puissances bourgeoises. »

De fait, nul n'ignorait en Europe et de par le monde les intentions si cyniquement proclamées. *Nous savions tous, diplomates, hommes d'états, parlementaires, généraux qu'une guerre entre « blancs » était ardemment souhaitée par la Russie Judeo-Soviétique ; nous savions que toute son organisation militaire économique et sociale, que tout le jeu de sa diplomatie et de sa propagande était dirigé dans ce but et que ce qu'elle voyait au bout de cette guerre était justement la destruction du Monde Occidental, l'universalisation et le triomphe des deux Révolutions.*

Il n'était pas un politicien, un journaliste, qui que ce soit de tant soit peu informé qui n'eût dans une certaine mesure le soupçon, la conscience ou la certitude de ces deux révolutions et que toutes deux nous venaient du pays soviétique. Comment expliquer en semblable circonstance, qu'à chaque moment décisif de l'après-guerre, depuis 1933 surtout, les hommes d'états des puissances dites bourgeoises aient, avec acharnement, pris toujours les attitudes et les mesures qu'il fallait pour aider la manœuvre moscovite ? Je ne sais ; mais le fait reste que ce n'était pas au secours de la Russie en tant que terme diplomatique et politique courant que venait ainsi constamment la politique de ces puissances mais à celui de la Russie anarchisante et désorganisatrice, AGENT PRINCIPAL DES DEUX REVOLUTIONS, DESTRUCTRICE DE L'OCCIDENT.

En somme, était-ce dans le monde russe qu'était né et qu'avait muri l'intention de cette destruction ? Revenons à Spengler qui n'a jamais voulu prononcer le mot de : *juif*.

« Le spectacle de la vie à Moscou montre le but, mais qu'on ne se trompe point : ce n'est pas l'esprit de Moscou qui a triomphé ici. Le Bolchevisme se sent chez lui en Europe Occidentale... La démocratie du 19-ième siècle est déjà du bolchevisme, elle ne possédait tout simplement pas encore l'audace de ses dernières conséquences. Il n'y

a qu'un pas de la Bastille aux idéaux des combats de rue de 1848, — l'année du manifeste de Karl Marx — et qu'un pas de là au renversement du Tzarisme. »

« Que le Bolchevisme soit considéré comme une invention russe destinée à la conquête de l'Occident démontre tout simplement la superficialité de la pensée de tout le monde blanc. En réalité c'est en Europe occidentale que le Bolchevisme est né... sa première apparition de grand style fut, après 48, la Commune de Paris que Karl Marx a toujours recommandé comme une forme possible d'un gouvernement communiste. »

« Mais quels sont ceux enfin qui ont ameuté et organisé ces masses, leur ont donné des consignes de combat et de haine et les ont jetées contre la majorité de la Nation ? » — « Mais qui est-ce donc qui a gagné la guerre ? Certainement aucun pays, certainement aussi pas le monde ouvrier blanc ! »

Quelqu'en soit les bénéficiaires, la catastrophe sociale et économique prévue depuis plus d'un siècle est de fait là : « Elle est, dit Spengler, dans tous ses traits essentiels le résultat d'un calcul et d'un Dessein. » Et il ajoute : « Je sais bien que la plupart nieront avec effroi que cet effondrement de ce qui fut construit pendant des siècles doit être considéré comme préparé et voulu, comme le résultat d'un travail conscient. Mais cela est ainsi ! Ce travail a commencé avec les révolutionnaires de profession de la génération de Karl Marx... »

Quelles sont donc les fournies laborieuses de ce Dessein séculaire et universel de destruction ? Nous avons choisi Spengler pour nous aider à répondre à cette angoissante question, justement parcequ'il s'est arrêté et détourné chaque fois que l'évidence le conduisait à une claire conclusion : *le Juif !*

Sous les grandes lignes du destin humain, derrière les abstractions historiques que seules il consentait à manier,

il y a les agents, leurs faits, leurs desseins et tout en ne le voulant pas Spengler nous conduit, en ce qui regarde les deux révolutions dont il est le prophète, à leur identification... c'est dans l'histoire de la Russie Judeo-Soviétique qu'il faut la chercher.

III

Participation juive à la Révolution bolchevique:
Conseil des Commissaires du Peuple: 17 Juifs sur
22 membres (77 %), Commissariat de la Guerre:
33 sur 43 (77 %), des Affaires Etrangères: 13 sur 16
(81 %), des Finances: 24 sur 30 (80 %), de la Jus-
lice: 20 sur 21 (95 %), de l'Instruction Publique:
42 sur 53 (79 %), de l'Assistance Publique: 6 sur 6
(100 %), du Travail: 7 sur 8 (88 %), des Provinces:
21 sur 23 (91 %), de la Presse: 4 sur 4 (100 %),
Missions dites de la Croix Rouge, de fait mission
de propaganda a l'étranger: 8 sur 8 (100 %).

Douze ans ont passé depuis que François Coty a dévoilé dans le Figaro le rôle décisif que les banquiers juifs de New-York : Schiff, Khun, Loeb, Otto Kahn, Warbourg ainsi que Sasoon de Londres, ont joué dans l'écroulement de la Russie Tzariste et l'établissement de celle des Soviets.

Coty a payé de sa ruine, et peut-être de sa vie, sa courageuse intervention. Par un tour de passe-passe qui représente le *nec plus ultra* des coups de mains judiciaires de la Troisième République, le juif roumain Catz (Cotnareano) l'a remplacé à la direction du Figaro et dans la jouissance de son immense fortune, mais les faits dénoncés par lui, connus jusque là de quelques uns, sont aujourd'hui du domaine de l'histoire et seul peut les ignorer qui a intérêt à le faire. Du reste les rapports des diplomates et hauts fonctionnaires anglais, français et américains vite escamotés dans les secondes éditions des publications officielles, les déclarations de certains de ces banquiers juifs même, les vantardises de la presse judeo-américaine, les enquêtes du Congrès ont entièrement confirmé ses dires. Cette révolution dite « russe » où pendant les deux premières années seulement, selon les statistiques

soviétiques elles-mêmes, près de 3,000,000 de chrétiens, l'élite de la nation, ont été massacrés, cette révolution qui fut conduite dès le début presque uniquement par des commissaires juifs et par plus de 80 % de hauts fonctionnaires juifs, presque tous venant d'Amérique, fut préparée, soutenue, subventionnée par la haute finance de New-York et de Londres : *la finance juive.*

Je voudrais ajouter à l'amas de preuves dont on dispose deux souvenirs personnels et rappeler un fait qui devrait figurer en première place dans toute étude sur les origines de la révolution bolchévique.

En 1927, en tant que représentant de mon pays à Washington, j'eus à m'occuper du placement sur le marché de New-York d'un emprunt d'état. Ceci me conduisit, comme de juste, dans le monde de la Banque et particulièrement dans le monde juif dont il me fallait capter les bonnes grâces. Ce travail de séduction était d'autant plus nécessaire que dans mon pays certaines manifestations, bruyantes mais fort inoffensives, avait fait crier au *progrom* les journaux américains. Des amis bienveillants me recommandèrent d'aller chez Mr. Louis Marshall, avocat des grands financiers Warbourg, Kuhn, Schiff et Otto Kahn et l'un des présidents de l'American Jewish Committee.

Mr. Marschall me reçut avec amertude. J'eus à entendre des reproches, des promesses et une menace. C'est celle-ci que j'ai retenue et que je tiens à reproduire ici : « Voyez, me dit le sombre petit juif, voyez ce que nous pouvons faire pour un peuple que nous aimons. » — et de me montrer, par sa fenêtre de Wall-Street, le New-York des cinquantes étages. « *On a vu en Russie, ajouta-t-il, ce que nous pouvons faire contre un peuple que nous n'aimons pas.* »

Je connaissais à cette époque le caractère presque exclusivement juif de la révolution d'octobre pour en avoir contemplé l'horrible plèbe dans les rues de Pétersbourg, mais je n'avais qu'une très vague idée du rôle que la fi-

nance juive de New-York avait joué en cette affaire. Ce fut la campagne de Coty, ou le nom de Louis Marschall figurait avec celui de Parvus Elphant au premier rang des agents de cette finance auprès des meneurs soviétiques, qui me permit d'apprécier à sa juste valeur la confiance qui m'avait été faite un an auparavant.

J'étais déjà plus instruit de ces choses lorsqu'en 1931, si je ne me trompe, je fis la connaissance à Riga de deux journalistes anglo-saxons qui me racontèrent le voyage triomphal en Russie de Madame Otto Khan, l'épouse d'un des bailleurs de fond de Lenin et de Trotzki. Mme Khan avait traversé le pays des Soviétés dans le wagon-salon de l'Impératrice assassinée ; les honneurs militaires lui avaient été rendus dans les principales gares et sa réception à Moscou et dans d'autres villes russes avait été montée avec un faste vraiment impérial.

Mais puisqu'il s'agit de ce massacre fatidique, de ce sang innocent dont la malédiction pèsera sur le siècle qui commençait comme celle de l'assassinat de Louis XVI et de Marie-Antoinette — péché originel du monde moderne — avait pesé sur celui qui venait de disparaître, avez-vous lu l'enquête de Nicolas Sokolof, magistrat instructeur, sur l'assassinat de la famille impériale russe ? —

Le livre est fort intéressant en lui-même mais il contient en outre une documentation photographique, servant à la description de l'état des lieux, dont Sokoloff ne semble pas avoir apprécié l'exact valeur.

Sur l'une des vitres de la chambre tragique de la maison Ipatieff, à Ekaterinbourg, on peut lire, gravé au diamant les deux vers suivants du poète juif Heine :

« Belezar war in selber Nacht
Von seinen Dienern umgebracht »

et sous cette citation étrangement appropriée, en guise de signature : *un signe !* Le cachet, à n'en pas douter, des juges lointains et mystérieux dont la sentence venait d'être exécutée en cette terrible nuit... n'est-ce pas Louis Mar-

schall ? *) Le *triple lambda*, les lambda grec, phénicien et araméen dont la signification, dans la symbolique kabbalistique, hermétique et franc-maçonnique est bien connue : « Le Roi a été tué parce qu'il a maltraité le Peuple ! »

En plus, dans cette même chambre, des inscriptions en écriture hébraïque parcouraient les murs.

Pour les origines de la symbolique maçonnique en général reportons nous au récent ouvrage de M. Marqués-Rivière, le commentateur prudent, presque timide, des archives que la Grande Loge de France et le Grand-Orient n'eurent pas le temps d'évacuer.

« Dans le Rituel Ecossais, et ceci est un aspect curieux de la question, il y a la « légende de Jésus » exactement semblable à celle du Talmud israélite : Jésus fils du soldat Joseph Pandera et de la coiffeuse Mizam séduite par lui... Comment la retrouve-t-on dans le rituel du 33-ième degré écossais ? Si l'on se souvient de l'origine du rite, crée par les juifs en Amérique, cela ne surprendra guère, mais il fallait que ces créateurs juifs fussent des cabalistes experts dans les écritures talmudiques. Nous ne voulons pas abuser ici d'un mot facile qui est celui de *Judéo-Maçonnerie* mais l'honnêteté historique est obligée de souligner l'influence extraordinaire, profonde et peu connue d'ailleurs, que ces talmudistes et cabalistes juifs exercèrent ainsi sur toute la Maçonnerie. Ce rite, qu'ils ont fabriqué presque de toute pièce, comporte des marques judaïques incontestables : mots de passe, mots sacrés, légendes, SYMBOLISME... Cette activité prolongée s'emplifie sous le couvert des grades écossais (création juive, n. d. l'a.) qui reprisent la lutte contre la chrétienté et les formes du pouvoir temporel existant... cela servait admirablement les intérêts d'Israël qui voulait dominer le monde, selon la promesse messianique et les traditions hébraïques. »

*) Ajoutons encore ce témoignage :

« En ce qui regarde le massacre de la famille impériale à Ekaterinbourg il existe des preuves que le Soviet local était divisé en deux camps. Alors que l'un des camps s'efforçait d'épargner la Famille Impériale, l'autre groupe, qui était dirigé par cinq juifs et spécialement entraîné par les juifs Wainen et Safarof exigea impérieusement l'exécution du massacre. »

General KNOX

(Telegramme du 5/11/1919 au ministère de la guerre britannique. — Livre Blanc Britannique de 1919, première édition).

On m'a rapporté que M. Laval qui venait d'être congédié par les Chambres pour avoir dans l'affaire d'Abyssinie trouvé une formule qui concilliait les intérêts et les prestiges rivaux, tint le suivant propos : « Moi, l'antisémitisme je n'y comprends rien, mais qu'on m'explique pourquoi tous les parlementaires juifs votèrent contre moi quand j'ai essayé de sauver la paix du monde ? »

M. Bernard Lipschitz-Lecache a répondu péremptoirement dans le « Droit de vivre » de novembre 1938 à M. Laval : « Plus de capitulation ! Le sort de Juifs du monde entier dépend de l'issue de la lutte contre le Facisme. NUL NE PEUT PLUS NIER QUE NOUS EN SOMMES DEVENUES L'ENJEU. »

Non, Spengler ne nous avait pas tout dit ! Combien comme lui passèrent, consciemment ou inconsciemment, à côté de semblables jalons de vérité ! Pris en considération, ils leur eussent permis de reconstituer les origines et de désigner les porteurs du *Dessein de guerre et de révolution*, — chacune est le corollaire de l'autre —, qui traverse l'histoire du monde, et qui s'est si dangereusement précisé depuis la constitution de la Russie Judéo-Soviétique, phénomène dominant et décisif de l'histoire contemporaine.

IV

« Nous pouvons sans hésitation affirmer que la Grande Révolution Russe a été réalisée par des mains juives... Ce fut nous et seulement nous qui avons conduit le Prolétariat russe vers l'aurore internationale et aujourd'hui encore la cause du bolchévisme reste dans nos fortes mains... Le symbole du Judaïsme, l'étoile à cinq branches, l'étoile du Sionisme est maintenant adoptée par le Bolchévisme... et c'est en ce signe que la bourgeoisie sera exterminée. »

M. COHAN

(« Le Communiste », Kharkof,
12 avril 1919).

Ce *Dessein* qui se manifeste dès 1918, aussi bien dans les secours occultes de la finance judéo-américaine que dans l'attitude officielle des Etats-Unis et de leur Président à l'égard des Soviets, évolue obligatoirement de sa forme initiale (soutien et affermissement de la Révolution Judéo-Soviétique) vers celle qui triomphera en septembre 1939 (guerre aux ennemis de cette révolution) à mesure qu'un irrésistible mouvement antisémite, celui des Révolutions Nationales, menace de ruiner, pour de longs siècles peut-être, toutes les perspectives du Monde Juif.

Il serait vain de prétendre que depuis 1918 jusqu'à aujourd'hui ce *Dessein* a pu, dans toutes circonstances, dans tout pays, faire son jeu sans obstacles, sans éclipse ni recul. Au contraire les résistances et les réactions ont été fortes et nombreuses mais, pour ce qui est d'un certain groupe de puissances du moins, le bilan de la lutte s'est soldé, finalement, toujours dans le même sens : celui qui nous a ammené au conflit général. Et l'on doit reconnaître que

la guerre entre les puissances occidentales a été provoquée et voulue dans la mesure dans laquelle le monde juif et son annexe le monde maçonnique ont pu peser sur les décisions des puissances en question et celles de leurs hommes d'état.

CHAPITRE 2

LE RÊVE DE CHURCHILL

« — Vous battriez-vous pour votre Roi et pour l'Empire britannique ?

— Non !

— Vous battriez-vous pour le triomphe de l'idéal communiste ?

— Oui ! »

(Réponse des 75 % de la jeunesse universitaire d'OXFORD aux questions qui lui furent posées au cours d'une enquête publique en 1934).

« Le Peuple de Dieu coopère avec les athéistes, les accumulateurs de propriété les plus ardents se lient avec les communistes ; la race à part et choisie marche la main dans la main avec l'écume des classes inférieures de l'Europe. Et tout cela parce que les Juifs veulent détruire cette Chrétienté qui leur doit jusqu'à son nom... »

DISRAELI

(Vie de Lord Bentinck, 1852).

« Grâce à l'extermination totale de la classe dirigeante actuelle, notre victoire rencontrera dans l'Europe entière aussi peu d'obstacles qu'elle le fit en Russie. Notre pouvoir ne connaît ni liberté ni justice. Il est délibérément établi sur la destruction de la volonté individuelle et sur l'assugétissement complet aussi bien de l'appareil de la production que de celui de la consommation. C'EST NOUS QUI SOMMES LES MAÎTRES ! Nous avons une mission d'opresseur. L'insensibilité absolue est notre devoir. Dans l'accomplissement de ce devoir la plus grande cruauté est un mérite. »

LENIN

(Oeuvres Complètes. — Tâches Immédiates du Pouvoir Soviétique).

I

« De Russie et d'Espagne nous vient une spiritualité nouvelle. »

Cosmo LANG

(Archevêque de Canterbury).

S'il est un homme politique en Europe qui dès l'apparition de la Russie Soviétique ait saisi avec toute l'angoisse du raisonnement et du pressentiment la signification de cet événement pour l'histoire du monde, c'est — justice doit lui en être rendue — : Mr. Churchill. Il avait compris de suite la nécessité de détruire le mal avant qu'il ne s'installa définitivement dans l'organisme humain et nous a fait le récit de ses efforts au sein du Conseil des Cinq pour combattre et abattre, alors qu'il en était temps encore, la « BÊTE-SANS-NOM », ainsi qu'il l'appelle lui-même.

Il fut cependant donné à Mr. Churchill, en tant que membre du cabinet de Mr. Lloyd George, d'adhérer à l'implacable décision d'interdire que la famille impériale russe fut soustraite à son terrible destin, de l'envoyer de fait délibérément au massacre.

Il lui revint de même, en tant que ministre de la guerre dans ce même cabinet, de donner le signal de la retraite de Russie à toutes les troupes anglaises et alliées, signal qui consacrait définitivement l'existence de ce monde soviétique qu'il avait voulu détruire.

Il lui revint encore, en tant que ministre allié, non seulement d'abandonner le plus vaillant champion de cette lutte qu'il avait un instant faite sienne, mais d'admettre, sans autre qu'une protestation posthume et purement littéraire, que ce champion, que *l'Amiral Koltchak*, fut vendu, livré à l'ennemi commun, à la Bête-Sans-Nom, par les généraux alliés ses camarades.

A lire les émouvants souvenirs du professeur Gillard nous apprenons peut-être pire pour la conscience de cet homme d'Etat conservateur, imbu sans aucun doute des meilleures traditions d'une race de seigneurs chrétiens et de soldats. Lorsque, suivant la retraite des armées alliées de Sibérie, le fidèle et loyal serviteur des infortunés souverains, bravant vingt fois la mort, parvint jusqu'aux troupes britanniques et qu'il se présenta à leur général pour lui confier la valise où gisaient les humbles restes des Romanoff, ossements épars et calcinés, c'est toujours Mr. Churchill qui fut obligé de donner l'ordre, transmis télégraphiquement à ce militaire par le Gouvernement dont il faisait partie, de refuser aux Souverains assassinés cette tardive et peu compromettante protection.

Il serait trop long de citer toutes les pages des souvenirs de Mr. Churchill relatives aux résistances, aux tergiversations, aux obstacles qui furent opposés à l'exécution de ses intentions et qui finalement les firent échouer ; voici du moins quelques unes de celles qui se rapportent à la fin de ce drame décisif.

II

« Des centaines d'agitateurs qui étaient venus là des quartiers Est de New-York se trouvaient dans la suite de Trotzki-Bronstein.

C'étaient des Juifs, de purs Juifs. Je ne veux rien dire contre les Juifs. Je n'ai aucune sympathie pour l'antisémitisme et n'en aurai jamais... Mais j'ai la ferme conviction que cette affaire était une affaire juive et que l'une de ses principales sources doit être cherchée à New-York dans les quartiers de l'Est. »

*Dr. George A. SIMONS,
Pasteur de la communauté américaine
à Pétersbourg.
(Déposition devant la Commission
d'Enquête du Sénat américain).*

« Une apparition différente de tout ce qui avait été vu sur terre jusqu'alors avait pris la place de la Russie... Nous avions devant nous un État sans nation, une armée sans patrie, une religion sans Dieu. Ce Gouvernement qui prétendait être la Russie était né de la révolution et était nourri par la terreur... Il avait déclaré qu'entre lui et toute société aucune bonne foi dans les affaires publiques ou privées ne pouvait exister, aucun engagement n'avait à être respecté... C'est ainsi qu'il n'y eut plus de Russie mais seulement un abîme qui persiste encore dans les affaires humaines. »

« Pour Lénin massacrer des millions, proscrire des classes entières, allumer la guerre civile, dans tous les pays, détruire le bien-être de nations entières étaient de sublimes abstractions... Voici quelques chiffres. Pour les deux premières années du régime soviétique seulement, ont été massacrés : 28 évêques, 1.219 prêtres, 6.000 professeurs et instituteurs, 9.000 médecins, 12.950 propriétaires, 54.000 officiers, 70.000 fonctionnaires administratifs, 193.290 ouvriers, 260.000 soldats, 355.250 intellectuels et gens de profession libérale, 815.000 paysans. »



«... Naturellement Koltchak ne tarda pas à répondre à la note qui lui avait été envoyée (sur la demande de Churchill, n. d. l'a.) par les gouvernements alliés pour fixer les conditions d'un soutien éventuel. « Je ne retiendrai pas le pouvoir une minute de plus qu'il ne le sera demandé par les intérêts de la Russie... tous mes efforts tendent à finir la guerre civile aussi vite que possible en écrasant le Bolchevisme pour mettre le peuple russe en mesure d'exprimer librement sa volonté. » Il répondait ensuite d'une façon satisfaisante à toutes les questions que le Conseil des Cinq lui avait posé. »

« Cette réponse était datée du 4 juin. Les représentants des puissances en approuvèrent le ton et la considérèrent comme étant en accord substantiel avec toutes les propositions qu'ils avaient faites... et déclarèrent qu'ils accorderaient par conséquent à l'Amiral Koltchak et à ses alliés l'aide qu'ils avaient promise dans une lettre précédente. »

« Si cette décision très importante, et proclamée publiquement, était bonne et sage maintenant en juin n'aurait-elle pas été meilleure en janvier ? (quand Churchill l'avait demandée). Il n'y avait pas d'argument en juin qui ne fut tout aussi valable en janvier et la moitié des forces disponibles alors ne l'était plus aujourd'hui... Six mois de tergiversations avaient donné aux bolcheviks le temps de lever des armées et de consolider leur pouvoir. *Le moment choisi par le Conseil Suprême pour prendre une décision était exactement celui où cette décision ne pouvait plus servir à rien.* »

« Le lecteur pourrait supposer que cette décision une fois prise par les Cinq Grands, la fin des tergiversations et des vacillations était là. *Mais cette décision n'avait été prise qu'à contre-cœur...* Il y avait toujours eu et il y eut pendant l'été 1919 dans l'esprit du Conseil du scepticisme sur les intentions des ennemis du bolchevisme, de fausses informations par rapport à la nature du Gouvernement de Moscou et de la Troisième Internationale et un réel désir de s'entendre avec les extrémistes de Moscou. »

★

« Au commencement d'août le Conseil décida de ne plus prêter aucune aide à Koltchak... Cette décision consumma la ruine de l'Amiral. »

« En février 1920 je fus obligé de demander au Général Holman d'informer clairement les généraux russes que nous ne voulions plus leur envoyer aucune aide ni employer notre

influence pour former une combinaison agressive (?) entre l'armée russe et celles des pays frontières. Dans une certaine mesure nous étions disposés à aider ceux-ci dans le cas où ils seraient attaqués par les Soviétiques... Il est admis que les pays frontières luttent pour leur indépendance tandis que les généraux luttent pour gagner le contrôle de la Russie. Nous ne pouvions pas prendre de nouvelles mesures pour supporter leurs efforts, quoique nous en approuvions le but... »

« Vers Noël, Koltchak, *nominalement toujours commandant suprême en Sibérie*, était dans son train à Nijni Udinsk à 300 milles à l'ouest d'Irkoutsk. Avec lui, dans un second train, se trouvait le trésor impérial de Russie, consistant en lingots d'or d'une valeur de 650 millions de roubles... Un bataillon de soldats tchèques qui était animé, dit-on, de sentiments inamicaux vis-à-vis de l'Amiral assurait sa garde et celle du trésor... »

Le Général Janin*), un officier français qui commandait les troupes tchèques, télégraphia au bataillon en question *d'abandonner Koltchak et le chargement d'or à leur destin* et de se retirer sur Irkoutsk. Le 2 janvier pourtant l'Amiral fut informé par les Tchèques que tout son échelon personnel serait conduit en lieu sûr et que s'il était impossible d'évacuer le convoi, sa personne du moins serait escortée jusqu'en Extrême-Orient. Koltchak télégraphia que dans ces circonstances il se confiait aux troupes du Général Janin. Son wagon spécial, *sous l'égide des drapeaux anglais, français, américains, japonais et tchécoslovaques*, fut attaché à l'un des trains que convoyait le bataillon... A Irkoutsk l'Amiral et le chargement d'or furent garés sur une voie latérale. »

« Le Général Janin avait la mission d'évacuer l'armée tchèque mais il était aussi responsable de la vie de Koltchak. Ces deux missions auraient pu aisément être accomplies si... il n'y avait pas eu l'or. Le Général Janin, qui était à Irkoutsk, ouvrit des négociations avec le gouvernement local. *Il n'y a aucune raison de supposer que les troupes tchèques n'auraient pas pu quitter la ville avec l'Amiral et l'or si elles l'avaient voulu. Un agrément pourtant fut conclu entre le Général Janin et le gouvernement local qui lui livra la personne de l'Amiral et le convoi d'or en litige. Le 14 janvier à six heures p.m. deux officiers communiquèrent à l'Amiral qu'ils venaient de recevoir l'ordre du Général Janin de le livrer ainsi que son*

*) Le Général Janin était un officier « de gauche ». Son premier soin en arrivant à Omsk avait été d'ouvrir avec ses camarades tchèques une loge maçonnique.

État-major aux autorités locales. Calme, les yeux ardents et avec un amer sourire, l'Amiral leur dit : « C'était donc cela la signification de la garantie que le Général Janin m'avait donnée ! »

Aux remontrances des Hauts Commissaires le Général Janin répondit que les troupes tchèques auraient été attaquées s'il n'avait livré l'Amiral et il ajouta : « *Je répète que pour Sa Majesté le Tzar Nicolas on a fait moins de cérémonie !* » *)

« *Le 7 février, avant l'aube, l'Amiral et son premier ministre furent assassinés dans leur cellule à la manière bolchevique : une balle de pistolet automatique dans la nuque.*

Le sort de l'immense quantité d'or est resté plutôt mystérieux. Évidemment, la plus grande part en est restée dans les mains des Soviétiques mais il n'y a pas de raison de croire qu'ils l'ont eu entièrement. Six mois plus tard, le Général Wrangel entreprit une enquête sur certains millions de Dollars en or déposés dans une banque à San-Francisco. Elle ne dura heureusement pas assez longtemps pour tirer la question au clair. »

★

« Un voile a été jeté sur les horreurs de cette phase finale... Les Puissances alliées et associées détournèrent leurs yeux et bouchèrent leurs oreilles. Elles ne désiraient pas en savoir trop. Après tout, la mort est miséricordieuse, et elle fut certainement très active.

Telles furent les solutions que les vainqueurs de la Grande Guerre surent donner au problème russe ! »

W. C. CHURCHILL
(« The Aftermath »).

*) Le Général Janin savait ce qu'il disait. Le contre-ordre donné par Lloyd George au dernier moment, alors que tout avait été préparé pour évacuer la famille impériale en Suède et que le consentement de toutes les puissances intéressées et du Gouvernement Kerensky avait été acquis, équivalait, le Gouvernement britannique le savait fort bien : à une sentence de mort. Les pouvoirs mystérieux qui avaient exigé ces holocaustes étaient dans les deux cas les mêmes. Quant aux protestations des Hauts Commissaires elles étaient parfaitement hypocrites ; il y avait des semaines qu'ils savaient, ainsi que leurs Gouvernements, que l'Amiral était traité par le Général Janin en prisonnier. Celui-ci, du reste, ne reçut de ses chefs et des Gouvernements alliés aucune remontrance pour un acte sans pareil dans l'histoire de l'armée française ou de quelque armée que ce soit.

III

« *Le monde est gouverné par des personnages bien différents de ceux qu'imaginent ceux qui ne sont pas dans les coulisses.* »

DISRAELI
(Coningsby).

Passé dans l'opposition, Mr. Churchill continua pendant longtemps, sans faiblir, comme journaliste ou comme parlementaire, sa campagne contre la Bête-Sans-Nom.

Ignorait-il vraiment le nom des forces irrésistibles qui avaient fait échouer ses efforts, celles qui avaient présidé à la naissance de la Bête, qui avaient protégé ses premiers pas et l'avaient consacrée à cette action d'immense et irréparable destruction décrite par lui-même de main de maître ? N'était-ce pas ces mêmes forces qui dans le même dessein de désastre obligèrent peu après son pays à souscrire à ce qu'il appelait lui-même si justement : « un irréparable malheur non seulement pour l'Empire Britannique mais pour le monde » : la dénonciation de l'alliance anglo-japonaise ?

A force de les avoir combattues, à force d'avoir été vaincu par elles et de leur avoir finalement cédé, Mr. Churchill n'a-t-il vraiment pas appris leur nom... ou bien les a-t-il identifiées dès les premiers jours du combat mais pressentant leur invincibilité et qu'un jour il serait peut-être obligé de les servir ou de disparaître de l'arène politique, s'était-il fixé la règle de ne jamais les prendre directement à parti !

Deux ambassadeurs de France, placés aux premières loges du spectacle de l'après-guerre, l'un presque tout aussi prudent que Mr. Churchill, l'autre, dès alors, ennemi tout aussi acharné de l'Allemagne que Mr. Churchill l'est au-

jourd'hui, nous apprendront quel était le *minimum* qu'étaient obligés de connaître en cette matière non seulement ceux qui participaient alors aux conseils les plus secrets de l'époque mais même ceux qui n'en gardaient que les portes.

IV

« En décembre 1918 il y avait, sous la présidence d'un homme connu sous le nom d'Apfelbaum (Zinowief), 338 membres dans une administration dont seulement 16 étaient de vrais Russes. Tout le reste étaient des Juifs à l'exception d'un seul, un nègre d'Amérique qui se faisait appeler le professeur Gordon... 265 membres de ce Gouvernement Communiste du Nord, résidant à l'Institut Smolny, venaient du quartier Est de New-York. »

Dr. George A. SIMONS
(Déposition devant la Commission
d'Enquête du Sénat américain).

« Le 14 mars 1918 s'ouvrait à Moscou le quatrième Congrès des Soviets, Le Président Wilson, dont les initiatives n'ont pas toujours été heureuses, crut bon d'adresser au Congrès un télégramme de bienvenue, dont Sverdlov donna connaissance à l'assemblée. Le Président Sverdlov répliqua par une nasarde. »

« Quant à l'intervention nipponne à Wladivostok... même au sein de nos réunions diplomatiques, dont tous les membres pourtant s'attachaient à servir la même cause, l'unanimité n'était pas réalisée. Un de mes collègues, en effet, ne voyait pas sans inquiétude et sans dépit confier un rôle de premier plan au Japon : c'était Mr. Francis, Ambassadeur des États-Unis. Fidèle à la position que son Gouvernement avait prise depuis le début et contrairement à l'avis de la mission militaire américaine*), il encourageait de toutes ses forces le Président Wilson dans sa résistance aux suggestions des Alliés en faveur de l'intervention japonaise. »

Les Américains, entre tous les autres, malgré leur tendance à nous accuser d'impérialisme, ne reculaient ni devant les

*) C'est un document émanait de la mission militaire américaine, et publié par négligence, qui dévoila pour la première fois au public les subsides énormes que les banques de New-York accordait à la révolution bolchevique.

sacrifices pécuniaires ni devant les capitulations morales à l'égard des doctrines maximalistes pour conquérir le marché russe. Leur Croix-Rouge était dirigée par le Colonel R. ., qui passait pour avoir, au Nevada, joué le rôle de briseur de grèves. Il croyait de bonne politique d'afficher des convictions bolchevistes... Ce n'est qu'après des interventions répétées auprès du Gouvernement de Washington que Mr. Francis obtint le rappel du compromettant personnage. »

« Au même moment, par une de ces discordances d'attitude qui faisant si bien le jeu de Trotzki, le Colonel Robins, représentant militaire de l'Amérique, se laissait attribuer par la presse bolchevique un propos d'après lequel les Anglais et les Japonais s'apprétaient à se rembarquer. »

« Les efforts tentés auprès du Président Wilson se combinaient avec les instances de Mr. Francis qui n'hésitait pas à dénoncer la campagne anti-interventionniste des gros financiers de son pays. Mr. Wilson lui répondait par des formules dilatoires... et il ajoutait que ses hésitations provenaient, non d'un sentiment de réserve vis-à-vis du Japon mais de préoccupations sympathiques à l'égard du peuple russe. Il attendait disait-il encore l'occasion de causer avec M. Massaryk qui l'aiderait à se former une opinion. » *)

« Je dénonçais aussitôt à mes collègues et à mon Gouvernement l'insolence sans cesse accrue des Bolcheviks. J'avais de bonnes raisons de l'attribuer à notre inertie et aux divergences de vue... Les adresses démagogiques du Président Wilson aux Soviets, les écarts de langage de l'Amiral Kemp en fournissaient de multiples preuves. »

Il suffisait parfois de la démarche de quelques moujiks pour amener notre collègue américain à suspendre l'effet des décisions qu'ils était pourtant chargé de faire exécuter au nom du Corps diplomatique. Mr. Wilson, au cours de ses messages rappelait avec insistance le principe de non intervention dans les affaires intérieures de la Russie. »

★

« Un vent de modération soufflait alors sur toute la Russie, en réaction contre les fureurs dévastatrices du bolchevisme. Les tentatives d'émancipation qui se manifestaient dans l'Ou-

*) Massaryk, c'était, comme on le sait et ainsi qu'il l'a raconté lui-même, la Loge: celle qui avait condamné Koltchak après avoir condamné le Tzar.

ral, la Sibérie, le Donetz et les provinces du Nord faisaient échapper à l'autorité des Soviets la majeure partie du territoire russe. *Le maximalisme semblait à la veille de sa perte.* »

« Il fut sauvé par les tergiversations des gouvernements alliés, dues en grande partie aux interventions malencontreuses du Président Wilson. En arrêtant les Japonais à Kharbin, en refusant de venir au secours des Tchèques lorsqu'ils étaient à Kazan et à Ekaterinburg, le Président Wilson a assuré la survie du régime. Les Bolcheviks eux-mêmes étaient convaincus que l'expérience du communisme russe touchait à sa fin : ils furent les premiers surpris de la tournure inespérée des événements. »

Joseph NOULENS,
Ambassadeur de France.
(« Mon Ambassade en Russie Soviétique »).

V

« Ce que l'idéalisme juif et le mécontentement juif ont amené avec tant de violence en Russie, les mêmes qualités de l'esprit et du cœur juif s'efforceront de le provoquer dans les autres pays. »

AMERICAN HEBREW
(10 septembre 1920).

« Ceux qui cherchent la vérité politique ailleurs que dans les documents officiels savent que le Président Wilson, dont l'élection avait été financée par la haute banque de New-York, lui obéissait au doigt et à l'œil... Ils connaissent le fameux télégramme, ou plutôt le télégramme qui devait être fameux, adressé le 28 mai 1919 de New-York à Mr. Wilson par Jacob Schiff... Mr. Wilson renversa aussitôt son attitude pour la conformer aux ordres de l'Association pour la Ligue des Nations Libres dirigée par Jacob H. Schiff et cinq autres financiers américains (Otto Kahn, Kuhn, Loeb, Warburg, Marshall) association au nom de laquelle le câblogramme était envoyé. »

« On ne sait pas à quel point ceux qui se disent les maîtres de l'heure et de l'avenir sont des maîtres serviles... Un éminent ami de la France, un journaliste américain, aussi clairvoyant que bien informé, Mr. Morton Fullerton, en a récemment administré dans le Figaro la preuve irrécusable. Il nous apprend, avec document à l'appui, que le 3 janvier 1918, un certain Mr. Sissohn*), représentant à Petrograd du *Committee of Public Information*, une de ces organisations qui, étant le paravent des pouvoirs occultes, ont plus d'autorité que les pouvoirs officiels, adressait au Président Wilson un télégramme l'invitant à faire d'urgence une déclaration solennelle sur les conditions d'une paix démocratique... »

« Le rôle prépondérant des grands banquiers juifs de New-York dans la révolution russe n'est plus à démontrer... Michelet écrivait : « On dit que les Juifs n'ont pas de patrie. Ils en ont une, c'est la Bourse de Londres. » Ce n'est plus complètement exact. De même que le Grande-Bretagne a partagé la maîtrise des mers avec sa fille émancipée, la répu-

*) Juif, envoyé par les Juifs de New-York.

blique des États-Unis a partagé avec elle la capitale d'Israël... La maîtrise d'Israël est inégalement subie. Elle est plus complète à Wall Street que dans la Cité. »

« Ne fait-on pas trop d'honneur à la Franc-Maçonnerie*) en lui attribuant la plus grande part des responsabilités. Cette société secrète n'est-elle pas une société à responsabilités limitées, non seulement par débilité mentale mais surtout parce qu'elle est l'instrument de forces plus secrètes encore et plus redoutables ? Ne la charge-t-on pas de tous les péchés d'Israël ? Et si la Franc-Maçonnerie n'est qu'un instrument, le Président Wilson n'a-t-il été que l'instrument d'un instrument ? »

« Au point de vue économique aussi bien qu'au point de vue politique le bolchevisme, le « poulain » des banquiers de New-York, s'opposait aux intérêts américains... pourquoi les banquiers de New-York sont-ils donc les auteurs responsables de cette révolution... Les Juifs seraient-ils donc a fortiori les auteurs de toutes les révolutions ? »

« La clef de ce mystère s'offre d'elle même, quand ce ne sont pas les gardiens du temple qui vous la livre. J'en ai rencontré un, en 1919 à Budapest, quelques jours après la chute de Bela-Kuhn, chassé par l'armée roumaine. La capitale de la Hongrie, excellente base pour la conquête de l'Europe Centrale par le bolchevisme, en était devenu le G. Q. G. Quelques-uns des stratèges les plus éminents de la révolution s'y étaient installés sous le couvert de missions commerciales, financières et mêmes humanitaires. La plupart étaient restés à leur poste après l'occupation de la ville par les Roumains. Les libérateurs de la Hongrie ne les avaient pas expulsés afin de ne pas provoquer des protestations du Conseil Suprême, dont toutes les foudres dans cette affaire, étaient réservées non aux bolchevistes mais aux gendarmes roumains qui en étouffant ce foyer d'anarchie sanglante avait sauvé, malgré elle, la civilisation occidentale dans cette partie de l'Europe... Nombres de révolutionnaires israélites expulsés de Hongrie y étaient revenus après l'armistice, sous l'uniforme américain, et ce sont leurs rapports à Wilson qui inspiraient la politique du Conseil Suprême dans l'Europe Centrale... En 1919 c'était Wilson, parrain et père tout au moins adoptif,

*) M. de Saint-Aulaire avait raison en ceci que rien n'est plus inconscient du rôle néfaste de la F.M. que les 90 % des francs-maçons pour qui la Loge n'est qu'un club ou un café de plus, ou encore une société d'assistance mutuelle. Il ne faut donc pas confondre Franc-Maçonnerie et francs-maçons.

de la S. D. N., en même temps que maître du Conseil Suprême, qui imposait à celui-ci cette scandaleuse partialité en faveur du bolchevisme...»

« Sécurité collective... paix indivisible, c'est à dire la croisade pour les beaux yeux des Soviets en cas de conflit germano-russe !

Le Conseil de la S. D. N. n'avait pas le droit de crier à la foule comme le procureur de Judée : « Je suis innocent du sang de ce juste. » En effet les forces occultes qui le dominaient ont toujours été complice des Soviets. »

SAINT-AULAIRE,
Ambassadeur de France.
(« Genève contre la Paix »).

VI

« Les chefs du mouvement bolchevique sont à ma connaissance environ aux deux tiers juifs. »

William HUNTINGTON,
Attaché Commercial américain près
l'Ambassade de Pétersbourg.
(Déposition devant la Commission
d'Enquête du Sénat américain).

Ce fut dans des documents diplomatiques anglais, publiés *in extenso* par inadvertance, et censurés il est vrai par la suite*), que fut signalé, pour la première fois administrativement le rôle prépondérant de l'élément juif dans la révolution de novembre et dans l'organisation de la terreur et des massacres qui en furent et sont restés l'aliment et la substance.

Dans son ouvrage « The Aftermath » qui, par la sagacité des vues et l'élévation du style, restera un classique de l'histoire de la naissance du Monde Judéo-Soviétique, Mr.

*) Russia No. 1 — « A Collection of Documents April 1919 ». Publications du Foreign Office.

Nous ne citerons ici que les premiers passages de cette note établis par les services spéciaux de l'Etat-Major américain, communiquée par eux au Haut Commissaire de la République Française et au Foreign Office et reproduite par celui-ci dans une de ces publications officielle :

« 7-618-S-R-2. transmis par l'Etat-Major de l'Armée
Np. 912-S-R-2. 2-ème Bureau.

En février 1916 on apprit pour la première fois qu'une révolution été fomentée en Russie. On découvrit que les personnes et les maisons ci-dessous étaient engagées dans cette oeuvre de destruction :

- 1) Jakob Schiff (juif),
- 2) Kuhn et Loeb (maison juive) direction: Felix Warbourg, Otto Kahn, Jérôme Hanauer,
- 3) Gugenheim (juif),
- 4) Max Breitung (juif).

Il n'y a donc guerre de doute que la révolution russe, qui éclata un an après l'information ci-dessus, fut lancée et fomentée par des

Churchill pourtant *ne prononce pas le mot de juif.****) Il ne discute pas, il ne conteste pas, il ne tente pas de diminuer le rôle et la culpabilité de l'élément juif, il l'ignore, tout simplement. Cet élément qui figurait partout, et bruyamment, aux premiers rangs dans tout le travail préliminaire, dans la révolution elle-même et dans tous les excès et massacres qu'elle engendra, Mr. Churchill, ni comme homme d'État, ni comme historien, ni comme journaliste, ne veut prendre acte de son existence... si, une seule fois, pour rappeler qu'il avait mandé à Denikin « qu'il était de la plus grande importance qu'il publia une proclamation contre l'antisémitisme ».

Dans la préface de sa pièce « Joan of Ark », — écrite à l'époque où, par centaines de milliers, par millions, une élite chrétienne, que l'histoire mettra des siècles à remplacer, était conduite, parmi des hurlements assourdissants de cannibales, à l'abattoir judéo-sociétiste, — Mr. Bernard Shaw cherchait à découvrir, dans les événements du jour, des faits similaires aux excès dont la Pucelle fut jadis la victime. « De quoi nous étonnerions-nous, s'exclame-t-il, alors que nous assistons de nos jours à des persécutions aussi affreuses que celles auxquelles sont soumis aux États-

influences distinctement juives. En fait, en avril 1917, Jakob Schiff fit une déclaration publique qui disait que c'était grâce à son appui financier que la révolution russe avait réussi, etc., etc... »

Ce rapport fut reproduit dans un livre blanc britannique. On en avait déjà distribué quelques exemplaires, entre autre aux ambassades et aux légations étrangères (où nous eumes l'occasion à cette époque d'en prendre connaissance). Peu après, sous prétexte de correction à faire on reclama les exemplaires déjà livrés — tous ne furent pas renvoyés — et une nouvelle édition fut substituée à la première, TOUS LES PASAGES AYANT TRAIT AUX JUIFS Y AVAIENT ÉTÉ SUPPRIMÉS.

**) Mr. Wells, dans son livre « la Russie telle que je l'ai vue » raconte qu'il avait pu constater que c'était les « Russes » émigrés en Amérique qui jouaient le rôle principal dans la révolution soviétique. Aussi intentionnellement inexacte qu'elle soit, l'information de Mr. Wells est d'un double intérêt : elle apporte un témoignage de plus au procès du complot juif contre l'Occident; elle trahit le silence auquel se sont astreint les « historiens » de la classe de Mr. Wells, en ce qui regarde ce complot.

Unis les citoyens russes soupçonnés d'être favorables à l'idée soviétique ! »

Il en est qui soutiennent qu'une semblable hypocrisie — telle celle de ses archevêques et de ces duchesses qui affirmaient, après les massacres de près de trente mille prêtres, moines et sœurs de charité « qu'ils n'avaient pu observer aucun signe de persécution religieuse en Espagne républicaine » — transforme ces affreux loustics en complice même des tortures, des viols et des assassinats. Je ne sais, mais je suis persuadé que l'imposture de Mr. Bernard Shaw et les silence de Mr. Churchill obéissent à un même mot d'ordre, partent d'une même consigne de crainte et de soumission à ces forces, dites occultes parce qu'on n'ose les nommer, qui aujourd'hui pulvérisent les empires, bouleversent le monde et bousculent notre civilisation vers l'abîme final. Si même il n'y a que servile jubilation dans l'insolente imposture de Shaw alors qu'on sent les silences de Mr. Churchill pleins d'impuissants remords.

Au fait, oui, c'est dans une large mesure prendre part au crime que de taire sciemment le nom des assassins ; c'est être complice des incendiaires *que de voir* et de ne pas crier le haro sur ceux qui portent le brandon de maison en maison.

Je me souviens de l'article du Daily Mail où Mr. Churchill commentait les manifestations inouïes par lesquelles la jeunesse d'Oxford faisait savoir au monde qu'elle ne combattrait pas pour son Roi et pour l'Empire mais le ferait bien pour la défense de l'idéal communiste. Avec le calme qui fut si longtemps une défense naturelle de sa race, tout en déplorant l'incongruité de cette déclaration, il demandait que l'on ne passa pas trop rapidement jugement ; il était persuadé qu'à l'heure de l'épreuve cette jeunesse, alors récalcitrante, se grouperait sans hésitations sous les drapeaux.

Ici aussi Mr. Churchill passait à côté de la question. *He*

was again missing the point. Ce qu'il aurait dû se demander ce n'était pas si une condamnation hâtive de la jeunesse anglaise était opportune, *c'était comment elle en était arrivée là.*

Ces vaillants enfants de l'aventure, ces figures de proue de toutes les lointaines découvertes, ces marins, ces pionniers, ces soldats, les héros de Kipling et de Service, ses camarades de Ladysmith et d'Omdurman, ceux qui sur les champs de bataille de France avaient surpassé même la bravoure, l'endurance et le farouche patriotisme des anciens de Waterloo ou de Blenheim, la jeunesse dominatrice d'Albion, s'étaient soudain transformé en esthètes de bou cherie, muée en communistes de salon !

Des forces mauvaises avaient évidemment été au travail. N'était-il pas urgent de rechercher ce qu'elles étaient ?

Depuis près d'une génération, la presse, la librairie, le théâtre, le cinéma, le tract, les associations universitaires, toutes formes de la propagande — monopolisée en Angleterre comme partout par les Juifs — exerçaient ouvertement, concentriquement sur la jeunesse anglaise les pressions, les suggestions qu'il fallait pour l'amener, exaste ment, à l'étrange profession de foi pacifiste et incendiaire. La chaire, le pupitre, la tribune prêtaient, chaque fois qu'ils le pouvaient, leurs sournois concours. Ce qui dans la génération du « fabianisme » n'avait été qu'un travail de taupe était devenu depuis un quart de siècle une campagne ouverte et déclarée de corruption des âmes en vue des révolutions finales, des anéantissements apocalyptiques dont *Moscou la Juive* s'était faite l'annonciatrice.

Mr. Churchill avait pourtant fait un beau rêve. C'était aux temps de l'armistice, aux temps où quelques vieillards, les uns aveuglés par la haine, les autres déjà prisonniers des forces devant lesquelles il a lui-même tristement baissé pavillon depuis, prenaient toutes les mesures, qui pouvaient à ce moment là être prises, pour consommer la ruine du Monde Occidental, pour en ouvrir les portes aux deux

révolutions que la Grande Guerre avait portée dans ses flancs. Mr. Churchill ayant senti l'approche du désastre mais ne croyant pas pouvoir l'empêcher, crut séant de faire un rêve rédempteur, — *if it had happened otherwise* — et de le consigner.

Il est long et magnifique ; lisez le dans « The Aftermath », je n'en citerai qu'un fragment.

« *Le monde civilisé se doit de reconquérir la Russie.* Les Soviets ne représentent pas la Russie, ils représentent une conception internationale entièrement étrangère et même complètement hostile à tout ce que nous appelons civilisation... Regagner la Russie, militairement et moralement, serait une trop lourde tâche pour nous vainqueurs, seulement, et puisque nous devons le faire *nous le ferons avec l'Allemagne.*

L'Allemagne connaît la Russie mieux que qui que ce soit d'autres... *C'est là que sera pour elle la grande occasion.* C'est cette occasion qui permettra à un peuple fier et fidèle d'éviter toutes les humiliations de la défaite... elle passera par là presque sans transition d'une lutte cruelle contre nous à la coopération avec nous. Rien n'est possible en Europe sans l'Allemagne, tout sera facile avec elle ! »

Oui, en Europe et de par le monde ! En tant qu'euro péen, en tant que britannique avant tout, Churchill, rêvant, avait raison. C'était dans la coopération avec l'Allemagne et le Japon que l'Empire britannique, que ce miracle, pouvait *continuer*, trouver, pour de longues générations peut-être encore, l'indispensable renouvellement. Tous les autres rapprochements n'étaient pour lui qu'annexes et seraient venu fatalement rejoindre ce concours formidable de forces. Il n'y en avait qu'un qu'il fallait éviter à tout prix : l'at touchement mortel de la Bête-Sans-Nom.

Pauvre Churchill !

Ses craintes ? Son rêve ?

C'est sous son gouvernement qu'on élève aujourd'hui sur une place de Londres, aux applaudissements du monde officiel scandant les cris granuleux de Maisky, devant les pancartes en *jidish* et les foules hébétées : *une statue à*

Lénine. Et ainsi que l'avait annoncé un infaillible prophète, un prophète sans nom, c'est pour la Russie Judéo-Soviétique, c'est pour l'idéal communiste que se bat vaillamment la jeunesse britannique, alors que l'Empire sacrifié, abandonné de mer en mer, de continent en continent, livré à l'Amérique ou au Japon, s'écroule presque sans défense.

CHAPITRE 3

CE QUE VOULAIT HITLER

« Nulle part les dissensions entre la tradition d'État anglaise et les puissantes forces financières juives ne se font mieux sentir qu'en politique étrangère. Contrairement aux intérêts d'État anglais la Juiverie désire non seulement l'abaissement de l'Allemagne mais son asservissement politique complet...

Aujourd'hui ce ne sont plus les princes ou leurs maîtresses qui se battent ou marchandent pour des frontières mais l'implacable Juif qui lutte pour l'établissement de sa domination sur le monde. AUCUN PEUPLE NE PEUT ÉCARTER LE POING JUIF DE SA GORGE QUE PAR L'ÉPÉE.

Nous devons incessamment rappeler quel est le vrai ennemi de notre monde actuel. Au lieu d'entretenir la haine entre ariens avec lesquels, quels que soient les questions qui peuvent nous séparer, nous unissent un sang commun et la grande ligne d'un même destin et d'une même culture, nous devons vouer à la colère générale le malfaisant ennemi de l'humanité, la cause de tous nos maux ! »

HITLER
(*Mein Kampf*).

« En Allemagne, les Juifs jouent le premier rôle et sont des révolutionnaires de premier ordre... Ils deviendront un fléau pour l'Allemagne... mais ils connaîtront probablement un lendemain qui leur sera néfaste. »

METTERNICH

« Je dois te déclarer que j'ai une dent aussi contre la Morale — (pas seulement contre la Religion, N. de l'A.)... Pour nos enfants les choses seront de toute façon beaucoup plus commodes. Ce sera après la Grande Révolution. Tu as raison de dire qu'elle viendra d'Allemagne. Pourvu que Bismarck crève... quand cela sera arrivé les socialistes allemands renverseront toutes les colonnes de notre vieille société. »

Edouard BRANDES

(Lettre à Strindberg, citée par
L. Christensen,
« Det Tredie Ting »).

« Nous nationaux-socialistes nous ne devons jamais participer à ce patriotisme fanfaron de notre monde bourgeois actuel. Revendiquer les frontières de 1914 serait politiquement une folie, un crime même, vu les conséquences qu'une semblable revendication ne manqueraient pas d'avoir... les frontières de 1914 ne signifient rien pour notre avenir. »

HITLER
(*Mein Kampf*).

La civilisation n'est pas qu'un état, c'est avant tout une mission.

Si l'on fait une place à part au monde arabe, où le poète, l'astronome, le médecin n'étaient qu'un luxe de plus sous la tente ou dans les palais de conquérants nomades et destructeurs, on peut affirmer qu'en dehors du *monde arien*, en entendant pas là, conventionnellement, le monde de race blanche proprement dite — l'histoire n'a produit depuis Rome qu'un seul groupe ethnique capable de porter la civilisation et l'organisation chez d'autres ou de les développer chez soi, de les étendre dans le temps ou dans l'espace : le Japon des derniers Ténos.

Le Monde civilisé ne peut comprendre ni les énormes masses *coolies*, à résistance nulle, ni certaines tribus guerrières et anarchiques à résistance inutile, livrées d'avance les unes et les autres à toutes les dominations. Il ne peut comprendre non plus les peuples dont la domination représente l'impossibilité d'établissement, la destruction ou l'abaissement dans quelque mesure que ce soit, de l'ordre civilisé lui-même — ceux qui n'emploient les armes que cet ordre leur livre que pour mieux en détruire les fondements. La Russie Judéo-Soviétique n'en fait évidemment

pas partie car elle réunit ces deux incompatibilités dans ses deux éléments sociaux constitutifs : minorités dirigeantes juives essentiellement perturbatrices, et masses slaves et mongoliques à soumission totale. Si donc nous devons donner à ce monde des frontières géographiques, il se réduirait aux pays de race blanche d'Europe et d'Amérique, à certaines de leurs colonies et dominions et au Japon.

Ainsi défini le Monde Civilisé comprend visiblement deux catégories de puissances : celles pour lesquelles le rapport entre *le terme population* (dénombrement actuel et coefficient d'accroissement) et *le terme production* (production actuelle et possibilité de production de la métropole, des dominions et colonies ainsi que facilités commerciales auxiliaires) est tel que l'existence de la population soit assurée, *rebus sic stantibus*, dans des conditions humainement possibles ou plus exactement : possibles pour les populations en question — et celles pour lesquelles une semblable suffisance ne peut être assurée que par la conquête ou par l'acquisition de nouveaux territoires d'exploitation ou d'influence ou en déterminant, par la force ou la bonne entente, de nouveaux courants commerciaux en leur faveur.

La pauvreté des pays de cette dernière catégorie peut prendre des aspects différents, s'exerçant concurremment ou séparément : 1) manque de matières premières et des denrées alimentaires indispensables à la consommation de la population, 2) manque de matières premières nécessaires au maintien d'une industrie nationale en vue des échanges *produits-industriels, denrées-alimentaires*, 3) manque de marchés extérieurs acheteurs nécessaires à l'acquisition de moyens de paiements internationaux, 4) détérioration de la valeur relative de la monnaie nationale par des campagnes dirigées du dehors ou par d'autres circonstances fortuites.

A un ou plusieurs de ces titres, ou à tous ces titres ensemble, trois des grandes puissances civilisées font incontestablement parti de la catégorie des nations pauvres : Le Japon, l'Italie et l'Allemagne.

II

« On permet à de puissantes charges explosives de s'accumuler dans différentes parties du monde. Elles éclateront avec violence et causeront de grands désastres si des mesures ne sont prises, en temps utile, pour les disperser. Nous voulons parler du nombre croissant des populations dans des régions dont les ressources sont absolument insuffisantes pour leur assurer l'existence... même à un standard de vie aussi bas que celui dont elles se contentent actuellement. »

(« Dangerous Spots in World Population »).

W. S. THOMPSON

L'empire japonais, dont la surface est un peu plus petite que celle de Bornéo, comprend 2,6 % de l'étendue de ce qu'on est convenu d'appeler les Régions Occidentales du Pacifique, mais contient environ 15 % de leurs populations. Pour indiquer le dangereux déséquilibre des pressions et des dépressions exercées par le rapport population-surface dans cette partie du monde rappelons que la densité de la population est de 380 habitants par mille carré au Japon, de 1,60 en Sibérie orientale, de 75 en Chine et ses dépendances, de 67 dans les Indes néerlandaises, 9,6 pour Bornéo, 3,2 pour la Nouvelle-Guinée, 11,70 pour la Nouvelle-Zélande, 1,83 pour l'Australie.

L'étude du rapport population-ressources fournit, en ce qui regarde l'obligation d'expansion pour le Japon, des indications encore plus alarmantes.

Relativement aux produits du sol, nous ferons remarquer qu'au Japon chaque hectare cultivé nourrit 8 personnes alors qu'en Australie, pour chaque habitant, il y a 8 hectares en culture et nous empruntons à Mr. Thompson, avec

les autres indications statistiques, le tableau suggestif suivant :

	ÉTAT DE JOWA	JAPON
Habitants	2.400.000	56.000.000
Chevaux et mulets	1.460.000	1.500.000
Bétail	4.560.000	1.500.000
Moutons	1.100.000	17.000
Cochons	7.960.000	670.000

Il a été quelquefois suggéré que le Japon devrait, comme la Grande-Bretagne, se transformer en un pays essentiellement industriel et remédier par l'échange de ses produits manufacturés à sa pauvreté naturelle. Peu de peuples aussi laborieux et aussi cultivé se contenteraient du *standard* de vie auquel s'est résigné le peuple japonais, mais quels que soient ses efforts il y aura toujours ser le terrain du développement industriel entre le Japon et la Grande-Bretagne une différence essentielle. La Grande-Bretagne trouve sur son territoire même des ressources inépuisables en fer et en charbon et trouve dans son Empire presque tous les autres produits indispensables à sa vie industrielle ; le Japon, lui, est forcé de recourir, pour tous les produits en question, uniquement ou principalement à l'importation. Sa vie industrielle et économique dépendra donc toujours, en temps de paix, non seulement des conditions naturelles des marchés étrangers mais même du bon plaisir d'un Roosevelt voire d'un van Moch et, en temps de guerre, uniquement de la force et de la longueur de son bras.

Voici à ce sujet quelques chiffres, empruntés à la même source :

	Réserves <i>per capita</i> en CHARBON	Réserves <i>per capita</i> en FER
Japon	126 tonnes	1,4 tonne
Australie	28.000 »	164 »
N. Zélande	2.500 »	52 »
Canada	71.000 »	458 »
Afrique du Sud	7.460 »	405 »
États-Unis	22.000 »	87 »
Grande-Bretagne	4.296 »	135 »

La réserve totale en charbon du Japon est de 8.000 millions de tonnes, dont environ 1.500 millions seulement sont réellement exploitables ; celle de la Grande-Bretagne (sans les colonies et les dominions) de 189.000 millions. La Grande-Bretagne utilise, par an, dans ses industries 900 millions de tonnes de charbon ; à ce taux les réserves exploitables du Japon seraient donc consommées en environ 10 ans.

Les réserves totales en minerai de fer du Japon sont de 75 millions de tonnes, en grande partie inexploitable ; celles de la Grande-Bretagne sont de 11.700 millions de tonnes. Les États-Unis emploient en un an une quantité de fer équivalente à toutes les réserves japonaises (quantités inexploitable comprises).

Quant au pétrole il suffit de faire remarquer que toutes les réserves existantes au Japon, à Formose et à Sakhaline, correspondent à la production des États-Unis pendant un an. Au rythme où le pétrole est consommé en Angleterre p. e. toutes les réserves japonaises seraient épuisées en 16 ans.

Le problème de l'existence du peuple japonais est donc grave ; cette gravité augmente tous les ans car tous les ans le Japon voit sa population s'accroître de 600.000 habitants. Toutes ces données, et bien d'autres analogues, étaient évidemment mieux connues à Londres et à Washington que n'importe où. On était plus intéressé que n'importe où, dans ces deux capitales, à ne pas aggraver inutilement une

situation déjà lourde des plus dramatiques possibilités. Si l'on ne s'y sentait pas disposé à quelques sacrifices directs en faveur du Japon, du moins aurait-on du éviter toute politique d'inutile provocation, nuisible aux intérêts anglais et américains avant tout, et favoriser les tendances d'expansion économique et politique du Japon vers d'autres marchés, ou d'autres territoires, que ceux où la Grande-Bretagne et l'Amérique n'admettaient aucune idée de partage.

Encore moins pouvait-on imaginer que Londres et Washington recourent, comme moyen de pression politique — à moins qu'ils n'aient voulu délibérément provoquer la guerre — à des mesures de *boycott* qu'ils rendraient encore plus efficaces en y faisant participer d'autres pays, fournisseurs du Japon pour les produits les plus indispensables à sa mortelle indigence.

Si des gens avaient été tenté de croire qu'une guerre économique contre le Japon, aussi risquée qu'elle fut au point de vue politique, aurait pu rapporter quelques avantages commerciaux aux deux puissances anglo-saxonnes, il aurait suffi, semble-t-il, de leur rappeler : 1) que toute la politique économique de Washington dans le Pacifique était dominée pas le fait que le commerce entre les États-Unis et le Japon était 2 fois $\frac{1}{2}$ plus grand qu'entre les États-Unis et la Chine ; 2) que toute amélioration du standard de vie au Japon, et tout rétablissement de l'ordre et de la sécurité en Chine et en Mandchourie, n'auraient fait qu'augmenter les occasions et les bénéfices pour le commerce anglais et américain. C'est du moins ce dont ont toujours été convaincu tous ceux qui, aux États-Unis et en Angleterre, firent de la situation économique dans le Pacifique l'objet d'études scientifiques soustraites aux influences de certaines forces ultra-politiques toutes puissantes au Capitole et au Parlement, à Wall-Street et dans la City.

III

« Le problème démographique de l'Italie est aujourd'hui, sous bien des rapports, le plus pressant d'Europe et celui qui amènera le plus probablement, dans un avenir rapproché, de graves complications si une solution raisonnable ne lui est pas trouvée. »

W. S. THOMPSON
(« *Dangerous Spots in World Population* »).

La densité de la population est, en Italie, de 339 habitants par mille carré. Les chiffres correspondants pour d'autres pays du bassin méditerranéen sont : France (184), Maroc (26), Algérie (26), Tunisie (43), Syrie (33), Transjordanie (10), Albanie (46).

L'excès des naissances sur les décès est annuellement d'environ 500.000. Cet accroissement est lui-même en croissance continue. Quelles sont les possibilités intérieures dont dispose l'Italie pour remédier à ce fait brutal et incontestable ?

Par de gigantesques travaux d'assèchement et d'irrigation, l'Italie de Mussolini s'est efforcé d'augmenter en même temps que la surface cultivée de son sol, le nombre des Italiens occupés aux travaux de la terre. Le Programme de ces travaux est cependant, par sa nature même limité et même lorsqu'ils seront complètement menés à bien ils ne procureront qu'un soulagement très partiel, et passager, aux problèmes aigus de l'absorption du travail et à celui de la nourriture de la population. Par ailleurs, le régime des pluies en Italie limite et la nature des cultures et la période de temps qui peut être consacrée aux travaux des champs, — circonstances qui y déterminent depuis des temps immémoriaux l'émigration saisonnière des paysans.

Ces paysans, du reste, sont parmi ceux qui font rendre le plus au sol de leur patrie et, tout compte fait, ce sol ne pourra jamais absorber ou nourrir beaucoup plus de travailleurs qu'il ne le fait en ce moment.

Dans quelle mesure l'industrie peut-elle aider à résoudre ce grave problème ?

L'Italie, comme le Japon, est frappée, sous le rapport du développement industriel, d'une infériorité essentielle : manque des matières premières nécessaires, obligations d'en importer la presque totalité.

Toute la réserve de charbon de l'Italie, largement estimée, représente le charbon extrait aux États-Unis en l'espace d'un an. La situation quant au fer est encore plus mauvaise. Une idée de la différence qui existe entre l'Italie et d'autres pays, quant aux possibilités d'absorption de la main-d'œuvre par l'exploitation minière, est donnée par les deux chiffres suivantes : ouvriers employés dans les mines en Italie (50.000), en Angleterre (1.140.000). De même que le fer et le charbon, les minerais non-ferreux, le pétrole, le caoutchouc doivent être importés par l'Italie qui ne les trouve ni chez elle ni dans ses colonies.

Dans de semblables conditions il n'est pas étonnant que même le marché intérieur de l'industrie italienne puisse à grande peine être défendu par un système de taxes adéquat. Quant à la conquête des marchés extérieurs, elle est et restera impossible ; tout ce que l'on pourrait espérer dans les circonstances actuelles c'est que le commerce italien réussisse à y maintenir ses maigres positions.

Il n'y avait que l'émigration qui, en dehors de la conquête, pouvait fournir au problème démographique italien une solution raisonnable. Les possibilités d'émigration aux États-Unis — où l'Italie envoyait environ 90.000 émigrants par an avant la Grande Guerre — et aux colonies et dominions anglais, ont presque totalement disparues à la suite des mesures draconiennes que ces pays « non-racistes » ont prises contre toute autre émigration que l'émigra-

tion anglo-saxonne et l'émigration juive.

En 1928, quelques centaines d'Italiens, parents de ceux établis dans le pays, ayant été admis en Australie, un ancien Président du Conseil s'écriait : « A qui appartient ce pays ? à nous ou à Mussolini ? Quoi, suffit-il que le Duce fasse cliqueter son sabre pour que nous laissions entrer toutes les grand'mères et tous les cousins des Italiens qui sont déjà ici ? » Le principal argument employé par ce respectable dignitaire et par la presse de son pays était que l'Australie devait être « kept white ». L'explication suivait immédiatement : les Italiens étaient, eux, de couleur olive.

Il serait intéressant de connaître les réflexions actuelles des hommes d'État et des journalistes d'Australie, le pays de race blanche plus égoïste du monde : celui qui préférerait courir le risque presque certain de l'asservissement au Japon, plutôt que de partager avec quelques millions d'Européens en plus ses inépuisables richesses.

IV

« Quand nous déclinons nous devenons les agitateurs du Prolétariat, les cadres d'une armée révolutionnaire. Quand nous montons une force terrible la puissance de l'Or monte avec nous. »

*Théodor HERZL
(« Ein Judenstaat »).*

De 1870 à 1914 la population allemande avait passé de 41 à 67 millions. De 1910 à 1914, seulement, elle avait augmenté de plus de 2 millions, — sans tenir compte de l'émigration vers le Nouveau Monde, continuellement croissante. Les années qui ont suivi la Grande Guerre ont vu se produire un fléchissement dans l'accroissement de la population allemande ; ce fléchissement a cessé et aujourd'hui, comme en Italie, l'accroissement est en continuelle augmentation.

Toutes les observations qui ont été faites tantôt au sujet de l'Italie, doivent être répétées au sujet de l'Allemagne et des possibilités d'absorption par l'agriculture d'une partie des paires de bras dont s'accroît annuellement son marché du travail. La terre allemande est l'une des plus laborieusement et scientifiquement travaillée. Son rendement moyen est supérieur à tout autre en Europe et les limites de la surface cultivée sont depuis longtemps étendues jusqu'au maximum. Même les faibles récupérations que l'Italie peut encore espérer ne sont pas à attendre ici.

Ce n'est donc, vu l'impossibilité de toute émigration substantielle, que dans le développement de son industrie que l'Allemagne peut trouver du travail, pour les bras de ses hommes et que dans le développement de son commerce extérieur de la nourriture, pour ses enfants.

A la différence de l'Italie, l'Allemagne a une réserve de charbon d'un ordre de grandeur comparable à celui d'autres pays industriels. En ce qui regarde le fer pourtant, depuis la perte de ses bassins miniers de l'ouest, elle en était réduite à une situation incompatible avec le développement d'une industrie indépendante ; la même situation existe quant aux autres métaux, au pétrole et aux textiles.

« Exportieren müssen wir oder sterben ! » avait dit le Führer dans l'un des discours qui précéda d'assez près le commencement de la nouvelle guerre mondiale. Par son labeur infatigable, par le talent et les découvertes de ses ingénieurs et de ses savants, les dons d'organisation de ses chefs d'entreprise, l'Allemagne aurait pu, malgré sa dépendance en fait de produits essentiels, étendre son commerce sur les marchés extérieurs d'une façon suffisamment large et stable... si les facteurs économiques et commerciaux normaux avaient seuls joué dans l'établissement du régime des échanges de par le monde.

Ce n'était malheureusement pas le cas. *La manœuvre de l'Or*, amorcée par les circonstances économiques et politiques de la Grande Guerre et continuée délibérément par ceux qui ont toujours gouverné les mouvements du métal jaune, avait complètement épuisé les différentes réserves nationales pour grouper toute la masse métallique dans trois capitales occidentales : Paris, Londres, New-York et pour accumuler finalement plus des trois quarts de l'or extrait aux États-Unis seulement.

Par l'abolition totale, ou presque totale, des couvertures nationales et par la détérioration, qui s'ensuivait, de la valeur internationale des monnaies, un esclavage financier, d'un ordre nouveau, par son universalité et son efficacité, avait été inauguré par certains cercles financiers à leur bénéfice exclusif ; cet esclavage ne permettait aux pays assujettis de trouver les moyens de paiement nécessaires à l'équilibre de leurs échanges que dans des emprunts

usuraires, dans un assujettissement donc plus grand encore. La manœuvre financière n'était, du reste, qu'un aspect de la manœuvre politique ; de même que les cercles en question n'étaient que les procureurs de certains pouvoirs occultes et des gouvernements qui les servaient.

Mr. Rist, dans un de ses ouvrages, avait assez bien défini cet état de choses lorsqu'il affirmait que tous les États n'avaient pas également droit à une monnaie couverte et que certains devaient s'en remettre, pour la stabilité de la leur, à l'influence catalytique des masses métalliques accumulées dans les grandes capitales et au bon vouloir des gouvernements respectifs.

Indépendamment des bénéfices énormes réalisés par les compagnies financières, qui se chargeaient du placement, et de la ruine des détenteurs des bons d'emprunt — emprunts qui étant usuraires finissaient par ne plus être honorés — le résultat le plus clair de cette manœuvre fut, avec l'apparition des millions de chômeurs, une paralysie des échanges entre les pays dont les signes monétaires avaient presque le même pouvoir d'achat extérieur et intérieur et ceux pour lesquels la différence entre ces deux valeurs était considérable et en continuelle fluctuation.

L'Allemagne n'était certes pas seule à souffrir de cet état de choses mais elle en souffrait plus que d'autres car plus que pour d'autres sa vie économique et son ordre social dépendait du volume de ses échanges. Elle riposta par le système du troc et de la couverture-travail, de même que l'Italie avait riposté par la couverture-stock, en attendant que la finance internationale leur imposa à l'une et à l'autre la *couverture-baïonnette*.

Mais il était *deux autres façons* encore d'empêcher, ou de dangereusement ralentir, cette exportation qui seule en dehors de la guerre et de la conquête, pouvait permettre à l'Allemagne de vivre et de survivre. Elles étaient toutes aussi anormales l'une que l'autre, elles obéissaient toutes les deux tout aussi peu aux lois du libre jeu des échanges

que cette stérilisation gigantesque de l'or — stérilisation que l'histoire économique du monde n'avait jamais encore vécue et qui sera l'une des principales caractéristiques de ce que l'on appellera l'ère de Genève. On ne manqua pas de les employer.

Ce fut d'abord la conquête, ou la tentative de conquête, par la pression politique ou financière ou par la corruption, des marchés acheteurs ou vendeurs de certains pays qui formaient une clientèle naturelle du Reich soit par la proximité et l'ancienneté des contacts, soit par le complément des échanges. Dans les pays du sud-est européen la pression politique jouait le rôle principal, les avantages économiques étant ainsi disputés et gagnés à peu de frais. En Amérique du Sud, c'était la pression financière que l'on employait en premier lieu. Dans l'un et l'autre cas le résultat, pour l'économie allemande, tendait de plus en plus à correspondre à celui d'un « boycott » en toute règle. Ce n'était toutefois pas encore cela.

Il devait être donné *aux grandes organisations juives* sous la conduite éclairée de *Mr. Samuel Untermyer*, le puissant ami de *Mr. Roosevelt* et le commanditaire de ses réélections, de remédier à cet imperfection en tendant sur les cinq continents — avec l'acharnement que l'on sait et sans la moindre opposition des gouvernements de Washington et de Londres, capitales de ces organisations — les rets de leurs listes noires et de leur « Anti-Nazzi-Boycott-Action ».

« Exportieren oder sterben ! »

V

« *Le Bolchevisme russe c'est la tentative au vingtième siècle de conquérir l'Empire du monde, après toutes celles qu'Israël fit à d'autres périodes de l'histoire, se servant d'autres moyens, du reste souvent semblables dans le même but...*

La lutte contre la bolchevisation du monde demande une prise de position claire vis-à-vis de la Russie Soviétique. On ne peut chasser le Diable avec Belzébuth. »

HITLER
(*Mein Kampf*).

Il était peu probable que des situations aussi précaires fussent acceptées indéfiniment.

Les *nécessités absolues* qui viennent d'être mises en évidence regardaient trois des nations les plus puissantes du monde et leur caractère impératif et urgent ne permettait pas de croire qu'une aggravation de la situation, une menace d'aggravation ou même une menace d'irrévocabilité dans le *statu quo* ne troublerait pas la paix du monde.

Nous ne voulons nullement affirmer que le répartition des richesses et des populations sur la surface du globe rendait la guerre indispensable ou même inévitable. En effet, une guerre n'aurait pu être considérée comme inévitable que si la tension *surpopulation-ressources* était devenue un état total insupportable sur la planète... les histoires abasourdissantes de coton, de café ou de grains brûlés dans les locomotives, ou jetés à la mer, prouvent qu'il n'en est heureusement rien. Une guerre n'aurait pu être considérée encore comme inévitable, au sein du Monde civilisé, que si l'une des puissances non-dotées n'avait pas choisi d'autres moyens de satisfaire ses justes appétits que

de se jeter sans plus sur les biens de l'une des puissances dotées.

Ce que nous voulons dire c'est que c'est à cette distribution fautive que tout homme d'État, tout gouvernement ayant à cœur le maintien de la paix, devait en premier lieu consacrer son attention. Tout projet devait être examiné avec bienveillance qui tendait à diminuer, dans les endroits les plus dangereux, la tension en question et si certains gouvernements n'étaient pas assez libres ou étaient trop conservateurs pour leur donner suite ils devaient au moins repousser toute suggestion tendant à l'augmenter ou à l'employer comme moyen de pression politique.

Sur une planète où la phase coloniale proprement dite était, à l'exception des territoires abyssins, pour ainsi dire achevée, les remèdes à ce dangereux état de choses devaient pour qu'ils ne fussent pas destructeurs du capital total de civilisation acquis par l'humanité, se conformer aux directives suivantes :

- 1) acquisition par les pays non-dotés de territoire de possible colonisation.
- 2) répartition libérale des matières premières, sous un régime donc qui ne fasse pas de cette répartition une arme politique.
- 3) acquisition par les pays non-dotés de zones d'influence en vue de l'exploitation des richesses locales ou du développement des marchés acheteurs.
- 4) restauration de la valeur relative des monnaies nationales détériorées et retour à la circulation internationale de tous les moyens de paiement qui avaient été stérilisés à des fins spéculatrices ou politiques.

En plus, sous peine de devenir une opération à résultat négatif pour le Monde Civilisé — impénétrable, lui, sans conflit armé général — la recherche de nouveaux territoires de colonisation ou d'expansion devait se faire de l'organique au désorganisé, de l'ordre à l'anarchie, du civilisé au barbare. *Il se trouvait que les trois puissances*

prolétaires se dirigeaient justement vers des territoires correspondant à cette restriction.

Le Japon s'orientait vers la Mandchourie et ses richesses inexploitées, vers la Chine où des masses incalculables offraient aux puissances intéressées un marché acheteur inépuisable — à condition toutefois que l'ordre y remplaçât l'anarchie. L'Italie avait trouvé en Abyssinie le seul territoire de colonisation encore disponible de par le monde et des ressources dont la mise en valeur l'aurait occupée au moins un quart de siècle. Quant à l'Allemagne de Hitler — renonçant explicitement depuis le plébiscite de la Sarre à toute revendication vers l'occident, reconnaissant à la Pologne le droit d'issue à la mer à travers des territoires qui avaient été allemands (ne réservant que la question de Dantzig et des communications avec la Prusse Orientale), renonçant en plus à mettre la question coloniale à l'ordre du jour et donnant à entendre qu'elle pourrait même ne plus la soulever — elle avait décidé de chercher vers le Caucase et vers l'Oural, là en somme où voulait l'envoyer Mr. Churchill dès 1919, l'exercice d'une mission de découverte, de mise en valeur, d'organisation, de pacification, de civilisation en un mot, dont les masses russes avilies, réduites au *standard* de vie de bêtes auraient été les premiers bénéficiaires. Le succès de cette mission représentait du reste pour le Monde Civilisé, vivant depuis plus de vingt ans sous la menace la plus grande qui depuis Attila et les Sarrasins ait jamais pesé sur lui, l'alternative de la survie ou de la disparition.

Pour qu'un semblable acheminement des destinées humaines fut possible, pour qu'après les terribles années de destruction de la Grande Guerre, le Monde Civilisé put compter sur une période de restauration et de progrès au moins aussi longue que celle dont il avait joui après 1870, pour que peut-être même le cauchemar du conflit périodique s'évanouît pour une longue mémoire d'homme, il

suffisait, avait cru, avait voulu Hitler, que l'Empire le plus riche du monde, celui qui n'avait qu'à conserver et à raffermir ce qu'il possédait, que l'Empire Britannique s'entendit avec les trois puissances les plus pauvres.

Les rapports d'amitié de la Grande-Bretagne et de l'Italie avaient été, dès la naissance du jeune et vigoureux royaume, d'une telle stabilité qu'ils étaient devenus une tradition non seulement pour la politique particulière de ces deux puissances mais pour celle de l'Europe: L'alliance anglo-japonaise avait pendant un quart de siècle assuré pacifiquement le développement de l'influence économique et politique de la Grande-Bretagne en Extrême-orient, et pendant la Grande Guerre le Japon avait loyalement monté la garde autour des immenses possessions anglaises en cette région. Quant à l'Allemagne, la direction que la volonté de Hitler, que la politique étrangère du parti national-socialiste se proposait d'imprimer à son inévitable expansion, était justement la seule qui ne semblait pas entrer en conflit avec les intérêts nationaux et impériaux de la Grande-Bretagne.

Ce que voulait Hitler pouvait donc en stricte logique être considéré comme parfaitement réalisable, pourquoi ne l'aurait-il pas été aussi en bonne politique? Rêvons un instant comme Mr. Churchill; imaginons un monde où 200 millions de Russes et 400 millions de Chinois, où toutes les richesses de la Russie d'Europe et celles des deux tiers du Continent Asiatique, sans compter celles presque inexplorées de l'Abyssinie, auraient été rendues, sans troubles ni conflit entre puissances civilisées, au jeu normal de la production et de la consommation, soumis à la surveillance et au développement raisonné d'un effort civilisateur. Imaginons-nous un monde débarrassé du double cauchemar des révolutions, dont la Russie Soviétique était depuis un quart de siècle l'instigatrice, et de la guerre entre les grandes puissances — un monde soustrait en plus à ces servitudes destructives de bien-être acquis et de paix sociale

qui s'appellent cyclone des monnaies, douanes prohibitives, arrêt des échanges, autarchie!

Est-ce aux masses russes, dans lesquelles le régime soviétique, après avoir entièrement exterminé une élite, avait creusé, au vu et au su du monde entier, d'inimaginables hécatombes — est-ce aux masses de Chine où de semblables hécatombes pouvaient avoir lieu sans même qu'en Europe on en fut informé autrement que, deux ans après, par un entrefilet plutôt indifférent du « Times » — ou est-ce aux populations esclaves d'Abyssinie qu'un pareil ordre aurait pu nuire?

Tout homme d'État désirant éviter au Monde civilisé les hasards et les désastres d'une guerre générale, tous ceux qui avaient vécu ceux que la Grande Guerre avait déchainés auraient dû vouloir ce que voulait Hitler, concourir à cet ordre de choses, quitte à défendre de leur mieux dans ce nouvel arrangement les intérêts de leur pays. **TOUTE CONJURATION CONFORME AU DESSEIN DE GUERRE ET DE RÉVOLUTION, DONT LA RUSSIE SOVIÉTIQUE ÉTAIT LE BRAS TEMPOREL ET LE MONDE JUDEO-MAÇONNIQUE L'ÂME ET LE CERVEAU, DEVAIT, PAR CONTRE, LE COMBATTRE ET L'EMPECHER.**

VI

« Alors que l'État anglais ne pouvait se résoudre à dénoncer son alliance avec le Japon... toute la presse juive attaqua cette alliance avec acharnement... Car le Juif sait très bien que si par ses machinations millénaires il pouvait réussir à corrompre les peuples européens et à les transformer en bâtards émasculés il lui serait impossible d'imposer le même sort à un peuple national asiatique comme le Japon... Le Juif craint pour sa domination millénaire l'existence d'un État japonais et désire son annihilation avant l'établissement de sa propre dictature sur le monde. C'est pour cela qu'il excite aujourd'hui les peuples contre le Japon comme il le fit contre l'Allemagne et alors que l'État britannique voudrait pouvoir compter encore sur son alliance avec Tokio la presse judéo-britannique exige la rupture et la lutte contre l'alliée japonaise. »

HITLER
(*Mein Kampf*).

La loyauté exemplaire du Japon avait permis à la Grande-Bretagne, pendant la Grande Guerre, de retirer presque toute sa flotte de l'Océan Indien et du Pacifique et de transporter en Europe, des Indes, d'Australie et de Nouvelle-Zélande, le meilleur de ses troupes. Cette alliance lui avait conservé dans cette région, malgré son absence militaire et navale, tout son prestige, toutes ses positions économiques et politiques. Au premier appel, le Japon avait en plus envoyé ses flottilles dans la Méditerranée, ses troupes à Wladivostock et s'était déclaré prêt à les envoyer sur n'importe quel point du front, soit pour remplacer la Russie défaillante, soit pour remettre l'ordre dans l'anarchie bolchevique.

Pourtant, malgré les protestations des éléments nationaux alors encore conscients, qui, comme Mr. Churchill et Mr. Austin Chamberlain, voyaient dans la dénonciation de l'alliance un danger mortel pour l'Empire, le Gouvernement britannique lui enleva tout d'abord sa signification en l'accrochant au Covenant et la noya définitivement ensuite dans la Convention de Washington. C'est avec une réelle satisfaction d'ordre esthétique que l'on relève parmi les avocats acharnés de la dénonciation, à côté de tous les *leaders* de la sociale-démocratie d'Angleterre et des Dominions, à côté des juifs synthétiques et des crypto-juifs tels Mr. Weakman-Stead, Mr. Eden, Mr. John Simon, etc. les noms révélateurs de *Mr. Samuel*, ex-home-secretary, *Nathan*, député libéral et *Lévy*, député conservateur... on voit que l'accord régnait entre les tribus si non au sein des partis.

L'argument principal des ennemis de l'alliance était que celle-ci avait été conçue pour s'opposer aux ambitions de la Russie des Tzars ; cette Russie n'existant plus, l'alliance n'avait plus de raison d'être. Il n'était pas de cerveau tant soit peu réfléchi qui n'aurait du se dire, au contraire, que la Russie des Tzars n'avait représenté qu'un danger, celui de son expansion militaire, tandis que la Russie Judéo-Soviétique en représentait deux, aussi bien pour l'Empire que pour le Japon : celui de la formidable armée qu'elle était en train d'organiser et celui des agitations intérieures et des rebellions dont, ainsi que ses chefs eux-mêmes ne cessaient de le proclamer, elle était l'instigatrice aussi bien en Europe que sur les autres continents.

Les ignorants ont cru pouvoir attribuer la décision du Gouvernement britannique à la nécessité de lutter sur certains marchés, le marché gigantesque chinois entre autres, avec la concurrence japonaise. C'était au contraire l'alliance anglo-japonaise qui seule avait maintenu ouvertes les portes de la Chine au commerce britannique. Les

événements ne tardèrent pas à le prouver à ceux qui l'avaient oublié.

La campagne populaire en Chine contre le commerce anglais d'abord, contre les positions militaires et politiques de la Grande-Bretagne ensuite, commença dès l'abolition de l'alliance. En 1925, les importations anglaises tombent de 338 millions de *Taels* à 113 millions ! Sur toute l'étendue du territoire les attentats contre les intérêts, contre les sujets britanniques se multiplient. Les affaires de Hankau, Kun-Kiang et Canton ne marquent que le début de cette action devant laquelle l'Angleterre *préféra baisser pavillon* plutôt que de retourner, ne fût que par la voie d'une entente, que le Japon ne cessa de souhaiter, à la politique de la défunte alliance.

Oui, l'Angleterre préféra céder. En janvier 1926 la proposition O'Maley *sonna le glas de l'influence britannique en Chine*. Elle contient, de fait, devant les exigences chinoises une abdication militaire, politique et économique complète... et inutile. Pourquoi ? Aucun raisonnement, aucun sophisme, ne pourraient expliquer, semble-t-il, cet attentat aux intérêts nationaux et impériaux.

Ce n'était pas l'influence du Gouvernement nippon qui se trouvait derrière l'agitation anti-britannique, les excès sanglants, les actes de brigandage et de pillage. Celui-ci, victime d'agitations semblables, était au contraire prêt à tous les efforts pour maintenir l'ordre ; il lui revint maintes fois à cette époque de défendre *manu militari* non seulement ses propres intérêts et ses propres ressortissants, mais encore ceux de son ancien allié. *Derrière toute, cette campagne, derrière tous ces incidents, au milieu des foules dévastatrices, à côté des chefs de bandes et des généraux, se trouvaient les instigateurs et les conseillers soviétiques, les envoyés de Moscou.*

La Russie judéo-soviétique s'était, à force de coups de main, d'expéditions militaires, de massacres immenses ou

d'assassinats au détail, installée en maître dans la Mongolie extérieure et dans la Chine centrale et orientale — ceci bien entendu sans que la moindre protestation ne se fut élevée de la part des puissances genevoises. Elle faisait rayonner de là ses agents, ses envois de subsides, sa propagande maléfique vers les Indes, le Thibet, les États Frontières, vers tout l'Empire britannique d'Asie ainsi que vers les Indes Néerlandaises.

Mais c'était en Mandchourie et en Chine surtout que cette influence de désastre se faisait sentir. Ces pays présentaient à l'époque des premières interventions japonaises un aspect tellement chaotique qu'il était impossible à la presse de connaître et d'enregistrer d'autres événements qu'une partie seulement de ceux qui se passaient dans les provinces voisines des possessions européennes. Ces immenses empires étaient d'un bout à l'autre parcourus par des bandes de pillards qui prenaient le nom d'armée lorsque leurs chefs parvenaient à se maintenir pour quelques mois dans telle ou telle province. C'étaient entre ces « généraux » des guerres sans fin. Ils ne semblaient s'entendre que sur un seul point : chasser, piller, massacrer l'étranger, agents consulaires, commerçants, missionnaires, sœurs de charité. Jamais dans l'histoire des relations du Monde civilisé et de la Chine, si riche pourtant en interventions internationales concertées, une intervention n'avait semblé plus légitime, plus nécessaire.

Il aurait été indispensable de s'entendre en vue d'une pareille opération. Il aurait été rigoureusement logique et politique d'en confier la direction à la grande puissance la plus voisine et la plus intéressée au rétablissement de l'ordre. C'eût été une opération hautement constructive pour le Monde civilisé et pour les intérêts des populations locales en premier lieu ; mais il y avait aussi là l'occasion de réparer cette erreur que Mr. Churchill avait lui-même jugé fatale non seulement pour l'Empire britannique mais pour le monde : la rupture de l'alliance anglo-japonaise.

On sait comment cette occasion fut mise à profit par les puissances de Genève et par l'Angleterre tout particulièrement. C'est avec Lord Cecil, Sir John Simon, Mr. Eden, Mr. Landbury, Mr. Lloyd George comme porte-drapeau, poussés, soutenus par tous les Samuel, Lévy et Nathan de l'Ancien et du Nouveau Monde que fut conduite la campagne qui amena la dénonciation des traités de commerce anglo-japonais et indo-japonais et la décision du 7 février 1933 du Conseil de la S. D. N., profondément humiliante pour l'Empire du Soleil Levant. Cette décision provoqua le départ du Japon de la Société des Nations, dites libres et civilisées, où la Chine devait prendre sa place comme plus tard l'Abyssinie esclavagiste celle de l'Italie.

Du vice, se demande M. de Saint-Aulaire ?

« Non, répond-t-il, c'est un grand amour, *un grand amour pour les Soviets* à travers le Gouvernement de Nankin qui n'est est que le masque asiatique. La S. D. N. avait obéi à ce sur instinct — *ou à cet ordre secret* — qui en fera toujours l'alliée de l'anarchie contre l'ordre, de la barbarie contre la civilisation, de la guerre contre la paix ! »

Pour montrer dès maintenant avec quelle ferme volonté, avec quel acharnement cet ordre secret, ce Dessein de guerre était poursuivi, nous anticiperons sur l'ordre chronologique des événements et nous rappellerons les provocations inouïes qui, moins de 10 ans après la décision du 7 février, devaient jeter de force le Japon dans la guerre actuelle. Ce ne furent pas seulement les secours massifs à la Chine, en argent, en matériel, en volontaires dans sa guerre contre le Japon, ce fut l'embargo sur tous les échanges entre l'Amérique et le Japon, le blocus de fait créé autour de cet Empire pour toutes les matières indispensables à son existence ! Ce furent les missions économiques japonaises — envoyées aux Indes néerlandaises pour acquérir à l'amiable le caoutchouc, le pétrole, l'étain que sous peine de périr leur pays était autrement obligé de venir chercher de force — renvoyées brutalement et

poursuivies par les colibets du Vice-Gouverneur Mr. Hubertus Van Moch, agent dérisoire et docile de Wall-Street.

Folie ? Demanderons-nous à notre tour.

Non, action très bien calculée par M. le Président Roosevelt *auquel une guerre avec le Japon était indispensable* pour pouvoir entraîner l'opinion publique de son pays à une intervention en Europe au secours de la Russie Judéo-soviétique... car en somme c'est bien là qu'on en est arrivé et il ne s'était jamais agi d'autre chose.

VIII

« Pendant que l'Angleterre s'efforce de maintenir sa position dans le monde, le Juif organise son attaque en vue de le conquérir tout entier. Il aperçoit déjà les états actuels d'Europe comme d'impuissants jouets dans ses mains, soit par le détour de ce qu'on appelle la démocratie occidentale, soit sous la forme d'une mainmise directe par le bolchevisme russe. »

HITLER

(*Mein Kampf*).

« Contre un pays aussi barbare que l'Éthiopie, écrivait Lady Simon, après enquête sur place, il faudrait organiser non une expédition mais une croisade. »

Si la Chine était sur cette terre l'image même du chaos, l'Abyssinie, en effet, était celle de l'abjection et de la dégradation humaine. La tyrannie des pires, les maladies-fléaux, l'esclavage, l'anarchie y faisaient de continuels ravages et y avait créé un état constant tel qu'il n'est pas de voyageur qui ne s'en soit, comme Lady Simon, détourné avec horreur. Dans un livre magnifique et dont nul n'a contesté la véracité, livre qui aurait du suffire comme dossier aux hommes d'État des Puissances de Genève. « *Les flambeurs d'hommes* », l'un d'eux nous a montré le Raas Tafari, celui qui devait devenir par usurpation après les assassinats de rigueur, le Négus, faisant envelopper soigneusement dans des bandelettes imbibées de cire et flamber vivant sous ses yeux de malheureux chefs rivaux, alors que les ministres du futur souverain s'amusaient sous sa haute surveillance, comme à la balle, du bout de leur lance, avec ces lamentables torches humaines.

Cet « État » n'avait en plus pas de frontières ainsi qu'avait été obligé de le constater la commission chargée d'exami-

ner l'incident d'Oual-Oual. Même si ce dernier détail n'aurait semblé pouvoir servir que de prétexte, tous les prétextes auraient été bons qui auraient permis au Monde civilisé de supprimer par la croisade, que recommandait Lady Simon, cette dernière tache de honte sur la carte du Continent africain.

Tout homme d'État acquis à l'idée de la paix aurait dû bénir la circonstance par laquelle l'Italie, surpeuplée, indigente et dénuée de toute colonie digne de ce nom avait été amené à choisir l'Abyssinie comme territoire d'expansion, prête à y appliquer, pour le plus grand bien de tous, les magnifiques qualités de colonisatrice qu'elle avait hérité de Rome.

Ce fut pourtant le parti du Négus que l'Angleterre et Genève prirent, avec une violence telle que, d'écueil en écueil, elle conduisit au bout du compte l'Europe jusqu'au conflit actuel.

C'est en France que les manifestations des porteurs du Desein de guerre prirent, à l'occasion du conflit italo-abyssin, leur forme la plus révélatrice. L'intérêt qu'avait ce pays à favoriser l'entreprise italienne était doublement manifeste. Les moins chauvins auraient dû comprendre le danger qu'il y avait à se créer un ennemi de plus sur les frontières européennes ; les moins impérialistes auraient dû accueillir avec joie une entreprise coloniale qui détournait l'Italie pour un quart de siècle au moins de ses visées nord-africaines. Un orage parlementaire et maçonnique dont le Jupiter était M. Blum renversa pourtant M. Laval. Le Monde de la guerre ne lui a jamais pardonné depuis d'avoir voulu trouver une formule conciliatrice donnant un minimum de satisfaction à l'Italie, conservant la paix au monde et abordant même de raccroc le pacte à quatre. Lord Cecil qui s'était rendu maître de l'opinion anglaise par la voie d'un « plébiscite » organisé par les Loges, dont depuis des générations des membres de sa famille dirigeaient

en grande partie l'activité, et Mr. Eden, le secrétaire du juif assyrien Sassoon, renversèrent son « complice » Hoare.

Wall Street, qui avait expédié en hâte auprès du Négus le juif Ricket pour se créer quelques semblants d'intérêts légitimes, prêta tout le concours de sa presse et de son influence. *La victoire fut complète*, car à cette même occasion, par la voie des sanctions, le monde fut définitivement précipité dans l'abîme des *autarchies* au bord duquel il vacillait depuis quelques temps, principe d'organisation économique qui porte en soi la guerre aussi évidemment qu'il en est le produit.

« Pourquoi tous les parlementaires juifs ont-ils voté contre moi ? » se demandait M. Laval. La réponse n'est pas aussi simple qu'on pourrait le croire.

Ce n'était pas tant une entente entre l'Italie et la France que ces parlementaires craignaient, entente qui n'aurait fait que renforcer la position militaire et politique de cette dernière vis à vis de l'Allemagne, *c'était que l'affaire d'Abyssinie ne fournit à M. Laval l'occasion de négocier avec le Duce une entente générale au sein du Monde civilisé. Cette possibilité paraissait d'autant plus désastreuse aux porteurs du Dessein de guerre qu'ils avaient réussi presque, à l'époque, à introduire en Europe, par la voie du pacte franco-soviétique, le fameux cheval de Troie de Dimitroff.*

S'il nous est encore permis d'anticiper, ce fut là une préfiguration de ce qui se passa en France pendant les 7 premiers mois de la guerre actuelle et que M. de Monzie nous raconte dans ses souvenirs de « *Ci-Devant* » avec une autorité que nul ne pensera lui contester. Aussi bien M. Daladier que M. Reynaud l'empêchèrent, pendant toute cette première phase du conflit, où entre les puissances occidentales le sang n'avait pour ainsi dire pas encore coulé, de répondre à un *standing invitation* que cet homme d'État avait de la part de l'Italie. On craignait à Paris et à Londres, dans les cercles dont M. Lipschitz-Lecache s'est

chargé de nous exprimer la pensée, que le Duce non rebuté par l'échec de ses tentatives de septembre, ne chercha et ne trouva, avec un représentant accrédité de la République, un moyen d'arrêter *tant qu'il en était encore temps* l'inutile boucherie, d'empêcher que l'irréversible ne fut consommé.

IX

« Nous avons donc nous nationaux-socialistes renoncé délibérément et une fois pour toutes à la direction qu'avait pris notre politique extérieure d'avant-guerre. Nous recommençons là où on s'était arrêté il y a six cents ans. Nous arrêtons la poussée allemande vers le sud et l'ouest de l'Europe et dirigeons nos regards vers l'orient. Nous liquidons la politique commerciale et coloniale d'avant-guerre et passons à la politique de l'espace de l'avenir... »

HITLER
(*Mein Kampf*).

Des citations détachées du texte de « *Mein Kampf* » ont longtemps permis aux facteurs de trouble d'accréditer la légende qu'Adolf Hitler considérait une guerre de revanche contre la France comme inévitable, indispensable aux destinées et à la grandeur du nouveau Reich. C'est le contraire qui ressort de la lecture des chapitres du fameux livre se rapportant à la politique extérieure du national-socialisme, — chapitres écrits d'ailleurs avec toute l'amertume et la virulence d'une époque qui avait vu les Sénégalais camper en pays rhénan.

Hitler ne demandait à la France que de laisser vivre et se développer cette nouvelle Allemagne derrière les frontières que les Français eux-mêmes avaient choisies. Dans « *Mein Kampf* » Hitler exclut au bout du compte tout autre effort pour son pays, à moins d'y être contraint, que celui où devait le conduire le duel inévitable avec la Russie judéo-soviétique.

Dans cette défense contre l'anarchie et l'anéantissement, dans cette expansion vers l'orient, c'est le conspirateur avoué universel, c'est l'agresseur du monde entier que les

armées allemandes se disposent à rencontrer. Ces armées, proclamait Hitler, ne reprendront plus les routes stériles d'occident... à moins que la France ne se refuse définitivement à accorder à l'Allemagne l'assurance de paix demandée, à moins qu'elle ne continua à se complaire et à s'installer dans cette politique de menace permanente et concertée contre laquelle l'Allemagne était obligée de se défendre et que M. Bainville appelait complaisamment la politique de Richelieu — ce n'était que celle de MM. Benès et Titulesco !

Mais dans ce cas même, Hitler préférerait remédier au danger non par la guerre mais par les garanties que lui fourniraient en Europe des amitiés aussi puissantes que celles de la Grande-Bretagne et de l'Italie. Ces amitiés il les recherche non pour pouvoir mieux faire la guerre à la France mais pour ne pas avoir besoin de la lui faire.

Pour Hitler il n'y a qu'un ennemi irréconciliable, qu'un ennemi qui soit lui-même obligé de rechercher la destruction du Reich National-Socialiste ; c'est la Russie judéo-soviétique qui en est l'antithèse, comme elle est l'*Anti-Europe*, l'ennemi par définition de tout développement pacifique dans l'état économique, social et politique du Continent.

Ce qui aurait favorisé le mieux la politique extérieure du national-socialisme c'était que la France se contenta de jouir en paix de son immense empire ou même que le rapprochement entre l'Allemagne, l'Italie et la Grande-Bretagne fut heureusement complété par une adhésion française.

Chimères ? Nullement ! Combien d'hommes d'État français qui auraient dès alors ou depuis, si cela n'avait dépendu que d'eux, adopté et mené à bien le même programme !

Les intérêts divers étaient certes difficiles à ajuster mais l'effort en valait la peine et lors des pourparlers du Pacte à quatre — cauchemar de tous les ennemis de la paix —

on put croire un moment que l'on était bien près de ce que voulait Hitler.

Vains espoirs ! Le travail remarquable accompli par les porteurs du Dessein de guerre et de révolution, lors des affaires de Mandchourie et d'Abyssinie, en ce qui regardait le Japon et l'Italie, fut complété, en ce qui regardait l'Allemagne, par la conclusion et la ratification de l'Alliance Franco-soviétique.

Telles furent, comme aurait dit Churchill, les solutions que les puissances dites de Genève surent donner, en cet univers dont elles prétendaient vouloir assurer le bonheur, au problème japonais, italien et allemand.

CHAPITRE 4

GRUNSPANN CONTRE MUNICH

« ... par ce crime, tout était remis en question. »

Anatole de MONZIE
(Ci-Devant).

« Celui d'entre nous qui n'est pas un châtré d'âme et d'esprit, celui d'entre nous qui n'est pas complètement impuissant à haïr, partagera notre exécration des non-Juifs. Je ne suis pas autorisé à parler au nom de la communauté des Juifs ; peut-être ne leurs ais-je jamais dit un mot à ce sujet. Cette restriction n'est cependant que purement juridique : je ne suis, en réalité, de rien aussi convaincu que si il y a quelque chose qui uni tous les Juifs du monde entier, c'est cette haine, grande et sublime. »

Rabbin Cheskel Zwi KLÖTZEL
(dans le JANUS, no. 2, 1912—1913,
cité par Siegfried PASSARGE : « Das
Judentum als Problem », Munich, 1919).

I

« Ce fut le jeune juif Grunspann qui rétablit la continuité des événements. »

Rugter ESSEN
(L'Inconnu Russe).

La providence a ses voies qui ne sont pas toujours celles de nos hommes d'État. Il est curieux d'observer que la conclusion d'un accord militaire entre les Soviets et la France qui semblait devoir ruiner à jamais les perspectives d'un rapprochement entre ce pays et l'Allemagne eut au bout d'un certain temps un effet absolument contraire et conduisit de fil en aiguille l'Europe à Munich et M. de Ribbentrop à Paris.

M. Laval, comme presque tous les politiciens nationalistes français, même ceux qui, tel M. Maurras, étaient hostiles à l'idée d'un rapprochement avec l'Allemagne, ne voulait pas d'un pacte avec Moscou. Il estimait à juste titre que cette « garantie » supplémentaire risquait de faire s'effondrer toutes celles que depuis Versailles on avait échafaudées autour des frontières orientales de la France : Covenant, alliance polonaise, amitié et conventions d'État-Major avec la Grande-Bretagne, conventions politiques et militaires avec la Petite-Entente et finalement Pacte de Locarno. Il ne pouvait, en homme de loi et en homme d'État, ne pas discerner tout particulièrement les incompatibilités qu'il y avait entre ce dernier instrument diplomatique et une alliance militaire avec la Russie Soviétique.

Les pressions qu'exercèrent sur lui tant les milieux de gauche conduits par MM. Blum, Zay, Cot, Herriot que certains milieux dits de droite que dirigeaient MM. Mandel et Reynaud, ainsi que le chantage de deux des gouvernements de la Petite-Entente, l'obligèrent pourtant à signer

le texte que brandissaient, en même temps que leurs billets de wagons-lits pour Berlin, Benès et Titulesco.*)

Si M. Laval préféra signer lui-même le pacte, plutôt que de se retirer et d'en laisser la responsabilité à d'autres, ce fut pour se réserver la possibilité d'y introduire une ou deux clauses qui maniées par des mains vraiment françaises en auraient diminuée la nocivité et dans l'espoir aussi d'en retarder indéfiniment la ratification.

On renversa M. Laval pour déjouer ses calculs mais il arriva que le pacte trop fraîchement conclu ne joua pas au moment qui semblait le plus particulièrement adapté à son application : celui où l'Allemagne considérant que Locarno avait été dénoncé, répudiait à son tour, par l'occupation de la zone rhénane, les dernières restrictions de caractère militaire que lui avait imposé le Traité de Versailles. A Paris, à Londres, les facteurs responsables, hésitèrent. Ce qui détermina leur conduite aussi bien dans cette affaire que plus tard dans l'affaire d'Autriche et de Tchécoslovaquie, c'est — nous en sommes persuadés — la conviction errigée à l'état de dogme, que l'on avait depuis de longues années dans les sénacles secrets où les destinées de notre pauvre monde se décident en dernier ressort, que sans le concours de la Pologne, alors encore récalcitrante, toute entreprise contre l'Allemagne était vouée à un échec presque certain.

Cette conviction nous avait valu à elle toute seule, grâce à la politique indépendante de Pilsudski, de longues années de paix. Ce ne fut que lorsque la politique du Maréchal fut subitement abandonnée par M. Beck, lorsque deux coups de pistolet en envoyèrent de surcroît, le dernier champion, le fidèle Slaveck, aux Elysées héroïques où son patron l'attendait en maugréant, que les porteurs du Desein de guerre jugèrent leur heure venue... ils ne la manquèrent pas.

*) Texte qui avait, du reste, été soigneusement rédigé par ce dernier. Telle était en effet la technique diplomatique européenne en ces temps fabuleux.

Quoiqu'il en fut, le nouveau Reich, son coup d'audace une fois réssi se trouva avoir une frontière occidentale militairement défendable, et bientôt défendue, et les derniers territoires qu'il était dans ses intentions de revendiquer sur cette frontière soumis à son entière souveraineté. La possibilité d'un rapprochement franco-allemand était du fait, vu les intentions pacifiques de l'Allemagne à l'égard de la France, augmentée non diminuée.

Le sentiment de sécurité créé pour l'Allemagne par le nouveau dispositif militaire sur le Rhin prolongea son effet bienfaisant dans l'histoire de l'Europe car il encouragea le Gouvernement de Berlin au règlement rapide et radical de deux des trois questions dont une solution préalable était indispensable au développement pacifique de la politique du Continent : celle de l'Autriche et celle des Pays Sudètes.

Au bout du compte, par Cologne, la signature du pacte franco-soviétique nous avait conduit à Vienne d'abord, puis à Munich — à un état de choses, donc, plus favorable que toute situation antérieure à un rapprochement général, France complice, entre puissances civilisées. Il n'y aurait eu après Munich pour assurer la paix qu'à stabiliser et développer cet état de choses. S'y employa-t-on également dans les principaux pays intéressés?

II

« L'opinion aux États-Unis a été stupéfaite de cette attitude jugée scandaleuse du Gouvernement français (l'Accord de Munich). Ce manquement aux engagements est très sévèrement jugé. Nous étions assaillis de questions inquiètes. Toutes se terminaient par cette espèce de supplique : le peuple français réagira, il n'est pas possible que la France du Front Populaire abandonna ainsi la lutte ?... »

JOUHAUX retour de New-York.
(« l'Humanité », 30 septembre 1938).

Munich provoqua en Angleterre aussi bien qu'en France deux réactions également remarquables et diamétralement opposées.

Dans les milieux politiques où l'idée de sécurité et de grandeur nationale constituait une immémoriale tradition et dans la foule des anciens et des éventuels combattants : une approbation totale ou même une reconnaissance enthousiaste pour les deux hommes d'État — Mr Chamberlain et M. Daladier — qui avaient évité au monde un conflit aux conséquences imprévisibles.

Dans cette minorité hétéroclite composé à doses inégales des milieux pacifistes, antimilitaristes, antinationaux et libertaires et de groupes ou de personnalités qui faisaient du drapeau une affiche électorale et de la Patrie une profession : désapprobation vénémente, manifestation de dépit et de rage, recrudescence des instigations aux armements et à la guerre contre les puissances dites totalitaires. Cette minorité se distinguait par l'importance des moyens de publicité qui étaient mis à sa disposition et par celle de certains des hommes d'État qui s'étaient mis à sa tête.

L'Amérique du Président Roosevelt fut le seul pays peut-

être où, pour ainsi dire, toutes les voix officielles et officielles se mirent dans un ensemble parfait au service de ce que depuis lors on a appelé *l'Antimunich*. Les pays de l'Axe furent, par ailleurs, les seules où gouvernement et opinion proclamèrent unanimement leur satisfaction et leur désir de stabiliser Munich, d'en faire le point de départ d'une nouvelle ère de collaboration entre les puissances occidentales.

C'était évidemment de l'évolution de ce conflit d'opinions que devait dépendre, en dernier lieu, que Munich fut le commencement de la Paix ou n'ait été que la guerre différée. Il est intéressant de consigner une partie des noms de ceux, politiciens, journalistes, directeurs d'agences ou de postes d'émission qui en France, par exemple, plaidèrent sans répit pour que ce ne fut pas la paix.

Aux déclarations hypocrites ou véhéments des *Blum, Mandel, Zay, Cot, Reynaud, Kerilis* répondit le concert assourdissant des *Salomon Grunbach, Jaques Kayser, Jules Moch, Julien Benda, Louis Levy, O. Rosenfeld, Bloch, Weiskopf, Lazarett, Vogel*, les frères *Boris, Emile Khan, Paul Lévy, Hagenauer, Fernand Hauser, Joze, Alstot, Schuman, Bollak, Pierre Paraf, Jacques Klein, Félix Levitan, Langevin, Jacques Meyer, Lipschitz-Lecache*, les frères *Katz-Cotnareano**), *Pertinax-Grunbaum, Buré*, etc.

La violence des campagnes contre les puissances de l'Axe dépassa en Amérique, en Angleterre et en France tout ce qui avait été vu jusque là. Les attaques, les insultes aux chefs des états « totalitaires » ou à leurs ministres tombaient non seulement de la plume des publicistes mais aussi comme en Angleterre de la tribune des parlements.

Cette violence semblait en somme à la mesure de l'importance que présentaient pour la paix les perspectives ouvertes lors de la rencontre des quatre. C'était comme si

*) M. Edgard (!) Cotnareano (?) envoyait à cette époque une lettre ouverte au Colonel Lindbergh lui signifiant « qu'il n'était pas un bon patriote ».

une vraie crise de désespoir avait saisi le monde juif et ses amis à travers le monde, à l'idée que les possibilités d'une guerre allait être écartées et que l'on s'acheminait vers une période de stabilité politique et d'amélioration économique.

Jamais, pour les forces secrètes de la révolution et de la guerre, la situation, il faut le reconnaître, n'avait été aussi critique. Pendant toute la durée de la crise sudète les organes et les hommes qui servaient ces forces plus ou moins clandestinement s'étaient tout à coup mis à découvrir dans une surenchère inouïe de provocation, de fausses nouvelles, d'excitations à la guerre. Des agences officielles comme Havas, Fournier, Reuter avaient concouru, lors de la mobilisation tchèque, à la manœuvre qui faillit faire échouer au dernier moment tous les efforts des quatre chefs d'État réunis aux bords de l'Isar. Cette manœuvre avait, du reste, trouvé une complicité indispensable dans les bureaux mêmes du Foreign Office où l'affaire de la mobilisation avait été traitée avec Prague sans que Mr. Chamberlain en sut quoique ce soit.

Alors que des millions de Français et d'Anglais attendaient avec une solennelle anxiété l'issue des décisifs débats, des manifestations aussi excessives que ridicules, organisées par des minorités étrangères, réclamaient la guerre à tout prix. « Français, guerre au Facisme ! Nous sommes à vos côtés ! » proclamait sur les murs des cités françaises la LICA, association juive internationale qui s'était déjà distinguée par ses agitations lors de la guerre civile d'Espagne. Et le placard ajoutait : « 25 juifs se sont déjà inscrits comme volontaires et les listes ne sont pas encore closes ! »

Entre New-York, Londres et Paris les porteurs du Dessein du guerre s'étaient renvoyé la balle des discours incendiaires et des fausses nouvelles, dans un jeu calculé de provocation. *La guerre avait été ouvertement voulue, annoncée, réclamée, par des gens qui ne cachaient plus*

leur identité, leur origine, leurs motifs, leurs intentions, par des forces qui subitement n'étaient plus occultes.

Le bon sens, la prudence, ou un plus profond calcul, triomphèrent pourtant du côté des puissances dites démocratiques et la guerre n'eut tout de même pas lieu. Tous ceux qui avaient voulu l'imposer aux millions de combattants qui attendaient, tragiquement résignés, autre part que sur les listes de la LICA le signal de l'inutile boucherie étaient du fait restés à découvert. Vingt fois dans les déclarations écrites et criées des incendiaires, tant en Europe qu'en Amérique, le Juif, sûr de son affaire, avait dit ou laissé clairement entendre que c'était à lui, avant tout, que cette guerre était indispensable, que le monde devait se soulever pour réparer les torts qu'on lui avait faits, que c'était lui en un mot « l'enjeu de la lutte contre le facisme ».

L'opinion délivrée, après Munich, de sa terrible angoisse se retourna dans une large mesure contre ceux qui n'avaient pas partagé les patriotiques et humaines inquiétudes. Des gens qui n'avaient jamais su le rôle capital que le monde juif et ses partisans jouaient dans la politique mondiale et dans les décisions des gouvernements, ou qui ne s'en doutaient que vaguement, eurent soudain comme une révélation. *C'était le Juif qui voulait la guerre !*

On se rappela le rôle que ces mêmes politiciens, ces mêmes publicistes, avaient joué lors de l'affaire d'Abysinie ou pendant la guerre civile d'Espagne. On se rappela bien d'autres choses. En France, surtout, le revirement fut remarquable. A Strasbourg, à Metz, à Nancy, à Saint-Quentin, à Lille, à Rouen, à Lyon, à Dijon, la foule prend les juifs bellicistes à parti, arrache leurs affiches, brise leurs vitres, cogne éventuellement dessus et la police, chose inouïe, paraît s'être jointe parfois aux manifestations antisémites.

Les feuilles juives se lamentent, crient l'alarme, réclament des lois contre l'antisémitisme. Le « Droit de Vivre » de M. Lecache se couvre la face et proclame indigne « qu'on

se croirait en Allemagne Nationale-Socialiste». Quelque chose avait changé, une lumière s'était faite. *La panique était en Israël !*

Et pour porter cette panique à son comble, le Quai d'Orsay annonce, le 8 novembre 1938, qu'un accord préalable venait d'intervenir entre lui et l'Ambassade d'Allemagne sur le texte d'une entente franco-allemande. Ce texte M. de Ribbentrop se proposait de venir le signer lui-même à Paris.

Ce fut à ce moment là, exactement, qu'intervint Grunspann.

III

« Un Non-Juif qui tuera un Non-Juif sera puni et un Non-Juif qui tuera un Juif sera puni mais un Juif qui tuera un Non-Juif ne le sera pas. »

TALMUD BALBI
(*Sunhedrin VII, folio 5*).

Herschel Grunspann est un juif de 18 ans, sujet polonais, fils de Sendel Grunspann et de Rifka Silberberg. Il est pour la seconde fois en France, après un passage clandestin des frontières, et habite chez des parents. Il fréquente des locaux comme le « Tout va bien » ou « l'Eldorado » où l'agitation politique et l'homosexualité groupent la jeunesse israélite émigrée de Pologne et d'Allemagne. Il est en plus membre du club dit sportif « l'Aurore », qui n'est qu'une des nombreuses succursales de la LICA, (président : M. Bernard Lipschitz-Lecache), club qui joua un rôle important lors du recrutement des brigades internationales pour l'Espagne rouge.

La veille du crime, Herschel avait visité les bureaux de « l'Aurore » et, selon toute probabilité, aussi ceux de la LICA. Le 7 novembre au matin il fait chez l'armurier Carpe l'acquisition d'une arme automatique. A 9 h. ½ il est à l'Ambassade d'Allemagne et demande à causer avec n'importe quel fonctionnaire pour lui remettre, dit-il un document important. Introduit auprès du Conseiller de l'ambassade, le jeune Ernst von Rath, Grunspann l'abat de cinq coups de pistolet.

A l'interrogatoire, il déclare avoir voulu venger ses parents persécutés par les nazis. L'instruction prouve sans contestation possible : 1) que les parents de Grunspann n'avaient jamais été persécutés par les autorités alleman-

des 2) que sa tante Kula Silberberg, malade, avait même reçu des bureaux de l'assistance sociale, sous le régime national-socialiste, 2731 Marks de subsides 3) que son père Sendel avait reçu, au même chef, 1730 Marks 4) que Herschel était non seulement un fils négligent mais même un mauvais fils 5) que d'aucune façon ni l'Ambassade d'Allemagne ni M. von Rath lui-même ne pouvaient, en l'esprit de Grunspann, être associés à la situation précaire de ses parents, l'assassin ne s'étant jamais adressé aux bureaux consulaires ou diplomatiques allemands ; ce qu'il aurait très bien pu faire, soit pour avoir des nouvelles des siens, soit pour leur transmettre des subsides, soit pour négocier son retour en Allemagne ou leur voyage à Paris.

Voici de quels commentaires révélateurs accompagne M. de Monzie, homme de gauche notoire, alors membre du Gouvernement français, la mention qu'il fait dans ses souvenirs du meurtre de l'infortuné von Rath.

« 8 novembre 1938 — Un Jeune israélite polonais, Grunspann a blessé mortellement le Conseiller de l'Ambassade d'Allemagne. *Comme l'accord franco-allemand est acquis d'hier, la coïncidence de cet accord et de ce crime donne à croire qu'il y a lien de cause à effet entre l'acte diplomatique et l'acte criminel.* Peut-être faut-il écarter l'hypothèse d'une complicité politique... mais comme résultat de ce crime *tout est remis en question* de ce qui semblait la prélude d'un rapprochement franco-allemand. On va défendre le petit juif assassin, on se battra pour le défendre après s'être cotisés pour assurer sa défense. Pamphlets, meetings, — la sensibilité française et ouvrière va aggraver cet assassinat, dangereux pour nous, aussi dangereux pour le judaïsme, *car il associe le prolétariat juif aux activités guerrières du capitalisme juif.* »

Même lorsqu'il ne s'agit point, comme en Russie Soviétique ou dans la Hongrie de Bella Kuhn, de fabuleuses hécatombes, les crimes des juifs bénéficient partout, on le sait, d'une atmosphère d'indulgence toute spéciale. C'est comme si la Chrétienté elle-même s'était ralliée à la casuistique pénale du Talmud Balbi. Je n'en veux citer que deux exemples pris au hasard.

Le juif Otto Adler, l'assassin du Premier Ministre autrichien Sturgh, fut pendant près d'un quart de siècle, le membre le plus choyé de toutes les réunions socialistes internationales. Un juif encore avait assassiné Hugh Long, Gouverneur de la Louisiane, le « Mussolini américain » — le politicien le plus populaire des États-Unis, un des seuls qui dans son pays avait pour son malheur compris la question juive et le seul concurrent sérieux éventuel à des élections présidentielles ; ce Juif ayant été exécuté *stante pede* par les gardes du corps de la victime, le Président Roosevelt consacra, dans le télégramme de condoléances envoyé au Vice-Gouverneur de l'État, une mention de regrets toute spéciale à la mémoire du meurtrier.

Dans le cas de M. von Rath, Mr. Roosevelt n'eut pas à envoyer de condoléances protocolaires. Il n'eut donc pas l'occasion d'y ajouter quelques mots cimables pour le jeune Herschel mais l'Amérique de Roosevelt se mit elle toute entière en mouvement. La presse presque unanimement, fêta le jeune « héros ». Des réunions publiques furent organisées depuis la Californie jusqu'à New-York. Les collectes se multiplièrent et des dizaines de milliers de Dollars furent envoyés en France pour assurer la défense de l'assassin. Optimiste, presque enthousiaste, le New-York Times du 5 décembre rassure ainsi ses lecteurs : « Plus de 30.000 Dollars rassemblés par Dorothy Thompson ont été mis à la disposition de Herschel. Sa cellule à Paris est devenue la Mecque des meilleurs avocats de Cour d'assises. Le Corse, de Morro-Giafferi, le meilleur avocat de France, a déclaré qu'il était prêt à prendre la défense de cet enfant *pour des raisons internationales et humaines.* Henry Torrès et six autres avocats se sont aussi joints au groupe des défenseurs. A Paris il est indiqué que non seulement Grunspann ne sera pas guillotiné mais qu'il ne sera même pas condamné aux travaux forcés. » Le New-York Herald annonce en des termes analogues le résultat de nombreuses autres collectes.

Non seulement on se battit pour défendre l'assassin, non seulement pamphlets et meetings « aggravèrent l'assassinat » comme l'avait prévu M. de Monzie, mais des hommes d'État s'emparèrent de l'occasion et l'utilisèrent dans toute la mesure où il la jugèrent propice à leur politique.

Alors que le gouvernement du diplomate assassiné, en sacrifice loyal et intelligent aux promesses d'apaisement qui avaient été faites au monde à Munich, s'abstint de toute spéculation sur le sang innocent qui venait d'être versé, ce furent chose stupéfiante les hommes d'État des pays qui hébergeaient ou protégeaient l'assassin, ses coréligionnaires, ses amis politiques et, à n'en pas douter, ses inspireurs qui par leurs discours et leurs actions entretenirent et fixèrent l'atmosphère d'agitation et d'incendie que l'assassinat avait provoquée.

Avec la précision maniaque du pyromane, qui sera maintes fois encore illustrée par la suite, Mr. Roosevelt choisit ce moment et le prétexte de certaines représailles contre les juifs d'Allemagne — un prétexte juif, rappelons-le — pour rappeler *définitivement* son ambassadeur de Berlin. Il procédait ainsi, de fait, sans aucune provocation, à la première rupture des relations diplomatiques entre deux groupes de puissances qui avaient été, qui étaient encore tout près de recourir aux armes, augmentant donc les probabilités de ce recours de toute l'influence et de tout l'encouragement que les États-Unis pouvaient à cette époque et depuis exercer sur l'un de ces deux groupes, — *donnant en somme le signal de la guerre qui venait.*

En France, en Belgique, en Angleterre, aux États-Unis, en Hollande, les défenseurs de Grunspann passèrent bien vite — sous de pareils encouragements — du panégyrique de l'assassin à la menace, aux menaces ouvertes de mort contre les chefs des États totalitaires ou leurs ministres. La justice n'intervint que dans quelques rares occasions et avec une extrême indulgence. Une orgie d'injures, un torrent d'invectives furent déchaînés contre les puissances

de l'Axe, en une campagne bien calculée dont le diapason ne cessait de monter jusqu'à la rupture finale et à la guerre.

Oui, tout avait été remis en question et Grunspann avait tiré juste.

IV

« Si Grunspann avait lancé une bombe bien ajustée dans le groupe Hitler-Göring-Goebbels il l'aurait fait à la bonne adresse. Son action n'aurait pas été un crime. »

(« De Stads-Korier »
du 18 novembre 1938. Les autorités
hollandaises ne réagirent pas à cette
incitation au meurtre).

Si pour le Gouvernement du Reich Munich n'avait été qu'une manœuvre et les vœux de conciliation et d'entente entre grandes puissances qu'il n'avait cessé d'émettre depuis, n'avaient pas été sincères, quel meilleur prétexte aurait-il pu trouver pour adopter une politique d'isolement ou de combat que ce lâche assassinat survenu en terre française à la veille de l'arrivée de M. de Ribbentrop à Paris ?

Avec une sagesse et une fermeté dans le dessein de paix et de conciliation dont la diplomatie des puissances dites démocratiques auraient dû tenir particulièrement compte, Adolf Hitler et M. de Ribbentrop ne perdirent pas une occasion pour démontrer que le Gouvernement allemand ne rendait nullement la France responsable de ce qui venait de ce passer. Dans le discours prononcé devant la dépouille de von Rath, le Ministre des Affaires Etrangères du Reich rappela le dévouement des médecins et infirmières français et celui d'un ancien combattant qui avait offert son sang au mourant. De notoires décorations distinguèrent, de la part du Führer, le personnel des hôpitaux de Paris. Rien ne fut négligé de la part de l'Allemagne pour amortir, pour annuler les répercussion politiques du crime commis par le juif Grunspann.

Des mesures de représailles furent prises toutefois et appliquées avec vigueur en Allemagne contre l'élément juif, rendu dans son ensemble responsable de cet attentat à la politique d'entente générale préconisée par Berlin. Ces mesures consistèrent principalement en un tribut d'un milliard de Marks imposé à la fortune juive et en de nombreuses incarcérations, 15.000 disent les rapports des consuls britanniques. Le tribut fut ultérieurement réduit à 500 millions ; en décembre, selon les mêmes rapports il n'y avait plus que 5.000 prisonniers et en janvier 1939 ils semblaient avoir été tous relâchés. Certains excès populaires dépassèrent ces mesures : des synagogues furent incendiées, des magasins saccagés, des sévices contre personnes enregistrées. Nulle part ces sévices ne dépassèrent brimades et brutalités.

Les rapports dont les agences consulaires britanniques inondèrent à cette occasion leur gouvernement, rapports qui formèrent par la suite le dossier de « l'accusation », étaient du reste essentiellement basés sur les informations des intéressés eux-mêmes et pour leur conserver leur exacte valeur il suffit de citer les conclusions du dernier qu'envoya Mr. Cadwell, Consul Général à Munich, fonctionnaire méticuleux qui ne manquait jamais d'enregistrer et de transmettre les récits les plus *hairraising*.

« Les rapports qui précèdent, écrit-il, ont été basés sur une série d'informations et de bribes d'informations et alors qu'il n'y a pas de raison de croire que les incidents décrits n'arriveront pas réellement il ne faut pas les interpréter dans le sens que les traitements infligés furent généralement aussi mauvais qu'il en pourrait paraître. Plusieurs des personnes relâchées m'ont affirmé que le traitement qu'elles avaient subi n'avait pas été si mauvais et que le camp de concentration était efficacement conduit (il s'agissait du camp de la Wachau qui passait pour être le plus sévère de tous n. d. l'a.). Il est probable que le traitement des prisonniers varia considérablement selon le caractère des différents geôliers. »

Il n'est pas sans intérêt pour une appréciation exacte des événements de rappeler la situation dont bénéficiaient

les juifs en Allemagne avant l'assassinat de von Rath. Cette situation fut révélée à l'opinion publique mondiale, assez étonnée par les contradictions que les faits apportaient aux dires de la propagande juive, par l'application même des décrets de représailles que cette propagande dénonçait. Nous mentionnerons très brièvement que 60 % de la surface bâtie de Berlin, d'une valeur de 5½ milliards de Marks environ, appartenait aux juifs, que dans la capitale du Reich seulement il y avait 199 juifs millionnaires dont la fortune variait entre 1 million et 12 millions de Marks, — les proportions étaient semblables pour les autres villes du Reich. Dans le domaine de la culture et de l'éducation, l'institution reconnue et protégée par l'État, le « Jüdischer Kulturbund » avait dans les trois saisons théâtrales qui avaient précédé l'attentat, monté et produit : en l'année 34/35, 538 représentations et autres manifestations artistiques ; en 35/36, 1070 ; en 36/37, 2446. Cette même institution disposait de 65 journaux et revues, de 14 maisons d'édition, d'écoles juives de toute nature répandues sur la surface du Reich, de bureaux de voyages juifs autorisés à organiser des excursions collectives en Allemagne et à l'étranger.

S'il n'était pas inutile de consigner ces détails, avant d'examiner les réactions, lourdes des plus graves conséquences, que provoquèrent à l'étranger les mesures de représailles prises par le Gouvernement allemand, il est encore plus nécessaire de rappeler quels étaient les milieux internationaux qui, ayant provoqué et escompté ces réactions, les amplifièrent et les spéculèrent jusqu'à l'irréparable.

V

« Le Représentant de l'Espagne Républicaine a remis à Mrs. Eleanor Roosevelt, en hommage de reconnaissance, une œuvre de Goya. »

(La Presse Américaine).

La miséricorde à sens unique qui gouverne le monde — depuis qu'une presse qui n'est libre que d'être entièrement juive fabrique l'opinion des masses et que celle des gouvernements et des parlements se décide d'avance dans les Loges — nous a peut-être fait oublier les millions de victimes de la terreur judéo-soviétique et les milliers de cadavres que laissèrent derrière eux Bella Kuhn et Samuely.

Rappelons donc que si en Hongrie les rudes soldats de Maldarasco et de Rusasco ne laissèrent pas le temps à Israël d'achever l'anéantissement scientifiquement organisé de la paysannerie et des élites — fondement et couronnement de toute société civilisée —, *en Russie, ce fut fait.**) Nous avons vraiment vécu cet événement sans pareil dans la période historique de notre continent : la destruction implacable, totale, voulue et calculée d'un monde. Rappelons encore l'attitude, à l'époque, de la presse des pays dits « démocratiques », le comportement de leurs hommes

*) Les amis d'Israël ont souvent essayé d'excuser les massacres de millions de chrétiens par les Juifs pendant la révolution judéo-soviétique par les persécutions dont ils auraient été victimes sous le régime tsariste. Il est impossible d'accepter cette explication. La Hongrie était pour Israël le paradis sur terre, Budapest la seconde Jérusalem. En Hongrie le juif ne pouvait même pas se plaindre de cette impénétrable barrière sociale que certains pays de l'est européen — la Roumaine entre autre — oppose à Israël ; les plus nobles familles hongroises se sont depuis de nombreuses générations croisées sans retenue avec les juifs. Pourtant, les horreurs de la révolution juive en Hongrie, la terreur des Bella Kuhns et des Samuelys furent exactement les mêmes qu'en Russie.

d'État, les coups de chapeau, les coups d'épaules des Wilson et des Lloyd George, les missions des Bullitt et des Smuts, les hauts commissaires alliés protégeant Bella Kuhn, les invitations à Prinkipo et à Rapallo, le gibus de Mr. Chicherin, les plaisanteries, les mamours...

Tout cela était déjà loin de notre sensibilité, nous dirait-on, en octobre 1938, lorsque l'on incendia quelques synagogues et emprisonna quelques milliers de juifs en Allemagne. Oui, mais la république rouge en Espagne était si près qu'elle existait encore.

Personne n'avait pu oublier les deux années de pistoletade, de terreur et d'incendie (il est vrai que ce n'était qu'une centaine d'églises chrétiennes qu'on brûlait et non point huit synagogues) qui précédèrent l'assassinat de Calvo Sotello. Personne n'avait encore oublié cet assassinat, les affreux massacres de Madrid, les femmes, les jeunes filles, les enfants violées, imbibées de pétrole et brûlées vives dans les rues, devant leurs parents hués et maintenus par la foule, sous les regards des journalistes et des diplomates étrangers. Personne n'avait pu encore oublier les longs mois de rafles nocturnes, les exécutions systématiques dans des proportions telles que les bourreaux se mettaient en grève réclamant quelque chose comme la journée de huit heures, — les trésors artistiques anéantis, les cathédrales dynamitées, les églises transformées en bouges, les prêtres chassés comme des lapins et boulés par milliers, les orgies sataniques, les nonnes écartelées, les mortes légendaires tirées de leur cercueil de pierre et dressées le long des murs une pipe de milicien entre les dents !

Non, personne n'avait pu l'oublier car tout cela venait de se passer, se passait encore devant des centaines d'observateurs étrangers, anglais, américains, français — tous n'étaient pas la duchesse d'Atholl — qui rapportaient à leurs journaux, à leurs gouvernements, produisant documents et photographies à l'appui de leurs informations.

Quel avait été devant tant d'horreur, quel était dans les pays où l'on s'indigna tellement des quelques mesures de représailles que provoqua en Allemagne l'assassinat de von Rath, la réaction des personnes et des organes les plus responsables de la tenue morale de leur opinion publique, de ces personnes tout particulièrement dont la situation était non seulement assez haute pour influencer mais même pour mystifier complètement cette opinion ?

Entre Franco, le chevalier chrétien, le croisé sans peur et sans reproches, le sauveur et les répugnants bourreaux de Madrid et de Barcelonne de quel côté ces pays s'étaient-ils rangés ?

Rappelons nous les subsides, les armements, les secours moraux, les plaidoiries, les voyages, les rapports mensongers des chefs de gouvernements, des ministres, des politiciens, des intellectuels, des archevêques, des duchesses... rappelons-nous le sourire formidable de Mrs. Eleanor Roosevelt, recevant un dessin de Goya, qui avait apparemment été netoyé des éclaboussures du sang de ses légitimes propriétaires, en hommage reconnaissant pour l'appui qu'elle avait bien voulu prêter à la cause de l'Espagne rouge... pendant des précieuses fourrures que le plaisant Lenin passait des cadavres princiers aux épaules des complaisantes journalistes anglaises et américaines.

C'était tout le monde de Genève qui s'était de nouveau croisé pour les bourreaux et contre les victimes.

Que l'on ne nous parle point d'indifférence ou d'intérêts politiques supérieurs. Les États-Unis risquaient à ce jeu de s'aliéner l'amitié de toute l'Amérique Latine, amitié qui est l'*alpha* de leur programme de politique extérieure. La France provoquait deux frontières militaires de plus, une en Afrique, l'autre en Europe risquant de compromettre gravement ses possibilités de défense sur le Rhin et contre l'Italie. L'Angleterre réveillait subitement la question de Gibraltar qui dormait depuis des siècles.

Il y avait derrière cette infamie et cette lâcheté de tous,

contraire aux sentiments de chacun, *un élément actif et constant* de suggestion et d'intention que l'historien ne peut honnêtement ignorer. Il y avait indubitablement, dans le temps et dans l'espace, *un facteur commun* à toutes ces séditions, à toutes ces atrocités, à toutes les hécatombes de justes ainsi qu'à ces passivités et à ces complaisances, facteur que l'homme d'État ne peut plus prudemment exclure de ses calculs.

CHAPITRE 5

LA ROUTE DE PRAGUE

« Plus d'esprit de capitulation ! Le sort des Juifs du monde entier dépend de l'issue de cette lutte contre le Facisme. Nul ne peut plus nier que les Juifs en soient devenus l'enjeu. »

*Bernard LIPSCHITZ-LECACHE
(« Le Droit de Vivre », novembre 1938).*

« Il peut donc arriver que ces trois fils d'Israël — Belisha, Blum, Litvinof — ces trois représentants de notre race créent la combinaison qui enverra le Dictateur Nazi, le grand ennemi des Juifs, dans cet enfer auquel il a voulu condamner les nôtres.

Et, quand la fumée des batailles se sera dissipée, que les trompettes se seront tuées et que les balles auront cessé de siffler, alors on peut se représenter le tableau) ... les trois Juifs entonneront en chœur un Requiem qui rappellera d'une façon surprenante la Marseillaise, God Save the King et l'Internationale et qui se terminera par l'étourdissant chant final, fier, guerrier et belliqueux : Elie ! Elie ! Nous sommes vainqueurs ! »*

*« The American Hebrew »
Juin 1938.*

*) Personne ne s'étonnera évidemment que ces trois sages de Sion attendent le moment où les balles auront cessé de siffler pour pratiquer leur solfège.

« La chute finale du Christianisme me paraît de plus en plus évidente. Voilà assez longtemps que cette idée vermoulue se maintient. J'appelle le Christianisme une idée mais de quelle espèce ! Il y a des systèmes d'idées corrompues, qui font leur nid dans les fissures du vieux monde comme les punaises dans le matelas d'un Juif polonais. Si l'on vient à écraser une de ces idées punaises, elle laisse une odeur infecte qui dure des milliers d'années. C'est le cas du Christianisme, écrasé depuis plus de dix-huit cents ans, et qui, depuis ce temps, n'a cessé d'empester l'air que nous respirons, pauvres Juifs. »

(Ecrits juifs, 1926).
Henri HEINE

I

« Roosevelt veille ; depuis qu'il est au pouvoir, il a dans cinq grands discours démonstratifs placé l'Amérique ouvertement dans le front des démocraties contre les dictatures. Aussi longtemps qu'il y restera l'Amérique luttera dans la guerre contre les dictateurs avec tout ce qu'une grande nation et un pays si riche peut offrir ! »

Emil LUDWIG
(La Nouvelle Sainte Alliance,
Novembre 1938).

Il a été maintes fois affirmé, avec la légèreté effarante de certains cercles de l'opinion publique ou avec l'impudence qui caractérise une presse presque entièrement juive, que l'occupation de la partie bohème de ce qui avait été la Tchécoslovaquie — après que cet Etat ce fut de lui-même disloqué par la proclamation de l'indépendance slovaque — avait provoqué en Grande-Bretagne, en France et aux Etats-Unis le mouvement d'opinion, ou les mesures d'état, qui annulèrent Munich.

Le contraire est le vrai.

C'est la campagne, sans précédent, d'incitation à la haine et à la guerre contre les puissances de l'Axe, qui commence dès le lendemain de Munich — campagne menée sur les deux continents non seulement par d'obscures folliculaires ou quelques énergumènes mais par les journaux les plus importants et par des hommes d'Etat alors au pouvoir ou en passe d'y arriver — c'est l'action de réarmement à outrance, annoncée trois jours après son retour par Mr. Chamberlain lui-même, accompagnée de tant de bruyantes déclarations officielles quant au but et à l'ennemi qu'elle visait, qui déterminèrent l'Etat-Major allemand à demander, dans une région où l'anarchie politique était en train

de s'installer, une mesure de précaution qu'il jugeait indispensable.)*

Je me souviens de la consternation que provoqua en Scandinavie — où certes on est sincèrement pacifique et rien moins que prévenu envers l'Angleterre — la campagne belliciste qui s'empara de ce pays tout de suite après Munich d'où tant d'espoirs avaient pris leur essor.

« A son départ, Mr. Chamberlain — écrivait M. Jørgen Bast, le correspondant bien connu du Berlingske Tidende — avait vu tout le cabinet l'accompagner à l'aéroport et lui souhaiter bonne chance pour sa mission. A son retour ce fut presque tout le peuple anglais qui lui souhaita la bienvenue. Des milliers et des milliers de gens bordaient la route de Heston à Buckingham Palace, où le Roi et la Reine le reçurent chaleureusement. Le Roi lui demande d'apparaître au balcon avec la Reine et Mrs. Chamberlain. De nouvelles ovations l'accompagnèrent jusqu'à Downing Street où d'une fenêtre du premier étage l'homme d'Etat épuisé cria à la foule : « *Mes chers amis, j'apporte la paix avec l'honneur. Je crois qu'elle durera toute notre temps !* » Tels étaient les espoirs de Mr. Chamberlain ce jour là... Il devait bientôt sentir les épines cachées dans les roses de Munich. Le même jour, le Lord-Amiral, Duff Cooper, donnait sa démission parce qu'il ne voulait pas accepter l'accord intervenu et ceci ne fut que le début d'une lutte acharnée. Mais chose plus étrange, le même Premier-Ministre qui avait crié la veille sa conviction que la paix était assurée pour une génération, déclara deux jours après à la Chambre des Communes que les conséquences de Munich pour l'Angleterre ne pouvaient être que celle-ci : *Armer ! Armer ! Armer !* »

Rugter Essen, l'auteur suédois du livre à bien des égards si juste « L'Inconnu Russe », ne manque pas non plus de fixer le point de départ de la réaction belliciste :

« Il était clair que ce n'était pas Litvinof qui devait être appelé à jouer le rôle principal dans la contre-offensive dirigée contre l'esprit de Munich, contre-offensive qui triompha

*) Les événements de Yougoslavie, en hiver 1941, prouvèrent que la précaution était justifiée pour un Commandement qui ne voulait courir aucun risque. Les coups d'Algérie et du Maroc, deux ans plus tard, prouvèrent combien il aurait été sage de la prendre en d'autres lieux encore.

dans les derniers mois de 1939 brisant l'opposition de Chamberlain et des amis anglais de la paix. Ce fut le jeune juif Grunspann — le *Prinzip de la nouvelle guerre mondiale* — qui rétabli la continuité des événements extérieurs... »

Les attaques, les menaces de mort contre les chefs d'Etat, contre les ministres des pays de l'Axe et les insultes contre ces pays se multipliaient, comme nous l'avons rappelé, dans la presse ou aux tribunes publiques et des parlements, avec une fréquence et un vacarme de *ghetto*, sans que les gouvernements responsables se mélassent de l'empêcher ou d'y remédier. Bien plus, sur un ton presque aussi violent, comme aux Etats-Unis, ou assourdi, comme en Grande-Bretagne, les gouvernements se ralliaient à une campagne d'opinion dont le but ne pouvait être que : la guerre.

Ce n'était pas seulement tout Munich qui était remis en question ; on pouvait affirmer que jamais l'atmosphère internationale n'avait été, depuis la Grande Guerre, aussi chargée, aussi lourde d'irréparable.

En Allemagne, la presse et l'opinion disciplinée faignaient d'ignorer le torrent d'injures et de provocations. Les ambassadeurs pourtant ne manquaient pas de présenter leurs observations et les voix autorisées profitaient de toutes les occasions pour attirer l'attention des gouvernements démocratiques sur les dangers que distillait une semblable ambiance.

Il s'agissait, pour Berlin et pour Rome, de tout autre chose que d'une question de courtoisie internationale dont le prêteur aurait pu ne pas se soucier.

Il s'agissait de savoir si Munich avait été dans l'esprit de tous les signataires un jalon vers la paix ou, pour celles des parties qui avaient été surprises en flagrant délit de préparation militaire inachevée, une simple manœuvre dilatoire ?

Il s'agissait de savoir si, après Munich, la politique des pays démocratiques se concentrerait sur le domaine que Munich même leur avait indiqué ou si le répit créé ne

devait servir qu'à reprendre la politique de Barthou et de Titulesco — ceci sur une bien plus grande échelle et dans des conditions autrement périlleuses puisque c'était l'Amérique et l'Angleterre qui menaient la danse et que la Pologne s'apprêtait à rejoindre l'entreprise.

Modérerait-on, du côté démocratique, si non le procès de réarmement du moins, par simple décence, les déclarations belliqueuses qui l'accompagnaient ou bien prendrait-on, au contraire, des mesures militaires massives, profondes et concertées avec la notoriété et l'éclat qui sont d'usage lorsqu'on veut amener l'opinion au diapason désiré ?

Les discours de Mr. Chamberlain et de ses ministres, à eux seuls, auraient suffi pour interdire une réponse rassurante à ces questions.

Nous n'en citerons que quelques uns, en faisant encore remarquer qu'ils furent tous prononcés avant l'occupation de Prague par les troupes du Reich.

1.

« EXTRAIT DU DISCOURS PRONONCÉ PAR
M. CHAMBERLAIN, PREMIER MINISTRE BRITANNIQUE,
A LA CHAMBRE DES COMMUNES — 3 OCTOBRE 1938

...Il y a un certain temps déjà que nous nous employons dans ce pays à réaliser un grand programme de réarmement, programme de plus en plus ample qui s'exécute à une cadence de plus en plus accélérée. Que personne ne croie qu'à la suite de la signature de l'Accord conclu à Munich entre les quatre grandes Puissances nous soyons à même de nous permettre de diminuer à l'heure actuelle nos efforts en vue de la réalisation de ce programme.

2.

EXTRAIT DU DISCOURS PRONONCÉ PAR
M. CHAMBERLAIN, PREMIER MINISTRE BRITANNIQUE
(DIFUSÉ LE 23 JANVIER 1939)

Ce soir je voudrais vous parler du projet du Gouvernement concernant l'introduction du service national volontaire et du manuel qui sera remis la semaine prochaine dans chaque maison.

Mais, avant de commencer, je désire dire quelques mots des conditions qui nous semblent rendre le projet nécessaire pour la sécurité de notre pays.

C'est un projet qui doit nous rendre prêts pour la guerre. Ceci ne veut pas dire que je crois que la guerre vienne. Vous avez que j'ai fait tout ce qui était en mon pouvoir pour nous conserver la paix, à nous et à tous les autres.

3.

EXTRAIT DU DISCOURS PRONONCÉ PAR
M. CHAMBERLAIN, PREMIER MINISTRE BRITANNIQUE,
A BIRMINGHAM, 28 JANVIER 1939

...Nous ne pouvons oublier que, s'il faut au moins être deux pour conclure la paix, un seul suffit pour commencer la guerre. Et tant que nous ne serons pas parvenus à des accords bien nets mettant fin à toute tension politique, nous devons nous mettre en position de nous défendre contre des attaques, soit contre notre pays, notre peuple, soit contre les principes de la liberté auxquels notre existence comme démocratie est étroitement liée et qui nous semblent embrasser les plus hautes conceptions de la vie et de l'esprit humain.

...Il me faut cependant exprimer encore une fois mon regret de constater qu'il est nécessaire de consacrer tant de temps et une si grande partie des revenus du pays à des préparatifs guerriers, au lieu de les employer à des questions intéressant plutôt le domaine intérieur et qui m'ont amené dans la vie politique, comme par exemple la santé et les conditions de logement du peuple, l'amélioration des conditions matérielles de son existence, le soin de sa récréation durant ses loisirs et la prospérité de l'industrie et de l'agriculture.

Aucun de ces domaines n'a été négligé, mais leur développement a été nécessairement gêné et ralenti par les exigences de la sécurité nationale.

Lorsque je songe à toutes ces choses, le sort de l'un des plus grands de mes prédécesseurs, Pitt le Jeune, me revient à la mémoire. Son intérêt se concentrait, dans le pays, sur le rétablissement du système des finances et sur des réformes de politique intérieure. Mais des événements de la politique extérieure contre-carrèrent ses efforts, et ce n'est qu'à contre-cœur et après avoir résisté longtemps à son destin qu'il se trouva engagé dans une guerre qui devait devenir l'une des plus grandes que notre histoire eût connue jusqu'alors. Épuisé par la lutte, il mourut avant que le succès, auquel il avait tant contribué par son courage inébranlable, eût couronné nos efforts.

EXTRAIT DU DISCOURS PRONONCÉ PAR
M. CHAMBERLAIN, PREMIER MINISTRE BRITANNIQUE,
À BLACKBURN, 22 FÉVRIER 1939

...Au cours des deux derniers jours, nous avons discuté à la Chambre des Communes les progrès de notre réarmement. Les chiffres en sont vraiment imposants. Peut-être sont-ils devenus si énormes que le peuple a cessé de pouvoir en saisir l'importance. Je dois pourtant essayer de vous donner une idée de la grandeur et du rythme de notre réarmement à la lumière des frais qu'il a occasionnés.

Alors que durant les cinq premières années du Gouvernement national, de 1931 à 1935, les frais de la défense du pays se sont élevés à 114 millions de livres, les dépenses ont atteint 186 millions en 1936 et, en 1937, 265 millions de livres. En 1938, l'évaluation des dépenses a atteint 406 millions de livres et l'évaluation pour la prochaine année financière, qui comprend aussi les dépenses pour la défense civile, s'élève déjà brusquement à 580 millions de livres. Nul plus que moi ne déplore la nécessité de ces dépenses, et pourtant vous avez raison d'y applaudir, car vous pouvez tirer une ou deux conclusions consolantes de ces énormes chiffres, conclusion qui peuvent être opposées au fait peu reconfortant d'avoir à payer la note.

Premièrement vous pouvez vous convaincre vous-mêmes que les raisons d'inquiétude, qui ont pu exister autrefois au sujet de la lenteur de la production du matériel d'armement ont rapidement été surmontées. *Vaisseaux, canons, avions et munitions sortent de nos chantiers et de nos fabriques à une cadence qui va toujours s'accéléralant.* La situation actuelle ; même comparée à celle d'il y a quelques mois, s'est considérablement améliorée...

Laissez-moi revenir maintenant aux évaluations des frais concernant la défense et à la conclusion plus reconfortante que l'on en peut tirer. J'ai déjà souligné l'importance de ces évaluations en exposant le progrès de notre programme d'armement. En seconde ligne, ces énormes chiffres serviront à nous rappeler l'immensité de nos ressources financières qui nous mettent en mesure non seulement de trouver ces sommes colossales, mais aussi de les dépenser sans troubler de façon appréciable la confiance qui est la base de notre crédit.

Et quand nous songeons que ce que nous venons de considérer est dû aux seuls efforts de notre pays, et sans la contribution, qui pourrait être apportée, en cas de besoin, par les grands Dominions ou par nos alliés et amis en dehors de

l'Empire britannique, nous pouvons avoir le juste sentiment que, pour citer Shakespeare :

« *Quand bien même le monde entier serait en armes contre nous, nous le vaincrons !* » »

Mais même si l'on était prêt à admettre la sincérité absolue de tous les signataires de l'accord d'octobre, les pressions violentes que l'on voyait s'exercer sur eux dans les pays démocratiques, dans le sens de la guerre, la qualité et le rôle prépondérant des gens qui dirigeaient cette action étaient tels qu'on pouvait s'attendre à n'importe quel moment à ce que les Chamberlains et les Daladiers soient forcés de céder ou de céder leur place aux Churchills, aux Edens, aux Duff-Coopers, aux Mandels, aux Blums et aux Reynauds qui auraient complété, avec l'inamovible Roosevelt, l'équipe de la guerre.

Car les intentions de ceux-là ne faisaient aucun doute. Dès le 16 octobre — avant Prague toujours — Mr. Churchill, avec l'autorisation de son Gouvernement, avait à la radio anglaise lancé un appel incendiaire au peuple américain.

EXTRAIT DU DISCOURS DE
M. WINSTON CHURCHILL, DIFFUSÉ AUX ÉTATS-UNIS,
16 OCTOBRE 1938

« ... Nous devons armer ! Si notre sérieuse volonté de paix nous a mis dans une situation désavantageuse, nous devons redoubler d'efforts pour y remédier, et, s'il le faut, savoir à cette fin supporter courageusement la souffrance. Il n'y a aucun doute sur ce point, il nous faut armer.

La Grande-Bretagne renoncera à ses coutumes séculaires et imposera à ses habitants le service national obligatoire. Le peuple britannique inébranlable attendra de pied ferme tout ce qui peut advenir. Mais l'instrument des armes, comme le disait le Président Wilson, ne suffit pas à lui seul. Nous devons lui adjoindre la puissance des idées.

Il y a des gens qui disent que nous ne devrions pas nous laisser entraîner dans un antagonisme de théories entre le nazisme et la démocratie. Mais cet antagonisme existe déjà.

C'est précisément ce conflit d'idées spirituelles et morales qui donne aux pays libres une grande partie de leur force...

La lumière du progrès et de la civilisation, avec sa tolérance, son esprit de collaboration, sa dignité et ses joies, a souvent failli être éteinte dans le passé.

Pourtant j'ai la foi que nous avons enfin surmonté suffisamment la barbarie pour pouvoir la maîtriser et la repousser, si nous comprenons clairement de quoi il s'agit et si nous prenons à temps nos décisions. *C'est ce que nous ferons finalement. Mais plus nous attendrons, plus notre peine sera grande.*

Est-ce là un appel à la guerre ? Je déclare que c'est la seule garantie de la paix. La concentration rapide et énergique de toutes les forces, pour parer non seulement aux attaques militaires mais aussi aux attaques morales, la froide décision de tous les peuples de langue anglaise, et de toutes les grandes et petite Nations qui veulent se joindre à eux, de reconnaître leur devoir ; leur fidèle et zélée camaraderie, suffiraient presque en l'espace d'une nuit à déblayer la voie du progrès et à banir de notre vie à tous cette peur qui assombrit déjà pour des centaines de millions d'hommes la lumière du soleil... »

On voit que Mr. Churchill, de même que Mr. Chamberlain, se flattait que ses discours, loin de constituer une invitation à la guerre, étaient *des appels de paix*. Quoi qu'il en soit Mr. Duff-Cooper, installé à Paris, doublait la campagne de son compère ; de l'autre côté de l'Atlantique les voix les plus autorisées leur faisaient écho. Chose remarquable, lorsque c'était Mr. Roosevelt qui prenait la parole, comme dans son discours agressif du Jour de l'An, on entendait Mr. Chamberlain lui-même lui répondre et répéter en somme, en termes plus couverts, ce que les Churchills et les Duff-Coopers avaient vociféré.

II

« La Franc-Maçonnerie est une institution juive, dont l'histoire, les grades, les symboles, les mots de passe, sont juifs du commencement à la fin. »

*« Israelite of America »,
3 août 1866.*

« La Franc-Maçonnerie est née d'Israël. »

*« Jewish Tribune »,
29 octobre 1925.*

« L'Angleterre combat pour nous, pour la cause juive et dans cette lutte elle est appuyée par les francs-maçons du monde entier. »

*« Jewish Chronicle »,
octobre 1940.*

« Sur les 670.000 francs-maçons d'Europe 475.000 sont en Angleterre. Sur les 4,5 millions de francs-maçons du monde 3,5 sont en Amérique. »

Statistiques maçonniques.

Ce n'était pas en Angleterre seulement que la campagne d'excitation à la haine et à la guerre allait de pair avec l'action de réarmement à outrance. Le même phénomène s'observait en France et aux Etats-Unis et, qui plus est, chaque jour apportait de nouvelles preuves que cette préparation était concertée entre les trois capitales.

Les missions militaires se succédaient entre Paris et Londres. Elles avaient ouvertement comme principales préoccupations, d'un côté l'organisation du Corps Expéditionnaire britannique, de l'autre, la réorganisation et le renforcement de l'aviation française.

Aux Etats-Unis, le Président Roosevelt était encore formellement lié par la Loi de Neutralité, qui lui interdisait la fourniture de matériel de guerre aux pays étrangers, mais cette difficulté de forme ne le gênait qu'à moitié. Ainsi l'apprit du moins au public américain, étonné, un malencontreux accident d'aviation survenu à une mission de réception française occupée depuis longtemps à surveiller la construction du matériel qu'elle avait acheté. Le Président tint à faire face lui-même au mécontentement que cet incident avait provoqué, en déclarant avec désinvolture que du moment que le matériel n'avait pas encore été livré les lois en vigueur n'avaient pas été violées.

Nous aurons l'occasion d'examiner plus au long le rôle du Président Roosevelt dans les événements qui conduisirent le monde à la guerre ; nous exprimerons, dès maintenant, notre conviction que c'est aux pressions américaines sur Mr. Chamberlain, avant tout, qu'il faut attribuer sa volte-face soudaine. Ces pressions s'exercèrent par les milieux depuis toujours dévoués corps et âmes aux Forces qui avaient choisi Mr. Roosevelt pour champion ou par ceux qui leur étaient assujettis ; ce furent ces milieux, Mr. Churchill et Mr. Eden en tête, qui obligèrent le Premier britannique à remplacer en moins de 48 heures ses déclarations idylliques sur la paix pour une génération par les cris paniques dont M. Jørgen Bast, avec tout l'honnête public, s'épouvantait si justement.

On ne peut vraiment s'étonner qu'une pareille atmosphère et de pareils agissements ainsi que les desseins qu'ils impliquaient firent déjà songer le Reich à une riposte, à un geste de précaution. Mais un fait brutal et décisif intervint en décembre 1939 qui imposait une seule possible interprétation de Munich en ce qui regardait les intentions des Gouvernements démocratiques.

Avec l'assassinat de *Codreano*, pour la seconde fois en l'espace de quelques mois, les Forces obscures qui dominaient ces Gouvernements jetèrent le gant. Il n'était que

plus significatif que cette fois l'exécuteur fut un Roi, et non un petit juif sordide, car si un doute quelconque pouvait subsister sur les relations de Grunspann et de ces Forces il n'y en avait depuis longtemps plus aucun quant à leur pouvoir sur Carol II de Roumanie.

CHAPITRE 6

L'ASSASSINAT RETOUR DE LONDRES

« Il ne s'agit pas de ma vie, je l'ai depuis longtemps sacrifiée. Il s'agit de l'existence et de l'honneur de ce pays ! »

CODREANO
(A ses juges).

« Chaque fois que dans la Loi il est parlé de mort tu choisira la strangulation... non point qu'elle soit plus facile mais parceque lorsque la Loi parle de mort, sans autres spécifications, c'est la strangulation qu'elle prescrit. »

TALMUD BALBI
(Synhedrin VII, Fol. 52 b, 53 a,
Traduction allemande de
Lazarus Goldschmidt, p. 225).

« Le jour où le Juif a occupé une fonction civile, l'État chrétien a été en peril. Cela est exact, et les antisémites qui disent que les Juifs ont détruit la notion d'État pourraient plus justement dire que l'entrée des Juifs dans la société a symbolisé la destruction de l'État... »

Bernard LAZARE

(« L'Antisemitisme son Histoire et ses Causes ».)

I

« Ce n'est pas seulement Codreano et ses treize camarades — me dit mon interlocuteur — c'est déjà une bonne centaine de légionnaires que nous avons exécutés très pacifiquement dans les prisons... »

... Avant de juger le roi Carol et M. Armand Calinesco il faut se rendre compte que ce sont nos intérêts aussi bien que ceux de leur pays qu'ils défendaient contre la Garde de Fer. »

Jean et Jérôme THARRAUD
(Paris-Soir).

Bucarest, 7 mars 1936!

Les troupes du Reich viennent d'occuper la Rhénanie. Le Président du Conseil français a déclaré qu'il ne négocierait pas avec Strasbourg sous la menace des canons allemands. Les journaux se hérissent d'inquiétantes manchettes et d'étranges rumeurs circulent.

N. N., diplomate roumain est réveillé vers les minuits par M. Arziciewski, le ministre de Pologne à Bucarest. Il vient lui mettre sous les yeux un document que les services de son attaché militaire lui ont probablement procuré. C'est un ordre aux chemins de fer du Royaume dont la signification ne peut faire aucun doute : les lignes de Moldavie et de Bukovine sont mises dès cette nuit à la disposition des transports éventuels soviétiques vers la Tchécoslovaquie.

N. N. est plus consterné que son ami, le diplomate étranger. Si la guerre éclate et qu'elle trouve la Roumanie du côté des Soviets, c'est la fin de son pays. Vaincu il est démembré par l'Allemagne et l'Italie au profit des pays voisins, leurs alliés ou restés neutres ; vainqueur, il disparaît dans le triomphe du Bolchevisme.

Les journaux du matin paraissent moins alarmants. Il y a toutefois, deux mesures à prendre : ébruiter le plus possible les intentions du Gouvernement pour créer une réaction d'opinion qui pourra de toute façon servir une prochaine fois — empêcher à tout prix que ces intentions ne se réalisent, si le conflit armé doit tout de même éclater sur le Rhin.

Pour le premier point de son programme N. N. s'adresse à Mr. Georges Bratiano qui, député, fera dans les Chambres, le jour même, une violente et courageuse interpellation. Pour le second, il n'y avait qu'une voie à suivre, N. N. le savait très bien ; la Garde de Fer !

Des patron-minet, N. N. était chez le général Cantacuzène, l'ami et le bras droit de Codreano, et lui expliquait la situation. Si les convois soviétiques passaient librement à travers le territoire roumain, ainsi qu'en avait décidé le Roi et son gouvernement, la Roumanie devenait, sans grand retard, par une évolution inévitable de son état de neutralité bienveillante, l'alliée formelle ou de fait des Soviets. De toute façon les puissances de l'Axe la considéreraient comme leur ennemi. Que la guerre commence pour elle sous ses auspices et c'était à coup sur la fin de la Roumanie, engloutie ou démembrée selon qu'elle et ses alliés étaient victorieux ou vaincus. Il fallait empêcher cela ; seule la Garde pouvait le faire !

Deux heures après, Codreano accompagné du général était chez N. N. Comment rendre l'impression que lui fit l'homme qu'il n'avait jamais vu jusque là ? Oui, c'était bien le Héros aussi bien dans le sens historique que légendaire du terme. Prudence et intrepidité, rêve et empirisme, force et beauté physique d'un dieu payen, clareté et pureté d'évangile ; et pardessus tout, en quintessence, de son front de marbre, de son ardent regard cette exhalation, si rassurante en cette heure d'angoisse, de la terre, de l'âme et du passé roumain !

Codreano voyait la situation exactement comme N. N.

l'avait fait. A aucun prix les Soviets ne devaient entrer en ami sur le territoire du pays. Le premier convoi soviétique, quel qu'il fut, — il s'agissait pour commencer, d'après les renseignements reçus, des trains et du personnel terrestre de l'aviation rouge — serait attaqué et son escorte anéantie. La Garde de Fer poursuivrait la lutte aveuglément ; les dispositions à ces fins seront immédiatement prises.

Ce ne fut pas la guerre, parce que la Grande-Bretagne n'était pas prête et que les Etats-Unis étaient encore autre part — parce que la Pologne suivait encore la politique de Pilsudski. Ce ne fut pas la guerre parce que le dispositif des Forces Occultes était à peine ébauché et qu'elles avaient commis la faute de donner l'alarme de l'alliance franco-soviétique avant que cette alliance ait une signification pratique. Mais en Roumanie les représentants des dites forces avaient pris connaissance du fait que la Légion de tout son nombre, de tout son héroïsme et son esprit de sacrifice se plaçait désormais en travers de leurs projets de politique extérieure. Ils avaient compris que l'exécution de ces projets impliquait une œuvre préalable : la suppression de Codreano et l'extermination de son mouvement.

Toutes les manifestations légionnaires qui suivirent : lettre ouverte au Roi, participation des chefs légionnaires aux combats en Espagne, manifestation de masse au retour des dépouilles de ceux qui y étaient tombés, déclarations publiques de Codreano, *les confirmèrent dans cette certitude et cette détermination.*

II

« Ni les poursuites contre le Mouvement national-socialiste et contre ses chefs, ni les blasphèmes, ni les calomnies ne servirent à quoi que se soit. La justesse de ses idées, la pureté de ses buts, l'esprit de sacrifice de ses membres l'ont fait surgir de toutes les persécutions plus fort qu'il ne l'avait jamais été. »

HITLER
(*Mein Kampf*).

29 décembre 1939!

Nuit de la Saint-André, nuit tragique, nuit funéraire. C'est celle où, dans le *folklore* roumain, les dalles se soulèvent, les tombeaux et les suaires s'entrouvrent et les rêveurs prennent leur vol désolé.

Dans sa prison de Rimnic — où il purge une peine de 20 ans de travaux forcés à laquelle l'avait condamné une sentence judiciaire qui suffirait à elle toute seule pour identifier les forces dont il était la victime — Codreano est réveillé et tiré de sa cellule. Il avait appris la veille le retour du Roi Charles de son voyage à Londres mais aussi son étape en Allemagne, ses visites chez le Führer et chez le Maréchal Göring. Un revirement se préparait-il dans la politique extérieure du Souverain, s'était-il sûrement demandé, revirement qui aurait été le signal de temps nouveaux pour son pays, pour le Mouvement Légionnaire et pour lui ?

La nocturne visitation lui enlève immédiatement toute illusion. « Nous venons vous transporter dans une autre prison, lui disent ses bourreaux » — « Vous venez me transporter dans un autre monde » leur répond-t-il en souriant.

Dans la cour de la prison il trouve 13 de ses camarades, les chaînes aux pieds comme lui; comme à eux on lui lie

les mains derrière le dos. Pour le reste, les ordres de Sa Majesté le Roi Charles et de son vice-Président du Conseil, M. Armand Calinesco, les ordres du Kahal endossés par le Patriarche et tout son gouvernement, furent exécutés à la lettre.

Et voici comment :

Les 14 légionnaires furent entassés dans deux autobus, ficelés à leur siège, chacun avec ^{deux} un gendarme derrière lui. Dans chaque voiture, en plus, un officier supérieur et les chauffeurs. Chaque ^{avec elle} gendarme était muni d'un bout de corde. Le convoi se mit en marche, direction Bucarest.

Arrêt peu avant les abords de la ville. Sur un signal donné par les officiers — un briquet allumé par eux dans chaque voiture — les gendarmes se précipitent sur les légionnaires, leur jettent la corde autour du cou, et le genou entre les épaules tirent tant qu'ils peuvent. Les choses ne se passent pas sans lutte de la part des victimes, sans hésitation et maladresse de la part des bourreaux, sans vociférations de la part des officiers de Sa Majesté.

Le travail fait, les voitures changent de direction et s'enroulent sous les portes de la prison-forteresse de Jilava où des personnages plus importants attendent pour s'assurer de l'ouvrage et porter la bonne nouvelle au Roi, à ses ministres et à sa Juive.*)

Le lendemain, entre deux airs de jazz, la radio de M. Calinesco annonçait cyniquement l'assassinat.

C'est sous plusieurs tonnes de béton que les légionnaires, après de longues recherches, retrouvèrent une nuit — exactement deux ans plus tard — les cadavres de leur chef et de leurs camarades. Les habits de forçat étaient encore sur le Capitaine, les chaînes à ses chevilles, les cordes fouaillaient encore sa gorge et ses poignets.

Des faces hypocrites se sont voilées lorsque les légion-

*) Tous ces faits furent établis et reconstitués, avec l'aveu complet des bourreaux, par le parquet de Bucarest en octobre 1940.

naires, soulevés de douleur et d'indignation à la vue de ces chers et lamentables restes, fous de l'impunité qu'on voulait à toute force réserver aux assassins, prirent la loi dans leurs mains et en une nuit eschylienne exécutèrent une partie des auteurs de ce crime et des centaines d'autres assassinats qui suivirent, maintes fois encore plus odieux dans leurs détails.*)

Quels sont ceux, en Roumanie et à l'étranger, qui protestèrent lorsque le Capitaine et ses légionnaires, par centaines, étaient abattus comme des chiens et jetés à la fosse commune ?

*) Entre autres. La légionnaire Nicoletta Nicolesco fut, sur les ordres spéciaux de Calinesco, et pour ainsi dire sous ses yeux, bâtonnée jusqu'à la mort et ensuite achevée d'un coup de pistolet ; on lui demandait de livrer le manuscrit du second volume des mémoires du Capitaine que l'on croyait être entre ses mains. Le légionnaire Dragomiresco fut jeté tout vif dans le four crématoire de Bucarest. Il serait trop long de décrire les plus de mille assassinats dont le Mouvement légionnaire fut la victime.

III

« C'est bien fait ! »

(Le *TIMES*, le *NEW-YORK TIMES* et toute la presse anglo-saxonne à l'occasion de l'assassinat de Codreano et des massacres de légionnaires).*)

Le jour où tous les dossiers seront ouverts, le jour où ceux qui étaient alors un poste de commande pourront ou voudront parler, on apprendra — pour ma part j'en suis persuadé — que l'assassinat de Codreano fut à l'histoire de l'Europe ce que celui de Calvo Sotello fut à celle de l'Espagne ; le geste libérateur des destins encore enchaînés, celui après lequel il n'y a plus qu'à occuper sans retard et en armes ses positions si l'on ne veut disparaître dans la tempête.

Il n'y avait pour tout Gouvernement bien informé — et Berlin l'était — qu'une explication à pareil meurtre, à pareil moment.

Dans le plan de l'encerclement de l'Allemagne, le plan Barthou-Titulesco, la Roumanie jouait un rôle de clef. Sans son adhésion, la promesse de collaboration soviétique perdait la plus grande partie de l'effet qu'on en attendait, aussi bien au point de vue militaire proprement dit qu'au point de vue politique : encouragement pour les cercles et les Gouvernements trop timorés, menace pour ceux qui semblaient trop indépendants. Que la Roumanie s'opposât par les armes au passage de troupes soviétique et c'était

*) Mr. Ward Price le publiciste anglais bien connu raconte dans son livre « Year of Reckoning » sa visite chez le roi Carol peu de jours après le meurtre de Codreano. Voici tout ce qu'il trouve à dire au sujet du royal assassin : « Je fus impressionné par l'attitude assurée et énergique du Roi que beaucoup de monde en Angleterre avait pris l'habitude de considérer jusque là comme de caractère peu sérieux. »

la Pologne entraînée par le casus foederis de son alliance suivie, selon toute probabilité, par la Hongrie et la Yougoslavie. Qu'elle se décidât, par contre, à laisser occuper son territoire et détruire ses exploitations minières, appoint indispensable à toute action militaire prolongés de l'Axe : c'était la Pologne immobilisée et peut-être gagnée ultérieurement, c'était donner à la promesse d'intervention soviétique toute sa valeur politique et à cette intervention éventuelle toute sa valeur militaire.

En Roumanie tous les facteurs politiques avaient, lors du Coup d'Etat de mai 1938, abdiqué leurs pouvoirs et leur influence dans les mains du Roi Carol. C'était sous les menaces soviétique et sur les exigences des ministres de France et de Grande-Bretagne que le Gouvernement Goga était tombé ; c'était sur la question politique étrangère que le Coup d'Etat avait été conçu et que s'était fait autour de lui la presque-unanimité des adhésions.*) Un seul groupe politique important — de fait le plus important de tous — le Mouvement Légionnaire, jeune, agissant, héroïque, s'était dressé contre le Souverain sur la question précise de sa politique étrangère et de ses rapports avec les Soviets et les puissances de Genève.

Codreano, le chef idolâtré de la jeunesse roumaine, avait peu de temps auparavant, dans une lettre ouverte, demandé au Souverain de déclarer dès alors « si oui ou non il avait décidé de mettre la Roumanie, lors de la prochaine lutte entre les deux mondes en présence, du même côté que l'U. R. S. S. ». Il lui annonçait ouvertement que la jeunesse roumaine prendrait les armes pour l'en empêcher. Peu de temps après, dans une déclaration publique, que la presse des pays démocratiques enregistra avec une bruyante colère, il avait annoncé que « 48 heures après

*) Les seuls ministres du Gouvernement Goga qui figuraient dans le Gouvernement du Coup d'Etat étaient ceux qui avaient *préalablement et explicitement* confessé leur adhésion à la politique « des alliances ».

son arrivée au pouvoir il signerait une alliance avec Berlin et Rome ».

Ce fut après de semblables manifestations que la Garde de Fer recueillit des millions d'adhésions dans une élection générale, annulée par un décret absolument anticonstitutionnel, et qu'elle se vit en passe d'en gagner encore plus triomphalement une autre — celle que le Roi interrompit par son Coup d'Etat, par « l'octroi » de la nouvelle constitution et la consultation dite plébiscitaire du Gouvernement Christea.

C'était, Berlin et Rome le savaient très bien, sur la question politique-étrangère que s'était livré le duel entre le Roi Carol et tous les facteurs politiques traditionnels d'un côté et Codreano et son mouvement de l'autre.

Carol assassina Codreano 36 heures après son retour de Londres et de Paris, où il avait cherché les conseils et les ordres des Gouvernements et des Forces dont il était l'esclave par ses vices, sa cupidité et sa demie-démence. Qu'il se fut arrêté en route pour rassurer le chef de l'Etat National-Socialiste, n'était qu'une preuve de plus de l'audace et de la duplicité du royal homme de main. Mais il ne pouvait plus subsister de doute, *le jeu de l'encercllement était de nouveau ouvert.*

Aux décisions politiques et militaires prises lors des conciliabules de Carol en Angleterre et en France, décisions dont l'assassinat de Codreano trahissait le caractère *l'urgence et de gravité*, il était indispensable de la part de l'Allemagne d'opposer une double parade. Politiquement : c'est alors, probablement, que germa dans la pensée du Führer l'idée d'un changement provisoire dans les rapports germano-soviétiques. Militairement : ce fut l'occupation de la Bohême, la création d'un Etat Slovaque ami, et le renforcement de la Hongrie qui plaçaient les divisions blindées allemandes à une nuit de course des Carpathes et des richesses minières de la Roumanie.

Carol et ses hommes ne manquèrent pas d'être impressionnés par ce pas en avant de l'armée allemande.

Fertiles en expédients, pour gagner à Berlin et à Rome le répit nécessaire, *ils imaginèrent de simuler le Facisme et le National-Socialisme*. On baptisa « Parti de la Résurrection » l'organisation policière et pénitencière par laquelle on essayait de remplacer la Légion. On l'habilla en bleu paraguayen et la fit saluer à la romaine. On monta même des échanges d'organisations juvéniles et de manifestations musicales avec les pays de l'Axe ; et M. Gafenko, ministre des Affaires Etrangères, franc-maçon notoire et judéomane éprouvé partit en voyage.

Il emportait l'uniforme du nouveau « parti » dans une valise et le petit tablier de cuir dans l'autre. Il salua la droite tendue à Berlin et à Rome et s'en couvrit la tête à Londres et à Paris. Il revint, persuadé d'avoir « entortillé » les Führer et les Duce, organiser avec le juif Vanger et les agents britanniques la destruction de nos puits de pétrole et l'embouteillement des Portes de Fer.

Il n'avait trompé personne et trahi que les intérêts de son pays qui devait bientôt payer fort cher deux fautes que l'histoire ne pardonne pas aux peuples : celle de dévorer leurs héros et celle de servir, en toute connaissance de cause, des intérêts qui ne sont pas les leurs.

CHAPITRE 7

LE BLANC-SEING BRITANNIQUE

« Je prie le Parlement de bien vouloir retenir très attentivement ces deux dates. »

Neville CHAMBERLAIN
(Discours du 10 juillet 1939).

« Les Anglais combatteront encore pour la liberté et le bonheur de leur patrie et du monde entier, mais ils ne veulent pas combattre pour re-ouvrir les portes de Berlin aux Juifs !... »

Avec une incomparable maladresse, l'Angleterre s'est tellement identifiée à la campagne internationale organisée par les Juifs contre l'Allemagne, qu'aujourd'hui une collaboration avec la Russie signifierait que l'on demanderait aux Anglais de marcher sous le drapeau sémite pour ouvrir de nouveau l'Allemagne aux Juifs. »

Douglas REED,
écrivain de gauche.
(« Disgrace Abounds », p. 337 et 376).

« La victoire des Juifs sur tous les autres peuples est imminente, nous la tenons déjà. »

Arthur TREBISCH
(*Deutscher Geist oder Judentum*,
1921, p. 396).

« Considérez-vous toujours comme le PEUPLE ÉLU... Notre cause est grande et sainte et son dévouement est certain. La Chrétienté, notre vieille ennemie, git dans la poussière et se débat dans l'agonie. »

Adolphe Isak CREMIEUX
(« Manifeste de l'Alliance Israelite
Universelle », 1860. Cité par
L. Christensen, « Det Tredie Ting »).

« Cet ensemble monstrueux en face duquel l'âme effrayée recule, — (N.B. Il s'agit d'un rêve de révolution universelle) — cette œuvre que seule l'Enfer semble avoir pu concevoir, elle est présente, elle est achevée, elle se développe en ce moment!... Vois-tu ses ombres qui passent sans arrêt devant nous, la tête enveloppée? Ce sont LES ÉLUS, ceux qui ont provoqués la jalousie du monde entier. En ce même moment il redemande à Dieu leur patrie perdue. »

Moses JOEL
(« Dialogue aux Enfers », 1864.
Cité par le même).

I

« Le Maréchal Pilsduski semblait désirer que l'Angleterre s'occupât de ses colonies et non de ce qui ne la regardait pas. Quelle est par exemple, me demanda-t-il, la situation politique à la Jamaïque?... Je demandais au Maréchal s'il était d'avis qu'il n'y avait pas d'autre alternative pour la Grande-Bretagne que l'isolement? Le Maréchal répondit qu'à son avis il n'y en avait pas... Il refusa de se laisser entraîner dans les questions de politique actuelle. »

Anthony EDEN
(*Rapport à son gouvernement*,
2 avril 1935).

Le 31 mars 1939 Mr. Neville Chamberlain, premier ministre britannique, signait sans la dater une déclaration de guerre à l'Allemagne et la remettait au gouvernement polonais, avec la recommandation, nous est-il assuré, de ne pas abuser de cet important document. C'est ainsi du moins que la suite des événements nous oblige d'interpréter la garantie sans condition que le gouvernement britannique accordait à cette date à la Pologne.

Dans quelle circonstance Albion abandonnait-elle cette prudence traditionnelle, cette séculaire réserve qui lui avait toujours permis de ne prendre une décision irrévocable qu'aux dernières phases des crises internationales? Dans quelles circonstances abandonnait-elle son juste et proverbial égoïsme pour remettre à un gouvernement étranger, presque inconnu, le droit de disposer, comme bon lui semblerait, des armes et des destinées du plus grand empire du monde?

Avant de procéder à un examen rapide du sujet, remarquons tout de suite :

1°) que le blanc-seing anglais était illimité non seulement au point de vue de l'appréciation de la situation politique, ainsi que le prouve le texte de la convention du 25 août 1939, mais aussi au point de vue des opportunités militaires, ainsi que l'indique un télégramme de Sir Howard Kennard, ambassadeur britannique à Varsovie, du 27 août 1939 à son chef :

« J'ai attiré de nouveau l'attention de M. Beck sur l'importance qu'il y avait d'avertir suffisamment à l'avance le gouvernement de S. M. de toute action que le gouvernement polonais, ou l'armée polonaise, aurait décidé d'entreprendre comme résultat d'un fait accompli à Dantzig. Son Excellence a promis de nouveau de le faire, quoiqu'il maintint une certaine réserve sur des situations qui pourraient demander une action immédiate. »

2°) que le motif du geste anglais ne peut être cherché, ainsi qu'on serait tenté de le faire, dans un intérêt capital que la Grande-Bretagne aurait trouvé à maintenir l'intégrité ou l'indépendance de la Pologne, — le gouvernement anglais a précisé en effet ultérieurement, par les déclarations au Parlement du Sous-Secrétaire d'Etat Mr. Butler, *que la garantie anglaise n'était valable que contre l'Allemagne* et que donc, ainsi que les faits l'ont prouvé, aucun acte d'agression ou même de conquête de la part de la Russie Soviétique contre la Pologne, n'engageait en quoique ce soit, politiquement ou militairement, l'Angleterre.

II

« Il est enfantin, naïf et en même temps déloyal de la part de l'Angleterre, de demander à un pays qui se trouve dans la situation où se trouve la Pologne de compromettre ses relations avec un voisin aussi puissant que l'Allemagne et de jeter le monde dans la catastrophe d'une guerre, rien que pour complaire aux nécessités politiques intérieures de Mr. Chamberlain. Il serait encore plus naïf de croire que le gouvernement polonais ne comprend pas la vraie signification de cette manœuvre. »

Jules LUKASIEWICZ,
Ambassadeur de Pologne à Paris.
(Rapport du 29 mars 1939).

Les arbitres de Versailles avaient commis trois fautes majeures qui devaient, sans que le moindre doute put leur en être laissé, coûter tôt ou tard au monde civilisé les plus graves et probablement les plus sanglantes complications.

Ils n'avaient pas tenu les promesses faites à l'Italie dans le domaine colonial, par le Traité de Londres de 1915.

Ils n'avaient pas tenu compte des intérêts vitaux du Japon sur le marché chinois et dans le Pacifique en général.

Ils avaient enlevé à l'Allemagne toutes ses colonies et avaient assimilé dans leurs décisions ce pays et son peuple, jeune, vigoureux, compact, ethniquement homogène, à la monarchie cacochyme des Habsburgs, leur infligeant un traitement presque semblable.

Si l'Empire des Hohenzollerns ne fut pas entièrement partagé comme le fut très justement l'Autriche-Hongrie, des millions d'Allemands furent distribués, avec un aveuglement qu'expliquent sans l'excuser les rancunes accu-

mulées pendant quatre années de luttes acharnées, à des pays voisins, nouvellement formés, ressuscités d'un passé lointain ou même imaginaire. On interdit aux Allemands d'Autriche-Hongrie de se joindre à la mère-patrie, ainsi qu'ils le réclamaient en vertu même des principes dont le Traité et le Covenant prétendaient être les champions et on les distribua à une Autriche et à une Tchécoslovaquie qui n'avaient jamais existé. On enleva Dantzig, ville purement allemande, à l'Allemagne et par une décision d'un empirisme vraiment grotesque on coupa la Prusse en deux par un large corridor qu'on donna à la Pologne, avec quelques millions d'Allemands encore. Au tronçon ouest de la Prusse ainsi mutilée on enleva le territoire de Memel, avec 90 % d'Allemands pour l'offrir à un état-lilliput qu'on intitula Lithuanie.

Il était évident que de toutes les amputations territoriales ou ethniques auxquelles l'Allemagne avait été soumise, celle qu'elle devait supporter le plus douloureusement, celle aussi qui correspondait à l'établissement politique le plus absurde et le plus précaire, était celle du Corridor et de Dantzig. Si une solution avait été raisonnablement cherchée au problème de l'accès de la Pologne à la mer, accès en effet indispensable à son existence, c'était évidemment à l'est du territoire prussien qu'elle aurait été trouvée. Quatre grands ports, Riga, Windau, Libau ou même Memel, des territoires qui avaient aussi été polonais, une tradition polono-lithuanienne au moins aussi facile à ressusciter à cette époque que la Lithuanie elle-même, offraient de solides et durables solutions, complétées par l'obligation où était Dantzig, allemand ou non, de se mettre au service de son *Hinterland* géographique sous peine de perdre sa situation de grand port baltique.

La presse, l'opinion, les hommes d'états britanniques, plus que tous autres, n'avaient cessé de signaler, dès les premiers jours de l'aire genevoises, dès les négociations de Versailles même, le grotesque de ce corridor à travers

le pays allemand et tout le danger que cette disposition de haute fantaisie présentait pour la paix du monde.

Citons au hasard l'opinion, à trois dates différentes, de trois hommes d'états anglais.

Mr. Lloyd Georges écrivait en mars 1919 dans un mémoire pour la Conférence de Versailles :

« ... Le maintien de la paix ne sera assuré que s'il n'existe véritablement plus de causes d'exaspération exaltant continuellement l'esprit de patriotisme, le sentiment de la justice ou du « fair play ». Nos conditions de paix peuvent être sévères, dures même, mais elles doivent être en même temps si justes que ceux auxquels auxquels elles seront imposés, sentiront dans leur for intérieur qu'ils n'ont aucune plainte à élever. Mais l'injustice et l'arrogance affichée dans une heure de triomphe ne seront ni oubliées ni pardonnées.

C'est pour ces raisons que je suis fermement opposé à ce qu'on continue à transférer, sans nécessité absolue, des Allemands sous une domination étrangère. Je vois une cause de guerre future dans le fait que le peuple allemand, qui a prouvé sans aucun doute qu'il est une des races les plus puissantes et les plus vigoureuses du monde, va se trouver encerclé par une ceinture de petites nations dont beaucoup n'avaient jamais été capables dans le passé d'instituer chez elles des gouvernements stables, mais dont chacune contiendra d'importantes masses d'Allemands clamant leur volonté d'être réunis à la mère patrie. La proposition de la Commission polonaise de placer 2.100.000 Allemands sous les lois d'un peuple d'une religion différente, dont l'histoire nous montre l'inaptitude, à se gouverner lui-même, est de nature, à mon avis, à provoquer tôt ou tard une nouvelle guerre à l'est de l'Europe. »

Mr. Winston Churchill demandait à la Chambre des Communes en 1932 :

« ... la satisfaction des plaintes légitimes des vaincus spécialement en ce qui regardait le Corridor et Dantzig sans quoi, contrairement à notre volonté et à notre intérêt, nous pourrions être entraînés dans une guerre qui serait faite justement pour réparer les injustices et satisfaire les griefs qui déchirent aujourd'hui l'Europe. »

En janvier 1936, devant cette même assemblée, Sir Austin Chamberlain, l'ennemi déclaré pourtant de tout ce qui était allemand, exprimait la conviction :

«... que l'Angleterre ne bougerait pas un doigt pour défendre Dantzig et le Corridor polonais, région ou aucun de ses intérêts n'étaient engagés.»

En juin 1932 à la Chambre des Lords, Lord Noel-Buxton, rappelant aussi certaines des iniquités que Versailles avait créées, disait à ses collègues :

«*La cas de Dantzig nous en offre un exemple. Chacun connaît l'anxiété que provoque ce cas. Les journaux allemands et français sont remplis de l'émotion qu'il cause, les Allemands prophétisant l'occupation de la part des Polonais et les journaux français annonçant un coup de main allemand. Lord d'Abernon a récemment décrit la situation à Dantzig et parlé du Corridor comme de la poudrière de l'Europe. J'ai pu moi-même me rendre compte à Dantzig de la nature de difficultés qui, à tout moment, peuvent créer un dangereux incident. Il y a de la fermentation du côté allemand comme du côté polonais et cette fermentation a, plus d'une fois, abouti à des collisions qui ont entraîné mort d'hommes. Il y a peu de temps encore, le Commissaire polonais a menacé de se retirer si le Commissaire de la Société des Nations ne faisait pas appel aux troupes polonaises. L'aggravation de la situation qui a fait naître cet état de choses extrêmement dangereux, provient surtout du traitement auquel la population allemande est soumise en territoire polonais, et les conséquences funestes de toutes ces circonstances ont eu leur répercussion jusque sur la Conférence du Désarmement, parce que la base de la pacification des populations aux prises est en péril.*

... Les alliés attendaient de grandes choses de la Pologne, d'une race au passé imposant, réputée dans le domaine des arts et de la science, d'une race qui devait donner — et donnera encore, espérons-le — un exemple de sagesse aux nouvelles civilisations de son ambiance. Nous devons convenir, toutefois, que la politique de la Pologne sous ce rapport a, jusqu'à ce jour, nui au pays qui la pratiqué. *La question de la population allemande en Pologne est une affaire extrêmement urgente et sérieuse. Depuis l'annexion il n'y pas moins d'un million d'Allemands qui ont quitté le Corridor et la Posenanie, parce que les conditions d'existence y étaient devenues pour eux intolérables.* On tire parti de la dépendance d'un chacun de la bienveillance des autorités locales quant à l'obtention d'une concession, pour se débarrasser de grandes parties de la population. La colonisation qui, aujourd'hui encore, est un des thèmes de délibération du Conseil de la Société des Nations, sert à des discriminations dont les minorités sont victimes. Le régime scolaire revêt un aspect à la réalité duquel

Messieurs les Lords croiront difficilement ; *45 pour cent des petits Allemands de Thorn et de Posen, ont été privés de leurs écoles et contraints de fréquenter les écoles polonaises.* Le nombre des écoles a diminué de 50 pour cent. C'est une violation directe de la clause du Traité avec la Pologne.»

Lord Cecil, Lord Dickinson soutinrent le même point de vue. Rappelons, du reste, qu'ignorer la Pologne ou ne s'en souvenir que pour rappeler tout ce qu'il y avait de problématique dans son existence était de mode chez la plupart des hommes d'Etat britanniques sans différence de parti ; le Labour tout spécialement ayant fait d'une attitude franchement hostile à Varsovie dans la question de Dantzig, du Corridor et de ses minorités, un point essentiel de son programme de politique extérieure.

A l'arrivée du national-socialisme au pouvoir on pouvait s'attendre, semblait-il, à une crise grave dans cette question si sensible pour le patriotisme allemand et au sujet de laquelle Stresemann lui-même avait refusé toute concession, même de principe. *Il n'en fut rien*, grâce à la nouvelle politique étrangère allemande, celle qu'Hitler avait longtemps mûrie dans ses années de lutte et de rêve.

Le chef du nationalisme intégral germanique fut, en effet, le premier homme d'Etat allemand qui osa publiquement admettre que le « fait » polonais était irrévocable et tenter d'établir les relations entre les deux pays sur une base qui correspondait à cette irrévocabilité.

Dès le mois de mai 1933, au lendemain des affaires de la Westerplatte*) il communiqua au ministre de Pologne, dans la première audience qu'il lui accordait, son ferme désir de régler une fois pour toutes les affaires germano-polonaises d'une façon satisfaisante pour les deux parties. Dès alors aussi, il lui signifia que l'Allemagne n'accepterait

*) C'est grâce à la fermeté et à l'esprit d'équité de M. Helmer Rosting, le Haut Commissaire de la Société des Nations à Dantzig, que la crise germano-polonaise fut alors aplani et qu'une entente entre les deux Puissances devint par là possible.

jamais le *statu-quo* territorial existant sur sa frontière orientale, dans sa forme exacte.

Cette entrevue marque le point de départ d'une longue et patiente action de rapprochement dont Hitler prit l'initiative et qui trouva un remarquable écho dans le patriotisme visionnaire du Maréchal Pilsduski, action dont la première phase devait être close par l'entrevue mémorable du 24 octobre 1938, au cours de laquelle le Führer fit connaître par son ministre des Affaires Etrangères à l'ambassadeur de Pologne les conditions dans lesquelles il imaginait le règlement définitif du problème germano-polonais.

Il n'y eut dès l'arrivée du national-socialisme au pouvoir et jusqu'à la crise finale qu'une politique allemande vis à vis de la Pologne, celle qui dans l'esprit du Führer devait conduire à l'apaisement du différent séculaire entre les deux nations. Il y eut, en revanche, du côté polonais deux politiques diamétralement opposées. Il y eut celle du raisonnement, soutenue par le Maréchal et plus tard pendant longtemps par son ministre des Affaires Etrangères, convaincus de la nécessité impérieuse, pour la Pologne avant tout, du règlement en question ; quoique le recherchant avec toute la retenue naturelle aux *beati possidentes*. Il y eut aussi celle du sentiment polonais, de la haine à outrance du Teuton, cultivée par les cercles de la tradition française — cercles du reste le plus souvent franchement maçonniques comme ceux auxquels appartenaient le Général Sikorski, M. Zalewski, Grachinski, etc. — par les groupes outranciers ou au patriotisme aveugle, par les partis de gauche et, dans les foules aussi bien que dans les chancelleries par ces agents ténébreux, ces meneurs de format international que l'on voit apparaître ou disparaître d'un pays à l'autre, comme par je ne sais quel souterrain, de Madrid à Rio, de Vienne à Prague, de Prague à Varsovie et de là à Belgrad lorsqu'il le faudra... Donovan ou Tartaruga.

Je me souviens de m'être trouvé dans les bureaux de

M. de Chlapowski, ambassadeur de Pologne à Paris, à l'époque ou mon ami Georges Bratiano, le député roumain, et moi nous nous démenions à travers l'Europe pour tâcher de déjouer de notre mieux la politique de catastrophe de M. Titulesco et tout spécialement d'empêcher la conclusion du pacte franco-soviétique en démontrant que, quelques fussent les promesses de son ministre des Affaires Etrangères, la Roumanie, pas plus que la Pologne, ne pouvait au bout du compte, sans commettre le suicide, permettre le passage des armées soviétiques à travers son territoire. L'ambassadeur et moi nous nous trouvions, dans une conversation fort animée, en parfaite communion de pensée sur l'inopportunité, le danger, pour nos pays respectifs de l'acte qu'on se préparait à signer, mais cette conversation dut cesser brusquement lorsque la porte du bureau de M. de Chlapowski s'ouvrit pour laisser entrer un juif géant, hépatique et machabéen, conseiller et premier personnage de l'Ambassade de Pologne à Paris, marié à une Rothschild et beau-frère de M. Thierry, ministre de France à Bucarest, qui lui, à ce même moment, poussait de toutes ses forces le gouvernement du Roi Carol à l'abîme de l'alliance soviétique.

Deux ans plus tard, je me trouvais à Varsovie chez un ami, au lendemain de certaines manifestations anti-allemandes qui stupéfiaient douloureusement mon hôte, l'un des esprits les plus éclairés de la diplomatie polonaise : « Ne croyez pas, me dit-il, qu'ainsi qu'on le raconte et qu'on pourrait facilement le croire, ce soit M. Beck qui provoque ces manifestations afin de mieux appuyer nos négociations avec Berlin. Le triste, l'étrange, l'inquiétant c'est qu'elles nous échappent complètement. C'est là du travail étranger... »

Le Maréchal Pilsduski avait dans une audience accordée le 28 novembre 1933 au ministre d'Allemagne, prédit toutes les difficultés que sa politique rencontrerait en Pologne du fait des agissements des cercles anti-allemands ; d'accord

pourtant avec les efforts du Führer il ne cessa de la poursuivre jusqu'à sa mort. En janvier 1934, on en vint à une déclaration commune par laquelle les deux puissances faisaient connaître : « que le moment était venu d'inaugurer par une entente directe une nouvelle phase des relations entre les deux pays et établissaient le principe de consultation et d'entente *qui devaient faciliter l'importante tâche de trouver des solutions aux problèmes politiques, économiques et culturels, basées sur une juste et valable considération des intérêts respectifs.* »

Cette déclaration devint une entente formelle par une ratification ultérieure. Elle n'impliquait nullement, comme on le voit, une acceptation totale et définitive par l'Allemagne de la situation existante ; elle prévoyait tout simplement les moyens de discuter et de trouver une solution aux problèmes que cette situation créait ou pouvait créer. A aucun moment des négociations entre Berlin et Varsovie, jusqu'à cette époque et depuis lors, il ne fut caché aux interlocuteurs polonais que le Reich National-Socialiste faisait d'une révision, partielle, de la situation territoriale créée par le Traité de Versailles une condition *sine qua non* à un accord historiquement définitif.

Tout observateur objectif des événements de Pologne doit reconnaître, comme je l'entendis plus d'une fois faire par les Polonais eux-mêmes, que le gouvernement de Varsovie profita du désir notoirement manifesté par la Nouvelle Allemagne de développer au maximum la situation créée par l'accord du 26 janvier 1934 et de la patience qu'elle s'était fixée comme ligne de conduite, pour accélérer le procès de dégermanisation des territoires de l'ouest. Ce procès le général Sikorski, alors président du Conseil, l'avait officiellement recommandé dans son discours du 11 avril 1923. Il n'avait pas été abandonné depuis lors et les gouvernements représentés à Genève à la Commission des Minorités, celui de Londres tout particulièrement,

n'avaient eu que trop souvent l'occasion de prendre connaissance.

Du reste, pour avoir les coudées plus franches le gouvernement polonais dénonça le 13 septembre 1934 la Convention des Minorités. Si l'on tient compte du fait que dans l'esprit aussi bien que dans la lettre de la loi de Genève, cette Convention faisait partie intégrale de tout le statut politique et territorial que Versailles et ses annexes avaient instauré, on ne peut nier qu'une occasion unique était offerte à ce moment au gouvernement de Berlin de traduire devant le tribunal même qui avait si cruellement traité l'Allemagne en 1918, la Pologne délinquante et de demander, ne fut-ce que pour consigner une nouvelle situation juridique, que tout l'établissement versaillais soit soumis, en ce qui regardait la Pologne et l'Allemagne, à la révision qui s'imposait dans la stricte application de sa propre loi. Le gouvernement allemand n'aurait pas eu besoin, certes, d'une autre entrée en matière à son réquisitoire que la lettre du 24 juin 1919 par laquelle M. Clemenceau, le président du Conseil Suprême, rappelait solennellement à la Pologne les conditions auxquelles on avait consenti à la faire revivre et à lui confier 40 % de minorités ethniques ainsi que l'obligation morale qu'avaient les puissances alliées à veiller à ce que ces conditions soient respectées.

C'est un fait incontestable et une preuve éloquente du désir qu'avait l'Allemagne d'arriver à une entente directe et amicale, qu'au lieu d'utiliser la voie de l'accusation publique, que rien ne lui interdisait, elle consacra les années qui suivirent la dénonciation de la Convention des minorités par le gouvernement de Varsovie à essayer de convaincre celui-ci de remplacer la garantie qui avait été ainsi enlevée de haute main aux minorités allemandes par une convention bilatérale entre les deux pays... *sans jamais y réussir.*

C'est ainsi que nous trouvons en 1937 les représentants allemands à Varsovie engagés dans un patient travail de négociation dont nous tenons à donner une idée par la reproduction d'un des documents de l'époque.

RAPPORT DE L'AMBASSADEUR D'ALLEMAGNE
À VARSOVIE AU MINISTÈRE DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES

Varsovie, le 19 avril 1937.

« Je me suis entretenu à fond aujourd'hui avec le Ministre des Affaires Étrangères, M. Beck, de la question de l'expiration de la Convention de Genève. J'ai tout d'abord fait remarquer que, d'après le Gouvernement allemand, les deux États avaient intérêt à examiner en commun si l'expiration du délai ne supprimait pas des formes juridiques et économiques essentielles dont le maintien parût nécessaire ou opportun. Après un exposé des questions à traiter au cours de cet examen, j'ai dit, en me référant à mes nombreux entretiens avec le compte Szembek, que le Gouvernement allemand espérait dans la question de la protection des minorités aboutir avec le Gouvernement polonais également à une entente répondant à l'esprit du Pacte de non-agression et animée du désir de maintenir de bonnes relations entre nos deux pays.

M. Beck répondit qu'à son avis, comme de l'avis du Gouvernement, il fallait, relativement aux questions techniques et économiques, examiner si telle ou telle matière de la Convention de Genève réclamait une réglementation spéciale au delà du délai du 15 juillet. Il fallait procéder à cet examen avec célérité, pour empêcher à partir du 15 juillet une solution de continuité qui pourrait être une source de discordance et de mécontentement. *Quant à la question des minorités, il ne se trouvait malheureusement pas en mesure de déferer à notre désir. Le Cabinet estimait qu'une obligation de caractère international dans les questions de minorités constituait une atteinte à la souveraineté et ne pouvait que trop aisément entraîner une immixtion dans les affaires intérieures.** On était, en Pologne, extrêmement susceptible dans toutes les questions touchant aux droits souverains de l'État. Précisément en ce qui concerne la réglementation du régime des minorités, la Pologne n'a que trop longtemps souffert d'une charge unilatérale ainsi que de l'ingérence politique de la Société des Nations, pour pouvoir accepter *quoi que ce soit* qui ressemblât à une prolongation de cet état de choses. La dénonciation, en septembre 1934, de l'obligation relative aux

*) Dans les documents et les déclarations cités les passages en italiques ou caractères gras sont mis en évidence par l'auteur.

minorités a été une initiative grave que la Pologne n'a prise qu'après mûre réflexion. Mais si, alors, des difficultés avaient surgi, la Pologne aurait préféré sortir de la Société des Nations plutôt que de continuer à subir le « statu quo », si grande est ici l'antipathie contre les atteintes à la souveraineté et contre une intervention dans des affaires intérieures. *Il ne croit pas non plus qu'une Convention bilatérale des minorités pourrait exercer une influence favorable sur les relations des deux États ainsi que sur leur opinion publique.* Celle-ci exigerait en toute circonstance une intervention, ce qui, au point de vue politique, serait plus nuisible qu'utile. *Dans tous les cas une convention de ce genre est inacceptable pour le Gouvernement Polonais.*

Je répondis que nous étions également très chatouilleux dans toutes les questions touchant à la souveraineté et que sous ce rapport nous serions à même d'enregistrer des expériences peu sympathiques. Il nous est, toutefois, impossible de voir dans un engagement bilatéral sur des questions de minorités une restriction intolérable de notre souveraineté. En dernière analyse, tous les Traités internationaux comportent plus ou moins certaines diminutions de la liberté d'agir. Il y a, en outre, une grande différence entre une servitude unilatérale avec contrôle international et la libre décision de deux Gouvernements de s'entendre sur une question troublant leurs rapports politiques. Car on ne saurait guère contester la présence d'une « hypothèque » de ce genre. La situation actuelle n'est pas bonne elle est allée empirant sans cesse au cours des derniers mois et l'état d'esprit du Voivode de Silésie ne permet pas d'escompter un avenir meilleur. L'opinion publique allemande est très vive dans ses réactions consécutives aux nouvelles qui lui parviennent sur la condition de sa minorité et qu'il en est de même du côté polonais, c'est ce que prouvent les informations et articles presque quotidiens sur ce sujet, articles et informations d'ailleurs inexacts ou exagérés dans la plupart des cas, ainsi que j'ai toujours pu le constater. En l'absence de tout engagement à l'avenir, la méfiance ne ferait encore que croître de part et d'autre et la campagne de presse empoisonnant l'atmosphère des relations ne ferait que s'amplifier. Aussi, ne saurait-on assez souhaiter la fixation pour l'avenir de certaines directives sur le traitement réciproque des minorités. La pression sur le Gouvernement en vue d'intervention, pression que M. Beck redoute, se produira de toutes façons, qu'il y ait des obligations ou non. En revanche une réglementation de la protection des minorités serait une précieuse contribution apportée au rapprochement de nos deux peuples. L'attitude négative du Gouvernement polonais à l'égard d'obligations dans les questions de protection des minorités n'empêche nullement, d'ailleurs, que la

situation de fait — il répéta à plusieurs reprises en insistant : « situation de fait » — puisse être l'objet d'un examen en commun.

Je me suis encore efforcé, en invoquant différents exemples empruntés à la pratique, de démontrer que sans accord sur des directives communes, il était impossible de faire de bon travail. Mais M. Beck s'en tint à son point de vue en se retranchant derrière une décision du Cabinet dont, en ce qui le concerne, il partageait complètement la manière de voir.

Je n'ai pas l'impression qu'on ait l'intention du côté polonais d'approfondir considérablement, « l'examen de la situation ». Je serais plutôt disposé à croire qu'on n'a eu recours à cet expédient que pour empêcher que le refus de notre proposition ne paraisse trop brutal. Aussi, si je ne me fais pas de trop grandes illusions si nous acceptons la suggestion de M. Beck, il ne me semble toutefois pas opportun de s'y dérober à priori. »

von MOLTKE

La position négative adoptée par M. Beck et le gouvernement polonais, indiquée par le rapport qui vient d'être cité, fut opiniâtrement maintenue par eux jusqu'à la grande crise de 1939. Malgré tous les efforts de Berlin, il lui fut impossible d'obtenir de Varsovie une convention minoritaire bilatérale, proprement dite : la Pologne déclarant dès le principe qu'une semblable convention constituerait un empiètement sur sa souveraineté, sans vouloir tenir compte du fait qu'elle n'aurait stipulé que des obligations réciproques. Les ambassadeurs britanniques à Varsovie et à Berlin, de même que leur gouvernement, ne se souviendront pas de ce détail lorsqu'il s'agira d'apprécier objectivement, en des circonstances dramatiques, le bien fondé des protestations allemandes.

L'Allemagne, désireuse toutefois de faire au moins un pas dans la direction d'un règlement se contenta finalement de Déclarations Identiques qui furent signées le 5 novembre 1937, déclarations qui ne précisaient aucune obligation et ne constituaient que des professions de foi. Il est certain que la patience du Führer s'expliquait en grande partie par le fait qu'il comptait tôt ou tard englo-

ber la question des minorités dans le règlement général auquel il voulait arriver avec la Pologne, règlement dont il n'excluait pas, on le verra, l'idée d'un échange de population.

Il était, pour plusieurs raisons, naturel que Hitler ne voulu pas laisser passer l'année 1938 sans essayer d'établir ce règlement définitif.

La Pologne devait cette année là recueillir d'importants bénéfices territoriaux grâce à une action dont l'Allemagne avait assumé tous les risques sans lui avoir demandé ni de les partager ni d'en être d'avance dédommée ; on pouvait donc s'attendre à ce que des sentiments de reconnaissance, ou simplement de camaraderie politique, mitigeassent, pendant quelques temps du moins, l'hostilité habituelle de l'opinion publique polonaise. Un motif bien plus grave était fourni par la nouvelle action diplomatique que l'Angleterre avait inaugurée en Europe, tout de suite après Munich, action qui était soutenue par une campagne de presse et d'opinion effrénée de la propagande juive et anglo-saxonne et doublée des puissants préparatifs militaires de la Grande-Bretagne, de l'Amérique et de la France. Il était évidemment de première importance pour l'Allemagne d'établir ses rapports avec la Pologne sur une base permanente et favorable avant que cette action n'ait exercé ses effets néfastes sur Varsovie où ne manquaient certes ni les personnes ni les courants prêts à se mettre à son service.

Il a été si souvent fait des confusions de dates et d'autres erreurs matérielles sur ces premières propositions allemandes, ces erreurs ont été si bien utilisées par la propagande anglaise pour expliquer l'échec de l'effort de pacification du Führer autrement que par l'effet direct, voulu et fatal de l'intervention britannique, qu'il paraît indispensable, si l'on veut réfléchir avec justesse à leur sujet, d'en connaître non seulement la date et la teneur mais aussi

les circonstances et l'atmosphère dans lesquelles ces propositions furent faites. C'est à cette fin que nous reproduisons d'après des notes officielles allemandes le compte rendu de quatre entrevues qui eurent lieu à l'époque entre hommes d'Etat et diplomates polonais et allemands. Ces notes n'ont donné jusqu'à présent lieu à aucune polémique. Du reste, les documents polonais, ainsi qu'on pourra le constater, ne font qu'en confirmer la teneur et l'évidente objectivité.

III

« Ce sera notre affaire d'organiser le blocus moral et économique de l'Allemagne... et ce sera notre affaire aussi de déclancher contre elle une guerre sans merci. »

Bernard LIPSCHITZ-LECACHE
(*Le Droit de Vivre*, 18, IX, 1938).

1.

ENTRETIEN DU MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES
D'ALLEMAGNE AVEC L'AMBASSADEUR DE POLOGNE
Berchtesgaden, le 24 octobre 1938.

Notice du Conseiller référendaire de Légation Hewel.

« Au début de l'entretien, M. le Ministre des Affaires Etrangères du Reich expose la situation actuelle à l'Ambassadeur de Pologne.

M. Lipski explique ensuite la raison de sa visite. La Pologne est intéressée à la stabilisation de l'espace danubien. *L'Ukraine subcarpathique avec son désordre, ses 80 p. c. d'illettrés, est un foyer pour tous les courants politiques imaginables, un vrai centre de communistes. Elle a en tout 650.000 habitants, dont 250.000 Hongrois et Juifs et 400.000 Ruthènes. La Pologne a déjà eu plusieurs fois un vif échange de notes avec Prague au sujet de ce foyer de désordre. M. Beck lui avait dit qu'il voulait que quelque chose de raisonnable sortit de cette crise. Le désir de la Pologne était un rattachement à la Hongrie.*

Du reste, une frontière commune entre la Pologne et la Hongrie était d'une grande valeur pour dresser une barrière contre l'Est. Les bruits de la formation d'un bloc contre l'Allemagne étaient insensés, ils étaient plus que réfutés par l'attitude de la Pologne envers la Russie soviétique pendant la crise. La politique polonaise a été de décider le Gouvernement hongrois à la modération dans la question slovaque et à l'offensive dans la question carpatho-ukrainienne. Lui, Lipski, espérait qu'une solution dans le sens mentionné ne contrevenait pas aux intérêts allemands.

M. le Ministre des Affaires Etrangères du Reich déclare à l'Ambassadeur que c'étaient là des idées quelque peu nouvelles pour lui et qu'il voulait y réfléchir avec calme. Sans

doute, il comprenait les désirs de la Pologne, mais il voyait aussi certaines difficultés dont nous devons tenir compte.

M. le Ministre des Affaires Etrangères du Reich aborde alors le grand problème général à cause duquel il a prié M. Lipski de venir à Berchtesgaden et qu'il veut entamer de façon tout à fait confidentielle et seulement entre Lipski, Beck et lui. Il prie l'Ambassadeur de vouloir référer oralement à M. Beck ce qui aura été dit, car autrement le danger serait trop grand que cela ne transpire notamment dans la presse. L'Ambassadeur promet de le faire. *M. le Ministre des Affaires Etrangères du Reich débute en invitant M. Beck à venir de même le voir au cours du mois prochain. Les amis polonais se voient donc invités ainsi une fois pour toutes à venir en Allemagne. L'Ambassadeur accepte avec joie et veut en avertir M. Beck.*

M. le Ministre des Affaires Etrangères du Reich expose alors qu'il croit qu'il est temps d'en venir entre l'Allemagne et la Pologne à une réglementation générale de toutes les possibilités de frictions existantes. *Ce serait le couronnement de l'œuvre inaugurée par le Maréchal Pilsudski et par le Führer. Il fait une comparaison avec nos rapports avec l'Italie où le Führer a renoncé au Tyrol du Sud pour l'amour d'une réglementation générale et dans une appréciation profonde des réalités.* Un tel accord était également désirable avec la Pologne, et désirable aussi pour la Pologne, et il se trouvait dans la ligne de la politique du Führer qui cherche à arriver avec tous ses voisins à une situation nette. *Il n'était pas impossible que l'on en arrivât également une fois avec la France à des accords encore plus nets et dépassant la Déclaration du Führer* au sujet des frontières. Avec la Pologne il y aurait d'abord à parler de Dantzig comme solution partielle d'une grande réglementation entre les deux nations. Dantzig est allemand — il a toujours été allemand et il restera toujours allemand. Lui, le Ministre des Affaires Etrangères du Reich, se représente, dans les grandes lignes, la solution suivante :

1°) L'Etat Libre de Dantzig retourne au Reich Allemand.

2°) A travers le Corridor seraient construites une autostrade exterritoriale, appartenant à l'Allemagne, et une ligne de chemins de fer à plusieurs voies également exterritoriale.

3°) La Pologne obtient sur le territoire de Dantzig une route ou autostrade et une ligne de chemins de fer également exterritoriales, ainsi qu'un port franc.

4°) La Pologne obtient une garantie pour le débouché de ses marchandises dans le territoire de Dantzig.

5°) Les deux nations reconnaissent leurs frontières communes (garantie) ou les territoires respectifs.

6°) Le Traité germano-polonais est prolongé de 10 à 25 ans.

7°) Les deux pays ajoutent à leur Traité une clause consultative.

L'Ambassadeur de Pologne prend connaissance de ces suggestions. Bien qu'il doive naturellement en parler d'abord à M. Beck, il désire dès maintenant dire qu'il est erroné de considérer Dantzig comme un produit de Versailles, comme par exemple le territoire de la Sarre. Il fallait poursuivre le développement historique et géographique de Dantzig pour se faire une juste idée du problème.

M. le Ministre des Affaires Etrangères du Reich déclare qu'il ne veut entendre maintenant aucune réponse. L'ambassadeur devait réfléchir d'abord à toutes ces questions et en référer aussitôt que possible à M. Beck. *Enfin on ne devait pas exclure une certaine réciprocité de ces considérations. Une reconnaissance définitive du Corridor n'était certainement pas facile non plus pour le Führer du point de vue de la politique intérieure. Il fallait penser là séculièrement — et Dantzig était après tout allemand et le resterait toujours.*

M. Lipski promet de référer le plus exactement à M. Beck. Il ira probablement jeudi à Varsovie et pourra être de retour vers le début de la semaine prochaine. *Sa prière essentielle était l'échange d'idées au sujet de la question hongroise.* M. Beck faisait dire que la Pologne était prête à participer, au cas où, en ce qui concerne le désir formulé par la Hongrie au sujet d'un arbitrage par les trois pays : Allemagne, Italie et Pologne, les deux premiers pays accéderaient à ce désir.

M. le Ministre des Affaires Etrangères du Reich souligne, par contre, le risque joint à cet arbitrage.

Lors d'un second et bref entretien, M. le Ministre des Affaires Etrangères du Reich mentionne la Carpatho-Ukraine. L'Ambassadeur souligne que la Pologne n'a aucun intérêt là bas à un accroissement de territoire, et que l'unique désir était d'obtenir une frontière commune avec la Hongrie.

M. le Ministre des Affaires Etrangères du Reich promet de réfléchir encore à cet ensemble de questions, et ajoute que si l'on en arrivait entre l'Allemagne et la Pologne à une solution globale, on pourrait sûrement trouver aussi un arrangement favorable pour ce problème. L'entretien s'est poursuivi sur un ton très amical. »

HEWEL

2.

ENTRETIEN DU MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES AVEC L'AMBASSADEUR DE POLOGNE

19 novembre 1938.

Notice.

« J'ai reçu aujourd'hui à 1h. l'Ambassadeur de Pologne, M. Lipski.

M. Lipski m'a déclaré qu'il avait informé le Ministre des Affaires Etrangères, Beck, du contenu de notre entretien à Berchtesgaden, le 24 octobre, et qu'il était maintenant en mesure de me faire connaître le point de vue de M. Beck à ce sujet. M. Lipski m'a lu sur un bout de papier une partie de ses instructions.

1°) Le Ministre des Affaires Etrangères Beck est d'avis que les relations germano-polonaises ont en général fait leur preuve. Durant la crise tchèque on a vu que l'Accord germano-polonais était échafaudé sur une base solide. Le Ministre des Affaires Etrangères Beck croit que la politique loyale de la Pologne envers l'Allemagne lors de la récupération du territoire des Sudètes ; a été profitable, et qu'elle a essentiellement contribué à amener une solution nette dans le sens allemand. Le Gouvernement polonais avait fait la sourde oreille à tous les appels engageants lancés de certain côté durant ces jours critiques.

Je répondis à M. Lipski que c'était aussi mon opinion que l'Accord germano-polonais s'était montré résistant à l'épreuve. Par l'action du Führer contre la Tchéco-Slovaquie, la Pologne a eu la possibilité d'obtenir le territoire de l'Olsa et de satisfaire à un certain nombre d'autres désirs concernant les frontières. Je partageais du reste son avis que l'attitude polonaise a facilité les choses pour l'Allemagne.

2°) M. Lipski me fit alors de prolixes déclarations pour me démontrer l'importance et la signification pour la Pologne de Dantzig en tant que Ville Libre.

Pour des raisons de politique intérieure il était difficile au Ministre des Affaires Etrangères Beck de donner son consentement à l'incorporation de Dantzig au Reich. Le Ministre des Affaires Etrangères Beck a réfléchi maintenant à la manière dont on pourrait écarter, une fois pour toutes, tous les points de friction qui pourraient se présenter au sujet de Dantzig entre l'Allemagne et la Pologne. *Il a pensé que l'on pourrait remplacer le Statut de Dantzig établi par la Société des Nations, par un traité germano-polonais dans lequel seraient réglées toutes les questions concernant Dantzig. M. Beck pense que la base de ce traité devrait être que l'on reconnaisse que Dantzig est une ville purement allemande et qu'on lui reconnaisse tous les droits en résultant, mais que, d'autre part, on garantisse également à la Pologne et à la minorité polonaise tous les droits économiques, Dantzig conservant son caractère d'Etat Libre et son union douanière avec la Pologne.*

Je répliquai à M. Lipski que je regrettais le point de vue du Ministre des Affaires Etrangères Beck. La suggestion d'une solution séculaire du problème germano-polonais, d'après laquelle Dantzig devrait revenir à l'Allemagne, représenterait sans doute pour M. Beck une grosse difficulté du point de

vue de la politique intérieure, *mais d'autre part, il ne fallait pas méconnaître qu'il ne serait pas facile non plus au Führer de défendre devant le peuple allemand une garantie du Corridor polonais.* En faisant ma suggestion, je partais de l'intention de placer sur une base d'une solidité à toute épreuve les relations germano-polonaises et d'écarter tous les points de friction imaginables. Je n'avais pas eu l'intention de poursuivre une petite conversation diplomatique. Ainsi qu'il (Lipski) avait pu le voir d'après les discours du Führer, celui-ci traitait toujours la question germano-polonaise d'un point de vue élevé. En présence de la presse internationale j'avais exposé, récemment encore, en sa présence, que de bonnes relations germano-polonaises étaient un des fondements de la politique extérieure de l'Allemagne.

L'Ambassadeur Lipski me remercia de ces déclarations et revint à la proposition d'un traité bilatéral au sujet de Dantzig.

Je lui déclarai que je ne voulais adopter aucun point de vue définitif, mais que cette proposition ne me semblait pas facilement réalisable.

3°) Je demandai ensuite à M. Lipski ce que M. Beck pensait de la question d'une autostrade exterritoriale et d'une ligne de chemin de fer à deux voies, également exterritoriale, à travers le Corridor polonais.

M. Lipski me répondit qu'il ne pouvait s'engager à fond ni officiellement dans cette question. En ce qui le concernait personnellement, il pouvait dire qu'un tel désir de la part de l'Allemagne pouvait ne pas tomber en Pologne sur un sol infertile et que peut-être des possibilités d'une solution se présenteraient dans cette direction.

4°) Je pariai ensuite à M. Lipski des timbresposte polonais qui viennent de paraître, timbres destinés à être mis en circulation à Dantzig et qui représentent en un certain sens Dantzig comme une ville polonaise. Il pouvait comprendre que ceci blessait de nouveau les sentiments de la population allemande à Dantzig.

M. Lipski me déclara qu'il n'était pas au courant de cette affaire, mais qu'il s'informerait immédiatement.

Pour terminer, M. Lipski déclara qu'il valait la peine de réfléchir sérieusement aux propositions allemandes concernant l'ensemble des relations germano-polonaises. On voulait créer ici quelque chose de durable et amener une véritable stabilité. Cela ne pouvait naturellement pas se faire du jour au lendemain. Si M. Beck réfléchissait mûrement à nos suggestions, il arriverait peut-être, cependant, à un point de vue positif. »

von RIBBENTROP

ENTRETIEN DU FÜHRER AVEC LE MINISTRE
DES AFFAIRES ETRANGERES DE POLOGNE, M. BECK,
EN PRESENCE DU MINISTRE DES AFFAIRES
ETRANGERES DU REICH, DE L'AMBASSADEUR
D'ALLEMAGNE A VARSOVIE, ET DE L'AMBASSADEUR
DE POLOGNE A BERLIN

Berchtesgaden, le 5 janvier 1939.

Notice du Ministre plénipotentiaire Schmidt.

« Le colonel Beck souligne au début le fait que les relations germano-polonaises ont pleinement soutenu l'épreuve durant la crise de septembre. Si, dans les derniers mois, s'était peut-être manifesté une baisse du baromètre des jours de septembre, il fallait, de l'avis du Gouvernement polonais, s'efforcer des deux côtés d'écarter les causes de quelques difficultés qui s'étaient révélées ces derniers temps. M. Beck mentionna la question de Dantzig comme l'une de ces difficultés et il fit ressortir que ce qui entrait là en ligne de compte, c'étaient non seulement le Gouvernement polonais et le Gouvernement allemand, mais aussi de tierces parties, par exemple la Société des Nations. *Que devrait-il se produire, par exemple, au cas où la Société des Nations renoncerait, un jour, à la tâche qu'elle remplit à Dantzig ?* Il y avait, en outre, quelques autres questions au sujet desquelles on devrait mettre fin à des malentendus, *entre autres celle de la garantie de la frontière tchéco-slovaque. Devait-elle être donnée immédiatement ou, si tant est qu'elle dût être accordée, quelle était la date à envisager ?* Sous ce rapport, la Pologne était surtout intéressée à la question de l'Ukraine subcarpathique. Il rappela le mot de Pilsudski sur la « balkanisation de l'Europe centrale ». La Pologne reconnaît de vieux ennemis dans les agitateurs qui déploient leur activité sur le territoire actuel de l'Ukraine subcarpathique et elle craint que ce territoire ne puisse devenir un jour pour la Pologne un foyer de tels troubles que le Gouvernement polonais se voie contraint à une intervention de laquelle pourraient résulter d'autres complications. *Cela avait été la raison principale pour laquelle la Pologne avait aspiré à une frontière commune avec la Hongrie.*

Le Führer répondit que, pour aplanir toutes les difficultés existantes, il fallait d'abord revenir à la tendance fondamentale des relations germano-polonaises. Il pouvait faire ressortir que, du côté allemand, il ne s'était pas produit le moindre changement dans les rapports de l'Allemagne avec la Pologne, tels que les définit la Déclaration de non agression de 1934... *En ce qui concerne notamment la question de l'Ukraine sub-*

carpathique, il pouvait assurer, vu les déclarations prêtées à l'Allemagne par la presse mondiale, que la Pologne n'avait rien à redouter à cet égard. L'Allemagne n'a aucun intérêt par delà des Carpathes et ce que les pays intéressés à ces territoires feraient là-bas lui était indifférent. L'attitude prise par l'Allemagne dans la question ukrainienne, en liaison avec l'arbitrage de Vienne — attitude qui avait peut-être créé en Pologne quelques malentendus — s'expliquait par le développement historique de cette affaire. Cet arbitrage avait été prononcé après audition des deux parties et sur la base des exigences hongroises. La raison décisive de son attitude (L'attitude du Führer) dans la question ukrainienne avait été, en dernier ressort, son désir de ne permettre en aucun cas un conflit international.

En ce qui concernait, dans le détail, les rapports entre l'Allemagne et la Pologne, il désirait répéter que depuis 1934 rien n'avait changé dans l'attitude allemande envers la Pologne. Pour parvenir à un règlement définitif des questions encore en suspens entre les deux pays, on ne devait pas s'en tenir seulement à l'Accord, plutôt négatif, de 1934, mais il fallait essayer d'amener les différents problèmes à un règlement contractuel définitif. Du côté allemand, il y avait à résoudre, outre la question de Memel, qui serait réglé dans le sens allemand (il semblait que les Lithuaniens voulussent coopérer à une solution raisonnable), le problème psychologiquement très difficile de Dantzig et du Corridor, problème concernant les relations directes entre l'Allemagne et la Pologne. Il fallait, selon lui, rechercher des solutions par des voies toutes naturelles, s'écartant des sentiers battus. *On pourrait, dans le cas de Dantzig, par exemple, songer à un règlement d'après lequel cette ville, conformément à la volonté de sa population, serait politiquement ramenée à la communauté allemande, les intérêts polonais, notamment dans le domaine économique, devant naturellement être entièrement garantis.* C'était conforme, du reste, à l'intérêt de Dantzig, car, économiquement, Dantzig ne pourrait vivre sans hinterland et il (le Führer) songeait à une formule d'après laquelle Dantzig retournerait politiquement à la communauté allemande et, économiquement, resterait à la Pologne.

Dantzig était allemand, resterait toujours allemand, et, tôt ou tard, reviendrait à l'Allemagne.

Quant au Corridor qui, ainsi qu'il a été dit, constitue un grave problème psychologique pour l'Allemagne, le Führer fit remarquer que la communication avec la Prusse orientale était aussi importante pour le Reich que, pour la Pologne, la communication avec la mer. Là également, on pourrait peut-être tenir équitablement compte des intérêts respectifs en employant de toutes nouvelles méthodes de solution. Si l'on

réussissait, sur cette base raisonnable, à amener un règlement définitif des diverses questions, — les droits des deux partenaires devant naturellement être satisfaits — le moment serait alors venu de compléter dans un sens positif, envers la Pologne également, la Déclaration, de nature plutôt négative, de 1934, et cela — par analogie aux accord conclus avec la France — en donnant, du côté allemand, à la Pologne une garantie de ses frontières, claire et fixée dans un traité. La Pologne obtiendrait alors le grand avantage de voir contractuellement garantie sa frontière avec l'Allemagne, y compris celle du Corridor — le Führer souligna encore une fois la difficulté psychologique du problème et le fait que seul il était en mesure d'amener une telle solution — : Il n'était pas facile pour lui de donner une telle garantie pour le Corridor, et il en serait sûrement assez critiqué, notamment dans les milieux bourgeois. Toutefois, politique réaliste, il croyait qu'une telle solution était la meilleure. De même que l'on ne parlait plus à l'heure actuelle du Tyrol du Sud ni de l'Alsace-Lorraine, on n'entendrait plus parler du Corridor lorsque l'Allemagne aurait donné sa garantie.

Le Ministre des Affaires Etrangères de Pologne, M. Beck, remercia le Führer de son exposé du point de vue allemand, et déclara que la Pologne également maintenant absolument son ancienne attitude envers l'Allemagne.

La Pologne continuerait à suivre la ligne de la politique indépendante qu'elle a pratiquée dans les années précédentes alors que l'on voulait l'engager à se lier plus étroitement à la Russie au moyen d'un Pacte de l'est. En ce qui concernait l'augmentation de sa sécurité, la Pologne n'était, certes, pas aussi nerveuse que la France, et n'avait aucune confiance en ce que l'on appelle les « systèmes de sécurité » qui, après la crise de septembre, avaient définitivement cessé de jouer un rôle, ce qui représentait un tournant de l'histoire. Il savait très bien apprécier, en revanche, le point de vue allemand, exprimé de nouveau dans la déclaration que venait de faire le Führer. De son côté, il s'en tenait à l'ancienne ligne de la politique suivie à l'égard de l'Allemagne.

En ce qui concerne les relations germano-polonaises, il prenait acte des désirs exprimés par le Führer. La question de Dantzig lui semblait toutefois extrêmement difficile. Sous ce rapport, il fallait tenir spécialement compte de l'opinion publique en Pologne. Et il faisait là entièrement abstraction de « l'opposition des cafés ». Depuis sept ans qu'il était en fonction, il ne s'était jamais préoccupé le moins du monde de l'opinion des cafés, et il était encore Ministre des Affaires Etrangères. Toutefois, il devait tenir compte de la véritable opinion du peuple et voyait, là en effet, des difficultés com-

pliant une solution de la question de Dantzig. Il voulait cependant réfléchir encore mûrement à ce problème.

Le colonel Beck ne revint pas sur les autres questions abordées par le Führer et termina ses déclarations en affirmant de nouveau que la Pologne, dans son attitude générale, resterait fidèle comme par le passé à la ligne suivie depuis 1934. »

SCHMIDT

4.

ENTRETIEN DU MINISTRE DES AFFAIRES
ETRANGERES DU REICH AVEC LE MINISTRE DES
AFFAIRES ETRANGERES DE POLOGNA, M. BECK,
A VARSOVIE, 26 JANVIER 1939

Berlin, le 1er février 1939.

Notice.

« Me référant à l'entretien qui a eu lieu le 6 janvier à Munich, je suis revenu, dans mon entretien avec M. Beck, sur la proposition allemande déjà connue (retour de Dantzig avec garantie des intérêts économiques qu'y possède la Pologne, et création de communications exterritoriales par autostrade et ligne de chemin de fer entre le Reich et sa province de Prusse orientale ; en revanche, et comme contre-partie de l'Allemagne, garantie de la frontière germano-polonaise), et j'ai exposé de nouveau que le désir du Führer était d'aboutir « durch ein entsprechendes Vertragswerk » à une pacification générale des relations germano-polonaises et cela par un instrument contractuel. M. Beck devait comprendre que les désirs allemands étaient extrêmement modérés, car la cession à la Pologne en vertu du Traité de Versailles de parties du territoire allemand des plus précieuses, était encore ressentie actuellement par tout Allemand comme une grande injustice qui n'a été possible qu'à l'époque de la plus grande faiblesse de l'Allemagne. Si l'on interrogeait 100 Anglais ou Français, 99 d'entre eux déclareraient immédiatement que le retour de Dantzig, et tout au moins aussi du Corridor, est une exigence toute naturelle de la part de l'Allemagne.

Mes déclarations semblèrent impressionner M. Beck, mais il fit de nouveau ressortir qu'il fallait s'attendre à des résistances dans le domaine de la politique intérieure ; néanmoins il voulait continuer à réfléchir mûrement à nos suggestions.

J'ai convenu avec M. Beck que si la Société des Nations se retirait de Dantzig avant qu'ait été réalisé entre la Pologne et nous un traité englobant également Dantzig, nous nous

mettrions en rapport avec lui pour lui trouver une solution provisoire de cette situation.

J'ai de nouveau élevé des réclamations auprès de M. Beck au sujet du traitement de notre minorité allemande et j'ai convenu avec lui que les pourparlers, depuis longtemps projetés, entre des fonctionnaires dirigeants des deux Ministères de l'Intérieur, seraient immédiatement entamés.

von RIBBENTROP

IV

« Je suis un réaliste. Considérez mes relations avec la Pologne. Je suis déterminé à admettre que la Pologne — un pays de 33.000.000 d'habitants — a besoin d'une issue à la mer.

Il est très douloureux pour nous que cette issue doive lui être accordée au dépend d'un corridor à travers le territoire allemand, mais nous comprenons très bien ce que ce corridor représente pour les Polonais. »

HITLER

(Entretien avec Ward Price).

Il a été dit des propositions allemandes qu'elles ne pouvaient être que repoussées d'emblée ; ceci aussi bien à cause de leur substance que du moment que l'Allemagne avait choisi pour les faire. On a soutenu, en effet, qu'au lendemain de l'affaire sudète elles ne pouvaient être prises par la Pologne que pour une menace d'agir avec elle aussi énergiquement qu'avec la Tchécoslovaquie et que la dignité lui aurait imposé, de ce fait même seulement, de répondre par une fin de non-recevoir.

Il n'est presque pas besoin de lire les documents que nous venons de citer pour se convaincre qu'une pareille explication ne pouvait être improvisée qu'après coup. Il suffit de constater que depuis le jour où M. de Ribbentrop soumit son projet détaillé à l'Ambassadeur de Pologne, cinq rencontres importantes eurent lieu à ce sujet entre hommes d'Etat allemands et polonais, que M. Beck accepta une invitation du Führer qui lui répéta tout ce que son ministre avait dit à M. Lipski et qu'à la suite de cette entrevue il invita à son tour M. de Ribbentrop à Varsovie.

Les hommes d'Etat polonais, en bons politiques, restèrent dans une ferme réserve et ne cédèrent d'avance sur aucun

des points qui auraient pu faire l'objet des négociations envisagées ; mais si la Pologne avait pris les propositions allemandes pour une menace il est certain que cette série de cordiales entrevues n'aurait pas eu lieu et qu'elle aurait de suite claqué les portes comme elle le fit un an après lorsque l'intervention anglaise l'y détermina. Il n'en fut rien.

Dans l'entrevue du 19 novembre, au cours de laquelle M. Lipski apportait à M. de Ribbentrop une réponse incomplète et provisoire de M. Beck, il était suggéré du côté polonais de remplacer le statut de Dantzig par une convention bilatérale entre les deux pays. M. Beck devait revenir sur la nécessité, l'urgence même, d'arriver à cette entente dans l'entrevue du 6 janvier et devait le 26 janvier, lors de la visite que lui rendait M. de Ribbentrop à Varsovie, décider d'un commun accord avec celui-ci qu'il y aurait rencontre immédiate entre les négociateurs des deux pays dans le cas, assez vraisemblable à l'époque, où la S. D. N. se retirait de Dantzig.

Quant à la proposition d'un viaduc allemand à travers le corridor polonais, dans la même entrevue de novembre 1938 M. Lipski exprimait l'opinion personnelle qu'une semblable proposition « ne tomberait pas en Pologne sur un terrain stéril et que dans cette question des solutions pourraient être trouvées ».

Est-il vrai que les malheurs de la Tchécoslovaquie avaient créé dans l'opinion polonaise une atmosphère telle qu'il lui était psychologiquement impossible d'examiner calmement les propositions du Führer ?

Remarquons d'abord que ces propositions avaient été faites bien avant la marche sur Prague. Constatons aussi des textes, non contestés, des conversations — ainsi que des faits qui depuis lors sont devenus notoires — que le seul reproche que l'on faisait à l'Allemagne à Varsovie, au sujet du pays de M. Benès, était de ne pas l'avoir assez découpé et que la seule demande de la Pologne à ce même

sujet était que l'Allemagne n'en garantisse pas les frontières avant qu'il ne fut soumis, sur les indications de Varsovie, à une nouvelle opération anatomique.

La substance des propositions d'octobre 1938 était elle telle que tout patriote polonais ne put les considérer que comme d'impertinentes et intolérables injonctions ?

Il n'était pas un homme d'État, pas un diplomate, pas un publiciste raisonnable en Europe qui ne savait que la situation créée sur la frontière orientale de l'Allemagne par le Traité de Versailles et par le Covenant ne pouvait être considérée comme historiquement définitive et que sur les quatre points en litige entre l'Allemagne et la Pologne (Dantzig, Corridor, minorités, reconnaissance et garantie spontanée des frontières) un règlement amiable devait intervenir si l'on voulait éviter que le différent ne se réglât un jour par l'épée.

Au bref, les propositions d'octobre 1938 demandaient un couloir, ou, plus exactement, un *viaduc exterritorial*, à travers le Corridor, de la largeur techniquement suffisante pour y entretenir une autostrade et une voie double de chemin de fer. Elles demandaient en plus le retour de la ville et du territoire de Dantzig à l'Allemagne. Elles offraient en revanche à la Pologne un viaduc, exactement semblable jusqu'à Gdynia à travers le territoire allemand, un port libre à Dantzig même ainsi que toutes les garanties qu'il fallait pour laisser à la Ville Libre « le caractère d'un port économiquement polonais ». Elles lui offraient en plus, FAIT CAPITAL, *une fois les corrections faites, la reconnaissance formelle et définitive de toutes les frontières germano-polonaises, telles qu'elles avaient été fixées à Versailles*. Tout ceci était proposé explicitement ; mais les allusions répétées que le Führer et son ministre firent aux nouveaux rapports créés entre l'Allemagne et l'Italie par la renonciation définitive au Sud-Tyrol, n'indiquaient-elles pas, dès alors, aux diplomates polonais que l'Allemagne n'excluait pas un échange de population, échange

qui aurait donné au nouveau statut de voisinage germano-polonais une garantie d'une valeur incomparable ?

De tout le problème, la question de Dantzig était celle qui pour M. Beck présentait le plus de difficultés ; il fit pourtant à M. de Ribbentrop à ce propos le 19 novembre par son ambassadeur des propositions assez précises. Ré-pétons les :

« On remplacerait le Statut de Dantzig par une convention germano-polonaise dans laquelle seraient traitées toutes les questions relatives à la Ville Libre. Comme base de cette convention, on reconnaîtrait Dantzig comme ville purement allemande, avec tous les droits que cette reconnaissance impliquait mais qui assurerait à la Pologne, et à la minorité polonaise tout aussi bien, tous leurs droits économiques ; le caractère de ville libre et l'union douanière avec la Pologne serait gardée pour Dantzig. »

En rapprochant les deux thèses, on constate que la seule différence qui subsistait était, au demeurant, que l'Allemagne par un port libre à Dantzig et par un couloir exterritorial jusqu'à ce port offrait à la Pologne une union douanière avec une partie seulement de la ville et du territoire tandis que la Pologne aurait voulu cette union avec la ville et le territoire tout entiers.

Il y avait là, certes, divergence et matière à discussion mais il semble que sur la pente naturelle des négociations la Pologne aurait été amenée aux concessions qu'on lui demandait en échange des garanties économiques les plus serrées et surtout en échange de cette garantie suprême que représentait « l'Umsiedelung » des populations. Quant à la demande d'un viaduc exterritorial, la difficulté aurait pu être tournée par un contrat de location à très long terme : vingt-cinq ans par exemple.

Il est un fait en tout cas que l'on ne saurait assez souligner et qui restera valable pour les propositions allemandes telles qu'elles furent renouvelées, en toute dernière heure, l'année d'après par Hitler : *les changements territoriaux et politiques que l'Allemagne proposait n'avaient*

en ce qui regardait la défense de la Pologne aucune importance militaire. Leur acceptation n'aurait modifié en rien le rapports des forces entre les deux puissances. La valeur militaire de ce viaduc sans épaisseur était nulle en cas de guerre avec la Pologne, — quels que pussent être ses avantages en cas de guerre avec la Russie, — les communications militaires avec la Prusse Orientale constituant un droit déjà acquis pour l'Allemagne.

La Pologne ne pouvait trouver, au point de vue de sa sécurité, que des motifs d'apaisement dans la demande allemande : 1) parce que le seul objectif de caractère militaire auquel le viaduc demandé pouvait servir était évidemment tout autre qu'une guerre contre elle. 2) parce que, en vue de cet objectif même, son utilisation ne pouvait être imaginée par l'Etat-major allemand que dans un atmosphère de pleine confiance entre les deux pays.

Tout ceci étant, il est surprenant que les propositions d'octobre 1938 n'ont pas dès alors été reconnues par la Pologne et ceux qui la conseillaient comme inespérées et rédemptrices pour les destinées de la République ressuscitée *et comme représentant la réparation définitive que l'histoire offrait à ses malheurs.* Il l'est encore plus qu'on ait pu par la suite les mettre en contradiction avec les déclarations réitérées de Hitler relativement au droit qu'avait ce peuple de plus de 30 millions d'hommes de disposer d'une issue à la mer.

La première grande faute commise par la diplomatie polonaise fut de renouveler *prématurément*, en novembre 1938 dans des circonstances qui faisaient de ce renouvellement une claire démonstration, son Traité de non-agression avec la RussieSoviétique. C'était là une provocation, dont le Reich devait se souvenir, couverte par le rappel d'une garantie de la part de la Russie Soviétique qui n'avait, on le savait fort bien à Varsovie, aucune valeur.

V

« M. Bullitt me dit que rien qu'une guerre pouvait arrêter l'expansion allemande en Europe. Lui ayant demandé comment il se représentait cette future guerre, il répliqua qu'avant tout les Etats-Unis, la France et l'Angleterre devaient armer d'une façon massive. Alors seulement, la situation étant mûre, on ferait le pas décisif. Je lui demandais comment on en arriverait au conflit puisque l'Allemagne très probablement n'attaquerait pas la France ni l'Angleterre. Je ne voyais pas le point de liaison dans la combinaison... Bullitt me répondit que c'était le désir des pays démocratiques que l'Allemagne eut entretemps un conflit en orient. »

Jerzy POTOCKI,
Ambassadeur de Pologne.
(Rapport du 21, XI, 38).

Le 20 mars 1939 Lord Halifax informait la Chambre des Lords que le gouvernement de S. M. n'avait pas manqué de tirer une leçon des récents événements « et s'était empressé de se consulter d'une façon étroite et pratique, non seulement avec les Dominions, mais aussi avec d'autres gouvernements qui se trouvaient atteints par les questions surgies ».

Le 21 mars, ainsi que nous l'apprennent les Documents polonais, Sir Howard Kennard proposait au gouvernement de Varsovie d'entrer avec la Grande-Bretagne, la France et la Russie Soviétique dans un pacte de consultation et de résistance.

Le 24 mars l'ambassadeur d'Allemagne à Varsovie rapportait de nombreuses visites de l'ambassadeur britannique

au ministère des Affaires Etrangères polonais ainsi que les réflexions amères que lui faisait le Secrétaire d'Etat Arciszewski au sujet des intrigues de l'Angleterre et de la France qui, sans risques propres, voulaient continuellement exposer la Pologne.

Le 27 mars M. Lipski vint apporter à M. de Ribbentrop la réponse définitive de la Pologne aux propositions d'octobre 1938. Elle était catégoriquement négative aussi bien dans la question de Dantzig que dans celle du Corridor.

Dans le mémorandum remis par M. Lipski le gouvernement de Varsovie déclarait qu'il était disposé à examiner la question de nouvelles facilités de transport pour l'Allemagne à travers le Corridor et celle d'une nouvelle autorité qui remplacerait éventuellement à Dantzig le Haut Commissaire de la S. D. N. Il repoussait la proposition du viaduc extraterritorial qui même « ne pouvait pas être considérée ». Toute solution au sujet de la question de Dantzig devait préserver l'union douanière avec la Pologne et lui conserver le caractère de ville libre. Ce n'était que dans le cas où ces principes étaient d'avance admis — un discours de M. Beck devait en faire quelques semaines après une question d'honneur pour la Pologne — que des négociations pouvaient commencer et que M. Beck pouvait accepter l'invitation que lui avait faite le Führer de venir discuter à Berlin, comme suite à la série de visites dont la dernière avait été celle de M. de Ribbentrop à Varsovie. M. Lipski ajoutait oralement qu'il avait le pénible devoir d'informer M. de Ribbentrop que la poursuite des visées allemandes, tout spécialement en ce qui regardait Dantzig, entraînerait la guerre.

Le sage Arciszewski nous a appris ce que M. Beck lui-même pensait du revirement total accompli par la diplomatie polonaise :

« L'AMBASSADEUR D'ALLEMAGNE A VARSOVIE
AU MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES

Rapport.

Varsovie, le 23 mai 1939.

J'ai eu ces jours l'occasion d'avoir avec le Sous-Secrétaire d'Etat Arciszewski un entretien dont les points suivants me paraissent dignes d'être retenus :

M. Arciszewski tenait manifestement à déclarer que le revirement de la politique polonaise, tel qu'il s'exprime dans la Déclaration de garantie anglo-polonaise, ne peut être attribué à l'initiative personnelle du Ministre Beck. *M. Beck a fait toute cette politique à contre-cœur et sous la pression des militaires et de l'opinion publique. Finalement il n'avait plus été en mesure de repousser l'offre anglaise.* Cependant, il avait toujours différé une discussion en public, qui lui semblait inopportune, de cette affaire, notamment vu l'état d'esprit qui règne ici, jusqu'au moment où il fut contraint à une réplique par le discours du Führer. *Sa réponse devant le Sejm, dans laquelle il avait dû défendre à contre-cœur une politique qui n'était pas la sienne, et l'enthousiasme que son discours avait déchainé ici dans l'opinion publique avaient rempli M. Beck d'amertume.* M. Arciszewski m'a décrit alors sous une forme dramatique comment M. Beck, le lendemain du jour où il avait fait son discours au Sejm, dans un accès de colère avait jeté dans un coin tout un tas de télégrammes de félicitations. *Au fond, M. Beck était encore actuellement partisan de l'ancienne politique.* Il lui semblait notamment insensé que deux peuples relativement aussi pauvres que l'Allemagne et la Pologne dussent se livrer une lutte qui, en dernier ressort, était uniquement conforme à l'intérêt des pays riches.

Il est possible que cet exposé soit un peu enjolivé. Quoiqu'il en soit, les diverses observations faites concordent à montrer qu'au cours des derniers mois M. Beck avait de moins en moins de partisans lorsqu'il poursuivait la ligne de la politique suivie envers nous par le Maréchal Pilsudski. Lorsque la possibilité se présentait d'obtenir une garantie anglaise pour les frontières occidentales de la Pologne, ce sont manifestement les milieux militaires qui ont amené ce revirement de la politique. M. Beck s'est vu contraint à se joindre à cette politique, car autrement il n'aurait pu se maintenir. »

von MOLTKE

Nous sommes en mesure de certifier que l'exposé de M. Arciszewski était loin d'être enjolivé ainsi que le supposait

le Comte Moltke. On en était arrivé à cette époque dans les Conseils de Ministres polonais à des violences presque physiques entre M. Beck et ses collègues militaires, puisqu'un jour, en pleine séance du Conseil des Ministres, il fut littéralement saisi au collet par le Maréchal Ridz-Smigly.

Le 31 mars la Grande-Bretagne accordait à la Pologne la promesse d'un secours non conditionnel dans le cas d'un conflit éventuel avec l'Allemagne. Voici en quels termes cette promesse fut formulée devant le Parlement britannique par M. Chamberlain :

« Ainsi que la Chambre le sait, certaines consultations sont actuellement en cours avec d'autres Gouvernements. Afin de rendre parfaitement claire la position du Gouvernement de Sa Majesté avant que ces consultations soient terminées, je dois, dès maintenant, informer la Chambre que, dans l'intervalle, au cas d'une action quelconque mettant nettement en danger l'indépendance polonaise et à laquelle le Gouvernement polonais estimerait être de son intérêt vital de résister avec ses forces nationales, le Gouvernement de Sa Majesté se considérerait comme tenu immédiatement de soutenir le Gouvernement polonais par tous les moyens. Le Gouvernement a donné au Gouvernement polonais des assurances dans ce sens.

Je puis ajouter que le Gouvernement français m'a autorisé à affirmer clairement que son attitude est la même que la nôtre en cette manière. »

Le 10 juillet de la même année lorsqu'un conflit germano-polonais, qui ne pouvait être que le signal d'une catastrophe mondiale, était devenu une possibilité de chaque instant, M. Chamberlain, désirant décliner d'avance les responsabilités tragiques que la Grande-Bretagne avait prises entretiens devant l'histoire, cru nécessaire de faire de subtils précisions, devant les Communes, au sujet de l'ordre de succession des événements :

« Lorsque le Gouvernement allemand fit des offres à la Pologne en mars 1939, offres qui étaient accompagnées d'une campagne de presse, le gouvernement polonais se rendit compte qu'il pourrait très rapidement se trouver devant une tentative de solution unilatérale à laquelle il aurait à s'opposer par tous les moyens qui sont à sa disposition... Il refusa donc d'accepter le point de vue allemand et fit de son côté des propositions aux questions auxquelles l'Allemagne était in-

téressée. Le 23 il prit certaines mesures militaires et le 26 il envoya sa réponse à Berlin. *Je prie le Parlement de bien vouloir retenir très attentivement ces deux dates.* Il a été ouvertement affirmé en Allemagne que c'était la garantie britannique qui avait encouragé le gouvernement polonais à entreprendre l'action susmentionnée. Je dois préciser que notre garantie n'a été donnée que le 31 mars ; le 26 mars nous n'en avions même pas encore fait mention au gouvernement polonais. »

Que M. Chamberlain fit dater les propositions allemandes de mars 1939, alors qu'elles furent faites le 24 octobre 1938 et qu'elles avaient depuis lors été le sujet d'incessantes négociations entre les deux gouvernements, ne peut étonner outre mesure car cette altération des faits correspondait exactement à la thèse que la propagande anglaise s'est toujours efforcé d'accréditer : propositions brusquées et inattendues, impossibilité morale pour la Pologne de les accepter après l'occupation de Prague par les Allemands.

Quant à l'ordre de succession des deux événements, — le rejet des propositions allemandes par la Pologne et la communication aux Communes de la garantie accordée par la Grande-Bretagne à ce pays, — il est en effet digne de remarque.

Cet ordre de succession n'a au point de vue de *l'alibi* que cherchait à établir M. Chamberlain aucune valeur probatoire. Personne ne pourrait en effet croire, vu l'attitude générale prise à cette époque par le gouvernement britannique vis à vis de l'Allemagne, vu la campagne violente de presse et d'opinion contre ce pays en Angleterre, vu les incessantes conversations que le gouvernement anglais conduisait à Varsovie, — que ces conversations n'aient pas touché la question d'un appui britannique sous quelque forme que soit... *même si le discours du 20 mars de Lord Halifax à la Chambre des Lords et les documents polonais ne venaient donner un flagrant démenti au premier ministre britannique.*

Si l'éclat polonais avait suivi la garantie anglaise on

aurait pu imaginer une surprise de bonne foi, un abus de mandat de la part de la Pologne. On aurait pu supposer, aussi invraisemblable que cela parut, que le gouvernement de Londres ignorait les propositions d'octobre 1938, propositions dont l'objectivité, la modération, la valeur pratique ne pouvaient que recueillir l'approbation de tout gouvernement désireux de voir liquider, une fois pour toutes, avec le minimum imaginable de sacrifice pour la Pologne, une situation dont les hommes d'Etat et l'opinion britanniques avaient tous les premiers dénoncé l'iniquité et le danger. Les deux dates signalées par M. Chamberlain prouvent qu'il n'en était rien et que c'était à bon escient que le gouvernement de Londres mit derrière la mégalomanie héroïque et le complexe sacrificiel polonais toutes les ressources de son Empire *pour tous les cas, sans exception*, où le gouvernement de Varsovie jugerait nécessaire de mettre ses troupes en mouvement... *à condition toutefois que ce fut contre l'Allemagne.*

De quelle façon l'Angleterre profita-t-elle dans cette phase des événements de la position morale que ce geste de générosité unique devait lui avoir créé à Varsovie ?

Certes, quelques conseils de prudence ne manquaient pas dans les instructions envoyées à Sir Howard Kennard, telles que le reproduisent les documents officiels anglais. La Pologne devait se garder de donner l'impression de n'avoir pas voulu négocier. « Cela était très important au point de vue de la situation intérieure en Allemagne » ajoutait Lord Halifax dans un de ses télégrammes. Mais nous ne trouvons aucune suggestion positive ou simplement modératrice relativement aux propositions allemandes, aucune demande pour obtenir l'examen en commun de ces propositions entre Londres et Varsovie, demande qui aurait été tellement légitime de la part d'un pays qui offrait, sans aucune contre-partie, en cas d'une guerre, ses armées, sa flotte et toutes ses immenses ressources.

Tout le comportement britannique était d'ailleurs de nature à raidir la Pologne dans son intransigeance. Gouvernement, parlement, presse, opinion se portaient soudain à l'antipode de ce qu'avait été pendant un quart de siècle l'attitude de l'Angleterre dans la question de Dantzig et du Corridor. Le ton était donné par M. Chamberlain lui-même qui, reniant les déclarations catégoriques de feu son frère et celles de tant d'hommes d'Etat anglais qui vivaient encore, Mr. Lloyd Georges et Churchill tout les premiers, répondait dans les termes suivants aux interpellations de MM. Macmillan, Fletcher, Henderson, Adams, Thurtle, etc. qui comme toute l'Angleterre avaient mis soudain la coarde de Dantzig à leur chapeau :

« Si Dantzig était ethniquement presque complètement une ville allemande la prospérité de ses habitants dépendait pour une large part de son commerce avec la Pologne. La Vistule était par ailleurs la seule voie de communication par eau de la Pologne avec la Baltique ; Dantzig était donc d'une importance économique et militaire vitale pour elle. *Le présent statut ne pouvait donc, pas être considéré comme illogique ou injuste...* Nous espérons que la Ville Libre avec son ancienne tradition prouverait encore une fois, ainsi qu'elle l'avait déjà fait dans son histoire, que différentes nationalités peuvent collaborer lorsque leurs intérêts le demandent. »

M. Chamberlain ne rappelait pas que cette dépendance économique, entre Dantzig et son Hinterland, était une garantie de plus que les faits offraient à la Pologne. Il oubliait d'informer le Parlement que la navigation sur la Vistule était tombée à zéro sous le régime polonais dont les services compétents avaient laissé à dessein s'ensabler cette voie de communication « d'importance vitale » et que c'était justement là l'un des nombreux griefs de la Ville Libre.

Quant à ce qui regardait la valeur de Dantzig pour la Pologne au point de vue de sa défense, le raisonnement le plus élémentaire, la géographie et les faits ne devaient-ils pas prouver que Dantzig était une ville militairement déjà allemande épousant, au point de vue militaire, ex-

actement le sort de la Prusse Orientale et de ses puissantes garnisons, des mains desquelles, en toutes autres circonstances que celle d'opérations en accord avec l'Allemagne, la Pologne aurait eu à la reconquérir.

En s'adressant, enfin, aux habitants de la Ville Libre et à leurs « anciennes traditions » comme à la seconde des deux parties aux prises M. Chamberlain niait dérisoirement que cette seconde partie était non point Dantzig mais un interlocuteur bien plus formidable : l'Allemagne, à laquelle la Ville Libre était relié par des traditions autrement puissantes et des penchants autrement irrésistibles que ceux auxquels il faisait allusion.

Les politiciens et polémistes de toute envergure renchérirent aussi bien en Grande-Bretagne qu'aux Etats-Unis et en France sur une formule devenue soudain le cri de guerre du monde judéo-maçonnique de deux continents « Tout pour Dantzig ! tout pour la Pologne ! » ... pour cette même Pologne pour laquelle ce même monde n'avait pas eu assez d'invectives aussi longtemps que son attitude contrecarrait la politique d'encerclement de l'Allemagne. Rien ne fut épargné pour donner à l'infortuné pays un sentiment de sécurité presque absolu, d'association indestructible entre ses destinées et celles de trois des plus grandes puissances du monde.

Toute la documentation officielle britannique prouve que le gouvernement de Londres se solidarisa entièrement pendant cette période décisive avec l'attitude intransigeante de la Pologne, sans essayer à aucun moment de peser sur elle de toute l'autorité que lui donnait l'étrange sacrifice qu'il venait de consentir. Ceci était vrai aussi bien dans la question de Dantzig et du Corridor que dans celle des minorités allemandes dont le calvaire ne pouvait être nié puisque la seule discussion entre Londres et Varsovie d'un côté, et Berlin de l'autre, était, ainsi que nous le montrent les télégrammes de l'Ambassadeur britannique en Pologne, de savoir si c'était 18 mille ou 80 mille fuyards qu'il avait

déterminés à quitter leurs villes ou leurs villages, à abandonner tous leurs biens.

On ne peut s'étonner si dans ces circonstances, l'Allemagne ayant protesté contre un ultimatum signifié au Sénat de Dantzig par le gouvernement polonais, celui-ci mit brusquement fin, le 10 août 1939, à la période des négociations directes et fit entrer le conflit dans sa phase décisive par la note suivante remise à Berlin :

« Le Gouvernement de la République polonaise a pris connaissance avec la plus vive surprise de la déclaration faite le 9 août 1939 par le Secrétaire d'Etat du Ministère des Affaires Etrangères d'Allemagne au Chargé d'Affaires p. i. de Pologne à Berlin relativement aux rapports existants entre la Pologne et la Ville Libre de Dantzig. Le Gouvernement polonais n'aperçoit en effet aucune base juridique susceptible de justifier une intervention de l'Allemagne dans lesdits rapports.

Si des échanges de vue ont pu avoir lieu au sujet du problème de Dantzig entre le Gouvernement polonais et le Gouvernement allemand, ceux-ci avaient pour seul fondement la bonne volonté du Gouvernement polonais et ne découlaient nullement d'une obligation quelconque.

En réponse à ladite déclaration du Gouvernement allemand, le Gouvernement polonais est obligé de prévenir le Gouvernement allemand qu'il réagira à l'avenir, comme jusqu'à présent, contre toute tentative des autorités de la Ville Libre qui tendrait à compromettre les droits et intérêts que la Pologne y possède en vertu de ses accords, et cela à l'aide des moyens et des mesures qu'il aura seul à apprécier *et qu'il considérera les immixtions éventuelles du Gouvernement allemand au détriment de ces droits et intérêts comme acte d'agression.*

C'est à ces incontestables faits qu'on est en droit de déterminer le parti que la Grande-Bretagne voulait tirer de la crise germano-polonaise, parti qui correspondait exactement aux intentions indiquées par les précieuses confidences de M. Bullitt et au but que le Monde Juif s'était fixé. « Plus d'esprit de capitulation ! », comme disait M. Bernard Lecache. Après les occasions autrichienne, italienne, espagnole, tchèque, la Pologne représentait le dernier prétexte de guerre contre le Reich National-Socialiste, la dernière possibilité d'ameuter le monde dit démocratique contre celui des légions. *Il ne fallait pas la perdre !*

Qu'il en fut vraiment ainsi, nous le sera encore deux fois prouvé par les agissements surprenants du Gouvernement britannique et de ses ambassadeurs lors de la nouvelle offre que le Führer fit à la Pologne avant de tirer l'épée et par le refus de l'Angleterre, en tout point décisif, alors que cette épée venait d'être tirée, d'accepter à la dernière heure, *comme la France le fit, les propositions rédemptrices de Mussolini.*

CHAPITRE 8

COMMENT STALIN FIT SES COMPTES

« Je demanderai à l'histoire confirmation du fait qu'à aucun moment de l'action pour la nation allemande je n'ai oublié les obligations que j'avais, et que nous avons tous, pour le maintien de la culture et de la civilisation européenne. »

HITLER

(Discours du 7 mars 1936).

« Dans la guerre imminente qui eclatera le prolétariat révolutionnaire de tous les pays sera du côté des Soviets. Cette guerre verra se réaliser la solidarité internationale du prolétariat du monde avec l'Union Soviétique. Les Soviets eux-mêmes ne se borneront pas dans ce conflit à défendre leur seule frontière, ils se livreront à une offensive de grande envergure sur le territoire de l'ennemi. L'Union Soviétique fera, appuyée sur l'Armée Rouge, tout ce qui est en son pouvoir pour soutenir le prolétariat des autres pays dans sa lutte contre la bourgeoisie. »

PRAVDA

(19 janvier 1939).

« Dans la poursuite de notre but nous pouvons, avec toutes nos facultés de destruction, nous joindre aux puissances capitalistes et soutenir leur efforts égoïstes. Nous pouvons même contracter des ententes ou des alliances avec elles pour les induire ainsi en un faux sentiment de sécurité. Quand nous aurons finalement miné leurs forces de résistance, quand leur gouvernements se figurant être fermement établis se fieront à notre support et se laisseront entraînés dans toutes les aventures, NOUS LES LACHERONS ET NOUS ÉTABLIRONS NOTRE PUISSANCE SUR LEURS RUINES. Car notre but est et doit demeurer : LA DOMINATION DU MONDE. »

LENIN

(Oeuvres Complètes. — Tâches Immédiates du Pouvoir Soviétique).

I

« Je désire ne laisser aucun doute quant à ceci : nous considérons le Bolchevisme comme un danger intolérable pour le monde. Nous nous efforcerons d'éloigner ce danger du peuple allemand par tous les moyens à notre disposition. »

HITLER

(Berlin, janvier 1937).

« L'Allemagne est garante de la paix car c'est elle qui fait face à ceux qui de Moscou essayent de mettre le feu au monde. »

HITLER

(Nuremberg, septembre 1937).

La Russie est une conquête de l'Asie sur l'Europe ou de l'Europe sur l'Asie, selon les forces intérieures qui la dirigent. Européenne sous les Ruriks, asiatique sous les Khans, européenne de nouveau sous les Romanofs, asiatique une fois de plus sous la domination juive.

L'âme russe ? c'est, d'une seconde à l'autre, la reproduction dans l'individu de cette oscillation séculaire de la communauté.

Une impulsion définitive mettra-t-elle le colosse une fois pour toutes du côté de la civilisation ? Ce serait là un des plus beaux présents que la Providence pourrait faire à l'humanité mais il est inutile de l'attendre d'une crise pacifique ou d'un effort exclusivement intérieur. Quoiqu'il en soit, tant que cette stabilisation n'est pas accomplie l'Europe — sous peine d'être submergée par la migration violente des masses eurasiennes après avoir été corrodée par les idéologies de mort qu'un profond dessein leur a donné comme loi, — ne pouvait être qu'un camp retranché en alarme.

Aujourd'hui, plus que jamais ! Car *le fait russe*, suffisamment angoissant en lui-même, est devenu par le caractère tout spécial des forces qui le gouvernent actuellement, *une intention*. Ce n'est plus de remous aveugles, de pressions spontanées de grandes masses humaines, des effluves pernicieux qui se dégagent de tout chaos, qu'il s'agit. Profitant de cette inclinaison du peuple russe — j'entends de sa majorité slave — à se laisser conduire plus facilement par l'étranger que par les siens et de cette disposition générale de tous les peuples-enfants à servir aveuglement l'esprit qui les dirige tant que cet esprit est celui de la destruction, Israël s'est emparé de la Sainte Russie et en a construit son *Golem*.

Ce n'est pas à l'improviste, ce n'est pas en cachette qu'il fut procédé à cette construction. Il fallut environ un quart de siècle pour créer les pièces du *robot* et pour les mettre ensemble. A chaque achèvement, à chaque perfectionnement, l'inventeur criait sa satisfaction et le *robot* lui-même proférait son programme, répétait machinalement ses menaces : mort et dévastation, destruction du Monde Civilisé, de l'Europe tout d'abord !

L'historien des temps que nous vivons sera bien forcé de constater, quitte à l'expliquer comme il le pourra, que devant le plus grand danger que notre Continent ait jamais couru depuis les Perses, Annibal, les Huns, les Sarasins et les Turcs, tout l'appareil traditionnel, tous les pouvoirs responsables de sa structure politique, sociale ou spirituelle, ainsi que de la sécurité des peuples qui l'habitaient, *fîrent défaut*.

C'est au plus profond des peuples mêmes, *en une lutte, la plupart du temps violente, avec ces pouvoirs traditionnels*, que s'élabora, contre le danger immédiat et mortel, l'instrument de défense providentiel : les mouvements des révolutions nationales, les Légions ! Facisme, National-Socialisme, Garde de Fer, Phalange

Ce fut et c'est la grandeur des êtres prodigieux qui les créèrent et qui les dirigèrent, de ceux qui conduisent aujourd'hui la lutte finale ou qui tombèrent dans les premières rencontres, et ce fut le miracle de leur apparition, qu'ils furent tout à coup devant l'immensité du péril, l'incarnation de toute cette clairvoyance éparse, de tous les désirs intérieurs de résistance et de croisade, de tout l'instinct de conservation grégaire des nations dont ils étaient les enfants.

Dès l'apparition du monstre, Hitler se voua à le combattre et à le détruire. Le Hitler de l'histoire est le fils de cette pensée aussi réellement que l'enfant Adolf était le fils des humbles paysans du Tyrol.

Lorsque les circonstances que nous évoquerons dans ce chapitre le forcèrent, dans la poursuite même de ce combat, à admettre une suspension d'armes avec le mortel ennemi — peu après le retour de M. de Ribbentrop de Moscou — il fit distribuer quelques millions d'exemplaires de « *Mein Kampf* » à ses troupes. La presse anglaise annonça au monde que cette nouvelle édition avait été expurgée de tout ce qui avait été dit par Hitler contre le Communisme et le Régime Soviétique. Cela était faux. C'était le même « *Mein Kampf* » qui était mis dans le havresac du soldat, à la veille du combat, que celui qui avait gagné au National-Socialisme, avec les masses ouvrières et paysannes, toute la jeunesse allemande !

Mais la propagande britannique, tout en mentant, soulignait d'avance une mémorable vérité : la différence qu'il y avait entre la ruse de guerre du Führer — licite puisqu'elle écartait un désastre presque certain et promettait la victoire — qui ne changeait pas un *yota* au credo de l'Allemagne Nouvelle et laissa intacte son âme et son esprit, et la collusion actuelle des Soviétiques et des pays anglo-saxons où les partis communistes gagnent formellement droit de cité, où le *komsomol* est donné en exemple à la

jeunesse, où l'on érige en pompe des statuts à Lenin, où les ambassadeurs soviétiques haranguent les foules et les parlements et dont les gouvernements ont, d'avance, livré l'Europe au monstre.*)

*) A l'heure qu'il est c'est aux accents de « l'Internationale » que la Radio Britannique s'adresse chaque matin à la planète.

II

« Rien ne nous réunit plus au national-socialisme que la simple réalisation du fait que nous sommes au milieu d'un monde qui est maintenu dans un état de décomposition et de soulèvement spirituel par les Juifs bolcheviques de Moscou. »

HITLER

(Nuremberg, septembre 13, 1937).

L'aventure du Pacte à Quatre, suivie du rapprochement soviéto-bourgeois, avait démontré à Hitler combien il était inutile — ou du moins longuement prématuré — d'essayer de grouper les quatre grandes puissances en un même esprit de défense contre le péril qui faisait son principal souci.

La défense de l'Occident ne pouvait garder pourtant une forme passive. Sous peine de défaite avant le combat, il fallait empêcher que se construise, sous les yeux des victimes étrangement fascinées, l'instrument formidable qui devait servir à les abattre : la force armée soviétique. Il fallait donc des alliés aux puissances des Révolutions Nationales et il était naturel de les chercher parmi les pays les plus menacés, les voisins directs des Soviets — le Japon et la Pologne avant tout.

On a accusé le Führer d'inconstance ou de duplicité en ce qui regardait sa politique vis à vis de ce dernier pays. Il n'y a eu ni l'une ni l'autre. Cette politique a été, dès le début, et jusqu'à la crise finale, dominée par une même idée maîtresse : *la Défense de l'Occident*.

Consignons quelques-unes des intéressantes informations que nous livrent à ce sujet les documents polonais (« The Polish White Book » — Londres 1939).

1.

M. Wysoski à M. Beck — Berlin, 2 mai 1933.

Le Chancelier me dit avoir étudié dernièrement des statistiques relatives au nombre des naissances en Russie Soviétique. La fertilité extraordinaire de cette nation le faisant réfléchir très sérieusement au danger qui en résultait pour l'Europe et pour la Pologne avant tout. Le Chancelier me mentionna ce fait pour me donner une preuve de son attitude objective vis à vis de notre pays (Entrevue avec le Führer).

2.

M. Lipski à M. Beck — Berlin, 15 novembre 1933.

Toute guerre, me dit le Chancelier, pourrait apporter le communisme en Europe, le communisme qui est un terrible danger et contre lequel il ne cessera jamais de lutter. *La Pologne est un avant-poste contre l'Asie.* La destruction de la Pologne serait donc un malheur... Les autres états devraient se rendre compte du rôle de la Pologne en tant qu'avant-poste (Entrevue avec le Führer).

3.

M. Lipski à M. Beck — Berlin, le 24 janvier 1935.

Le Chancelier s'étendit longuement sur la question russe et sur le danger qui nous menaçait d'orient. Il fit remarquer que conformément aux informations de ses services militaires et de surveillance la Russie avait fait de grands progrès avec sa préparation militaire. *Le moment pouvait venir où nos deux pays seraient forcés de se défendre contre une agression de l'est...* Selon son opinion la politique des gouvernements allemands précédents et de la Reichswehr qui avait visé à utiliser la Russie contre la Pologne était la plus grande des erreurs politiques. Il avait lui-même eu un grave conflit d'opinion sous ce rapport avec le général Schleicher. Il avait dit au général que cette politique, même si elle procurait certains agrandissements de territoire à l'Allemagne, conduirait à l'intensification du plus grand danger qu'il y eut pour l'Allemagne... le danger soviétique (Entrevue avec le Führer).

4.

Extrait de la minute du Comte Szembeck au sujet de sa conversation avec le général Goering — Varsovie, 31 janvier 1935.

M. Goering exposa franchement les lignes le long desquelles devrait se développer la politique allemande vis à vis de la

Pologne. On pouvait théoriquement imaginer un nouveau partage de la Pologne entre l'Allemagne et la Russie mais pratiquement ceci créerait une frontière commune avec les Soviets et serait hautement dangereux pour l'Allemagne. *C'est pourquoi une forte Pologne était nécessaire à l'Allemagne, pour former une barrière commune contre le Bolchevisme.* L'idée des relations polono-allemandes n'était comprise que par le Chancelier. Avant lui, au temps de Stresemann, et même avant, les cercles gouvernementaux du Reich avaient une toute autre opinion sur la solution du problème germano-polonais. — M. Goering raconta que lorsque les pouvoirs furent transmis au Chancelier par le général Schleicher en 1933, celui-ci lui exposa son idée d'arriver à une entente avec la Russie pour qu'avec son aide il puisse éliminer la Pologne. Le Chancelier Hitler ne dit pas un mot pendant tout cet exposé mais en sortant de là il dit à M. Goering : « *Et moi je ferai tout le contraire.* »

5.

Note du Comte Szembeck — Varsovie, 10 février 1935.

M. Lipski me dit que M. Goering fut très franc dans ses conversations à Bialowiesza et à Varsovie. Spécialement en parlant aux généraux il développa de grands plans d'avenir, suggérant presque une alliance germano-polonaise contre la Russie et une attaque commune contre ce pays.

6.

M. Lipski à M. Beck — Berlin, 23 mai 1935.

M. Hitler s'étendit ensuite sur sa politique vis à vis de la Pologne. Il avait pour commencer révoqué la politique négative de Rapallo, préconisée par la Reichswehr avec Gröner et Schleicher à sa tête. Avant même d'avoir pris le pouvoir il essaya de convaincre Schleicher de n'avoir aucun rapport avec les Soviets... M. Hitler déclara encore que la Reichswehr ne considérait la Russie Soviétique que comme un danger pour la Pologne et non pour l'Allemagne. *C'était là une politique de myope...* (Entrevue avec le Führer).

7.

Extraits de la minute du Comte Szembeck au sujet de sa conversation avec M. de Ribbentrop — Berlin, 14 août 1936.

M. de Ribbentrop discuta longuement sur la nécessité d'une collaboration polono-allemande. *Aussi bien la Pologne que l'Allemagne étaient menacées par un grave danger du fait*

que les Soviets n'avaient pas renoncé à la conception d'une révolution mondiale... Le Bolchevisme tendait à détruire tous les fruits de la civilisation et de la culture occidentale. Le Chancelier ne pouvait consentir à aucun compromis dans ses relations avec la Russie Soviétique... M. de Ribbentrop considérait que la Pologne était aussi bien menacée que l'Allemagne par le Bolchevisme... Finalement M. de Ribbentrop me fit remarquer que la nécessité d'une entente germano-polonaise était aujourd'hui comprise en Allemagne même par ceux qui avaient été préalablement hostiles à cette idée. Il se cita lui-même en exemple... *il était, aujourd'hui, complètement convaincu et était l'un des défenseurs les plus ardents de l'idée d'un rapprochement.*

8.

Extraits de la minute du maréchal Ridz-Smigly au sujet de sa conversation avec le général Goering — Varsovie, 16 février 1937.

M. Goering déclara que le Chancelier lui avait donné l'ordre de souligner qu'il était plus que jamais décidé à continuer sa politique de rapprochement avec la Pologne... C'était le devoir des deux gouvernements d'influencer leur opinion publique dans ce sens. Dans cette conviction le Chancelier avait tenu le discours, de signification historique, du 30 janvier... L'Allemagne ne retournera jamais à une politique pro-russe. *Il ne fallait jamais oublier qu'il y avait un grand danger venant de Russie et menaçant aussi bien la Pologne que l'Allemagne... A Berlin on n'avait aucune illusion sur les intentions de Stalin... Tout ceci démontrait la nécessité d'aligner la politique de la Pologne et de l'Allemagne.*

9.

Extraits d'une minute relative à une conversation entre le maréchal Ridz-Smigly et le général Goering — Varsovie, 23 février 1938.

M. Goering consacra la dernière partie de la conversation à l'armée soviétique... Il suggéra au maréchal que dans le cas d'une guerre ne serait pas difficile de battre les Soviets. Il souligna pourtant que les Soviets étaient pourtant un danger politique permanent et très grave et qu'à ce sujet les intérêts polonais et allemands s'harmonisaient parfaitement. *Car ces deux pays formaient un boulevard contre le Bolchévisme...* M. Goering déclara que le Chancelier avait arrangé de recevoir le dernier ambassadeur soviétique à Berchtesgaden pour éviter de lui rendre les honneurs militaires. Le Chancelier ne désirait

pas qu'un seul soldat allemand présente les armes à un ambassadeur soviétique.

10.

Extraits d'une minute relative à une conversation de M. Beck avec le Chancelier Hitler — Berchtesgaden, 5 janvier 1939.

Le Chancelier expliqua qu'en ce qui regardait la Pologne il avait toujours invariablement essayé de suivre la politique de la Déclaration de 1934. Dans son opinion il y avait en ce qui regardait la Russie complète communauté d'intérêts entre l'Allemagne et la Pologne. Pour le Reich, la Russie, tzariste ou bolchevique, était également dangereuse. La Russie bolchevique l'était beaucoup plus pourtant à cause du communisme mais l'autre l'était dans un sens impérialiste. Pour ces raisons une Pologne forte était absolument nécessaire à l'Allemagne. *Le Chancelier fit remarquer que toute division polonaise engagée contre la Russie représentait une division allemande de moins attelée à la même tâche.*

La crise polono-allemande de 1939 ne fut pas la crise de Dantzig ou du Corridor. *Ce fut celle des relations entre les deux pays, celle du choix de la Pologne entre les « démocraties » fourrières du communisme, litières de la Bête-Sans-Nom, d'un côté, et l'Allemagne National-Socialiste et tous ceux qui étaient prêts à se croiser pour ce nouveau « Dieu le Veut », les patries des légions, de l'autre.*

L'acceptation de la garantie britannique, la transformation de cette garantie en un engagement bilatéral avait définitivement, semblait-il, jeté la Pologne du côté des forces judéo-maçonniques. Ce n'était plus avec elle qu'on pouvait sauver l'Europe et sa civilisation, ce devait donc être contre elle.

S'il avait été permis à la nouvelle situation créée par l'alliance polono-britannique de se développer et de se compléter par la réalisation de l'accord anglo-soviéto-français et par les possibilités gigantesques de la participation américaine, c'était, selon toute probabilité, en un terme plus ou moins long, *la fin du national-socialisme et de tout ce qu'il représentait.* Les négociateurs anglais et français étaient déjà à Moscou depuis un certain temps,

accompagnés de leurs experts militaires. Mr. Bullitt avait déjà dévoilé aux ambassadeurs de Pologne le programme anglo-saxon : transformation de l'idée de l'encerclement en une réalité de fer, immobilisation de l'Allemagne, préparation militaire à outrance pendant deux ans du côté des démocraties et ensuite : croisade des deux Continents contre le Reich amorcée par un conflit sur sa frontière orientale.

Renoncement ? Effronnement peut-être ? Il n'y avait pour le National-Socialisme et le monde nouveau dont il était le champion qu'une autre alternative et celle-là ce furent les calculs mêmes de l'ennemi, les calculs de Stalin, qui la lui fournirent.

III

« Vous rappellerai-je la Révolution Bolchevique qui massacra des millions de gens mais dont les assassins ouverts de sang occupent encore les plus hautes places ? ... Il n'est qu'un pays avec lequel nous avons détesté entrer en relation. C'est la Russie des Soviets ! ... Nous voyons dans le Bolchevisme, aujourd'hui plus que jamais, l'incarnation de toutes les forces destructives de l'humanité. »

HITLER

(Munich, 24 février 1938).

Quelques fort simples préceptes gouvernaient la politique extérieure des Soviets depuis un quart de siècle :

1) rien ne peut mieux servir la cause de la Révolution Mondiale qu'une guerre entre puissances bourgeoises

2) pour rendre cette guerre toujours possible les Soviets devaient toujours encourager celui des deux groupes en présence, qui sans cet encouragement aurait été forcé de renoncer à l'action

3) ce n'était qu'après que les puissances bourgeoises seraient suffisamment épuisées réciproquement, que les Soviets devaient intervenir de tout le poids de l'instrument de guerre formidable qu'il s'efforçait de créer.

4) ils pouvaient, en attendant, gagner tout le terrain que leur propagande ou des opérations militaires réduites, ne risquant pas de les mettre en conflit direct avec une grande puissance, étaient susceptibles de leur procurer.

Après Versailles, l'Allemagne étant, toute seule, trop faible pour qu'une possibilité de guerre fut entretenue en Europe, c'est en conformité de ces principes que la Russie Soviétique se prêta à ce que l'on a appelé la politique de Rapallo. Lorsque le National-Socialisme s'empara du pou-

voir et que Hitler renonça ouvertement à la politique de revanche, inaugurant tout aussi franchement sa politique orientale par son rapprochement avec la Pologne de Pilsdu-ski, c'est en adoptant la politique du Cheval de Troie que Moscou rétablit ce dangereux équilibre des forces en présence dont elle a toujours compté tirer la guerre.

Au moment de l'affaire sudète, qui trouvait encore la Pologne du même côté que l'Allemagne, et l'Italie Fascite soutenant les revendications de son alliée la main sur la poignée du glaive, les Soviets durent pourtant constater que malgré tout le belliqueux de leur attitude et de leurs exhortations la France et la Grande-Bretagne n'avaient pu être mises en mouvement.

Les données changèrent de nouveau lorsque la Pologne passa brusquement dans le camp des puissances « démocratiques ». Il était naturel de penser que si Moscou s'était aussi déclaré ouvertement de leur côté les conseils de modération de Rome et d'une partie de l'entourage du Führer auraient triomphés et les Soviets auraient été encore une fois frustrés de la guerre qu'ils attendaient. Aussi trouvèrent-ils, assez justement, qu'une manœuvre de rapprochement avec l'Allemagne était plus que toute autre, à ce moment là, de nature à favoriser un conflit.

Ce furent ces calculs — *et l'erreur fondamentale qu'ils impliquaient* — que Hitler anticipa et spécula avec une justesse dans l'appréciation des risques que seul pouvait se permettre le chef d'un mouvement fanatiquement attaché à sa mission, le commandant d'une armée animée du même esprit et qui n'avait rien négligé pour être la première du monde.

Car Stalin s'était trompé. Il avait mal apprécié et les forces en présence et la valeur du facteur « esprit » qui soulevait jusqu'au délire les armées des peuples des Révolutions Nationales et qui manquait totalement dans le camp opposé, où l'on se battait sans savoir pourquoi. Les campagnes en Pologne, en Norvège, en France et dans les

Balkans ne durèrent chacune que quelques semaines, au bout desquelles les armées du National-Socialisme se trouvèrent en face des Soviets plus fortes qu'elles ne l'avaient jamais été, associées à deux alliés de plus : l'indomptable Finlande et la Roumanie où la génération de Codreano ayant réussi à imposer, en politique extérieure du moins, au prix des sacrifices que l'on sait, la volonté de son Capitaine, s'apprêtait à transporter sur les champs de bataille l'esprit d'héroïsme et l'inflexible détermination qui l'animait.

Mais il y avait un autre risque, tout aussi grand quoiqu'immatériel, que celui d'une campagne trop longue ou trop épuisante, qu'Hitler, appréciant aussi exactement les forces que les servitudes de ses ennemis, avait audacieusement consenti à courir. *Il aurait pu être pris en flagrant délit de manœuvre politique et fixé dans la position néfaste d'allié des Soviets par une déclaration de guerre des puissances démocratiques à la Russie.* C'eût été l'alliance italienne et japonaise, l'amitié espagnole, les neutralités portugaise et turque et tous les appoints que représentait la promesse d'une ère nouvelle sur le Continent, peut-être à jamais compromis.

Cela ne fut pas, parce que cela ne pouvait pas être !

Dès le principe, les Forces Secrètes avaient prescrit aux démocraties assujetties les limites et les buts de leur action. La Pologne avait consenti à servir de prétexte au conflit et à prêter ses armes ; — c'était là la condition nécessaire et suffisante dont le monde judéo-maçonnique avait attendu si longtemps la réalisation. Les Soviets eux étaient tabous. Une guerre qui commençait sans qu'ils fussent entraînés dans l'action était une guerre *exactement conforme au programme que ce monde s'était fixé.*

C'est ainsi que doivent se reconstituer les comptes de trois des parties en présence : Moscou, Berlin, Capitales judéo-maçonniques. Il est un raisonnement que pourtant on ne peut comprendre, c'est celui de la malheureuse Po-

logne — pour autant que l'on se mette à un point de vue polonais.

Tout le long des négociations qu'il avait conduit avec Londres, avant d'abandonner définitivement la politique de Pilsduski, le gouvernement polonais avait été informé que les garanties et le concours éventuel que lui proposaient la Grande-Bretagne, la France et peut-être ultérieurement les Etats-Unis, ne regardaient que l'Allemagne et ne joueraient pas vis à vis des Soviets. Il ne pouvait douter après la signature du Pacte de non-agression germano-soviétique, qui constituait pour lui un dernier et encore utilisable avertissement, qu'en cas de conflit avec le Reich, les armées rouges lui tomberaient dans le dos. Quelques fussent les illusions qu'il entretenait quant au résultat d'opération militaire contre l'Allemagne seulement, il savait aussi bien et mieux que quiconque qu'il ne pouvait résister à une double invasion. Il en accepta pourtant d'avance la conséquence qui ne pouvait être qu'une nouvelle disparition de la Pologne d'une Europe qui s'était accoutumée déjà une fois et pendant si longtemps à vivre sans elle.

L'occasion d'un retour à la raison lui avait pourtant été ménagée jusqu'au dernier moment. Plus encore : la guerre avait déjà commencé que le discours du Maréchal Goering, la démonstration du Führer devant le tombeau de Pilsduski lui indiquèrent une suprême possibilité d'arrêter les destins. — « Les Polonais, disait je ne sais quel cynique aux temps napoléoniens, cela meuble bien un champ de bataille ». C'est rechercher avec indulgence les motifs du gouvernement de Varsovie que de se demander si, au bout du compte, ce n'était pas à un semblable souci d'esthétique qu'il avait obéi.

Aussi déplaisante que paraisse l'évocation de souvenirs personnels à l'occasion de semblables événements, je ne puis me retenir de consigner l'épisode suivant comme preuve de la conviction où l'on était dans certains cercles

qu'un coup de théâtre politique était encore possible, même après l'ouverture des hostilités germano-polonaises.

Pour ma part j'en étais tellement convaincu, par les informations que j'avais recueillies, que j'envoyais, en toute hâte, un courrier à mon gouvernement pour lui suggérer d'obtenir de la Pologne qu'elle suspendit *de facto* les hostilités sur le front occidental et tourna toutes ses forces contre l'invasion soviétique, courant ainsi la dernière chance qui lui restait de survivre à ses erreurs : que l'Allemagne, qui n'était pas encore liée par un traité de résistance commune avec les Soviets, surveilla, immobile et sans malveillance, l'effort polonais contre ce qui n'aurait jamais du cesser d'être l'ennemi commun.

C'est le contraire qui advint et les confidences que le Président Mocisky fit, à son passage à Bucarest, à un haut prélat roumain, démontrent que c'est l'Angleterre qui insista, de toutes ses promesses et de ses menaces, pour empêcher un semblable dénouement auquel le gouvernement polonais avait lui-même pensé.

CHAPITRE 9

M. L'AMBASSADEUR N'AIME PAS QU'ON
LE BOUSCULE

« Je m'efforce de ne pas lancer l'Europe dans cette aventure criminelle. Mais les Etats, fut-ce la Couronne d'Angleterre, ne sont pas maîtres de leurs destinées. Des puissances qui nous échappent font jouer, dans nos pays comme ailleurs, des intérêts spéciaux et un idéalisme aberrant. »

*Stanley BALDWIN
(« Discours aux Communes »).*

« Chaque jour vaut actuellement pour l'ascension du Judaïsme à la domination mondiale autant qu'une dizaine d'années ou même un siècle autrefois. Un filet n'a d'effet que lorsqu'il entoure complètement un objet à enlacer. Ainsi l'investissement du monde par Sion n'exercera son pouvoir redoutable et universel, qu'à partir du moment où le monde entier, autour duquel les filets doivent être tendus, sera complètement cerné. »

Arthur TREBITSCH

(« Deutscher Geist oder Judentum »,
1921, p. 319).

« Le filet qu'Israël a tendu sur le monde entier, augmente en étendue et en épaisseur et les saintes prophéties de nos livres s'approchent de leur réalisation. Le temps est proche où Israël sera une chapelle pour toute les Nations et pour tous les peuples, où les bannières de son Dieu se déploieront sur les lieux les plus éloignés. Utilisons toutes les occasions. Notre force est infinie ! Utilisons la pour le plus grand bien de notre cause. Qu'avons nous à craindre ? les temps ne sont plus loin où toutes les richesses, tous les trésors de la terre seront les biens des enfants d'Israël. »

Adolphe Isaak CREMIEUX

(« Manifeste de l'Alliance Israelite
Universelle », 1860.
Cité par L. Christensen :
« Det Tredie Ting »).

I

« Tandis que j'écris, l'Europe s'agitte ; la maladie dont elle souffre depuis tant d'années est arrivée à l'état aigu. Douze millions d'hommes sont sous les armes prêts à se ruer les uns sur les autres. Les usines fabriquent par centaines de milliers des fusils, des canons, des obus. Est-ce pour le printemps ? Est-ce pour l'automne ? Quels lendemains auront les journées qui se préparent ? Quel ordre de chose se dégagera de ce redoutable inconnu ? Que sortira-t-il de ces hécatombes ?

Derrière ces armes rangées en bataille, ces baïonnettes qui étincellent au soleil, ces escadrons bardés de fer, derrière ces états-majors et cette masse anonyme qui tombera sous les balles, apparait le Juif au teint blafard, le Juif qui rit de son rire de damné. »

Edouard DRUMMONT
(*La France Juive*, 1886).

La politique d'encerclement telle que l'avait conçue MM. Benès et Titulesco et telle qu'elle avait été inaugurée par le voyage circulaire de M. Barthou, n'avait pu, jusqu'à 1939 être menée à fin complète et certaine. Un trou géographique, un vide politique et militaire, d'importance décisive, subsistait de par l'ambiguïté de l'attitude du couple Pologne-Roumanie.

Cette ambiguïté était de deux sortes.

L'une était intérieure à chacun des deux pays. En Pologne, grâce à Pilsudski et à l'impulsion que sa cravache avait laissée, même après sa mort, à la politique extérieure polonaise, le Gouvernement maintenant au premier plan de son programme la défense contre la Russie Soviétique, alors que la haine de l'Allemand continuait à obscurcir le raisonnement de l'opinion publique. En Roumanie, au con-

traire, un mouvement de masse, de caractère strictement national, d'une étendue et d'une profondeur telle que l'histoire du pays n'en avait jamais connues, faisait de sa haine contre le Bolchevisme et de sa lutte contre le marxisme et ses alliés, toute sa raison d'être ; alors que les Gouvernements successifs et le Souverain, assujétis aux pouvoirs occultes dont Benès et Titulesco n'étaient que les représentants, semblaient tout disposés à contribuer le moment venu à l'action concertée entre Moscou, Prague et Paris.*) L'autre était extérieure et séparait les deux pays, réunis formellement par une alliance et une convention d'états-majors mais dont les Gouvernements se trouvaient en dissension sur un point capital de leur programme politique et militaire.

Après l'assassinat de Codreano et l'action d'extermination du Mouvement légionnaire, avec les garanties de la Grande-Bretagne distribuées et acceptées, aussi bien à Varsovie qu'à Bucarest, ces ambiguïtés, rassurantes pour l'Allemagne, avaient tout à coup disparues. L'unanimité d'opinion s'était faite en Pologne — moins le colonel Slavek il est vrai —, l'opposition aux vues du Souverain et de son Gouvernement avait été étouffée dans le sang en Roumanie ; plus aucune divergence ne subsistait entre Bucarest et Varsovie. Le vide politique et militaire existant jusque là était comblé. L'ENCERCLEMENT ETAIT DEVENU POUR L'ALLEMAGNE, POUR LA PREMIERE FOIS, UNE REALITE IMMEDIATE.

C'est cette réalité qui la força, nous l'avons vu, à l'artifice de l'entente germano-soviétique ; c'est cette réalité qui

x *) Le Mouvement Légionnaire a payé de plus de 60.000 années de prison, de plus de 1000 cadavres (assassinats à l'étouffée dans les cachots ou massacres en masse) — sans compter les tortures dans les prisons, l'exil, la confiscation des fortunes, l'interdiction de tout emploi d'état ou privé pour ses membres, les campagnes de calomnie les plus infâmes et tous les autres moyens de persécution imaginables — l'honneur d'avoir été en Roumanie pendant près d'un quart de siècle le champion indomptable du Monde Occidental dans sa lutte contre la Bête-Sans-Nom.

l'obligeait à un règlement rapide et décisif des affaires germano-polonaises. Rapide, car la Grande-Bretagne, les Etats-Unis et la France s'étaient ouvertement mis à un travail de préparation militaire intense, dont le but était évident. *Decisif, car la situation militaire et politique créée par l'entente avec Moscou n'était, Berlin le savait mieux que personne, qu'une conjoncture favorable mais artificielle et passagère, le jeu déplaisant d'une saison.*

C'était là une question de mois. La tenace volonté du Führer de rester, malgré toutes les difficultés et la mauvaise volonté des autres, dans le programme généreux et européen qu'il s'était fixé pour le règlement de la question polonaise et de réaliser le rêve qu'il avait pu faire, alors qu'il avait en face de lui un homme à sa taille, la laissa, malgré les insistances pressantes de son Etat-Major, devenir une question d'heures.

C'est une considération qu'il ne faut jamais perdre de vue lorsqu'on est appelé à juger de la conduite de l'ambassadeur de Grande-Bretagne à Berlin, pendant ce fatidique mois d'août 1939, qu'il ne partagea jamais en son for intérieur, cet étonnement niais, que les uns éprouvèrent, que les autres affectèrent, devant ce que l'on a appelé *la hâte* du Führer et de son ministre des Affaires Etrangères. « Ce fut l'opinion de ses conseillers militaires, — dit-il dans son Rapport Final —, qui comptait pour Hitler plus que tout autre chose. J'ai toujours été d'avis que ce furent eux qui le décidèrent à établir un protectorat allemand en Bohême. Ce furent eux de nouveau qui ce mois d'août déclarèrent à Hitler que tout nouveau retard *serait fatal* et que la mauvaise saison en Pologne pouvait renverser tous leurs calculs en vue d'un résultat rapide. *L'armée lui disputa même cette dernière semaine du 25 août au 1er septembre.* »

Pour l'Ambassadeur britannique il ne subsistait donc aucun doute sur les raisons, péremptoires du point de vue allemand, de la « hâte » que le Führer manifesta à la fin

d'août 1939, après tant de patients efforts, à régler les affaires germano-polonaises.

Dans le Livre Bleu Britannique concernant les relations germano-polonaises et l'ouverture des hostilités on trouve la brève mention suivante :

No. 49 — *Notre explicative au sujet de la rencontre de M. Hitler avec M. Burkhardt le 11—VI.*

« M. Burkhardt, Haut Commissaire de la S. D. N. à Dantzig a accepté l'invitation de M. Hitler de le visiter à Berchtesgaden. M. Burkhardt a eu, en conséquence, une conversation d'un caractère privé avec M. Hitler, le 11 août, au courant de laquelle il est supposé que la question de Dantzig a été discutée entre eux en relation avec la situation générale en Europe. »

L'information est incomplète. Elle évite de raconter la partie la plus importante de cette entrevue, partie que le Foreign Office ne pouvait évidemment pas ignorer. Le 11 août, dans son désir d'arriver à une entente avec l'Angleterre et d'éviter la catastrophe qu'il sentait venir, le Führer demanda à M. Burkhardt qui, il le savait, jouissait de la confiance britannique, et qui du reste de toute façon était, en tant que mandataire de Genève, mandataire de l'Angleterre avant tout, d'user de son influence pour que Mr. Chamberlain lui envoyât, sans trop de retard, une personnalité avec laquelle il put causer à cœur ouvert. Le Führer suggérait le général Ironside qui, disait-il, parlait couramment l'allemand. M. Burkhardt s'acquitta de la commission et reçut une réponse négative de Mr. Chamberlain. Celui-ci arguait que c'était Sir Neville Henderson qui représentait la Grande-Bretagne et qu'il avait toute sa confiance.

Il est certain qu'aucune règle protocolaire n'obligeait Mr. Chamberlain à satisfaire au désir du Chef de l'Etat allemand ; l'enjeu était pourtant si grand, le vœu exprimé par le Führer si pressant, que c'était prendre une bien

grande et inutile responsabilité que de ne pas répondre par un geste condescendant à la bonne volonté qu'il semblait indiquer...

Quoi qu'il en soit, Sir Neville Henderson continua à être du côté anglais le seul agent de contact entre Berlin et Londres. Dans quelle mesure, ou plutôt de quelle façon, mérita-t-il la confiance illimitée que Mr. Chamberlain et son Gouvernement lui accordaient ?

Sir Neville fit-il tout, jusqu'au dernier moment, pour épargner à son pays et au monde une guerre inutile et désastreuse ; fit-il tout pour sauver la paix, dont on peut dire aussi bien de lui que de son collègue à Varsovie qu'ils la tinrent pour quelques heures dans leur toge ? Ou bien, au contraire, par ce qui semble une carence inexplicable et dont il n'appert nulle part que le Gouvernement britannique lui ait jamais tenu rigueur, s'abstint-il, au moment exact où son intervention aurait été la plus efficace, de faire ce qui était certainement nécessaire et aurait été probablement suffisant pour que le Monde Civilisé ne fut pas lancé dans une guerre dont personne ne pouvait prévoir l'issue.

II

« S'il était possible de mettre les Juifs à la porte de ce pays sans risquer la guerre avec la Grande-Bretagne, le problème de la paix perpétuelle entre nous serait résolu. »

*Paul KRUGER
(Président de la République
du Transvaal).*

Le blanc-seing sans condition accordé par la Grande-Bretagne à la Pologne, blanc-seing renouvelé lors du voyage de M. Beck à Londres, ainsi qu'à toutes les occasions qui se présentaient aux hommes d'Etat et aux diplomates anglais, n'avait pas manqué de produire son effet sur la politique intérieure polonaise. Le clan des bellicistes et des intransigeants avait fait de nouvelles et importantes recrues ; le Président de la République et le Maréchal Ridz-Smigly en faisaient désormais ouvertement partie. La vague montante du chauvinisme et de la haine du Teuton avait emporté les derniers vestiges du testament de Pilsudski. M. Beck qui s'en était déclaré naguère l'exécuteur, mis devant l'alternative de la résistance à Demos et aux forces secrètes qui le soulevaient, avec tous ses inconvénients et ses dangers, avait fini par suivre, sans plus essayer de la contrôler, l'impulsion fatale que Londres avait donné à la politique de son pays. Le colonel Slaveck, lui inflexible, avait, ont sait comment, disparu dans la tourmente.

Ce n'était plus qu'avec apathie ou ironie que les fonctionnaires du ministère des Affaires Etrangères recevaient à Varsovie les plaintes des diplomates allemands au sujet des excès de plus en plus fréquents, de plus en plus violents, auxquels étaient soumis en Pologne leurs co-nationaux.

Pourquoi en aurait-il été autrement puisque le Gouvernement et les ambassades britanniques effectuaient systématiquement de ne pas y croire, puisque la feuille quasi-officielle le « Times » racontait, sans rire, que c'était « pacifiquement et sans leur faire autrement de mal » qu'on déchaussait, dans les rues et les campagnes polonaises, les minorités allemandes pour leur enlever leurs bas.

A Dantzig, par ailleurs, la crise s'aggravait tous les jours entre le Sénat et le Parti d'un côté, qui détenaient le pouvoir de fait et qui sentaient, ainsi que l'Europe entière, l'approche du dénouement inévitable, et les autorités polonaises impuissantes localement mais fortes de ce qu'elles disaient être leur droit, des mesures militaires prises par leur pays et de l'appui sans limite et sans réserve par lequel la Grande-Bretagne avait consacré l'œuvre grotesque et monstrueuse de Versailles.

C'est au cours de ce duel que l'on en était arrivé le 4 août 1939 à la note ultimative au Sénat de Dantzig mentionnée dans un chapitre précédent, note qui demandait, sous menace de mesure de rétorsion, une réponse satisfaisante dans le délai de *18 heures* (le terme est à retenir). Il se trouvait que les bruits qui avaient mis en mouvement M. Chodacki, le Représentant Diplomatique polonais, étaient faux, ce qui rendait la démarche d'autant plus humiliante pour la Ville Libre et pour l'Allemagne. Aussi, ce ne fut pas seulement M. Chodacki qui reçut du Sénat une verte réponse ; le Gouvernement de Varsovie fut lui-même averti par le Reich « qu'une répétition de semblables ultimatums et de menace de rétorsion apporterait une aggravation des relations germano-polonaises dont la responsabilité incomberait exclusivement au Gouvernement polonais ». La Pologne répondit sur le ton que les circonstances impliquaient, et Mr. Chamberlain put décrire dans les termes suivants aux Communes la situation qui venait d'être créée : « Le Gouvernement de S. M. est convaincu que les derniers événements dans la Ville Libre ont détruit la confiance et ont

fait que pour le moment *il serait difficile de trouver une atmosphère où les conseils de raison puissent triompher.* »

Le Reich n'avait évidemment aucun motif de partager la patience de Mr. Chamberlain et d'attendre le moment où il trouverait bon d'essayer de faire triompher la raison à Varsovie. Il se hâta de le faire savoir à Londres par l'entremise de l'ambassadeur britannique.

Le 15 août, Sir Neville fut averti par le Baron de Weizsäcker, Secrétaire d'Etat au ministère des Affaires Etrangères, que la situation était plus grave qu'elle ne l'avait jamais été, que la patience de l'Allemagne était à bout et qu'elle ne tolérerait plus longtemps les excès de la population et de l'administration polonaises contre les minorités allemandes. M. de Weizsäcker laissait prévoir pour bientôt des déclarations du Führer sur lesquelles il serait impossible de revenir. Il exprima l'opinion que la Pologne, à laquelle le blanc-scing britannique avait fait perdre toute mesure, courait à sa perte. Sur une suggestion de la part de Sir Neville relative à des pourparlers directs il lui déclara que :

« *si avant le 5 août il aurait été possible que l'Allemagne fit de nouveau le premier geste, cela était absolument hors de question aujourd'hui.* Même avant le récent ultimatum polonais et la note verbale, au sujet de l'acte d'agression, une initiative allemande aurait été à peine possible après le discours de M. Beck du 5 mai dans lequel il avait daigné dire que si l'Allemagne acceptait les principes qu'il fixait, la Pologne était prête à parler *mais pas autrement* ; parler aujourd'hui d'une initiative allemande était purement académique. »*)

Les avertissements du Secrétaire d'Etat furent répétés la semaine suivante, aussi bien à Sir Neville qu'à M. Coudondre, en termes plus pressants encore ; bref, à Londres autant qu'à Paris, on ne pouvait conserver au début de ce mois d'août 1939 aucun doute sur les points suivants :

*) Livre Bleu Britannique. Rapport de Sir N. Henderson à Lord Halifax — No. 75.

1) l'état d'esprit qui régnait à Berlin par suite de l'intransigeance polonaise et des excès anti-allemands

2) la ferme intention de l'Allemagne de trancher sans retard les questions en litige entre elle et la Pologne : Dantzig, Corridor, minorités

3) l'impossibilité morale dans laquelle elle se déclarait avoir été mise de prendre, elle, l'initiative de nouvelles conversations

4) la nécessité impérieuse pour les puissances garantes, l'Angleterre avant tout, si elles voulaient éviter une guerre, d'intervenir pour nouer ces nouvelles conversations, soit par la voie d'une médiation immédiate et formelle, soit par des conseils de raisons à Varsovie — conseils qui n'auraient préjugé nullement à l'avance de la substance d'un accord éventuel germano-polonais.

5) la nécessité encore, si ces conseils étaient sincères et ne constituaient pas de simples *alibis*, destinés aux futures publications officielles, qu'ils couvrirent d'autres terrains que le soin de faire, « *dans le cas d'un conflit* », devant l'opinion en général et « *surtout devant l'opinion allemande* » figure d'assailli et non point d'agresseur — soin que ne cessait de prendre les instructions de Lord Halifax à Sir Howard Kennard.

Il n'y aurait eu rien d'étonnant, certes, que Mr. Chamberlain, comme mu par la gravité des circonstances s'adressa en cette onzième heure aux deux parties en présence par une démarche personnelle. Il ne le fit qu'en ce qui regardait l'Allemagne par une lettre à Hitler courte, intransigeante et menaçante à laquelle ses rédacteurs avaient donné exactement le ton qu'il fallait pour acculer le Reich à une réponse et à des gestes irrévocables.

Habilité et tenue à part, la lettre du 22 août du Premier britannique doit être classée dans le même catégorie de documents que le télégramme, celui-là grossièrement provocateur, par lequel le Président Roosevelt demandait à

Hitler et à Mussolini de s'engager vis à vis de LUI, par une réponse urgente, à ne pas employer la violence pendant 25 ans contre une série de pays dont la liste était fournie et parmi lesquels figurait en bonne place la Palestine où à ce même moment les villages flambaient et où la population, victime des violences anglaises, dansait au bout des cordes où s'effondrait devant les poteaux d'exécution.

« Votre Excellence, disait Mr. Chamberlain, a eu certainement connaissance des mesures militaires qui ont été prises par le Gouvernement de S. M. et qui ont été cette nuit publiées par la presse et la radio. » Ayant menacé et souligné que cette menace était publique, Mr. Chamberlain demande ce qu'il savait être l'impossible : que l'Allemagne consentit à différer indéfiniment la prise en considération de ses revendications vis à vis de la Pologne ou plus exactement que cette prise en considération n'eût pas lieu avant qu'une atmosphère plus favorable n'ait été créée — tâche à laquelle la Grande-Bretagne se proposait de contribuer.

C'est là la formule, certes fort habile en l'occurrence, à laquelle Londres se maintiendra avec opiniâtreté jusqu'au moment exact où elle aura assuré l'éclatement du conflit : « *La Grande Bretagne n'interviendra que lorsqu'une atmosphère plus confiante sera créée.* » Personne ne pourra ainsi accuser le Gouvernement anglais d'avoir refusé ses bons offices ; il n'y mettait qu'une condition, c'était : que les deux adversaires aient préalablement cessé de se quereller. La réponse du Führer pouvait-elle faire autre chose que d'annoncer des mesures militaires semblables et de manifester son incrédulité quant à la contribution britannique à la création d'une atmosphère plus propice ?

Dans la lettre que M. Daladier adressa au Chancelier allemand pour faire pendant à celle de Mr. Chamberlain, on perçoit suffisamment bien la différence d'intention et de mentalité qui existait entre les deux hommes et les deux peuples, différence qui devait peu de jours après faire accepter par la France les propositions du Duce alors

qu'elles étaient repoussées par l'Angleterre. Le Président du Conseil français ne met pas l'accent sur la menace ; il ne demande pas à l'Allemagne de choisir entre la guerre et la remise à l'infini des négociations germano-polonaises ; il se déclare prêt à tout faire pour mener à bonne fin un effort de conciliation.

Ce n'était, hélas, que la lettre d'un peu brillant second qui avait lui-même remis d'avance, par faiblesse, la déclaration de guerre de la France dans les mains de la Grande-Bretagne, de même que celle-ci avait remis, par calcul, la sienne dans les mains de la Pologne.

Hitler mit dans sa réponse la nuance que méritait le ton de sincère émotion de la lettre française mais renouvela d'une façon péremptoire l'assurance déjà donnée à Mr. Chamberlain *qu'il rechercherait tout de suite et par tous les moyens une solution au problème polonais.*

C'est un fait précis que nous voulons faire bien remarquer — eu égard à la fable de l'ultimatum de 24 heures, des Gouvernements britanniques et français pris au dépourvu, *des diplomates bousculés*, de l'impossibilité pour eux de faire face à une situation inattendue — que le Führer avait dès le 23 et le 27 août renouvelé lui-même dans ses réponses aux chefs d'Etat respectifs l'avertissement donné quelques jours auparavant par son ministère des Affaires Etrangères à Sir Neville Henderson et à M. Coulondre. Pour qu'il n'en subsiste aucun doute nous reproduisons ces deux réponses, prologue au dernier acte du drame diplomatique qui précéda le recours aux armes.

III

« J'ai lutté pendant toute mon existence pour l'amitié anglo-allemande. »

Le FÜHRER à Mr. CHAMBERLAIN.

« Puis-je maintenant me permettre, M. Daladier, de vous demander comment vous agiriez en tant que français si par quelque issue malheureuse d'une lutte courageuse, une de vos provinces se trouvait séparée par un corridor occupé par une puissance étrangère, si une grande ville — disons Marseille — était empêchée de s'affirmer française et si les français, vivant dans ces territoires, étaient poursuivis, frappés, maltraités, assassinés bestialement ? »

Le FÜHRER à M. DALADIER.

1.

LE FÜHRER AU PREMIER MINISTRE BRITANNIQUE,
M. CHAMBERLAIN

Le 23 août 1939.

Excellence.

L'Ambassadeur de Sa Majesté britannique vient de me remettre une lettre dans laquelle, au nom du Gouvernement britannique, Votre Excellence indique une série de points, d'après Elle de la plus grande importance.

Permettez-moi d'y répondre en ces termes :

1) L'Allemagne n'a jamais cherché à provoquer des conflits dans ses rapports avec l'Angleterre et ne s'est jamais immisciée dans les intérêts anglais. Elle s'est, au contraire — malheureusement en vain — efforcée pendant de longues années de gagner l'amitié anglaise. Elle s'est pour ce motif spontanément imposé, aux dépens de ses intérêts dans une grande partie de l'Europe, des restrictions qui, autrement, eussent été très difficilement supportables du point de vue national.

2) Mais, comme tout Etat, le Reich a certains intérêts auxquels il ne saurait renoncer. Ils ne dépassent pas le cadre

dessiné par l'histoire allemande ainsi que par les nécessités qu'imposent les conditions d'existence au point de vue économique. Quelques-unes de ces questions ont eu, et ont encore, pour chaque Gouvernement allemand une importance capitale, tant du point de vue national que du point de vue psychologique.

Au nombre de ces questions figurent celle concernant la ville allemande de Dantzig ainsi que le problème du Corridor en liaison avec cette question. De nombreux hommes d'Etat et de non moins nombreux historiens et écrivains, également en Angleterre, en avaient parfaitement conscience, du moins il y a peu d'années encore. Je voudrais de plus ajouter que tous ces territoires se trouvant dans la sphère d'intérêts allemands indiquée ci-dessus, et en particulier les pays qui, depuis 18 mois, ont fait retour au Reich, doivent leur initiation culturelle non pas à des Anglais, mais exclusivement à des Allemands, et cela, en partie, depuis de temps remontant à plus d'un millénaire.

3) L'Allemagne était prête à résoudre la question de Dantzig et celle du Corridor par des négociations en faisant une proposition vraiment sans précédent mais par sa nature irremuable. Les bruits de mobilisation allemande contre la Pologne répandus d'Angleterre, l'affirmation de desseins d'agression à l'égard de la Roumanie, de la Hongrie, etc., ainsi que ce que l'on a appelé les déclarations de garantie, déclarations qui furent données plus tard, ont fait disparaître les dispositions qu'auraient pu avoir les Polonais de négocier sur une base de ce genre également acceptable pour l'Allemagne.

4) La garantie générale accordée par l'Angleterre à la Pologne de lui venir en aide en toutes circonstances, quelles que fussent les causes d'un conflit, ne pouvait être considérée par ce pays que comme un encouragement à déchaîner désormais — sous le couvert d'un pareil blanc-seing — une vague épouvantable de terrorisme contre une population d'un million et demi Allemands vivant en Pologne. Les atrocités qui, depuis, ont eu libre cours dans ce pays, sont épouvantables pour ceux qui en sont victimes et intolérables pour la grande Puissance qu'est le Reich auquel on demande de rester spectateur. A l'égard de la Ville Libre de Dantzig la Pologne s'est livrée à de nombreuses iniquités, présentant des exigences sous forme d'ultimatum et commençant même à procéder à un étranglement économique.

5) Le Gouvernement du Reich a récemment informé le Gouvernement polonais qu'il n'était pas disposé à accepter sans mot dire la tournure que prenaient les choses, qu'il ne tolérerait pas que de nouvelles notes ayant le caractère d'ultimatums fussent adressées à Dantzig, qu'il n'admettrait pas

davantage que l'on continuât à persécuter la minorité allemande, qu'il ne souffrirait pas plus que l'on réduisit à merci la Ville Libre de Dantzig par des mesures économiques, c'est-à-dire que l'on cherchât à anéantir par une sorte de blocus douanier dont la population de Dantzig serait victime, les bases de son existence, et qu'il ne permettrait pas enfin que de nouveaux actes de provocation autres que ceux-là continuassent à être dirigés contre le Reich. Les questions du Corridor et de Dantzig doivent trouver leur solution, indépendamment de tous ces faits, et elles la trouveront.

6) Vous m'informez, Excellence, au nom du Gouvernement britannique, qu'en présence de toute semblable intervention de l'Allemagne, vous vous trouverez forcé de venir en aide à la Pologne. Je prends acte de cette déclaration et je vous assure qu'elle ne saurait apporter aucune modification quelconque à la résolution du Gouvernement du Reich de défendre les intérêts de l'Allemagne dans le sens indiqué au point No. 5. Je partage votre avis qu'il faudrait en pareille hypothèse s'attendre à une guerre qui sera longue. L'Allemagne est préparée à cette guerre et y est résolue si l'Angleterre l'attaque. J'ai plus d'une fois déclaré au peuple allemand et à la face de l'univers que l'on ne saurait aucunement douter de la volonté de la Nouvelle Allemagne de souffrir toutes misères et toutes privations, quelle qu'en soit la durée, plutôt que de sacrifier ses intérêts nationaux et surtout son honneur.

7) Le Gouvernement allemand a appris que le Gouvernement britannique a l'intention de procéder à des mesures de mobilisation dont il est nettement établi, d'après vos propres déclarations dans la lettre que vous m'avez adressée, M. le Premier Ministre, qu'elles ne peuvent être dirigées que contre l'Allemagne. Cela est aussi, semble-t-il le cas de la France. Comme l'Allemagne n'a jamais eu l'intention de prendre, soit contre l'Angleterre, soit contre la France, d'autres mesures militaires que des mesures de nature défensive et comme — ainsi que je l'ai souligné — elle ne s'est jamais proposé et n'a aussi nullement en vue d'attaquer l'Angleterre ou la France, il ne peut s'agir dans cette notification telle que vous me la confirmez, M. le Premier Ministre, dans votre lettre, que d'un acte de menace envisagé contre le Reich. Aussi fais-je savoir à Votre Excellence qu'en cas de confirmation de cet avertissement par des mesures militaires, j'ordonnerai la mobilisation immédiate des forces militaires allemandes.

8) Le règlement pacifique des problèmes européens dépend non pas de l'Allemagne, mais en premier lieu de ceux qui, depuis le crime du « dictat » de Versailles, se sont opposés obstinément et de façon absolue à toute révision amiable. Ce n'est qu'après changement de la mentalité des Puissances

responsables de cet état de choses que les rapports entre l'Angleterre et l'Allemagne pourront également se modifier dans un sens positif. *J'ai lutté pendant toute mon existence pour l'amitié anglo-allemande, mais — du moins jusqu'à présent — l'attitude de la diplomatie britannique m'a convaincu de l'inutilité de pareille tentative. Si cette situation devait se modifier à l'avenir, personne n'en pourrait être plus heureux que moi.*

Adolf HITLER

2.

LE FÜHRER AU PRÉSIDENT DU CONSEIL FRANÇAIS,
M. DALADIER

Berlin, le 27 août 1939.

Monsieur le Président du Conseil.

Je comprends les graves considérations que vous exprimez. Je n'ai pas oublié, moi non plus, la haute obligation qui incombe à ceux qui président au destin des peuples. Ancien combattant, je connais aussi les horreurs de la guerre. Et c'est parce que je les connais que je me suis loyalement efforcé, pour ma part, de supprimer toutes les matières de conflit entre nos deux peuples. J'ai assuré très ouvertement au peuple français que le retour du territoire de la Sarre en serait la condition.

Dès que ce retour a été effectué, *j'ai immédiatement et solennellement confirmé que je renonçais à toute autre exigence, de quelque nature qu'elle soit, pouvant toucher la France. Le peuple allemand a approuvé mon attitude. Comme vous avez pu vous en convaincre lors de votre dernier séjour ici, il n'éprouvait et n'éprouve aucun ressentiment, et encore bien moins de haine, contre un ancien et brave adversaire, conscient qu'il est de son propre comportement pendant la guerre. Tout au contraire, l'apaisement à notre frontière occidentale a créé une sympathie croissante, du moins de la part du peuple allemand. Sympathie qui, en de nombreuses occasions, s'est manifestée d'une façon réelle et démonstrative.* La construction des grandes fortifications à l'ouest, qui a dévoré et dévore encore de nombreux milliards représente également pour l'Allemagne le témoignage qu'elle accepte et fixe définitivement la frontière du Reich. Le peuple allemand renonce ainsi à deux provinces qui jadis ont appartenu à l'ancien Empire allemand, qui, plus tard furent reconquises au prix de beaucoup de sang versé et qui, finalement, furent défendues par de plus grands sacrifices encore. Cette renonciation, Votre Excellence me le concédera, n'est pas une attitude de tactique, un simple geste, elle est le fruit d'une dé-

cision qui a trouvé dans toutes nos mesures sa logique confirmation. *Vous ne pourrez pas m'indiquer un seul cas, M. le Président du Conseil, où il ait été porté atteinte, ne fût-ce que par une seule ligne ou par un seul discours, à cette fixation définitive de la frontière allemande à l'ouest.* Je croyais avoir, par cette renonciation et par cette attitude, fait disparaître tout sujet de conflit concevable entre nos deux peuples qui pût conduire à une répétition de la tragédie de 1914—1918. Mais cette limitation volontaire des exigences vitales de l'Allemagne à l'ouest ne peut pas être considérée comme une acceptation du « dictat » de Versailles valable aussi pour tous les autres domaines. Or, j'ai réellement essayé d'année en année d'obtenir par la voie des négociations la révision tout au moins des conditions de ce « dictat » les plus impossibles et les plus insupportables. Cela fut impossible. Qu'il devait y avoir une révision, beaucoup d'hommes perspicaces de toutes les nations s'en rendaient clairement compte. Quoi que l'on puisse objecter à ma méthode, quoi que l'on croie devoir lui reprocher, il n'est pourtant pas permis d'ignorer ou de contester qu'il m'a été possible de trouver, dans de nombreux cas, sans nouvelle effusion de sang, des solutions satisfaisantes pour l'Allemagne et, qui plus est, de dégager, grâce au procédé employé, les hommes d'Etat d'autres peuples de l'obligation souvent intenable de prendre devant leurs propres peuples la responsabilité de cette révision. Car, quoi qu'il en soit, Votre Excellence devra m'accorder une chose : il fallait que la révision se fasse. Le dictat de Versailles était intolérable. Pas un Français digne de ce nom, vous non plus, M. Daladier, n'aurait agi autrement que moi dans une situation analogue. J'ai donc tenté aussi, dans ce sens, d'effacer de ce monde la mesure la plus déraisonnable du dictat de Versailles. *J'ai fait au Gouvernement polonais une offre dont le peuple allemand lui-même s'est effrayé. Personne d'autre que moi ne pouvait oser affronter l'opinion publique avec une offre pareille. Aussi ne pouvait-elle être faite qu'une seule fois. Je suis maintenant profondément convaincu si en particulier l'Angleterre, avait alors, au lieu de déchaîner dans la presse une violente campagne contre l'Allemagne et de lancer le bruit d'une mobilisation allemande, conseille à la Pologne d'être raisonnable, l'Europe pourrait jouir aujourd'hui et pendant 25 ans de la paix la plus profonde.* Mais en agissant comme on la fait, on a tout d'abord agité l'opinion publique polonaise en répandant la contre-vérité d'une agression allemande, on a rendu plus difficiles à prendre au Gouvernement polonais les décisions claires et nettes qui s'imposaient et, surtout, par la promesse de garantie qui suivit, on a fait perdre de vue les limites des réalités possibles. Le Gouvernement polonais rejeta les propositions. L'opinion publique polonaise, dans la

conviction certaine que l'Angleterre et la France combattraient désormais pour la Pologne, commença à élever des revendications que l'on pourrait caractériser peut-être de folies ridicules si elles n'étaient infiniment dangereuses. *Alors débute un terrorisme sans bornes, oppression physique et économique des Allemands des territoires enlevés au Reich, Allemands dont le chiffre atteignait encore plus d'un million et demi.* Je ne veux point parler ici des abominations survenues. Mais Dantzig aussi eut de plus en plus conscience, par suite des empiètements continuels commis par les autorités polonaises, qu'elle était apparemment livrée sans défense à l'arbitraire d'un pouvoir étranger au caractère national de la ville et à sa population.

*Puis-je maintenant me permettre de vous demander, M. Daladier, comment vous agiriez en tant que Français si, par quelque issue malheureuse d'une lutte courageuse, une de vos provinces se trouvait séparée par un corridor occupé par une Puissance étrangère, si une grande ville — disons Marseille — était empêchée de s'affirmer française et si les Français vivant dans ce territoire étaient poursuivis, frappés, maltraités, assassinés bestialement ? Vous êtes Français, M. Daladier, et je sais pour cette raison comment vous agiriez. Si vous étiez dans le malheur où nous sommes, comprendriez-vous, M. Daladier, que, sans aucun motif, l'Allemagne voulût s'employer pour que le corridor à travers la France demeure, que les territoires ravis ne dussent jamais revenir à votre pays, que le retour de Marseille à la France fût interdit ? Je ne puis, en tout cas, me représenter, M. Daladier, que l'Allemagne combattraît contre vous pour cette raison. J'ai renoncé, nous avons tous renoncé, en effet, à l'Alsace-Lorraine afin d'éviter que, de nouveau, le sang soit répandu. Nous serions encore bien moins disposés à le verser pour perpétuer une injustice qui serait intolérable pour vous et qui, pour nous, ne présentait aucun intérêt. Tout ce que vous écrivez dans votre lettre, M. Daladier, je le ressens exactement comme vous. Anciens combattants, peut-être pouvons nous le mieux nous entendre dans maint domaine, mais je vous prie de bien comprendre ceci : il est impossible pour une nation qui a le sentiment de l'honneur, de renoncer à presque 2 millions d'hommes et de les voir maltraités à ses propres frontières. *J'ai donc posé clairement cette exigence : Dantzig et le Corridor doivent retourner à l'Allemagne. Il faut mettre un terme à une situation à notre frontière orientale, situation qui rappelle celle de la Macédoine. Je ne vois aucun moyen de pouvoir décider à une solution pacifique la Pologne qui se sent inattaquable sous la protection de ses garanties. Je désespérerais cependant de l'avenir honorable de mon peuple si, dans de telles circonstances, nous n'étions pas décidés à resoudre**

la question d'une manière ou de l'autre. Si le sort obligeait ainsi de nouveau nos deux peuples à combattre l'un contre l'autre, il existerait pourtant une différence dans les motifs. Moi, M. Daladier, je lutte avec mon peuple afin de réparer une injustice, les autres pour la perpétuer. Ceci est d'autant plus tragique que nombre des hommes les plus éminents de votre propre nation ont également reconnu ce qu'il y avait d'insensé dans la solution donnée jadis à cette question, et l'impossibilité qu'il y avait à la maintenir à la longue. Je vois parfaitement les graves conséquences qu'entraîne un tel conflit, mais je crois que c'est la Pologne qui en supporterait les plus graves, car, quelle que soit l'issue d'une guerre au sujet de cette question, l'État polonais, tel qu'il est maintenant, serait perdu de toute façon.

Il est très douloureux, non seulement pour vous, M. Daladier, mais aussi pour moi, de songer que nos deux peuples doivent, de ce fait, entrer dans une nouvelle guerre d'extermination. *Mais, comme je l'ai déjà dit, je ne vois aucune possibilité, de notre côté, de pouvoir influencer la Pologne dans un sens raisonnable afin de remédier à une situation intolérable pour le peuple allemand et le Reich.**

Adolf HITLER

*) M. Coulondre, Ambassadeur de France à Berlin porte devant son pays la responsabilité unique d'avoir écrit quelques jours après cette lettre de Hitler, par dessus la tête de son ministre M. Bonnet, au Président du Conseil français : « Tenez bon ! Si vous tenez bon, Hitler s'effondrera ! » *C'est, ainsi que nous l'apprend M. de Monzie témoin de la scène, cette lettre qui emporta le 31 août 1939 la décision fatale de M. Daladier et du Conseil des Ministres.* On comprend ceux qui, du fond des repaires judéo-maçonniques où s'élaboraient en dernier ressort la politique de la Troisième République, avaient pris soin d'éloigner M. Poncet de Berlin au moment où il pouvait le mieux servir ; les mêmes qui remplacèrent au Quay d'Orsay M. Bonnet par M. Champetier de Ribes et qui y maintenaient M. Léger malgré ses machinations incendiaires, lors de la guerre d'Espagne.

IV

« Mes chers amis ! J'apporte la paix avec l'honneur. Je crois qu'elle durera tout notre temps ! »

(Paroles à la foule au retour de Munich).

Neville CHAMBERLAIN

« Vaisseaux, canons, avions et munitions sortent de nos chantiers et de nos fabriques à une cadence qui va toujours s'accélégrant... Quand nous songeons que ce que nous venons de considérer est dû aux seuls efforts de notre pays et sans la contribution qui pourrait être apportée par les Dominions et par nos alliés et amis, nous pouvons crier avec Shakespeare : quand bien même le monde entier serait en armes contre nous : NOUS LE VAINCRONS ! »

Neville CHAMBERLAIN

(A cette même foule le 22 février 1939, avant l'occupation de Prague).

Au fait, l'intervention militaire allemande en Pologne était attendue par Sir Neville Henderson pour le 24 août, ainsi qu'il nous le raconte lui-même dans son Rapport Final ; c'est sa visite à Berchtesgaden le 23 août, croit-il, qui aurait décidé le Führer, malgré les protestations de ses généraux, à retarder l'heure décisive et à faire un dernier effort pour éviter un conflit armé.

Cet effort, Hitler l'entreprit malgré la nouvelle entente germano-soviétique qui faisait de lui le maître incontesté de l'heure et assurait d'avance la victoire de ses armées et la défaite totale de la Pologne.

Le 25 août Sir Neville fut convoqué chez le Führer. Voici, selon le Livre Bleu Britannique, la substance de la communication orale qu'il lui fit à cette occasion :

« Les provocations polonaises étaient devenues intolérables. Il était décidé à supprimer une fois pour toutes ces conditions macédoniennes à ses frontières et à résoudre le problème de Dantzig et du Corridor. Il n'avait pourtant nullement l'intention d'être « small minded » dans un arrangement avec la Pologne, ni de demander à la Grande-Bretagne de rompre la parole qu'elle lui avait donnée. Tout ce qu'il demandait pour procéder à un arrangement était un geste de la Grande-Bretagne qui indiquerait qu'elle ne serait pas déraisonnable. Le Premier Ministre britannique avait récemment fait un discours qui était de nature à provoquer plutôt une guerre qu'un arrangement. Lui, le Führer, avait toujours voulu une entente avec l'Angleterre; il était homme de grandes décisions et venait lui faire aujourd'hui d'importantes propositions dont le plus grand bien pouvait résulter pour les deux pays. Il pria le gouvernement britannique de les examiner avec la plus grande attention et de les considérer comme le dernier effort qu'il faisait dans ce sens. Il était d'avis que Sir Neville partit en avion lui-même pour présenter ses propositions à Londres.

Sir Neville qui, au cours de l'entretien, avait fait la suggestion, « entièrement personnelle », d'une rencontre entre le Chancelier et M. Beck et qui s'était vu rappelé à cette occasion que le ministre des Affaires Etrangères polonais avait tout récemment formellement refusé une invitation du Chancelier, partit dès le lendemain pour l'Angleterre, muni, en guise de documentation, de la version officielle suivante des déclarations que le Führer lui avait faites :

DECLARATIONS DU FUHRER A L'AMBASSADEUR DE GRANDE-BRETAGNE

25 août 1939, à 13 h. 30.

Le Führer déclara au début que l'Ambassadeur britannique, à la fin du dernier entretien, avait exprimé l'espoir qu'une entente serait encore possible entre l'Allemagne et l'Angleterre. De son côté, il avait encore réfléchi et voulait prendre à l'égard de l'Angleterre une initiative aussi décisive que celle qui, avec la Russie, avait récemment amené un accord.

La séance qui avait eu lieu la veille à la Chambre de Communes et les discours de Chamberlain et de Lord Halifax l'avaient engagé à s'entretenir encore une fois avec l'Ambassadeur britannique. Prétendre que l'Allemagne veuille con-

quérir le monde est ridicule. L'Empire britannique embrasse 40 millions de km², la Russie a 19 millions de km², les Etats-Unis en ont 9 millions et demi, alors que l'Allemagne n'a même pas une superficie de 600.000 km². On voit donc nettement qui veut conquérir le monde.

Le Führer fait savoir à l'Ambassadeur britannique ce qui suit :

1) Les actes de provocation de la Pologne sont devenus intolérables quel que soit le responsable.

Si le Gouvernement polonais conteste sa responsabilité, cela prouve seulement qu'il n'a plus aucune influence sur ses subordonnés militaires. Au cours de la nuit dernière, 21 nouveaux incidents de frontière se sont produits, alors que du côté allemand on a observé la plus grande discipline. Tous les incidents ont été provoqués du côté polonais. En outre, on a tiré sur des avions de transport. Si le Gouvernement polonais déclare ne pas en être responsable, ceci prouve qu'il ne lui est plus possible de contenir ses nationaux.

2) *L'Allemagne est, en tout état de cause, résolue à mettre fin à un état de choses, à sa frontière orientale, qui rappelle la Macédoine, et ceci non seulement dans l'intérêt de la tranquillité et de l'ordre, mais aussi dans l'intérêt de la paix européenne.*

3) *Le problème de Dantzig et du Corridor doit être résolu.* Le Premier Ministre britannique a prononcé un discours qui n'est aucunement fait pour amener une modification du point de vue allemand. Ce discours pourrait tout au plus amener une guerre sanglante et à perte de vue entre l'Allemagne et l'Angleterre. Une telle guerre serait plus sanglante que celle de 1914 à 1918. Contrairement à ce qui s'est passé dans la dernière guerre, l'Allemagne ne mènerait pas la guerre sur deux fronts. L'Accord avec la Russie ne comporte pas de restrictions et constitue un tournant dans la politique extérieure du Reich pour une durée des plus longues. La Russie et l'Allemagne ne prendront plus sous aucun prétexte les armes l'une contre l'autre. En outre, les arrangements conclus avec la Russie mettent l'Allemagne à l'abri également au point de vue économique, même pour une période de guerre prolongée.

Le Führer a toujours attaché une grande importance à une entente entre l'Allemagne et l'Angleterre. Une guerre entre l'Angleterre et l'Allemagne pourrait tout au plus apporter des avantages à l'Allemagne, mais aucunement à l'Angleterre.

Le Führer déclare que le problème germano-polonais doit être résolu et qu'il le sera. Toutefois, il est disposé et décidé, après la solution de ce problème, de s'adresser encore une fois à l'Angleterre pour lui faire une offre de vaste envergure. Il est l'homme des grandes résolutions, et, dans ce cas égale-

ment, il sera capable d'une grande solution. Il reconnaît la valeur de l'existence de l'Empire britannique et il est prêt à prendre personnellement des engagements pour son maintien et à y employer la force du Reich allemand, si

- 1) ses exigences coloniales, qui sont limitées et peuvent être discutées pacifiquement, sont remplies et il serait prêt à accepter les délais les plus étendus ;
- 2) si ses engagements envers l'Italie n'en sont pas affectés ; en d'autres termes, il ne demande pas à l'Angleterre l'abandon de ses engagements envers la France et ne pourrait, de son côté, s'écarter de ses engagements envers l'Italie.
- 3) Il désire également souligner la résolution inébranlable de l'Allemagne de ne plus jamais entrer en conflit avec la Russie.

Le Führer est prêt à conclure alors des accords avec l'Angleterre, accords qui, comme il a déjà été souligné, non seulement garantiraient, en tout état de cause, de la part de l'Allemagne, l'existence de l'Empire britannique, mais aussi, si besoin en était, assureraient à l'Empire britannique l'aide allemande partout où une telle aide deviendrait nécessaire.*) Le Führer serait prêt également à accepter une limitation raisonnable des armements, qui devraient correspondre à la nouvelle situation politique et être économiquement supportables. Enfin, le Führer réitère son assurance qu'il se désintéresse des problèmes de l'ouest et qu'une rectification des frontières à l'ouest n'entre absolument pas en considération ; les bastions de l'ouest édifiés au prix de tant de milliards forment la frontière définitive du Reich à l'ouest.

Si le Gouvernement britannique voulait prendre ces idées en considération, il pourrait en résulter un grand bienfait pour l'Allemagne comme pour l'Empire britannique. S'il repousse ces idées, il y aura la guerre. En aucun cas la Grande Bretagne ne sortira fortifiée de cette lutte ; la dernière guerre l'a déjà prouvé.

Le Führer répète qu'il est l'homme des grandes résolutions, qui le lient personnellement, et que c'est là sa dernière proposition. Aussitôt que sera résolue la question germano-polonaise, il adressera une offre au Gouvernement britannique.

*) La valeur de la proposition du Führer de défendre l'Empire britannique partout où il serait menacé, ne peut être diminuée par la restriction préalable de ne plus avoir de conflit avec la Russie. L'accord germano-soviétique avait été une manœuvre de défense et de pression vis-à-vis de Londres, et l'Allemagne ne pouvait évidemment, en pléines négociations, renoncer aux fruits de cette manœuvre.

Le même jour, en guise de réponse provisoire aux propositions du Führer, était signé à Londres le Traité d'Assistance mutuelle entre la Grande-Bretagne et la Pologne. Ce Traité prévoyait l'aide réciproque non seulement au cas d'une agression mais aussi dans les deux circonstances suivantes :

1) au cas où une action quelconque d'une puissance européenne menacerait clairement, directement ou indirectement l'indépendance de l'une des parties contractantes et était d'une nature telle que la partie en question considérerait qu'il est d'une importance vitale d'y résister par les armes !

2) au cas où l'une des parties contractantes se trouvait engagée dans des hostilités avec une puissance européenne à la suite d'une action de cette puissance menaçant la neutralité ou l'indépendance d'un autre Etat européen.

C'était, là, comprimer les deux formules du blanc-seing et de l'encerclement en un même engagement et les établir pour la première fois contractuellement.

Sir Neville rapporta le 28 août seulement la réponse de son Gouvernement. Elle accueillait avec politesse les suggestions et les sentiments du Führer mais déclarait qu'aucune négociations germano-britanniques ne pouvaient commencer avant qu'un accord raisonnable ne fut intervenu entre l'Allemagne et la Pologne. Le Gouvernement britannique fixait dans les trois points suivants le cadre de cet accord et des négociations éventuelles : 1) les conditions proposées à la Pologne ne devaient pas mettre en péril son indépendance. 2) l'accord devait être garanti par d'autres puissances. 3) de l'avis du Gouvernement anglais le prochain pas à faire était de commencer des négociations directes.

Le mémorandum britannique affirmait que le Gouvernement de S. M. avait déjà reçu l'assurance que la Pologne était prête à commencer des discussions sur cette base. Quoique les documents officiels anglais et polonais ne portent aucune trace d'une acceptation à cette date et démon-

trent, au contraire, le peu d'empressement que mit Sir Howard Kennard à l'obtenir, il résulte de la réponse anglaise que dès le 28, au moins, la question des négociations directes aurait été traitée avec le Gouvernement polonais et ne pouvait donc constituer une surprise ni pour Londres ni pour Varsovie.

Le 28, en remettant la note de son Gouvernement Sir Neville ajouta un point de plus au *desiderata* anglais : le Führer acceptait-il le principe de l'échange des populations ?

Hitler répondit tout de suite affirmativement à cette question et promit une réponse générale pour le lendemain.*)

Le lendemain, comme pour compléter le décor néfaste auquel la signature du Traité anglo-polonais avait donné deux jours auparavant le premier coup de brosse, Mr. Chamberlain tenait un discours aux Communes : « Le Parlement aimerait peut-être connaître, disait-il, quelques détails des préparatifs militaires que nous avons faits... » et une longue énumération de ces préparatifs suivait, accompagnée de tous les gestes et de tous les cris de Bellone.

On aurait pu mal augurer, en de semblables circonstances, de la réponse du Führer aux propositions britanniques. **ELLE FUT POURTANT AFFIRMATIVE SUR TOUS LES POINTS.**

Le Führer déclarait n'avoir jamais voulu toucher aux intérêts vitaux de la Pologne. Il acceptait le principe d'une garantie internationale. Il acceptait la médiation britan-

*) « A la fin je lui posais deux questions précises : Acceptait-il de négocier directement avec les Polonais et était-il prêt à discuter l'échange des populations ? Il répondit affirmativement quant à cette dernière, — quoique je ne doute pas qu'il pensait en même temps à une rectification de frontière. En ce qui regardait la première, il demandait le temps d'examiner, avec toute l'attention qu'elle méritait, la réponse du Gouvernement de S. M. ... Il promit une réponse écrite pour le lendemain. »

Rapport de Sir Neville Henderson
(L. B. B. No. 75).

nique en vue de l'arrivée à Berlin d'un plénipotentiaire polonais. Le Gouvernement allemand l'attendait pour le lendemain 30 août. Les propositions allemandes en vue d'une solution acceptable seraient rédigées sans retard et placées à la disposition du Gouvernement anglais, si possible, avant l'arrivée du plénipotentiaire polonais.

Voici, reproduits avec le texte du mémorandum anglais, la réponse du Gouvernement allemand ainsi que le texte du télégramme par lequel Sir Neville la convoyait à Londres :

1.

MEMORANDUM DU GOUVERNEMENT BRITANNIQUE
REMIS AU FÜHRER PAR L'AMBASSADEUR
DE GRANDE-BRETAGNE

28 août 1939 — à 22 h. 30.

Le Gouvernement de Sa Majesté a reçu le message que lui a fait parvenir Monsieur le Chancelier du Reich par l'intermédiaire de l'Ambassadeur de Grande-Bretagne à Berlin et l'a examiné avec tout le soin qu'il mérite.

1) Le Gouvernement de Sa Majesté a pris connaissance du désir exprimé par M. le Chancelier que l'amitié puisse constituer la base des relations entre l'Allemagne et l'Empire britannique : c'est un désir qu'il partage absolument. Il croit également, de même que Monsieur le Chancelier, que l'établissement d'une entente complète et durable entre ces deux nations, si elle était possible, serait pour les deux peuples un bienfait infini.

2) Le message de M. le Chancelier traite deux groupes de questions — celles qui sont actuellement l'objet de différends entre l'Allemagne et la Pologne et celles qui touchent les relations définitives entre l'Allemagne et la Grande-Bretagne. Relativement à ces dernières questions, le Gouvernement de Sa Majesté constate que M. le Chancelier a fait allusion à certaines propositions qu'il serait prêt, sous une condition, à soumettre au Gouvernement britannique en vue de la conclusion d'une entente générale. Ces propositions sont naturellement rédigées de façon très générale et demanderaient à être précisées, mais le Gouvernement de Sa Majesté est tout à fait disposé à les accepter, avec quelques compléments, comme objet d'entretiens, et il serait prêt, après règlement par voie pacifique des litiges entre l'Allemagne et la Pologne, à entamer

aussitôt que possible des conversations à cette fin, avec le désir sincère d'aboutir à une entente.

3) La condition posée par M. le Chancelier est celle d'une solution préalable des différends existants entre l'Allemagne et la Pologne. Le Gouvernement de Sa Majesté est absolument du même avis. Tout dépend, cependant, du genre de la solution et de la méthode employée à l'obtenir. Sur ces points, dont l'importance n'échappera pas à M. le Chancelier, le message se tait, de sorte que le Gouvernement de Sa Majesté se trouve contraint de faire remarquer qu'un accord sur ces deux points est absolument nécessaire pour la réalisation d'un nouveau progrès. Le Gouvernement allemand doit se rendre bien compte que le Gouvernement de Sa Majesté a envers la Pologne des obligations qui le lient et qu'il a l'intention de remplir. Il ne saurait, pour un avantage quelconque offert à la Grande-Bretagne, adhérer à une solution compromettant l'indépendance d'un Etat auquel il a accordé sa garantie.

4) D'après le Gouvernement de Sa Majesté l'on pourrait et l'on devrait obtenir une solution raisonnable des différends entre l'Allemagne et la Pologne par voie de libre accord entre les deux nations *sur une base comportant la sauvegarde des intérêts essentiels de la Pologne*, et le Gouvernement de Sa Majesté se rappelle que M. le Chancelier a reconnu dans son discours du 28 avril l'importance de ces intérêts pour la Pologne.

Cependant, ainsi que le Premier Ministre britannique l'a exprimé dans sa lettre du 22 août à M. le Chancelier, il est, selon le Gouvernement de Sa Majesté, indispensable pour le succès des conversations précédant l'accord, *qu'il soit d'avance bien établi que l'accord à conclure sera garanti par d'autres Puissances*. Le Gouvernement de Sa Majesté sera prêt, si le désir devait en être exprimé, à contribuer à la réalisation efficace de semblable garantie.

D'où il résulte, d'après le Gouvernement de Sa Majesté, qu'il faudrait, pour commencer, que des négociations directes s'engagent entre les Gouvernements allemand et polonais sur une base comprenant les principes ci-dessus mentionnés, à savoir la sauvegarde des intérêts vitaux de la Pologne et celle de l'accord par une garantie internationale. Le Gouvernement de Sa Majesté a déjà reçu une assurance définitive du Gouvernement polonais aux termes de laquelle ce dernier serait prêt à entrer en pourparlers, sur cette base, et le Gouvernement de Sa Majesté espère que le Gouvernement allemand, de son côté, serait également prêt à adhérer à cette procédure.

Si, comme l'espère le Gouvernement de Sa Majesté, les pourparlers de ce genre aboutissaient à un accord, la voie se trouverait libre pour des pourparlers concernant cette entente plus

large et plus compréhensive entre la Grande-Bretagne et l'Allemagne, entente que les deux nations s'efforcent de réaliser.

5) Le Gouvernement de Sa Majesté s'accorde à reconnaître avec M. le Chancelier que l'un des plus grands dangers de la situation actuelle entre l'Allemagne et la Pologne réside dans les rapports qui parviennent sur le traitement des minorités. La tension présente, avec les incidents de frontière, les récits de brutalités et la propagande provocante dont elle est accompagnée, constitue un risque permanent pour la paix. Il est manifestement d'extrême urgence que l'on mette immédiatement et énergiquement un terme à tous ces incidents de ce genre et que l'on empêche la propagation de bruits sans consistance, pour avoir un répit au cours duquel on pourrait, dans une atmosphère sans provocation, entreprendre, de part et d'autre, un examen approfondi des possibilités de dégager une solution. Le Gouvernement de Sa Majesté est convaincu que les deux Gouvernements ont nettement conscience de cette considération.

6) Le Gouvernement de Sa Majesté a exposé de façon exhaustive quelle était son attitude à l'égard des différends propres à l'Allemagne et à la Pologne. Il compte bien que M. le Chancelier n'estimera pas que, parce que le Gouvernement de Sa Majesté ne prend pas à la légère ses obligations envers la Pologne, il ne s'efforce pas d'employer toute son influence à aboutir à une solution aussi satisfaisante pour l'Allemagne que pour la Pologne.

Il apparaît absolument nécessaire au Gouvernement de Sa Majesté d'arriver à cette solution, cela non seulement pour des motifs en liaison étroite avec elle, mais encore en égard aux considérations plus générales dont M. le Chancelier a parlé de façon si convaincante.

7) Point n'est besoin de mettre ici en relief les avantages d'une solution pacifique par rapport à une décision de résoudre par des armes les problèmes en question. La lettre que le Premier Ministre a adressée le 22 août à M. le Chancelier a clairement exposé les conséquences d'une décision de cette nature, et le Gouvernement de Sa Majesté ne doute pas que M. le Chancelier n'ait aussi nettement envisagé ces conséquences que le Gouvernement de Sa Majesté lui-même.

En prenant connaissance avec intérêt de l'allusion faite par M. le Chancelier dans son message à une limitation des armements, le Gouvernement de Sa Majesté croit que, si l'on peut aboutir à une solution pacifique, l'on sera certainement en droit de compter sur l'appui de l'univers pour des manifestations normales d'une activité pacifique.

8) La solution équitable des questions pendantes entre l'Allemagne et la Pologne peut ouvrir la voie à la paix du

monde, L'échec d'une solution de ce genre ruinerait l'espoir d'une amélioration des rapports entre l'Allemagne et la Grande-Bretagne, mettrait les deux nations en conflit et pourrait fort bien précipiter dans les affres de la guerre l'humanité entière. Résultat qui serait une catastrophe sans précédent dans l'histoire.

2.

REPONSE DU FÜHRER AU GOUVERNEMENT
BRITANNIQUE REMISE A L'AMBASSADEUR DE
GRANDE-BRETAGNE

29 août 1939, à 18 h. 15.

L'Ambassadeur de Sa Majesté britannique à Berlin a transmis au Gouvernement de Sa Majesté britannique les suggestions que j'ai cru devoir soumettre, pour

1) exprimer, encore une fois de plus, la volonté du Gouvernement allemand de s'entendre sincèrement avec l'Angleterre, de collaborer et d'entretenir des relations d'amitié avec elle ;

2) de ne laisser aucun doute sur le fait qu'une entente de ce genre ne saurait être achetée au prix d'une renonciation des sacrifices d'exigences procédant aussi bien du droit général de l'humanité que de la dignité nationale et de l'honneur de notre peuple.

Le Gouvernement allemand a constaté avec satisfaction d'après la teneur de la réponse du Gouvernement britannique et le commentaire verbal de l'Ambassadeur de Sa Majesté que le Gouvernement britannique était disposé, lui aussi, à améliorer les rapports anglo-allemands, à les développer et à les compléter dans le sens des suggestions allemandes.

Le Gouvernement britannique est également convaincu que la suppression de la tension germano-polonaise, tension devenue intolérable, est la condition préalable de la réalisation de cet espoir.

Depuis l'automne de l'année passée, et en tout dernier lieu en mars 1939, des propositions verbales et écrites ont été soumises au Gouvernement polonais, propositions qui, eu égard à l'amitié alors existante entre l'Allemagne et la Pologne, étaient de nature à permettre une solution des questions litigieuses acceptable pour les deux parties. Le Gouvernement de Sa Majesté britannique sait que le Gouvernement polonais a cru devoir, en mars de cette année, décliner définitivement ces propositions. Ce refus a été en même temps pour ce Gouvernement un prétexte ou une occasion, de prendre des mesures militaires qui, depuis, n'ont cessé d'être développées. Dès le milieu du mois passé l'Etat polonais a, de fait, mobilisé. En liaison avec ces mesures, de nombreux empiétements ont eu lieu dans la Ville Libre de Dantzig de la part des autorités

polonaises ; des exigences revêtant la forme d'ultimatums plus ou moins menaçants ont été formulées à l'égard de cette ville. Il a été procédé à une fermeture des frontières qui, après avoir eu tout d'abord un caractère douanier, s'est ensuite élargie en revêtant un caractère militaire et en s'étendant au trafic, en vue d'amener la décomposition au point de vue politique et la destruction au point de vue économique de cette collectivité allemande.

A cela s'ajoutent les brutalités révoltantes, barbares, et tous genres de persécutions dont est victime l'importante minorité allemande de Pologne, sévices qui sont allés jusqu'à l'assassinat de nombreux Allemands vivant dans ce pays ainsi qu'à l'exil à l'intérieur dans les circonstances les plus cruelles. Il y a là un état de choses intolérables pour une grande Puissance. Il a contraint l'Allemagne après de longs mois d'attente à faire les démarches nécessaires pour la sauvegarde de ses intérêts légitimes. Et le Gouvernement allemand ne peut que donner au Gouvernement britannique l'assurance la plus formelle qu'il est maintenant impossible de continuer à supporter pareil état de choses ou même tout simplement de le considérer les bras croisés.

La demande du Gouvernement allemand répond, elle, à la pensée de révision du Traité de Versailles reconnue, dès le début, nécessaire dans cette région, pensée comportant le retour de Dantzig et du Corridor à l'Allemagne et la garantie de l'existence de l'ethnie allemande dans le surplus du territoire restant à la Pologne.

Le Gouvernement allemand constate avec satisfaction que le Gouvernement de Sa Majesté britannique est, lui aussi, en principe, convaincu que la situation à laquelle nous sommes arrivés doit aboutir à une solution. *Il croit devoir, en outre, admettre que le Gouvernement de Sa Majesté britannique ne doute pas qu'il ne s'agisse plus ici d'un état de choses pour la suppression duquel on disposerait de jours, voire de semaines, alors qu'on n'a peut-être plus que quelques heures à disposition.* Car, en présence de la désorganisation qui se manifeste en Pologne, il y a lieu de compter à tout instant avec la possibilité de survenue d'actes qu'il serait impossible à l'Allemagne de tolérer.

Si le Gouvernement de Sa Majesté britannique croit encore que ces graves différends soient susceptibles d'être résolus à l'aide de négociations directes, le Gouvernement allemand, lui, ne peut malheureusement plus, de prime abord, partager cette manière de voir. N'a-t-il, pas, en effet, tenté de s'engager dans la voie de négociations pacifiques ? Mais il n'a pas trouvé l'appui du Gouvernement polonais, repoussé qu'il a été par des mesures militaires brusquement prises dans le sens de l'évolution à laquelle il a déjà été fait allusion.

Le Gouvernement de Sa Majesté britannique insiste sur deux points : à savoir

- 1) que l'on écarte le plus rapidement possible par des négociations directes le danger imminent d'une déflagration et
- 2) que l'on accord les garanties nécessaires à l'existence de l'Etat polonais qui subsistera, garanties internationales de caractère tant économique que politique.

Le Gouvernement allemand se voit amené, à cet égard, à faire la déclaration suivante :

En dépit du scepticisme qu'il éprouve au sujet des perspectives de conversation directe, *il n'en accepte pas moins la proposition anglaise et il est disposé à entrer en conversation.* Il le fait exclusivement sous l'impression — ainsi qu'il l'a déjà souligné — de la communication écrite du Gouvernement de Sa Majesté britannique d'où il résulte que ce dernier désire également un accord amical prenant pour base les points indiqués à l'ambassadeur Henderson. Le Gouvernement allemand veut, par là, donner au Gouvernement de Sa Majesté britannique ainsi qu'au peuple anglais une preuve de la sincérité de l'intention allemande d'aboutir à une amitié durable avec la Grande-Bretagne.

Il est, toutefois, du devoir du Gouvernement allemand d'attirer l'attention du Gouvernement britannique sur le fait qu'en cas de transformation des conditions territoriales de la Pologne, il ne serait plus en mesure de s'engager ou de prendre part à des garanties sans l'adjonction de l'Union des Soviets.

Par ces propositions le Gouvernement allemand n'a d'ailleurs jamais eu l'intention de porter atteinte à des intérêts d'importance vitale pour la Pologne ou de mettre en question l'existence d'un Etat polonais indépendant. Dans ces conditions, le Gouvernement allemand accepte l'offre du Gouvernement de Sa Majesté britannique de s'entremettre pour l'envoi à Berlin d'une personnalité polonaise munie de pleins pouvoirs. Il compte que cette personnalité arrivera le mercredi, 30 août 1939.

Le Gouvernement allemand préparera immédiatement les propositions d'une solution acceptable pour lui et les tiendra également à la disposition du Gouvernement britannique, *si possible*, avant l'arrivée du négociateur polonais.

3.

TELEGRAMME DE SIR N. HENDERSON
AU VICOMTE HALIFAX

(reçu le 29 août à 9.15 p. m.).

Berlin, Août 29 — 1939.

M. Hitler m'a remis la réponse allemande ce soir à 7 h. 15. La traduction du texte complet suivra aussitôt que possible.

En réponse aux deux propositions anglaises, nommément : négociations directes germano-polonaises et garantie internationale de tout arrangement, le Gouvernement allemand déclare :

- 1) Que malgré son scepticisme quant aux perspectives de succès il accepte les négociations directes dans le seul désir d'assurer une amitié durable avec l'Angleterre.
- 2) Dans le cas d'une modification de territoire le Gouvernement allemand ne peut participer à aucune garantie sans les U. S. S. R.

La note fait remarquer que les propositions allemandes n'ont jamais eu comme but la diminution des intérêts vitaux de la Pologne et déclare que le Gouvernement allemand accepte la médiation de l'Angleterre en vue de la visite à Berlin d'un plénipotentiaire polonais. Le Gouvernement allemand, ajoute la note, compte sur l'arrivée d'un tel plénipotentiaire demain, Mercredi, 30 août.

Je remarquais que cette phrase ressemblait à un ultimatum mais avec de vives protestations M. Hitler et M. de Ribbentrop déclarèrent qu'elle n'avait qu'un but c'était de souligner l'urgence de la situation, quand deux armées complètement mobilisées se tenaient face à face.

Je dis que je transmettrai immédiatement cette suggestion au Gouvernement de S. M. et demandait si, dans le cas où un semblable plénipotentiaire se présentait, il serait bien reçu et si les discussions seraient conduites sur un pied de parfaite égalité ? La réponse de M. Hitler a été : naturellement !

Il est déclaré que les demandes allemandes constituent une révision du Traité de Versailles : nommément : retours de Dantzig et du Corridor, sécurité pour la vie des minorités nationales allemandes dans le reste de la Pologne. La note finit par la déclaration que le Gouvernement allemand allait élaborer immédiatement ses propositions pour une solution acceptable et en informerait le Gouvernement britannique, si possible, avant l'arrivée du plénipotentiaire polonais.

HENDERSON

La réponse allemande avait été remise par Hitler à Sir Neville le 29 août à 7 h. 15 du soir. Le mémorandum britannique avait été communiqué au Führer la veille dans une entrevue qui avait duré jusque vers le minuit. Il était donc tout naturel que la Chancellerie allemande n'eut pas eu le temps matériel pour mettre au clair le détail des propositions à la Pologne. Cette considération suffirait

pour expliquer qu'elles n'aient pu être remises à Sir Neville le même soir que la réponse au memorandum. *Mais il y avait une considération bien plus importante qui rendait ce retard en tout point souhaitable.*

Il est étrange que le Gouvernement britannique et son ambassadeur à Berlin, qui ont si souvent parlé d'ultimatum de la part de l'Allemagne pour expliquer la rétivité polonaise, ne se soient pas rendu compte que la remise de conditions *détaillées et complètement fixées*, préalablement à l'arrivée du négociateur polonais, préalablement donc à toute négociation, était un procédé absolument inusité et des plus dangereux. Avec l'indication d'un terme aussi court que celui que des considérations militaires des plus graves et des plus légitimes, imposaient au Führer, *ce procédé aurait rempli exactement les conditions qu'il fallait pour que la Pologne déclara que c'était là un « diktat » et pour quelle le repoussa d'emblée.*

Ce n'était pas là de vaines hypothèses puisque le 31 au soir, alors qu'avait expiré non seulement le premier terme accordé par l'Allemagne mais même un prolongement de 24 heures, M. Beck déclarait à Sir Howard Kennard qu'il n'autoriserait en aucun cas M. Lipski à recevoir les propositions allemandes, même comme simple agent de transmission, de peur qu'elles ne contiennent un ultimatum. Quelques heures après, du reste, le Gouvernement polonais, qui en avait d'une façon ou d'une autre pris connaissance, les repoussait avec véhémence par la radio.

La procédure adoptée par le Chancelier et son ministre des Affaires Etrangères qui consistait : *à communiquer au gouvernement britannique dès le 29 la ligne générale des propositions allemandes*, à l'assurer sans aucune réticence que la Pologne serait traitée, en cas de négociation, sur un pied de parfaite égalité et que *l'Allemagne n'avait aucune intérêt à toucher à ses intérêts vitaux*, et enfin à déclarer qu'elle acceptait le principe de la *garantie internationale et celui de l'échange des populations*, semblait au contraire

la plus propice pour permettre à la Grande-Bretagne, si elle en avait réellement l'intention, d'intervenir à Varsovie d'une façon pressante et amicale, pour obtenir soit qu'elle envoie un négociateur dans le terme voulu, soit — ce qui aurait suffi — qu'elle chargea son ambassadeur, M. Lipski, de commencer les conversations.

« *Quelles sont les oppositions d'intérêts qui séparent par exemple l'Angleterre et l'Allemagne? J'ai plus d'une fois déclaré qu'il n'y a pas d'Allemand et surtout de national-socialiste qui nourrisse le moins du monde, même en pensée, le projet de préparer des difficultés à l'Empire anglais. D'Angleterre aussi il nous arrive des voix d'hommes posés et raisonnables qui expriment la même attitude envers l'Allemagne. Ce serait un bonheur pour le monde entier si les deux nations pouvaient parvenir à une collaboration confiante. Il en est de même de nos relations avec la France.* »

HITLER

(Discours du 30 janvier 1939
devant le Reichstag).

Mais examinons dès maintenant ces conditions dans leurs détails, telles qu'elles furent communiquées à Sir Neville dans son entrevue du 30 au soir, 24 heures avant l'expiration du second terme accordé à la Pologne, 36 heures avant l'ouverture des hostilités, et telles qu'elles furent repoussées publiquement le 31 au soir par le gouvernement de Varsovie :

PROPOSITION DE RÉGLEMENT DU PROBLÈME DE
DANTZIG ET DU CORRIDOR AINSI QUE DE LA QUESTION
GERMANO-POLONAISE DES MINORITÉS

La situation qui s'est créée entre l'Allemagne et la Pologne est actuellement telle que tout nouvel incident peut amener une conflagration entre les deux forces militaires qui ont occupé leurs positions. Toute solution pacifique doit être de telle nature que les événements qui sont à l'origine d'une telle situation ne puissent se renouveler à la prochaine occasion, et que non seulement l'Est de l'Europe, mais aussi

d'autres contrées ne puissent se trouver ainsi de nouveau exposées à la même tension.

Les causes de ce développement résident

- 1) dans l'impossible tracé de frontière tel qu'il a été établi par le « dictat » de Versailles;
- 2) dans l'impossible traitement de la minorité dans les territoires enlevés à l'Allemagne.

Le Gouvernement allemand part donc, dans ses propositions, de l'idée de trouver une solution définitive qui mette fin à l'impossible situation résultant du tracé de frontière, assure aux deux parties leurs voies de communication d'importance vitale, élimine autant que possible le problème des minorités et, dans la mesure où cela n'est pas possible, rende supportable le sort des minorités par une sûre garantie de leurs droits.

Le Gouvernement allemand est convaincu qu'il est, à cet égard, indispensable de dévoiler les dommages économiques et physiques qui se sont produits depuis 1918 et de les réparer intégralement. Il considère naturellement cette obligation comme, liant également les deux parties.

De ces considérations découlent les propositions pratiques suivantes :

1) *La Ville Libre de Dantzig*, vu son caractère purement allemand et la volonté unanime de sa population fait immédiatement retour à l'Allemagne.

2) Le territoire appelé Corridor, qui se poursuit de la Baltique jusqu'à la ligne de Marienwerder-Graudenz-Kulmbromberg (y compris ces villes) et, vers l'ouest, dans la direction de Schönlanke, décidera lui-même de son appartenance à l'Allemagne ou à la Pologne.

3) A cet effet, ce territoire procédera à un plébiscite. Auront droit de vote tous les Allemands qui étaient domiciliés dans ce territoire au 1er janvier 1918, ou qui y sont nés jusqu'à cette date, ainsi que tous les Polonais, Cassubes etc. qui étaient domiciliés à cette date dans ce territoire ou y étaient nés jusqu'à cette date. Les Allemands chassés de ce territoire y retourneront pour exercer leur droit de vote. Afin de garantir l'objectivité du plébiscite, et d'assurer les amplexes travaux préparatoires nécessaires, le territoire mentionné sera soumis, comme ce fut le cas pour le territoire de la Sarre, à une Commission internationale à former immédiatement, qui se composera des quatre grandes Puissances : Italie, Union soviétique, France, Angleterre. Cette Commission exercera tous les droits de souveraineté dans ce territoire. A cet effet, ce territoire sera évacué, dans un délai à convenir et qui serait des plus brefs, par tout le personnel militaire polonais, par la police polonaise et les autorités polonaises.

4) *Reste excepté de ce territoire le port polonais de Gdingen,*

qui est, en principe, territoire de souveraineté polonaise, pour autant qu'il se borne territorialement à l'habitat de la minorité polonaise y établie.

Les frontières précises de ce port polonais seraient à fixer entre l'Allemagne et la Pologne, et, si besoin en est, à déterminer par un tribunal arbitral international.

5) Afin d'assurer le temps nécessaire aux amples travaux qui devront être exécutés pour garantir un plébiscite équitable, il est entendu que ce plébiscite n'aura pas lieu avant 12 mois.

6) Afin de garantir, sans restriction, durant cette période, à l'Allemagne ses communications avec la Prusse orientale et, à la Pologne, son accès à la mer, seront déterminées des routes et des lignes de chemin de fer rendant possible le libre transit. Seules seront perçues les taxes qui sont nécessaires pour l'entretien des voies de communication et pour l'exécution des transports.

7) La question de ressortissance du territoire sera décidée à la simple majorité des voix émises.

8) Afin de garantir, après l'exécution du plébiscite — quelle qu'en soit l'issue — la sécurité du libre trafic entre l'Allemagne et sa province de Dantzig-Prusse orientale, et à la Pologne sa communication avec la mer, il sera donné à l'Allemagne, si le territoire plébiscitaire échoit à la Pologne, une zone de trafic exterritoriale, à peu près en direction de Bütow-Dantzig, respectivement Dirschau, afin d'y construire une autostrade ainsi qu'une ligne de chemin de fer à 4 voies. L'autostrade et la voie ferrée seront construites de telle sorte qu'elles ne toucheront pas les routes de communication polonaises, c'est-à-dire qu'elles passeront au-dessus ou au dessous de ces dernières. Cette zone aura une largeur d'un kilomètre et sera placée sous la souveraineté de l'Allemagne.

Si le plébiscite est favorable à l'Allemagne, la Pologne obtiendra, pour son trafic libre et illimité avec son port de Gdingen, les mêmes droits à une communication, également exterritoriale, par route respectivement par voie ferrée, telle qu'elle serait accordée à l'Allemagne.

9) Si le Corridor retourne à l'Allemagne, celle-ci se déclare prête à procéder à un échange de population avec la Pologne dans la mesure où le Corridor s'y prête.

10) Les droits spéciaux que la Pologne désirerait posséder dans le port de Dantzig seraient négociés sur la base de la parité en échange de droits égaux en faveur de l'Allemagne dans le port de Gdingen.

11) Afin de faire cesser, dans cette région, de part et d'autre, tout sentiment de menace, Dantzig et Gdingen revêtraient le caractère de villes exclusivement commerciales, c'est-à-dire dépourvues de toute installation et fortification militaires.

12) La presqu'île de Hela, qui, suivant le résultat du plébiscite, reviendrait, soit à la Pologne, soit à l'Allemagne, devrait, en tout cas, être également démilitarisée.

13) Comme le Gouvernement allemand a les plus graves griefs à formuler contre le traitement des minorités par la Pologne, et que le Gouvernement polonais, de son côté, croit également devoir formuler des griefs contre l'Allemagne, les deux parties se déclarent d'accord pour soumettre ces plaintes à une commission d'enquête internationale chargée d'examiner toutes les plaintes ayant trait à des dommages économiques et physiquement ainsi qu'à d'autres actes de terrorisme.

L'Allemagne et la Pologne s'engagent à réparer tous les dommages économiques et autres infligés depuis 1918 aux minorités des deux pays, respectivement à annuler toutes les expropriations ou à dédommager complètement les personnes lésées par ces expropriations ou par d'autres atteintes portées à leur vie économique.

14) Pour ôter aux Allemands restant en Pologne ainsi qu'aux Polonais restant en Allemagne le sentiment d'être privés de la protection du Droit international et leur donner avant tout la garantie qu'ils ne pourront pas être astreints à des actions ou à des services incompatibles avec leur sentiment national, l'Allemagne et la Pologne conviennent de garantir les droits de leurs minorités respectives par des conventions obligatoires des plus comprehensives assurant à ces minorités le maintien, le libre développement et l'activité de leur vie ethnique, et de leur permettre en particulier de constituer l'organisation qu'ils considèrent comme nécessaire à cet effet. Les deux parties s'engagent à ne pas appeler au service militaire les membres de la minorité.

15) Dans le cas d'un accord sur la base de ces propositions, l'Allemagne et la Pologne se déclarent prêtes à ordonner et exécuter immédiatement la démobilisation de leurs forces armées.

16) Les mesures ultérieures nécessaires pour accélérer la conclusion des arrangements susdits seront convenues en commun par l'Allemagne et la Pologne.

En peu de mots :

Dantzig en tout cas allemand.

Gdynia en tout cas polonais.

Administration internationale pendant un an dans le Corridor.

Plébiscite au bout de ce terme sous le contrôle de la même administration.

Route exterritoriale, d'une largeur d'un kilomètre, vers Dantzig dans le cas où le Corridor reviendrait à la Pologne.

Route exterritoriale, d'une largeur d'un kilomètre, vers Gdynia dans le cas où le Corridor reviendrait à l'Allemagne.

Privilèges économiques et droits spéciaux (ports libres, etc.) sur la base de la réciprocité à Dantzig et à Gdynia.

Démilitarisation des deux ports.

L'Allemagne acceptait quant à elle le principe de l'échange des populations.

Démobilisation immédiate en cas d'accord.

L'Allemagne répondait, semble-t-il, complètement aux vœux exprimés par le Gouvernement britannique dans son mémorandum du 18 août : dignité et intérêts vitaux des deux parties ménagés par la réciprocité absolue des obligations, des charges et des servitudes éventuelles ; contrôle international complet de l'application de l'accord, renforcé par une administration internationale temporaire. Il y ajoutait l'admission du principe de l'échange des populations et enfin jusqu'à ce terme, qui avait été demandé antérieurement par Londres, pour la pacification des esprits ; puisque ce n'était qu'au bout d'un an de contrôle étranger effectif et complet que le plébiscite devait dénouer définitivement la crise.

Il y avait un changement important, il est vrai, aux conditions proposées par l'Allemagne au mois d'octobre de l'année précédente. Le Corridor ne revenait pas *en tout cas* à la Pologne mais seulement dans celui où le plébiscite lui aurait été favorable. Ce changement ne constituait qu'une aggravation *éventuelle* pour Varsovie, amplement compensée par l'avantage *certain* de la triple sécurité qu'aurait donnée au nouvelles frontières : le plébiscite, le contrôle et la garantie étrangère ainsi que l'échange éventuel des populations.

Mais c'est dans leur cadre, qui était d'envergure mondiale, que l'Angleterre aurait du examiner et apprécier les propositions du Reich.

Au delà des affaires surfaites de Dantzig et du Corridor, contre lesquelles se butait soudain depuis quelques semaines et s'abrutissait avec tous ses ministres, ses lords, ses députés, ses journaux, son opinion, un empire de 500 millions d'hommes, aux richesses infinies, aux escadres puissantes, au passé prestigieux, *n'était-ce pas de l'existence même de cet empire qu'il s'agissait ?*

Pouvait-il résister aux bourrasques et aux secousses d'une nouvelle guerre ?

Oui, que se passerait-il à la Jamaïque ? Comme l'avait demandé à M. Eden, en une vision amère du coup fatal que l'ingérence britannique porterait un jour à son œuvre, le Maréchal de Pologne mourant ! Que se passerait-il, à la Jamaïque, et aux Indes et en Birmanie et en Egypte et dans le Monde Arabe et dans les Dominions blancs et dans tout cet Empire périmé, craquant de toutes parts sous la quadruple poussée des mouvements d'émancipation indigène, des autonomismes coloniaux, des impérialismes rivaux et des forces occultes travaillant une génération dont le chantre n'était plus Kipling mais Mr. Wells ?

A cet Empire, Hitler, se plaçant au-dessus des contingences uniquement propres à sa nation, avait, en tant que représentant et défenseur d'un patrimoine commun d'ordre humain, de civilisation et de progrès, offert l'occasion d'un renouvellement et d'un raffermissement qu'aucune autre éventualité de l'histoire ne pouvait, probablement, plus lui fournir. — Le Gouvernement de Londres préféra livrer la Pologne à l'écartèlement, que l'entente germano-russe rendait inévitable, et l'Empire Britannique à un effondrement presque tout aussi certain.

Puisque ce ne pouvait être la substance des propositions allemandes, que l'Ambassadeur britannique était lui-même

obligé de déclarer raisonnables, puisque ce ne fut pas non plus la procédure proposée par l'Allemagne, qui répondait en tout point aux suggestions anglaises, quels sont les arguments que le Gouvernement de Londres a offert à l'histoire pour expliquer qu'il n'ait pas, sans aucun retard, demandé avec chaleur et insistance à Varsovie, ainsi qu'il en avait le droit comme puissance garante et le devoir comme puissance alliée, de commencer immédiatement les discussions ?

Le terme fixé pour l'apparition du négociateur polonais était trop court, a-t-il été dit à Londres. *Les conditions allemandes avaient été lues à Sir Neville Henderson trop rapidement pour qu'il puisse les comprendre !*

C'est aux documents britanniques qu'il suffit de s'adresser pour apprécier le bien-fondé de ces explications.

VI

« Au cours de toute mon activité politique je n'ai cessé de plaider en faveur d'une amitié et d'une collaboration étroite entre l'Allemagne et l'Angleterre ... Si je souhaitais voir se réaliser cette amitié et cette collaboration germano-anglaise ce n'est pas seulement parce que ce souhait correspond à mes propres sentiments mais c'est parce que je comprends l'importance que présente pour l'humanité entière l'existence de l'Empire mondial britannique.

Je n'ai jamais laissé douter que je vois dans l'existence de cet Empire un élément d'une valeur inappréciable pour la civilisation humaine et l'économie mondiale. »

HITLER

*(Discours devant le Reichstag,
28 avril 1939).*

La réponse remise par le Führer le 29 août à Sir Neville, ainsi que les déclarations préalables qu'il lui avait faites la veille, constituaient pour l'Ambassadeur britannique un succès incontestable en des circonstances dont la gravité mesurait l'importance. Toutes les conditions demandées par Londres avaient été obtenues par lui, il ne lui restait qu'à faire aussi bien à son Gouvernement qu'à son collègue polonais les suggestions propres à lever ou à tourner les difficultés créées par la brièveté du délai fixé par la note allemande. C'était là, par excellence, compétence et œuvre d'envoyé soucieux de mener à bonne fin un mission d'importance suprême.

Les communications de Sir Neville à son Gouvernement respirent pourtant le plus noir pessimisme et dénote une étrange apathie, en ces heures où tant de mains viriles se

tendaient vers les armes, où se serraient tant de cœur de mères et d'épouses.

C'est à 8 heures du soir environ que l'Ambassadeur britannique sortit le 29 août de chez le Führer ; c'est à 9.15 que le Foreign Office reçut le télégramme par lequel il lui rendait compte de son entrevue : acceptation par le Führer des propositions anglaises, garantie internationale comprise, assurances relatives aux intérêts vitaux de la Pologne, acceptation de principe de l'échange des populations, nécessité de commencer les négociations le lendemain.

Dès après 8 heures p.m., le 29, Sir Neville aurait pu informer son collègue polonais de la hâte allemande, dès la nuit même cette information aurait pu être portée par Sir Howard Kennard à M. Beck. La conviction absolue où était Sir Neville que Hitler ne bluffait pas, conviction qu'il avait su faire partager à son gouvernement, leur faisait un devoir impérieux d'avertir le gouvernement de Varsovie du délai qui avait commencé à courir. C'était à ce gouvernement *avant tout* à décider si, pour des motifs de dignité ou de possibilités, ce terme lui paraissait impraticable, et à prendre la responsabilité d'un refus d'agir dont il était le premier à devoir supporter les terribles conséquences.

Nous constatons pourtant :

1) des télégrammes, des rapports et du Rapport Final de Sir Neville Henderson : QUE SON COLLÈGUE L'AMBASSADEUR DE POLOGNE NE FUT PAS AVISÉ DE L'EXISTENCE DU DÉLAI EN QUESTION AVANT QU'IL NE FUT EXPIRÉ.

2) des courts et tragiques rapports de M. Lipski : QUE MÊME APRÈS L'EXPIRATION DE CE PREMIER DÉLAI IL NE FUT INFORMÉ QUE D'UNE FAÇON INCOMPLÈTE, ET NON DE MANIÈRE À LUI DONNER UNE IDÉE EXACTE DE LA GRAVITÉ ET DE L'URGENCE DES CIRCONSTANCES.

3) de l'échange de télégrammes entre Lord Halifax et Sir Howard Kennard : QU'À AUCUN MOMENT NON PLUS,

MÊME APRÈS L'EXPIRATION DU PREMIER TERME, LE GOUVERNEMENT POLONAIS N'EN FUT INFORMÉ EXPRESSEMENT, QU'À AUCUN MOMENT IL NE LUI FUT DEMANDÉ PAR LE GOUVERNEMENT BRITANNIQUE DE DÉCIDER LUI-MÊME SI IL PRÉFÉRerait LA GUERRE À L'ENVOI D'UN NÉGOCIATEUR DANS LE DÉLAI VOULU.*)

On croit rêver lorsqu'on prend connaissance dans le Livre Blanc Polonais des rapports suivants de M. Lipski :

1.

M. LIPSKI AU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
POLONAIS

Berlin, 31 août 1939 — 11 h. 45 a. m.

M. Coulondre m'a dit que les informations de Sir Neville que l'Allemagne avait l'intention de n'attendre que jusqu'à minuit 30—31 *provenaient de l'entourage de M. de Ribbentrop*. M. Coulondre considère qu'en dernier ressort nous pourrions informer le Gouvernement allemand *après minuit* dans le sens de notre réponse au Président Roosevelt et au Gouvernement britannique et lui dire que l'Ambassade de Pologne était toujours à la disposition du Gouvernement allemand. Ce serait un geste de paix.

LIPSKI

(L. B. P. document No. 109).

2.

M. LIPSKI AU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
POLONAIS

31 août 1939 — reçu à 10 h. 30 p. m.

J'ai été reçu par M. de Ribbentrop à 6 h. 30 p. m. Je me suis conformé aux instructions reçues, M. de Ribbentrop m'a demandé si j'avais des pouvoirs spéciaux pour conduire des négociations. J'ai répondu que non. Il m'a alors demandé si j'avais été informé que, sur les suggestions de Londres, le Gouvernement allemand avait déclaré qu'il était prêt à négocier directement avec un délégué du Gouvernement polonais, muni des pouvoirs nécessaires qui aurait du arriver le 30

*) Le même système sera employé par Londres lorsqu'il s'agira d'accepter ou de repousser les propositions de Mussolini.

août ? *Je lui ai répondu que je n'avais pas d'information directe sur le sujet.* En concluant, M. de Ribbentrop répéta qu'il avait cru que j'aurais été autorisé à négocier. Il communiquerait ma démarche au Chancelier.

LIPSKI

Passons du rêve à la réalité. Ainsi, c'était seulement le 31 au matin que M. Coulondres — *pas Sir Neville* — informait M. Lipski qu'un délai mortel avait couru pendant 24 heures, courait encore, contre son pays ; et cette information lui était présentée par l'Ambassadeur de France, pas mieux informé que lui peut-être, non point comme un terme ferme et terrible fixé par le Chancelier du Reich lui-même à l'Ambassadeur britannique *mais comme un bruit recueilli par lui dans l'entourage de M. de Ribbentrop...* et ceci, ne l'oublions pas, le lendemain des suprêmes entrevues que Sir Neville avait eues avec M. de Ribbentrop et M. Lipski, entrevues sur lesquelles les rapports de Sir Neville nous feront revenir.

M. Lipski était-il sincère lorsqu'il assurait à M. de Ribbentrop qu'il n'avait jamais été informé directement, ou bien n'était-ce que mise en scène organisée entre Londres et Varsovie ? Je suis persuadé que tous ceux qui étudierons sans parti pris les documents anglais, allemands, polonais et français, que tous ceux surtout qui écouteront les récits que fit M. Lipski à son passage par Copenhague, tout empreints encore de la tristesse et du pathétique des heures qu'il venait de vivre, arriveront à la conclusion que l'Ambassadeur de Pologne n'avait dit que la vérité.

Les possibilités matérielles qui s'offraient à l'imagination de Sir Neville étaient pourtant multiples, s'il avait été réellement animé par un esprit et une consigne de paix. Comme l'avait fait remarquer le Führer, on pouvait voler en une heure de Varsovie à Berlin, et les communications téléphoniques entre les trois capitales, aux possibilités instantanées, n'avaient à aucun moment cessé de fonctionner

jusqu'au 1er septembre. Du reste, ni le Führer ni son ministre des Affaires Etrangères n'avaient spécifié le nom de la personne avec laquelle ils désiraient causer. Ils ne demandaient pas à tel ou tel personnage de se déplacer, *et ceci suggérait une solution aussi simple que rapide : l'octroi de pleins-pouvoirs spéciaux à M. Lipski.*

L'histoire du monde n'aurait-elle pas changé si dans les deux télégrammes par lesquels il convoyait la réponse du Führer, télégrammes reçus à Londres le 29 entre 9 et 10 heures du soir, Sir Neville avait fait remarquer à ses chefs :

1) que tous les souhaits exprimés dans le mémorandum britannique étaient satisfaits par la réponse allemande.

2) que le fait que des conditions détaillées *précises* ne lui avaient pas été remises, en même temps qu'un délai très bref avait été fixé, loin d'être défavorable permettait de donner à la demande allemande un autre caractère que celui d'un ultimatum, — d'autant plus que des assurances complètes lui avaient été faites sur ce point par le Führer et son ministre qui lui avaient en même temps garanti que les discussions se poursuivraient sur un pied de parfaite égalité et que les intérêts vitaux de la Pologne ne seraient pas atteints.

3) que la solution la plus simple était que M. Lipski se présente, sans aucun délai, lui-même chez M. de Ribbentrop, chargé par son Gouvernement de conduire ne fut-ce que provisoirement les négociations.

4) qu'il serait toujours temps de repousser les propositions allemandes et de recourir aux armes si elles ne correspondaient pas aux promesses du Führer et de son ministre.

5) que c'était le rôle du Gouvernement britannique de ménager une entrevue entre hommes d'état des deux pays, car il était convaincu que pour des raisons d'amour propre, dont il n'avait pas à apprécier le bien fondé, après certain discours de M. Beck et le refus par lui de l'invitation que lui avait faite le Führer, qu'après le rejet des premières propositions allemandes, et après la note polonaise dans

la question de l'ultimatum au Sénat de Dantzig, le Gouvernement allemand n'enverrait plus d'invitation directe à Varsovie.

6) qu'enfin, sûr à l'avance de l'approbation de son gouvernement, il avait le soir même informé *complètement* son collègue polonais et fait des recommandations urgentes dans le sens des précédentes suggestions.

Le comportement du Gouvernement de Londres ne diffère en rien de celui de son ambassadeur.

A deux heures du matin, le 30, Sir Neville est informé par Lord Halifax (document No. 81 — L. B. B.) :

« Qu'il allait considérer avec attention la réponse du Gouvernement allemand mais qu'il était évidemment déraisonnable d'attendre que l'on puisse produire un représentant polonais à Berlin aujourd'hui. »

À 6 h. 50 le même jour, 22 heures environ après avoir été mis au fait des *desiderata* allemands, Lord Halifax en réponse à une suggestion tardive et ambiguë de Sir Neville s'exprime d'une façon plus catégorique :

« Vous m'informez que le Gouvernement allemand insiste pour qu'un représentant polonais muni de pleins pouvoirs vienne à Berlin prendre connaissance de ses propositions. *Nous ne pouvons conseiller au Gouvernement polonais de se conformer à cette procédure qui est absolument déraisonnable.* — Ne pourriez-vous pas suggérer au Gouvernement allemand d'adopter *la procédure normale, d'inviter l'Ambassadeur de Pologne — lorsque les conditions seront rédigées — et de les lui remettre* pour transmission à Varsovie et de lui demander en même temps ses suggestions pour la conduite des négociations. »

Il ne s'agissait plus ici de la brièveté du temps seulement. Lord Halifax trouvait qu'il était anormal d'attendre un négociateur pour lui remettre les propositions quelles qu'elles fussent et que la procédure normale était de les transmettre, précises et détaillées, à l'avance au Gouvernement polonais par l'Ambassadeur de Pologne appelé à l'Auswertigem Amt à cette fin. Indépendamment du fait qu'il est au contraire normal d'échanger les propositions

précises et détaillées respectives au courant des négociations et qu'une *signification précise et détaillée formelle*, à l'avance, est justement une procédure inusitée, Lord Halifax demandait au Gouvernement allemand, notons-le, ce qu'il savait être impossible, ce que celui-ci avait déclaré à plusieurs reprises à l'Ambassadeur britannique qu'il ne ferait pas. Il exigeait de lui qu'il fit de nouveau le premier pas.

Combien la procédure suggérée par le Führer et son ministre, et refusée opiniâtement par Londres — l'intervention britannique pour que les négociations soient ouvertes au plutôt — étaient en l'occurrence plus prudente et plus normale, nous est péremptoirement indiqué par le télégramme, du lendemain 31, de Sir Howard Kennard, reçu à 7 h. 15 du soir à Londres. Voici l'information qu'il contenait :

« J'ai demandé à M. Beck quelle attitude l'Ambassadeur de Pologne adopterait si M. de Ribbentrop ou la personnalité qui le recevrait lui remettrait les propositions allemandes. *Il répondit que M. Lipski ne serait pas autorisé d'accepter un tel document, qui vu des expériences passées pourrait être accompagné d'un espèce d'ultimatum.* »

(Livre Bleu britannique No. 96).

La demande de Lord Halifax transmis par son télégramme du 30 constituait donc, qu'il le sut ou non, un *traquenard* : un traquenard à M. de Ribbentrop qui aurait été mis devant un nouvel et sanglant affront, un traquenard à la paix qui ne lui aurait certes pas survécu une heure.

Mais ce que le télégramme de Lord Halifax ne nous dit pas, c'est que non seulement il refusait de conseiller au Gouvernement polonais d'accepter la procédure proposée par l'Allemagne mais qu'il avait pris sur lui, en un accord extraordinairement spontané avec ses deux ambassadeurs, de ne pas communiquer à Varsovie le délai qui avait été fixé par l'Allemagne pour le commencement des négocia-

tions, *avant l'expiration de ce délai*. — Il ne ressort, du reste, pas des documents britanniques et polonais qu'il l'ait fait, expressément et explicitement, même après.

Dans les dernières minutes de la journée du 30 — les documents britanniques s'abstiennent de donner une autre précision que celle que Sir Howard ne put agir que le lendemain 31 au matin — Lord Halifax charge son ambassadeur de faire connaître à M. Beck la demande allemande. Ceci, du reste, sans aucune mention spéciale relative au délai qui avait expiré ni à celui de 24 heures qui venait de le prolonger. Lord Halifax ajoutait imperturbablement que le Gouvernement allemand était en train de rédiger ses propositions*) « et que ce ne serait qu'à la lumière de ses propositions et d'autres développements que la procédure concernant l'endroit et les conditions de discussion auront à être prises. » Lord Halifax ajoutait « qu'il espérait que *si la méthode et l'arrangement général pour les discussions pouvaient être convenablement arrangés* le Gouvernement polonais serait préparé à les entamer sans délai. »

Aucune hâte n'est exprimée, aucune pression même la plus légère n'est exercée par le gouvernement garant dont la flotte, les armées, la population seront jetées dans la fournaise — sur le gouvernement du pays garanti dont la disparition en tant qu'état se décide par cette étrange négligence.

Les seules recommandations qui furent faites à Varsovie pendant la journée du 30 furent celles relativement aux actes qui pourraient servir de « prétexte » à une intervention armée de la part de l'Allemagne. Des recommandations semblables étaient faites le même jour à Berlin mais sur un ton tel qu'elles provoquèrent une scène violente entre M. de Ribbentrop et Sir Neville qui affirma qu'il

*) Il y avait en réalité plus de dix heures qu'elles avaient été communiquées à l'Ambassadeur britannique à Berlin, lorsque Sir Howard communiqua à M. Beck le télégramme de son chef !

y avaient *des rapports courants* que des minoritaires allemands avait commis des actes de sabotage « *qui justifiaient les plus sévères mesures !* »

Ce qu'étaient ces sévères mesures — justifiées à l'avance par Sir Neville — Lord Halifax ne le savait que trop bien puisque dans son télégramme de 5 h. 30 du soir, du 30 août, il priait M. Beck, par l'entremise de son ambassadeur, de donner l'ordre à toutes les autorités civiles et militaires: 1) de ne pas tirer sur les fugitifs et membres de la minorité allemande « qui causaient des désagréments » mais de les arrêter. 2) de s'abstenir de violences personnelles contre la minorité allemande et de prévenir des violences semblables de la part de la population 3) de permettre aux membres de la minorité allemande qui désiraient quitter la Pologne de partir librement 4) de cesser la propagande incendiaire à la radio.

Mais retournons à Berlin où pendant toute cette journée du 30 un signe favorable du côté polonais avait été attendu et où l'on n'avait reçu que la nouvelle que la mobilisation générale avait été proclamée en Pologne.

VIII

« Je désire constater ici, incidemment mais emphatiquement, que la répétition constante par Hitler de son désir de bonnes relations avec la Grande-Bretagne paraît incontestablement d'une conviction sincère... Il n'est pas exagéré de dire qu'il courtoisassidûment la Grande-Bretagne... Cela est évident dans « Mein Kampf » et en dépit de ce qu'il considérait comme des rebuffades du côté britannique, il persista dans ses efforts jusqu'au dernier moment. »

Neville HENDERSON
(Rapport Final).

Sir Neville passa la journée du 30, ainsi que nous le montre sa correspondance et celle de son collègue polonais, sans aucun contact personnel avec celui-ci, et, comme nous le savons, sans l'avertir du tragique délai qui courait ce jour-là.

Une entrevue avait été fixée entre M. de Ribbentrop et lui pour le même soir à 11 h. 30, heure choisie par lui; une demi-heure donc avant l'expiration du délai en question. Au dernier moment, nous raconte Sir Neville dans son Rapport Final, il fit remettre la rencontre d'une demi-heure *exactement*, ceci non point sans être parfaitement conscient de la signification de ce geste.

Écoutons-le, en effet :

« Je vis M. de Ribbentrop à *exactement minuit*, heure jusqu'à laquelle le Gouvernement allemand avait ostensiblement compté sur l'arrivée d'un émissaire polonais à Berlin. Je dis « ostensiblement » car il semble peu probable que Herr Hitler et son Ministre des Affaires Étrangères ne se soient pas rendu compte qu'il était absolument déraisonnable d'attendre qu'un plénipotentiaire polonais se présente à Berlin sans connaître d'avance la base des propositions sur lesquelles il avait à négocier. »

(Final Report § 50).

Voici, toujours selon Sir Neville, le compte-rendu de l'entrevue qui suivit.

Berlin, 30 août 1939.

« J'ai dit à M. de Ribbentrop ce soir que le Gouvernement de S. M. trouvait difficile de conseiller au Gouvernement polonais d'accepter la procédure souhaitée dans la réponse allemande et lui suggérait d'adopter la procédure normale : lorsque les propositions allemandes seront prêtes, d'appeler l'Ambassadeur de Pologne et de les lui remettre à fin de transmission à son Gouvernement en vue de l'ouverture immédiate des négociations.

La réponse de M. de Ribbentrop fut de produire un long document qu'il lut à haute voix, en allemand, à toute vitesse (top speed). Imaginant qu'il allait me le remettre, je n'essayais pas de suivre de trop près les 16 articles, ou plus, qu'il contenait. Quoique je ne puisse donc pas les garantir les points principaux étaient : retour Dantzig à l'Allemagne ; frontières sud du Corridor seraient une ligne Marienwerder, Graudenz, Bomberg, Schönlanke ; plébiscite dans le Corridor sur la base de sa population du 1er janvier 1919, majorité absolue déciderait ; commission internationale anglaise, française et russe, administrerait le Corridor et garantirait les communications avec Dantzig et Gdynia en attendant le résultat du plébiscite : Gdynia à la Pologne ; Dantzig serait démilitarisé et deviendrait une cité purement commerciale.

Quand je demandais à M. de Ribbentrop de me remettre le texte des propositions, conformément à la promesse des propositions allemandes d'hier, il me dit qu'il était maintenant trop tard du moment que le représentant polonais ne s'était pas présenté à minuit.

Je fis observer que de traiter les choses de cette façon signifiait que la demande d'avoir un représentant polonais à Berlin aujourd'hui constituait un ultimatum malgré ce que M. Hitler et lui-même m'avaient assuré hier. Il le nia, disant que l'idée de l'ultimatum était un produit de mon imagination. Pourquoi alors, lui dis-je ne pouvait-il adopter une procédure normale et me donner une copie des propositions et demander à l'Ambassadeur de Pologne de le visiter, ainsi que M. Hitler m'avait appelé moi-même il y avait peu de jours, et de les lui remettre aussi pour être transmise à Varsovie ? Dans les termes les plus violents M. de Ribbentrop me dit qu'il ne demanderait jamais à l'Ambassadeur de Pologne de le visiter. Il me fit comprendre que si l'Ambassadeur de Pologne lui demandait, lui, une entrevue ce serait autre chose.*) Je lui dis que j'en informerais naturellement immédiatement mon Gouvernement. Sur quoi

*) Ainsi qu'il le fut prouvé le lendemain lorsque M. Lipski fut non seulement reçu mais reçu avec des honneurs spéciaux.

il me dit que ceci était son point de vue personnel et qu'il communiquerait tout ce que j'avais dit à M. Hitler. C'était le Chancelier qui déciderait.

Nous nous séparâmes sur cette note, mais je dois vous dire que M. de Ribbentrop pendant tout cette désagréable entrevue singeait M. Hitler dans ses plus mauvais moments. Il protesta contre la mobilisation polonaise mais je répliquais qu'elle était peu étonnante puisque l'Allemagne avait mobilisé aussi, ainsi que Herr Hitler l'avait lui-même admis hier. »

HENDERSON
(L. B. B. No. 92).

Le télégramme de Sir Neville contient, ainsi qu'on peut le constater, un résumé complet des points essentiels des propositions allemandes, résumé suffisant en tout cas pour permettre de constater qu'elles étaient non seulement raisonnables — ainsi que le reconnaîtra Sir Neville lui-même, lorsqu'il sera trop tard — mais même inespérées pour la Pologne et parfaitement acceptables en tout cas *comme base de discussion*.

Il est bien triste que Sir Neville n'ait pas compris que la disposition manifestée par M. de Ribbentrop de recevoir l'Ambassadeur de Pologne s'il se présentait spontanément était peut-être le résultat le plus important de son entrevue, puisqu'il impliquait un prolongement du délai qui de fait dura encore plus de 30 heures et puisqu'il indiquait encore une fois le moyen le plus simple d'entamer les conversations germano-polonaises.

La dose de compréhension et la note licite d'apaisement que Sir Neville ne sut pas mettre dans ses suggestions, la mit-il dans le ton général qu'il maintint pendant cette suprême discussion ? Laissons-le nous en rendre compte lui-même :

« M. de Ribbentrop, nous dit-il dans son FINAL REPORT, sautait continuellement sur sa chaise dans un état de grand surexcitation et me demandait si j'avais encore quelque chose à dire. Je ne cessais de répondre que j'avais, *et si ma propre attitude ne fut pas moins inamicale que la*

sienne je ne puis que dire, en toute sincérité, que j'en avais toutes les justifications. »*)

Sir Neville rendit-il compte à l'Ambassadeur de Pologne de cette entrevue décisive ? Nous savons par M. Lipski ce que l'Ambassadeur britannique ne lui avait pas dit, même cette nuit-là : le délai, son prolongement de fait, l'urgence, le péril mortel. Voyons, selon Sir Neville lui-même ce qu'il lui dit :

« Je revins à l'ambassade de S. M. cette nuit là avec le sentiment que le dernier espoir de paix avait disparu. *Je vis pourtant l'Ambassadeur de Pologne à 2 heures a. m. et lui donnais un bref compte-rendu, studieusement modéré, de ma conversation avec M. de Ribbentrop ; je mentionnais la cession de Dantzig et le plébiscite dans le Corridor comme les points principaux dans les propositions allemandes, lui dis, qu'autant que j'avais pu m'en rendre compte, ELLES N'ÉTAIENT PAS AU TOTAL TROP DÉRAISONNABLES* et lui suggérait de recommander à son Gouvernement de proposer immédiatement une rencontre entre les Maréchaux Ridz-Smigly et Göring. *Je me vis obligé d'ajouter que je ne pouvais concevoir le succès de quelques négociations que ce soient si elles étaient conduites par M. de Ribbentrop.* »

(Final Report § 55).

Il est impossible de concevoir les raisons, qu'on nous pardonne le mot — honnêtes, pour lesquelles Sir Neville *ayant pris connaissance enfin des conditions allemandes*, ayant pu constater qu'elles étaient non seulement raisonnables mais d'une sagesse, d'une modération et d'une équité parfaites, sachant que M. de Ribbentrop était prêt à recevoir l'Ambassadeur de Pologne si celui-ci le lui demandait, n'ait pas trouvé d'autre impression à transmettre à son Gouvernement et à son collègue que celle que le dernier espoir

*) Sir Neville semble, du reste toujours très content de ses espérances et ne manque pas de les rapporter à ses chefs. Ainsi lorsque M. de Ribbentrop se plaint que les conseils britanniques avaient « verflucht » peu d'effet sur les autorités polonaises — ce qui est l'équivalent en anglais de l'usuel « damned little » — informe-t-il Lord Halifax qu'il « se contenta de lui faire observer, doucement, qu'une semblable expression l'étonnait dans la bouche d'un Ministre des Affaires Etrangères ».

de paix était évanoui, et que toute négociation avec M. de Ribbentrop était vouée à un échec certain.

De quelle façon « modéra-t-il studieusement » son récit puisqu'il assurait son collègue qu'il était inutile de causer avec M. de Ribbentrop — alors qu'il avait demandé à celui-ci d'appeler l'Ambassadeur de Pologne chez lui — et qu'il finissait par aiguiller M. Lipski sur la voie qui assurait la catastrophe, celle du retard, en lui suggérant des procédés de fantaisie ? Les rapports de M. Lipski nous obligent de conclure que la « studieuse modération » du récit de Sir Neville consistait à lui cacher qu'il avait été attendu toute la journée par M. de Ribbentrop et qu'il l'était encore.

Permettons-nous encore une fois une incursion dans la diplomatie imaginaire, chère à Mr. Churchill. Supposons que l'Ambassadeur britannique ayant donné à son collègue polonais un compte rendu des propositions allemandes, au moins aussi détaillé que celui qu'il avait transmis à son Gouvernement, et lui ayant assuré qu'elles étaient à son avis en tout point acceptables comme bases de discussion, lui ayant signalé le péril mortel dans lequel se trouvait la Pologne entre l'Allemagne décidée à régler dans les jours qui suivaient la question du Corridor et de Dantzig et la Russie Soviétique prête à lui sauter dans le dos — l'ait poussé par les épaules chez M. de Ribbentrop en lui recommandant, avant tout, de ne pas manquer de lui demander communication des propositions du Reich. Imaginons-nous qu'il ait télégraphié, au moins en cette dernière heure, dans le même sens à son Gouvernement et que celui-ci en ait saisi de même Sir Howard Kennard. Toutes les possibilités matérielles auraient été créées pour profiter de ce second délai de 24 heures consenti à la Paix ; la dignité britannique n'en aurait nullement souffert et la Pologne aurait été sauvée.

Trois faits dignes de remarques se passèrent encore, pendant cette journée du 31, que consigne Sir Neville dans son Rapport Final.

1) Il obtint d'une source qu'il ne mentionne pas, mais qui était certainement plus autorisée qu'il n'affecte de le croire, des détails précis et écrits sur les conditions allemandes et les communique « par son Conseiller » à son collègue polonais.

2) Il apprend que la marche en avant de l'armée allemande, qui avait été fixée pour une heure si un plénipotentiaire polonais ne se présentait pas, avait été retardée, évidemment dans l'espoir que ce plénipotentiaire se présenterait tout de même.

3) Il fut personnellement témoin de la satisfaction sincère du Maréchal Göring, chez lequel il avait été invité dans l'après-midi, lorsque celui-ci apprit que M. Lipski se présentait chez M. de Ribbentrop.

Nous ne pouvons que constater que même en cette heure suprême l'Ambassadeur britannique ne trouva pas nécessaire d'examiner personnellement de concert avec son collègue polonais les détails précis des conditions allemandes, enfin dans ses mains, et que, tout en sachant l'importance décisive qu'aurait une entrevue entre MM. Lipski et Ribbentrop, il n'essaya pas de tirer parti des arguments que ces conditions lui donnaient pour décider l'Ambassadeur de Pologne de se présenter tout de suite chez M. de Ribbentrop et surtout pour lui démontrer qu'il n'y avait aucun inconvénient à ce qu'il demanda communication du texte allemand ou à ce qu'il accepta de le transmettre s'il lui était remis.

Mais pour compléter notre édification, reprenons l'examen de la correspondance échangée pendant les journées du 29, du 30 et du 31 août entre Londres et l'ambassade britannique à Varsovie.

On se rappelle que c'est le 29 août, à 9 h. 15 du soir, que Lord Halifax prit connaissance par un télégramme de son ambassadeur à Berlin du délai que pour des raisons militaires facile à déterminer, l'Allemagne s'était cru obligée

d'établir. Nous ne trouvons pourtant, ni dans les documents britanniques ni dans les documents polonais, trace d'une injonction quelconque à Sir Howard de communiquer ce délai à M. Beck ou de souligner son importance.

C'est après *expiration du terme*, dans la nuit du 30 au 31, après minuit, que M. Beck put apprendre qu'il s'était agit d'une rencontre polono-allemande pour la journée qui venait de passer, ceci incidemment en lisant une copie de la réponse britannique aux suggestions allemandes, copie que lui présentait Sir Howard Kennard. Le paragraphe 7 de la dite réponse mentionne en effet « que de l'opinion du Gouvernement de S.M. il serait impraticable d'établir un contact le même jour ». Tout le reste de la note, par le fait même *qu'elle constate la bonne volonté du Gouvernement allemand et manifeste la satisfaction du Gouvernement anglais* était de nature à ralentir les réactions de M. Beck plutôt qu'à les hâter.

Le Vicomte Halifax avait reçu de son ambassadeur à Varsovie le 30 à 10 heures du matin un étrange télégramme :

Sir Howard Kennard à Lord Halifax.

Varsovie, 30 août 1939.

« Je suis certain qu'il serait impossible de convaincre le Gouvernement polonais d'envoyer M. Beck ou tout autre représentant immédiatement à Berlin sur les bases proposées par M. Hitler. Il préférerait certainement combattre et périr que de se soumettre à cette humiliation... Considérant que le Gouvernement polonais seul, et lorsqu'il était très peu préparé pour la guerre, avait refusé les termes proposés en mars, il serait absolument impossible pour lui d'accepter des propositions qui semblent dépasser dans leur exigence celles de mars, maintenant qu'il a la Grande-Bretagne à ses côtés, que la France a confirmé son soutien et que l'opinion publique mondiale est clairement en faveur de négociations directes sur un pied d'égalité et se trouve derrière la résistance polonaise.

Je n'exprime évidemment pas les vues du Gouvernement polonais NI JE NE LUI COMMUNIQUE LA REPOSE DE M. HITLER JUSQU'À CE QUE J'EN REÇOIVE L'INSTRUCTION, ce qui j'espère arrivera sans retard. »

(L. B. B. No. 84).

Nous n'insisterons pas sur l'étonnant procédé qui consiste à préjuger, dans une affaire aussi grave, de la décision du Gouvernement polonais lui-même ; ce qui est d'une importance capitale dans ce télégramme c'est ce qui résulte de son dernier paragraphe :

L'Ambassadeur britannique à Varsovie avait eu connaissance par son Gouvernement dès de 30 au matin de la réponse allemande et du délai qu'elle impliquait et il avait en même temps reçu les instructions expresses de ne pas les communiquer à M. Beck jusqu'à nouvel ordre — ce nouvel ordre ne lui fut donné, ainsi qu'on a pu le constater, qu'après expiration du délai.

La journée du 31 offrait à Lord Halifax et à son ambassadeur à Varsovie une occasion dernière et inespérée. Ils auraient pu décider M. Beck de charger son ambassadeur à Berlin de se présenter à M. de Ribbentrop et de lui demander de prendre connaissance des conditions allemandes. Le procédé était certainement praticable, n'aurait en rien préjugé des décisions finales du Gouvernement polonais et aurait été suffisant pour nouer les négociations... tout ce que demandait l'Allemagne. Cette dernière occasion ne fut pas utilisée.

Lord Halifax était au contraire informé à 7 h. 15 le soir du 31 par Sir Howard que M. Beck venait de lui dire : « qu'il allait donner des instructions à M. Lipski de rechercher une entrevue soit avec M. de Ribbentrop soit avec M. de Weizacker mais que l'Ambassadeur polonais *ne serait pas autorisé d'accepter un document, quelqu'il soit, de leurs mains* » et que cette façon de procéder n'avait attiré de la part de l'Ambassadeur britannique aucune protestation.

Une dernière surprise nous attend.

« Comme un dernier essai pour satisfaire aux demandes allemandes, nous dit le Livre Bleu Britannique (Page XXIV), le Vicomte Halifax télégraphie à Sir Howard Kennard, dans la nuit du 31 au 1er septembre, son opinion que l'Am-

bassadeur polonais à Berlin soit autorisé à recevoir un document pour être transmis à son Gouvernement.» Or M. Lipski s'était présenté déjà à M. de Ribbentrop la veille à 6 h. 30 p.m. et conformément aux ordres reçus n'avait pas demandé à prendre connaissance des conditions allemandes ce qui, encore une fois, aurait constitué une ouverture de fait des négociations et aurait probablement suffi pour éviter la catastrophe et sauver la Pologne.

Lord Halifax, ou ses ambassadeurs, n'auraient-ils pas pu faire avec conviction et argument à l'appui cette même proposition à M. Beck, ou à ses ambassadeurs, dès la nuit du 29 au 30, dès la journée du 30, dès la nuit du 30 au 31, dès la matinée ou l'après-midi de ce dernier jour... *pourquoi n'était-elle trouvée praticable que le 1er septembre, deux fois trop tard pour servir à quoi que ce soit ?*

Que la vitite de M. Lipski le 31 chez M. de Ribbentrop aurait pu avoir un résultat décisif ne peut faire le moindre doute ! C'est avec tous les honneurs dus à un Envoyé spécial, racontait M. Lipski lui-même à ses amis à son passage par Copenhague, qu'il fut reçu ce jour là par le Ministre des Affaires Etrangères allemand. Une compagnie d'honneur lui présenta les armes, l'hymne national polonais fut joué, rien ne fut négligé pour rehausser l'événement, et M. de Ribbentrop l'accueillit avec toutes les démonstrations d'une vieille amitié. Tout changea lorsque M. Lipski déclara qu'il n'avait aucune pouvoir spécial *et ne demanda même pas communication des conditions allemandes.*

Ces conditions, peu d'heures après la radio polonaise les repoussait avec violence et ce fut la guerre, cette guerre inutile que personne n'avait pu vouloir *de ce qui portait un nom* parmi les peuples et les pouvoirs.

IX

« Notre action contre l'Allemagne doit aller jusqu'aux limites du possible, jusqu'aux limites de nos forces. Israël est attaqué. Défendons Israël ! A la nouvelle Allemagne nous opposerons Israël réveillé ET LE MONDE ENTIER NOUS DEFENDRA ! »

Jules Pierre CREANCE
(*Epître aux Juifs*).

Mais ce n'était ni des peuples qu'il s'agissait ni de leurs gouvernements mais de ces forces mauvaises et toutes puissantes qui se jouent des nations et dominant implacablement les pouvoirs qui prétendent les diriger.

C'est à ces forces, dont ses prédécesseurs Disraeli et Baldwin avaient dévoilé, l'un avec orgueil l'autre avec tristesse, la tyrannie que Mr. Chamberlain avait cédé — après avoir peut-être, un instant, au moment de Munich voulu leur résister. Il est donc juste de mettre comme épilogue à ce chapitre les deux courtes phrases par lesquelles, dans le discours qu'il adressait « au peuple allemand » et à tous ceux qu'il venait de jeter dans la plus effroyable aventure, il essayait le 4 septembre 1939 d'expliquer et d'excuser son comportement.

« Les prétendues offres allemandes, dit-il dans son allocution à la radio le 4 septembre, furent faites à l'Ambassadeur de Pologne à Berlin jeudi le 31 au soir, deux heures avant que le Gouvernement allemand n'annonce qu'elles avaient été repoussées. Loin d'avoir été repoussées elles n'avaient même pas eu le temps d'être considérées !... »

Le représentant polonais devait arriver en un temps fixé, signer un document qu'il n'avait même pas vu ! Cela ne s'appelle pas négocier mais dicter ! Aucun gouvernement conscient de sa dignité et de sa force ne pouvait se soumettre à de pareilles méthodes. Des négociations sur un pied d'égalité auraient très bien pu résoudre le différend. »

Flagrantes contre-vérités !

Les offres allemandes avaient été faites à l'Ambassadeur britannique le 29 au soir.

Elles n'auraient pu être faites à l'Ambassadeur de Pologne le 31 qui avait l'ordre de laisser tomber le document que M. de Ribbentrop lui aurait remis.

Le Gouvernement allemand, loin d'avoir jamais émis la prétention qu'elles fussent signées sans plus, avait, au contraire, solennellement assuré Mr. Chamberlain, par la voix même du Führer, que les négociations auraient lieu sur un pied de parfaite égalité.

CHAPITRE 10

DANGER DE PAIX !

« Le Gouvernement français a été saisi hier, ainsi que plusieurs Gouvernements, d'une initiative italienne tendant à assurer le règlement des difficultés européennes. Après avoir délibéré le Gouvernement français a donné une réponse positive. »

*Communiqué de l'Agence HAVAS,
2 septembre 1939.*

« Tous les groupements du Judaïsme, qu'ils soient favorables au mouvement sioniste ou à la continuité dans la *diaspora*, tous ont un intérêt vital à la victoire de la révolution mondiale. Ils doivent la favoriser, non seulement à cause des principes qui sont à sa base, non seulement à cause de son identité avec le mosaïsme, mais aussi pour des motifs de tactique. »

Alfred NOSSIG

(« *Integrales Judentum* », Vienne 1922).

« Une nouvelle Jérusalem est fondée entre l'Orient et l'Occident qui prendra la place du double empire des papes et des rois. A peine l'Alliance Israelite Universelle a-t-elle commencé son activité et on sent déjà son influence au loin. Elle pénétrera dans tous les pays. Les Nationalités devront disparaître, les religions devront passer. Seul Israël ne passera jamais car ce petit peuple est l'élu de Dieu. »

(« *ARCHIVES ISRAELITES* », 1861,
no. 25, page 514—520.

I

« *La Pologne est partie en direction de la guerre quand M. Beck a reçu les encouragements de Londres qui lui semblaient engager l'appui de Paris.* »

Anatole de MONZIE,
Ministre dans le Cabinet de la Guerre
(« *Ci-Devant* »).

L'examen des événements qui précédèrent l'ouverture des hostilités et de l'archive qui s'y rapporte nous a conduit, presque inévitablement, à conclure que la diplomatie britannique, ayant trouvé dans l'affaire polonaise le prétexte et les circonstances qu'elle jugeait les plus favorables pour une guerre contre l'Allemagne, fit tout pour que ce prétexte ne fut pas perdu et que ces circonstances fussent utilisées.

Sir Neville Henderson et les publications officielles anglaises exposent une thèse diamétralement opposée. C'est l'Allemagne qui ayant finalement trouvé l'occasion d'utiliser son formidable appareil de guerre n'aurait, à aucun prix, voulu la perdre. Les propositions faites à la Pologne ne constituaient qu'une manœuvre destinée à monter d'avance le dossier moral du Gouvernement du Reich qui n'aurait été que trop heureux qu'elles n'aient pas été acceptées.

« Je vis M. de Ribbentrop, nous dit Sir Neville, à exactement minuit, heure jusqu'à laquelle le Gouvernement allemand avait ostensiblement fait mine d'attendre l'arrivée d'un émissaire polonais. Je dis — ostensiblement — car il semble à peine possible que M. Hitler et son ministre des Affaires Etrangères ne se soient pas rendu compte qu'il était absolument déraisonnable d'attendre qu'un plénipotentiaire polonais se présente à Berlin sans connaître d'avance les bases des propositions qu'il était supposé devoir négocier. Il est concevable que les chefs militaires aient déclaré à leur Führer que même 24

heures de retard impliquaient le risque que le mauvais temps empêchât l'avance rapide des armées allemandes en Pologne, mais *même ainsi* il est difficile de ne pas tirer la conclusion que les propositions en elles-mêmes n'étaient que de la poussière jetée aux yeux du monde pour le tromper et n'avaient jamais été destinées à être prises au sérieux par le Gouvernement allemand lui-même. »

Et plus loin :

« Je ne désire pas souligner la nature déplaisante de cette entrevue. L'heure était critique et l'irritabilité de M. de Ribbentrop à un pareil moment était compréhensible. *Il me parut pourtant* qu'il rejetait volontairement la dernière chance d'une solution pacifique, et il était difficile de rester indifférent en face d'une pareille calamité. »

Plus loin encore et fort contradictoirement :

« *L'armée demandait « OUI » ou « NON »*, car le succès de ses plans dépendait largement de l'occupation rapide de la Pologne et de la fin aussi rapide que possible de la guerre sur le front oriental. Le mauvais temps pouvait intervenir à n'importe quel moment et semblait devoir être l'une des meilleures défenses de la Pologne contre l'armée allemande hautement mécanisée. *Pourtant une semaine avait déjà été perdue à cause des hésitations de M. Hitler le 25 août.* »

La thèse britannique se heurte, on le voit, à une « contradiction dans le terme ». Car signaler que le Führer, dans l'espoir de voir des négociations se nouer autour de ses propositions à la Pologne, avait attendu, malgré les exhortations de son Etat-Major, jusqu'au *dernier moment* militairement possible pour mettre ses armées en mouvement, *et affirmer en même temps* que ces propositions ne constituaient qu'une simple frime, c'est tout bonnement se contredire. Cette contradiction dans le terme n'est du reste que le reflet de celles qu'il y a entre la thèse britannique et les faits, dont la réception, démonstrativement solennelle et chaleureuse, faite à M. Lipski par M. de Ribbentrop n'est point le moins couluant.

Si la bonne foi allemande ne pouvait être mise en question, un doute favorable aurait pu subsister quant aux

vraies intentions et aux motifs de l'Angleterre. N'y eut-il pas, du côté britannique, entêtement d'orgueil trop prolongé, rigidité malheureuse des méthodes, inertie, non perverse mais seulement fautive, quant aux rapports des dernières heures avec Varsovie, *non pas : volonté de guerre ?*

L'événement devait dans les 24 heures qui suivirent l'ouverture des hostilités fournir une réponse explicite à cette question.

Le 2 septembre, le Duce, renouvelant les efforts pacifiques auxquels son Gouvernement n'avait cessé de se livrer dans les derniers jours du drame diplomatique, proposa aux puissances intéressées : 1) une suspension immédiate des hostilités commencées ; 2) la convocation sans retard d'une conférence entre grandes puissances, Pologne comprise évidemment, pour régler à l'amiable le différend germano-polonais.

La proposition fut acceptée le même jour par l'Allemagne. A la même date, au soir, l'Agence Havas faisait savoir au monde que le Gouvernement français, lui, avait aussi donné une réponse favorable.

Le Duce avait demandé le possible : la suspension des hostilités, les armées allemandes ou polonaises s'arrêtant là où elles se trouvaient. En fait, l'armée allemande avait dépassé de 30 kilomètres la frontière polonaise et les troupes polonaises se trouvaient sur plusieurs points en territoire allemand. L'Histoire enregistre plusieurs épisodes semblables : ni vainqueurs ni vaincus, une intervention neutre, on s'arrête de se battre avant même d'avoir réellement commencé — une conférence générale tranche avec l'aide des tiers les difficultés existantes. Mussolini, comme d'habitude, était resté dans le réel.

La Grande-Bretagne, elle, répondit en demandant une fois de plus ce qu'elle savait être l'impossible et ce qui n'avait pas de précédent. Elle demanda que l'armée allemande se retire, abandonna les positions occupées, ce que seul fait une armée vaincue. Elle demanda que le Gou-

vernement allemand, en ordonnant cette retraite, reconnut donc qu'il y avait eu faute de sa part, moyennant quoi le Gouvernement de S. M. consentait à considérer « que la position était la même qu'avant le début des hostilités » ; en tout autre cas *l'Angleterre repoussait la proposition du Duce.*

« C'est parce que vos troupes n'ont pas été retirées selon notre demande que la guerre est là ! » déclare Chamberlain au peuple allemand dans son allocution diffusée du 4 septembre. « C'était la dernière chance d'éviter à la dernière minute la grande catastrophe, *mais le Gouvernement allemand resta silencieux !* » s'exclame Sir Neville, en se voilant la face, dans son Rapport Final.

L'histoire — si elle n'est plus écrite par Mr. Wells, Bernard Shaw ou la Duchesse d'Athole — ne pourra que rectifier les dires des deux hommes d'Etat britanniques. L'Allemagne n'était pas restée silencieuse mais avait répondu favorablement à la proposition de Mussolini. Il eut suffi pour éviter la guerre que la Grande-Bretagne en eut fait autant.

Une remarque à faire. D'aucun document britannique, ou polonais, il ne ressort que Londres ait consulté Varsovie sur les propositions du Duce avant de les repousser et c'est un fait avéré que Sir Neville Henderson ne prit pas contact avec son collègue, l'Ambassadeur de Pologne, avant de communiquer au Gouvernement allemand le refus de la Grande-Bretagne de suivre l'exemple de la France.

II

« Daladier, le chef traqué !... Je représentais à N. l'impossibilité où j'étais de lutter contre ces influences anonymes qui agissaient sur le Président du Conseil et le conduisaient à une guerre dont il ressentait la tragique gravité. »

Anatole de MONZIE
(« Ci-Devant »).

La volonté de guerre de la Grande-Bretagne apparaît, des faits qui viennent d'être exposés, en opposition non seulement avec la volonté de son ennemie l'Allemagne mais aussi, dans une certaine mesure, avec celle de son alliée la France.

La France, l'amie traditionnelle de la Pologne, et celle qui devait supporter les premiers coups dans une guerre continentale, n'avait pas jugé que des soucis d'honneur ou ses devoirs d'alliée dussent l'empêcher de se prêter, même en dernière heure, à une action concertée d'apaisement. L'Angleterre, où il avait été si longtemps de mise d'ignorer Varsovie et à laquelle la géographie avait donné contre l'Allemagne — comme l'avait avec une légitime satisfaction constaté Mr. Baldwin — des frontières défendues par l'armée française, estima, elle, qu'elle ne pouvait la faire.

M. Daladier, *le chef traqué*, soutenu par les éléments pacifiques de son ministère, MM. Bonnet et de Monzie tout spécialement, s'était pour un bref instant soustrait à ces forces anonymes auxquelles il s'était, depuis le 6 février 1935, de plus en plus abandonné et avait permis à son ministre des Affaires Etrangères d'accepter le rendez-vous de Mussolini, aux conditions raisonnables et sincères qui avaient été proposées.

Il aurait suffi de persévérer.

Mais Londres exigea que la France annula son acceptation qui pourtant avait été publique et formelle et M. Dauladier céda aux insistances du parti de la guerre. « Bonnet, nous dit M. de Monzie, rapporte, au Conseil de Cabinet du 3 septembre, *les insistances de Londres* en vue d'une mise en demeure brusquée... A la sortie, je presse Bonnet de passer outre au *non possumus* britannique. *Exiger le retrait des troupes allemandes de Pologne est une insoutenable prétention.* »

Car depuis le Gouvernement Blum, le Gouvernement des cousins, il y avait explicitement un parti de la guerre en France... C'était une section oblique à travers les divers groupements politiques qui délimitait cette importante coterie où les sans-patrie avérés cotoyaient les marchands de drapeau. Ici, comme en Angleterre, comme aux Etats-Unis, s'il avait fallu découvrir une caractéristique commune — outre celle de vouloir la guerre — aux différents éléments qui composaient le parti des incendiaires, on n'aurait pu en trouver qu'une : Juifs, ou amis certifiés des Juifs.

Lors de l'avènement de M. Blm, M. Xavier Vallat, dans une séance mémorable, avait déploré à la Chambre que « pour la première fois » la vieille France gallo-romaine fut conduite par un Juif et il en avait tiré les plus sombres augures.

M. Vallat faisait, quant au passé, une erreur d'histoire. La France avait été déjà conduite par le juif Gambetta à des combats sanglants et inutiles : tous ceux qui suivirent en 1870 les propositions de Reims. Ces combats portaient du reste le germe des deux grandes guerres mondiales puisqu'ils avaient empêché l'arrangement définitif, que proposait Bismarck, au différend territorial séculaire entre les deux pays : celui de la poire en deux. Quant à l'avenir, M. Vallat parlait, pourtant, avec une rare justesse de vision.

Car, en somme, c'est du Gouvernement Blum que date l'acheminement de la France vers la guerre. J'entends que

c'est depuis lors que le parti de la guerre n'a plus quitté le contrôle des affaires de la République. Le départ de M. Blum, l'alibi des cousins, n'avait en rien affaibli ses positions, diminué son influence. Cette influence était déterminée, en tout premier lieu, par le crédit exclusif que lui accordait Londres.

Pour le Gouvernement, pour l'opinion britannique, pour le « Times » en un mot — qui maintient si habilement le vieux pavois impérial au faite d'une citadelle dont les clefs sont depuis longtemps dans les poches *d'Augur* ou autres métèques de même farine — il n'y avait plus depuis M. Blum que M. Blum de français et que tous ceux de son obédience qui représentaient réellement la France. On aurait pu croire que ce vieux pays gallo-romain n'avait pas existé avant que les hasards du scrutin proportionnel n'aient conduit au pouvoir l'auteur de l'obscène « Mariage » !

C'était M. Cadet, le correspondant de la feuille londonienne à Paris, qui distribuait les certificats de patriotisme. Ce fut la guerre d'Espagne qui fournit l'occasion de départager, sans coup ferrir, les brebis galleuses des moutons suffisamment enragés.

Le tout n'allait pas sans accroc car ce « vieux pays » ne se laissait pas conduire aux boucheries inutiles sans ruer quelque peu dans les brancards. Mais les récalcitrants, tels M. Laval, étaient impitoyablement mis de côté... ainsi qu'en décidait M. Cadet ; et finalement ces forces toutes puissantes, que M. de Monzie s'entête à déclarer « anonymes », usant de tous les moyens qui sont généralement les leurs, s'arrangeant de façon à ce qu'il y eut toujours assez de Reynauds et de Mandels dans les Conseils de la République, la conduisirent pas à pas au trébuchet de la guerre et l'y firent tomber.

III

« Paul Reynaud rentre de Londres où il a participé aux séances du Conseil Suprême. Il a opéré seul, il a traité seul, il a engagé seul la France à ne pas signer de paix séparée. Je trouve Daladier ce soir dans son cabinet de la rue Saint-Dominique complètement accablé, défiguré. « Il a fait, me dit-il, tout ce qu'ils ont voulu. Tout ce que je n'ai pas voulu. Monzie, je suis terrifié en pensant à tout ce qu'un tel homme peut consentir au détriment de notre patrie ! » »

Anatole de MONZIE
(« Ci-Devant »).

Le danger de paix repris même après la fin de la guerre en Pologne. Il y eut, après la prise de Varsovie, sur le front occidental, huit mois de guerre blanche, de guerre de haut-parleur, pendant lesquels Madelon et Lili Marlène échangeaient par dessus les lignes d'aériennes visites. Huit mois pendant lesquels le Führer et son Gouvernement suspendirent le définitif, multiplièrent les ouvertures d'apaisement — dans toute la mesure où elles ne risquaient pas d'être prises pour des signes de faiblesse.

Pendant ces huit mois, en France, en Angleterre, aux Etats-Unis, la crainte de la paix quand même ne cessa de tourmenter les bellicistes. Il y avait longtemps qu'ils avaient deviné que Mussolini, malgré son casque bien bouclé et ses poings de gladiateur, avec son esprit classique, donc humain, ce don du possible et de la négociation qui est spécifiquement italien et son prestige d'amitié auprès du Führer, représentait pour eux le danger principal. Munich les avait confirmé dans ce sentiment.

Il est intéressant à ce point de vue de suivre dans le

livre de M. de Monzie — qui prend son prix à ce qu'en dehors des « Carnets » du juif Zay il publie les premiers souvenirs d'un membre du Cabinet Daladier — les efforts que firent ceux de la guerre pour l'empêcher d'utiliser le crédit qu'il avait à Rome, pour l'empêcher d'y aller et pour saboter — même au moment de la catastrophe finale — les efforts que lui et certains de ces collègues faisaient pour ménager au monde et à la France cette ultime voie de conciliation.

L'inquiétude des bellicistes, pendant cette guerre qui n'en était pas une, avait trouvé quelques heureuses formules pour s'exprimer. Il fallait, à tout prix, « provoquer des événements de guerre ». Il fallait sans retard passer à ce qu'ils appelaient « la stratégie totale »... En Angleterre et aux Etats-Unis on réclamait, à défaut d'une action offensive de la France, *le bombardement aérien à outrance de l'Allemagne* — actions qui toutes deux mettaient en jeu en premier lieu les armées et les populations françaises. Il ne s'agissait, du reste, nullement de stratégie, mais de verser ce premier sang qui, en quantité suffisante, en appellerait d'autre et garantirait les hécatombes à venir.

La présence de M. Léger au Quay d'Orsay ne suffisant pas à rassurer les fauteurs de catastrophe, ils exigèrent de M. Daladier — qui céda — le remplacement de M. Bonnet par M. Champetier de Ribes, l'adversaire déclaré de tout rapprochement avec l'Italie et l'Espagne. Mais le moment vint où M. Daladier lui-même n'inspira plus suffisamment confiance — de même du reste que plus tard en Angleterre Mr. Chamberlain. Il était temps de mettre en avant ces équipes définitives, si justement redoutées de tout ami sincère de la paix, qui signifieraient pour l'Allemagne : il faut que vous vainquiez ou que vous périissiez — qui la forceraient à provoquer, elle, les événements de guerre si d'autres ne le pouvaient ou ne le voulaient pas.

Et, en France, l'homme de l'Angleterre — M. Reynaud — remplaça aussi naturellement M. Daladier qu'en Angleterre

l'homme des Etats-Unis — Mr. Churchill — remplacera Mr. Chamberlain.

Avec l'équipe Reynaud-Mandel-Cot ici, avec l'équipe Churchill-Eden-Cooper là — celles justement que Hitler avait craintes et prédites — l'affaire « était dans le sac » et Israël rassuré. *Il n'y avait plus danger de paix.*

Qu'importait, dans la pénombre où ils osaient déjà se montrer, à ces personnages étranges mais non anonymes, qui contrôlaient de Londres ou New-York tout l'essentiel du jeu, s'il devait emporter l'intégrité et l'indépendance de la France et ébranler bientôt, jusqu'au probable effondrement, les assises de l'empire que les Tudors avaient fondé.

CHAPITRE 11

BENJAMIN FRANKLIN NOUS VOICI!

« Dans tous les pays où les juifs se sont établis en nombre ils ont abaissé le niveau moral... ils ont fait bande à part... ils ont tourné la religion chrétienne en ridicule... ils ont bâti un état dans l'état et quand on leur a opposé de la résistance ils ont essayé d'étrangler le pays qui les abritait :... Si dans cette constitution vous ne les excluez pas des Etats-Unis, EN MOINS DE DEUX CENTS ANS ils fourmilleront en quantité si considérable qu'ils domineront et dévoreront notre patrie et changeront la forme du Gouvernement. Je vous averti, Messieurs, si vous n'excluez pas les juifs de notre communauté nos enfants nous maudiront dans nos tombes ! »

*Benjamin FRANKLIN
(Débats préliminaires à la Constitution américaine, 1789).*

« Nous les Juifs qui nous sommes posés en sauveur du monde, qui nous sommes ventés d'avoir fourni au monde le Sauveur, nous ne sommes plus aujourd'hui que les corrupteurs de ce monde, ses destructeurs, ses incendiaires et ses bourreaux. »

Oscar LEVY

(dans la préface de « The World Signification of the Russian Revolution », par Pitt-Rivers).*)

*) Mr. Hillaire Belloc dans son livre « The Jews » nous rappelle que pour avoir osé écrire cette préface le Dr. Oscar Levy « un savant, un homme d'une distinction telle qu'il aurait fait honneur à toute communauté », fut sur la demande des membres juifs du Cabinet britannique d'alors, expulsé impitoyablement d'Angleterre, malgré les efforts et les interventions de ses amis. Cet épisode prend toute sa valeur quand on remarque que le Dr. Oscar Levy est la seule voix autorisée juive qui ait constaté et condamné sans aucune restriction le rôle des Juifs dans la révolution soviétique et ses incroyables boucheries.

I

« Cette diplomatie mystérieuse, rusée qui cause tant de soucis à l'Europe occidentale est organisée et menée à bonne fin principalement par les Juifs. La révolution formidable qui se prépare développe son épanouissement entièrement sous les auspices des Juifs... »

DISRAELI
(Coningsby).

Car cette guerre vient, par Londres, de New-York, capitale, quoiqu'on en dise, et capitale juive, des Etats-Unis. Le pouvoir juif, en croissance constante en Amérique depuis trois quart de siècle, y est arrivé à son apogée avec la troisième élection du Président Roosevelt. Ce pouvoir, qui s'appliqua à plein rendement lors de cette réélection, s'exerce par quatre institutions fondamentales, toutes quatre juives en leur essence : la Banque, arbitre des affaires, avec sa succursale parlementaire la « Lobby » — La Presse avec tous les moyens de diffusion annexes, directrice spirituelle de la vie politique américaine — La « Gang » qui en est la crapuleuse garde prétorienne — La niaise Franc-Maçonnerie, à cheval sur le temporel et le spirituel, souverainement dirigée par les loges juives du B'nai B'rith.

La population juive des Etats-Unis qui vers le milieu du siècle passé était de 50.000 individus y est de plus de 4.000.000 aujourd'hui. Pas plus de 4 % de la population totale ; un peu plus qu'en Russie. Comme en Russie pourtant c'est ce très faible pourcentage qui meut tout et gouverne tout.

Les moyens employés sont autres, évidemment, car la dictature dite du prolétariat n'a pas encore été proclamée.

Elle le sera, si les choses vont du train où elles ont été acheminées, quand les Juifs le voudront avec tous les raffinements que permettra l'expérience acquise pendant la révolution soviétique, œuvre des Juifs de New-York avant tout. En attendant, Israël se contente de la dictature de Roosevelt.

Il s'en contente parce qu'elle a admirablement servi, et sert admirablement, l'emploi immédiat qu'il se proposait de faire des Etats-Unis : pousser cet énorme pays, avec ses 130.000.000 d'habitants, ses énormes ressources et toute son influence dans le monde, vers la guerre, après avoir poussé le monde dans la guerre par lui.

Il est étrange de constater qu'aucun Gouvernement n'était mieux informé sous ce rapport que le Gouvernement polonais, le premier qui soit tombé dans le piège que tendait Israël, par son élu Roosevelt, au Monde occidental.

Écoutons premièrement, le Comte Ierzy Potocki, Ambassadeur de la république de Pologne à Washington qui parle du Président des Etats-Unis avec toute la retenue du diplomate et avec la sympathie qu'un Polonais était obligé de ressentir pour un futur allié.

« La mentalité qui régnait actuellement aux Etats-Unis est caractérisée par une haine croissante contre le facisme, spécialement contre la personne du Chancelier Hitler et en général contre tout ce qui se rapporte au national-socialisme. La propagande est presque exclusivement dans les mains des juifs, c'est à eux qu'appartient à peu près cent pour cent de la presse, de la radio, du film. Quoique cette propagande soit faite d'une façon très grossière et qu'elle représente l'Allemagne aussi mal que possible — l'on emploie surtout les persécutions religieuses (?) et les camps de concentration — elle opère parfaitement car le public d'ici est complètement ignorant et n'a point la moindre idée de la situation en Europe.

La situation offre un forum des plus propices à toutes sortes de beaux parleurs et aux réfugiés d'Allemagne et de Tchécoslovaquie qui ne ménagent pas leurs discours et leurs calomnies pour amener le public... Il est très intéressant que dans cette campagne très bien organisée, qui est principalement conduite contre l'Allemagne, la Russie Soviétique est presque complètement laissée de côté. Si elle est évoquée, c'est tou-

jours d'une façon amicale et les choses sont présentées comme si l'U. R. S. S. était dans le camp de démocraties. Grâce à une propagande très habile, les sympathies du public américain sont toute entières du côté de l'Espagne rouge.

En complément de cette propagande on est en train aussi de créer une psychose de guerre : on ne cesse de répéter au peuple américain que la paix en Europe ne tient plus qu'à un fil, que la guerre est inévitable. Il lui est en même temps clairement expliqué qu'en cas d'une guerre, les Etats-Unis devraient intervenir activement pour défendre dans le monde les principes de liberté et de démocratie.

Le Président Roosevelt fut le premier à manifester sa haine contre le facisme. Il poursuivait de cette façon un double but : 1) Il voulait détourner l'attention du peuple américain des problèmes de politique intérieure, avant tout du problème de la lutte entre le capital et le travail. 2) Par la création d'une psychose de guerre, amener le peuple américain à accepter les énormes programmes d'armement qui dépassent de beaucoup les mesures de défense obligatoires pour les Etats-Unis...

Je dois dire que le Président Roosevelt, en politicien habile et en bon connaisseur de la psychologie des Américains, a réussi très vite à détourner l'attention du public de la situation intérieure pour l'intéresser aux affaires extérieures. La route était simple. On devait d'un côté habilement montrer le tableau du danger de guerre et de l'autre créer un fantôme : celui de l'attaque des puissances totalitaires contre les Etats-Unis. Le Pacte de Munich a beaucoup servi au Président, il l'a présenté comme une capitulation de la France et de la Grande-Bretagne devant le militarisme allemand...

A cette action ont pris part différents intellectuels juifs, comme par exemple Bernard Baruch, le Gouverneur de l'Etat de New-York, Lehman, le nouveau juge de la Haute Cour, Felix Frankfurter, le Chancelier de la Trésorerie, Morgenthau et autres juifs qui sont personnellement liés d'amitié avec le Président. Ils désirent que le Président devienne le champion des droits de l'homme et de la liberté de religion et que ce soit lui qui dans l'avenir punisse les coupables. Ce groupe de personnages qui occupent les plus hautes places dans l'administration américaine et qui essayent de se faire passer pour les représentants du « vrai américanisme » et pour les « défenseurs des démocraties » sont au fond liés au judaïsme international par d'indestructibles liens. Ce fut de la part de cette Internationale juive qui a, avant tout devant les yeux les intérêts de sa race, un coup de génie que d'avoir installé le Président des Etats-Unis dans ce rôle de défenseur « idéaliste » des droits de l'homme. Ils ont de cette façon allumé un foyer extrêmement dangereux de haine et d'hostilité sur cette hémisphère et ont partagé le monde en deux camps

ennemis. *Toute l'action est conduite d'une façon tout à fait secrète* : à Roosevelt on a mis dans les mains les éléments nécessaires pour animer la politique extérieure américaine et pour construire de cette façon un appareil militaire colossal en vue de la prochaine guerre vers laquelle les juifs poussent de tous leurs moyens. Au point de vue de la politique intérieure il était pratique de détourner le public de l'antisémitisme qui croît continuellement, en proclamant l'obligation de défendre les croyances et libertés individuelles contre les attaques du facisme.»

Jerzy POTOCKI
(Rapport du 12 janvier 1939,
No. 3/SZ/tjn—3).

Le Comte Potocki n'aurait contribué que par le rapport que nous venons de citer à l'effort que firent certains patriotes polonais pour empêcher leur pays de tomber dans l'affreux tranquenard qui lui était tendu, qu'il en aurait tout de même bien mérité. Mais les confidences de Mr. Bullitt, l'un des exécuteurs les plus actifs des œuvres juives sur le continent européen, lui donnèrent l'occasion de faire parvenir à son Gouvernement de nouvelles et alarmantes précisions sur le rôle de maître-incendiaire qui avait été dévolu au Président des Etats-Unis.

« Avant-hier j'eus une longue conversation avec Mr. Bullitt qui me fit une visite à l'ambassade. Mr. Bullitt part le 21 de ce mois pour Paris, après une absence de presque trois mois. Il part avec tout un « coffre » d'instructions, indications et directives du Président Roosevelt, du State Département et des Sénateurs qui appartiennent à la Commission des Affaires Etrangères du Sénat.

De mon entretien avec Mr. Bullitt, j'ai eu l'impression qu'il avait été informé d'une façon absolument précise par le Président Roosevelt du point de vue que les Etats-Unis comptent adopter dans la crise européenne actuelle. Il doit présenter ce matériel au Quay d'Orsay et s'en servir dans les conversations qu'il aura avec les hommes d'Etat européens. Le contenu de ces directives, ainsi que me l'a communiqué Bullitt au cours de notre entretien est le suivant : 1) Animation sous la direction du Président de la politique des affaires étrangères des Etats-Unis. Le Président condamne sévèrement et sans ambiguïté les Etats totalitaires. 2) Les préparatifs militaires des Etats-Unis sur terre, dans l'air et sur mer qui engluotiront

la somme colossale de 1.250.000 Dollars, seront poursuivis dans un tempo accéléré. 3) *Le Président est de la ferme opinion que la France et l'Angleterre doivent cesser toute politique de compromis avec les états totalitaires et ne doivent entrer avec eux en aucune discussion qui implique quelques changements de frontières que ce soit.* 4) *Une garantie morale que les Etats-Unis abandonneront la politique d'isolement et sont prêts, dans le cas d'une guerre, d'attaquer activement aux côtés de l'Angleterre et de la France. L'Amérique est prête à mettre à leur disposition tout son avoir en fait de finances et de matières premières...*

Bullitt me déclara avec beaucoup d'insistance que la France ne devait pas essayer d'arriver à aucune entente avec Mussolini...»

Jerzy POTOCKI
(Rapport du 16 janvier 1939,
No. 3/SZ/tjn—4).

Les rapports de M. Jules Lukasiewicz ne sont, nous le savons déjà, pas moins révélateurs. Il aura aussi l'occasion de s'entretenir avec Mr. Bullitt et de confirmer ainsi les impressions et les informations de son collègue de Washington :

« Il y a une semaine environ que Mr. Bullitt est retourné après une absence de trois mois. J'ai eu, pendant ce temps, avec lui deux longs entretiens qui me permettent de me rendre compte de son opinion sur la politique européenne et d'avoir un aperçu général sur la politique de Washington...

La situation internationale est considérée par les cercles officiels comme extrêmement grave et un conflit armé leur semble imminent. Les facteurs responsables sont d'avis qu'en un semblable conflit si la France et l'Angleterre étaient battues la sécurité des Etats-Unis sur le continent américain serait compromise. *On peut donc considérer d'avance comme certaine la participation des Etats-Unis aux côtés de la France et de l'Angleterre* — naturellement rien qu'après un certain temps. L'Ambassadeur Bullitt exprima la chose de cette façon : « *Si la guerre éclatait nous n'y prendrions pas part dès le début mais nous la finirions* »... *Les prétentions italiennes à l'égard de la France manquent de tout fondement... La France ne doit faire même pas de concessions apparentes... Il faut absolument exclure tout compromis du côté français...* On pourrait théoriquement imaginer que l'Angleterre d'accord avec Berlin essaya, à l'occasion d'une tension quelconque, de forcer la France à un compromis contraire à ses intérêts.

Dans ce cas la France pourra compter sur le soutien puissant de Washington. *Les Etats-Unis disposent vis à vis de l'Angleterre de moyens de pression variés et d'une énorme importance. La menace seule de les employer suffirait pour empêcher l'Angleterre d'adopter une politique de compromis qui pourrait nuire à la France...*

Le point faible des Etats-Unis est que, quoiqu'ils aient dès maintenant précisé leur point de vue en cas d'un conflit, ils ne peuvent en même temps prendre une part active à la solution des problèmes européens car l'opinion publique à tendance isolationiste ne le permettrait pas...

Je renonce pour le moment à formuler ma propre opinion à l'égard des déclarations de l'Ambassadeur Bullitt. Je voudrais préalablement obtenir de lui certains éclaircissements complémentaires. *Une chose pourtant me paraît certaine c'est que la politique du Président Roosevelt, dans les temps prochains, consistera à soutenir la résistance de la France, à s'opposer à la pression germano-italienne et à combattre toute tendance de compromis de la part de l'Angleterre.*

Jules LUKASIEWICZ
(Rapport du ... février 1939,
No. 1/F/10).

Citons encore, puisque nous en sommes aux sources d'informations polonaises; le passage suivant d'un rapport de l'Attaché Militaire polonais au Portugal :

« Le Commandeur Gade, l'Attaché Militaire américain, m'a dit de son côté : « Nous sommes quant aux idées complètement du côté des démocraties. On étudie en ce moment en Amérique les possibilités d'un secours rapide à la France et à l'Angleterre ; on est arrivé à la conviction que les secours devaient venir non comme dans la guerre mondiale après deux ans mais dès que les premiers 7 ou 10 jours de la guerre, 1000 appareils devront être envoyés... » Le Commandeur Gade est un confident et un ami personnel de Roosevelt. »

(Rapport du 8 août 1938,
No. L. 17731/11. S. O.).

Vers la même époque un autre diplomate américain qui avait longtemps représenté son pays dans une capitale du sud-est européen me disait en parlant de l'Allemagne : « Vous verrez, c'est nous qui lui donnerons le coup final

et nous frapperons de tel façon que lorsque vous la chercherez sur la carte vous ne la trouverez plus. »

Il suffit du reste des confessions et déclarations de Mr. Bullitt aux deux ambassadeurs polonais — *et nous n'avons à dessein mentionné dans ce chapitre que celles qu'il fit avant la marche sur Prague* — pour imposer quelques intéressantes constatations :

1) Dès cette époque où il promettait la paix à son peuple comme prix de sa réélection, Mr. Roosevelt ne se mêlait des affaires d'Europe que pour ruiner toutes les chances d'apaisement entre les deux camps en présence.

2) Dès cette époque Mr. Roosevelt usait de tous les moyens de pression dont il disposait et de toutes les menaces qui lui étaient permises, à Londres évidemment aussi bien qu'à Paris, pour pousser l'Europe à la guerre.

3) Dès cette époque le Président des Etats-Unis, pour exacerber les rivalités et les résistances, pour arriver plus sûrement au conflit qu'il souhaitait, promettait aussi bien à Londres, à Paris qu'à Varsovie la participation armée de son pays.

Cette attitude ne pouvait, ainsi que le prétendait Mr. Bullitt, être déterminée par la crainte ridicule d'une intervention armée allemande sur le continent américain en cas de défaite de la France et de l'Angleterre car, à supposer qu'une semblable crainte ait pu hanter la fantaisie de l'opinion américaine et celle de Mr. Roosevelt tout particulièrement, il aurait du souhaiter que le conflit entre puissances européennes n'eut pas lieu, quelque fut les arrangements qui pouvaient intervenir entre elles. Mais pour Mr. Roosevelt la principale difficulté que rencontrait la réalisation de ses plans de politique extérieure était justement l'opinion américaine qui malgré les efforts remarquables de la presse hébraïque restait, presque totalement, gagnée à l'idée isolationiste.

C'était cette difficulté qu'il s'efforçait de tourner, d'accord avec le trust juif de la guerre.

Car toute cette activité guerrière, ces conseils incendiaires, ces promesses d'intervention avaient lieu à l'époque où Mr. Roosevelt jurait solennellement aux mères américaines qu'il n'enverrait pas leurs enfants se faire massacrer.

Comment le Président des Etats-Unis, une fois réélu, passa de cet émouvant serment à la formule : « Tirez dessus ! » et de là au conflit armé entre les Etats-Unis et les puissances de l'Axe — conflit sur lequel le monde juif n'avait à aucun moment cessé de compter — mérite d'être succinctement rappelé.

II

« Il est temps de crier halte aux fauteurs de guerre à l'intérieur du New Deal, derrière lesquels il n'y a que des profiteurs, des communistes et d'hystériques « internationaux » qui exigent que nous alimentions la politique du monde avec l'argent et le sang américain. »

*Député Hamilton FISH
(Discours à la radio).*

« Faux ! Escroquerie ! Trahison ! »

*Sénator Hiram JOHNSON
(Discours à la radio sur la Loi
de secours à l'Angleterre).*

« Il n'y a que les profiteurs, les communistes et les juifs qui peuvent s'en réjouir ! »

*Colonel LINDBERGH
(Discours à la radio,
même sujet).*

Il y a certaines différences essentielles entre les circonstances qui amenèrent la participation des Etats-Unis aux deux grandes guerres mondiales.

Le Gouvernement de Washington n'eut aucune part active en 1914 aux décisions et aux événements d'où la Grande Guerre devait surgir. Que la Force juive ait joué auprès du Président Wilson un rôle important lors de la déclaration de guerre à l'Allemagne, semble particulièrement indiqué entre autres par le fait que cette déclaration attendit pour se produire la révolution de Kerenski, le moment exact donc où elle n'était plus d'aucun secours

à la Russie des Tzars dont le monde juif, ainsi que m'en avait si clairement un jour informé Mr. Louis Marshall, avait juré la perte. Mais cette participation pouvait tout de même au besoin s'expliquer par des raisons nationales : l'Amérique devait retrouver son argent, elle ne devait surtout pas perdre une occasion unique de prendre parmi les peuples ce rôle de grande puissance mondiale auquel elle avait, depuis la Révolution, vainement aspiré et que ne lui octroya finalement que la victoire alliée et son intervention de la douzième heure. Par ailleurs, l'alliance anglo-nipponne lui garantissait qu'aucun danger ne menacerait sa position et ses possessions dans le Pacifique.

En 1939 le Gouvernement des Etats-Unis fit tout ce qui était en son pouvoir pour empêcher une détente entre les Gouvernements européens et c'est lui qui pressa plus fort que d'autres vers le conflit. L'expérience des dettes de la guerre précédente et la Loi de Neutralité avaient mis les finances américaines complètement à l'abri des risques économiques et politiques du jeu sur les victoires des autres. Le Gouvernement de Washington abandonna cette neutralité tout en sachant que c'était elle qui garantissait le mieux à son pays cette position exhaltée où l'avait laissée la dernière guerre et qu'en ce faisant il déclanchait inévitablement l'entrée en action, incalculable dans ses conséquences, de toute la force japonaise.

Roosevelt avait pris le pouvoir en mars 1933, à peu près en même temps que le régime national-socialiste, avec son programme de lutte contre Israël, s'installait en Allemagne. Le Monde juif, auquel cet ancien Gouverneur de l'Etat de New-York s'était depuis longtemps identifié, eut l'idée d'en faire son champion sur l'arène internationale... *l'Anti-Hitler par excellence.*

Mais les premiers pas du nouveau président dans la politique mondiale ne furent pas heureux. Ses interventions à la Conférence du Désarmement, dans la question des budgets de guerre et de la stabilisation des monnaies

alarmèrent les cercles isolationistes et provoquèrent une tempête de protestations. Le Monde juif en prit une leçon et comme le principal pour lui était de maintenir « son poulain », le plus longtemps possible, dans l'un des sièges les plus influents et les plus puissants de ce monde, c'est sur la « plate-forme » de la neutralité et de l'isolationisme qu'il décida de le garder au pouvoir et de lui faire affronter les futures élections. Le moment venu on pourvoierait ; le tout était que Roosevelt, qui seul donnait à Israël une garantie de 100 %, restât où il était.

Il serait trop long de raconter en ses détails le tour de passe-passe unique que sut monter le *trust* des cerveaux juifs pour conduire le peuple américain de la Loi de Neutralité d'août 1935, qui interdisait toute vente de matériel de guerre à des Etats belligérants, à l'amendement de 1937 qui permettait au Président de décider quels Etats devaient être considérés comme belligérants ; de là, à la Loi du « Cash and Carry » qui permettait à « tous » les belligérants d'acheter leurs armements aux Etats-Unis à condition de payer comptant et de les transporter sur leurs propres vaisseaux (ce qui évidemment n'était possible que pour l'Angleterre et ses alliés) ; et finalement à celle de mars 1941 — après la troisième élection — qui permettait la livraison de n'importe quel matériel, à n'importe quelles conditions de paiement, et même sans paiement, aux puissances dont le Président jugerait le soutien indispensable à la sécurité des Etats-Unis. Nous citerons pourtant quelques-unes des déclarations et des promesses faites par Mr. Roosevelt aux peuples de ses Etats pour les décider à l'élire une seconde et même une troisième fois, contrairement à toutes les traditions de la politique américaine.

1.

« J'ai donné mon approbation à la décision du Congrès — il s'agissait de la Loi de Neutralité — parce qu'elle n'est que l'expression de la volonté absolue du Gouvernement et des

citoyens des Etats-Unis de s'abstenir de toute action qui pourrait conduire à une immixtion dans une guerre. Il n'y a dans nos intentions aucune équivoque...»

ROOSEVELT
(Adresse au Congrès — août 1935).

2.

« Avant tout, nous devons nous abstenir de procurer aux autres les moyens de la guerre en leur permettant de se procurer chez nous des armes, des munitions et du matériel de guerre. »

ROOSEVELT
(Adresse au Congrès — 3 janvier 1936).

3.

« Cette loi est un pas définitif en vue du maintien de la neutralité des Etats-Unis. »

ROOSEVELT
(Déclarations du 29 février 1936
à l'occasion du prolongement de la Loi
de Neutralité).

4.

« Nous ne pouvons pas admettre qu'un citoyen d'un pays neutre pousse intentionnellement à la guerre en livrant aux belligérants le matériel indispensable. Il contribuerait de cette façon non seulement à la conduite des hostilités mais aussi à les prolonger indéfiniment. Personne ne comprend mieux que nous que chaque jour de guerre en plus augmente aussi le danger de son extension et augmente le danger que nous y soyons entraînés... La Loi de Neutralité part du point de vue que si notre pays était une base d'approvisionnement militaire pour tel ou tel belligérant, il y aurait la tendance de créer une atmosphère de non-neutralité et de nous entraîner en dernier lieu dans le conflit. »

(Déclarations Gouvernementales au Sénat
17 janvier 1936).

5.

« Nous sommes isolationnistes. Nous voulons isoler l'Amérique complètement pendant une guerre. Je hais la guerre. Je voudrais être en état de la tenir éloignée de toutes les nations mais cela dépasse mon pouvoir. Mais je prendrai soin

qu'aucun agissement américain ne provoque ou n'encourage une guerre...

Si la guerre éclatait dans une autre partie du monde il se trouverait certainement en Amérique des gens qui, en mal de bénéfices faciles, essaieraient à tout prix de troubler ou de contourner notre neutralité. Ils vous raconteront que s'ils avaient la permission de consentir des crédits tous les chômeurs en Amérique trouveraient du travail, etc....»

ROOSEVELT
(Discours électoral à Chatauqua,
août 1936, à la veille de sa première
réélection).

6.

« Je m'adresse à vous, républicains et démocrates, à chaque homme, à chaque femme, à chaque enfant de ce pays, et je vous crie : votre Président et votre grand Ministre des Affaires Etrangères marchent sur la route de la paix ! Nous n'armons pas pour intervenir dans un conflit en dehors de nos frontières. Je répète que je tiens ferme au programme de notre parti sous la devise : nous ne participerons pas à une guerre en dehors de nos frontières, nous n'enverrons pas notre armée, notre flotte et notre aviation en dehors de notre territoire — *excepté dans le cas d'une agression*. J'ai travaillé pour la paix, je travaillerai pour la paix toute ma vie ! »

ROOSEVELT
(Discours radiodiffusé à la veille
de la seconde réélection présidentielle,
octobre 1940).

Nous savons par Mr. Bullitt quel était le fond de la pensée de Mr. Roosevelt à l'époque où il versait du haut des estrades publiques ces flots de mystifiantes assurances. Le Président ne jeta complètement le masque, comme on pouvait s'y attendre, qu'après sa seconde réélection ; mais — même en dehors des confidences de son ambassadeur — tout examen averti de son activité nous réveille sans ambiguïté, que son souci politique majeur, sa mission dirions-nous, fut, *dès les premières années de son administration*, de préparer psychologiquement, politiquement et militaire-

ment la participation de son pays au conflit qu'il fit tout pour provoquer.

Tel le bateleur faisant sauter d'une main à l'autre devant la foule des badauds assourdis par l'orchestre de l'établissement, les objets les plus divers et souvent même contradictoires : un chapeau melon, un fauteuil, un œuf, un marteau, Mr. Roosevelt, au son du jazz de sa presse et de sa propagande, faisait passer sous les yeux de son innocent public les apaisements, les provocations, les sophismes les plus rassurants et les budgets de monstrueux armements.

Toute une éducation de l'opinion publique fut entreprise et réussie. Elle fut, peu à peu, convaincue que ni les insultes aux Etats étrangers et à leurs chefs, ni les mesures provocatrices, ni même les actes d'hostilités proprement dits — tant qu'ils n'étaient pas accompagnés d'une déclaration de guerre de la part du Président — n'étaient incompatibles avec la neutralité qu'il lui avait promise. Si la guerre en résultait cela ne pouvait être que la faute des autres.

Ce furent d'abord les manifestations oratoires. Cela commença par le fameux discours dit de la « quarantaine » prononcé par le Président en octobre 1937, *c'est-à-dire non seulement avant la marche sur Prague mais même avant la marche sur Vienne*, par lequel il affirmait qu'il était indispensable de tenir l'Allemagne, l'Italie et le Japon en quarantaine et de les priver de toute livraison. Vinrent ensuite ces quatre grands discours, *tous prononcés avant Prague*, et dont Emil Ludwig disait à juste titre qu'ils avaient déjà placé l'Amérique dans le combat. « Les paroles sont peut-être inutiles, disait Roosevelt dans celui du 3 janvier 1939 en menaçant l'Allemagne, mais la guerre n'est pas le seul moyen... Il se trouve bien des méthodes qui frisent la guerre (methods short of war) qui sont plus fortes et plus efficaces que les paroles toutes seules ! »

Et ces méthodes Roosevelt ne manqua pas de les appliquer.

Il était évident qu'après ses différentes déclarations, celles surtout d'octobre 1940, malgré même les longs exercices d'assouplissement auxquels avait été soumise l'opinion publique américaine il aurait été difficile de lui faire accepter, de la part du Président qui avait promis la paix comme prix de ses deux réélections, l'initiative d'une déclaration de guerre. Il n'y avait donc pour Roosevelt et pour ses conseillers qu'une façon d'obtenir le conflit dans lequel ils étaient décidés à jeter toutes les forces et tous les moyens des Etats-Unis, c'était de se faire « attaquer ».

Il n'y avait pour cela qu'à provoquer, provoquer encore jusqu'aux limites des plus angéliques patiences ; à frapper des adversaires, fiers et puissants, dans leurs intérêts ou dans leur honneur jusqu'à ce qu'ils soient forcés de réagir. La position géographique des Etats-Unis permettait de le faire presque impunément et pourvu qu'elle fut poussée *sans aucune retenue* — et on verra que ce fut le cas — cette politique ne pouvait manquer de réussir.

Voici quelques unes des étapes de la route qui menait à Pearl Harbour, route sur laquelle, conformément aux prédictions de Benjamin Franklin, un peuple de 130 millions d'hommes fut traîné par une poignée d'émigrés juifs.

1) Les chicanes aux intérêts économiques de l'Allemagne et le refus entre autres de lui accorder la clause de la nation la plus favorisée.

2) Le retrait définitif en novembre 1938 de l'Ambassadeur américain à Berlin — signal des futures ruptures de relations diplomatiques — *ceci au moment où Munich avait ouvert la voie à un apaisement général*.

3) La livraison clandestine des avions « Curtiss », entre autres, à l'armée française, contrairement à la Loi de Neutralité encore en vigueur.

4) Les armements géants des Etats-Unis.

5) La campagne de provocation officiellement conduite par le Président et par le Gouvernement des Etats-Unis dans les pays de l'Amérique du Sud pour les convaincre du danger d'une invasion allemande et les entraîner par la voie des listes noires, et autres, dans le complot du boycottage économique du Reich.

6) La réquisition dès l'ouverture des hostilités, contrairement à toutes les règles du droit des gens, des vaisseaux de commerce allemands dans les ports américains (cas du Bremen, etc.), mesure dont le Président Roosevelt, pour la rendre plus ostensible et sensible encore, se hâta de déclarer qu'elle partait de son initiative personnelle.

7) Deux semaines après l'ouverture des hostilités, le Président Roosevelt demandait et obtenait du Congrès l'amendement de la Loi de Neutralité dans le sens que les Etats-Unis soient autorisés à fournir du matériel de guerre à toute puissance qui pouvait le payer comptant et l'emporter sur ses propres vaisseaux de commerce (cash and carry). Il n'y avait évidemment que la Grande-Bretagne et ses alliés qui pouvaient le faire. Mr. Roosevelt avalant, sans aucune vergogne, tout ce qu'il avait dit jusque là déclarait, à cette occasion, que la Loi de Neutralité, contraire à toutes les traditions de son pays, mettait, elle, en danger la neutralité et la paix ! *« Je vous affirme, avec une profonde et ferme conviction, que la paix sera beaucoup plus efficacement garantie pour les Etats-Unis si nous introduisons cette modification à la Loi que si nous ne le faisons pas. Je vous affirme de même que le Gouvernement américain est fermement et définitivement décidé à empêcher tout citoyen et tout vaisseau américain de s'exposer à quelque danger que ce soit dans le conflit actuel. »*

8) A peine réélu, Mr. Roosevelt abandonnant le dernier reste d'une retenue qui lui semblait ne plus être d'aucune utilité, déclare dans son discours de janvier 1941 au peuple américain que la « victoire » était le but suprême de sa

nouvelle administration. Deux mois après il faisait présenter par Mr. Salomon Blum au Parlement la Loi de Secours à l'Angleterre, élaborée par Mr. Bernard Baruch, Mr. Felix Frankfurter et Mr. Henry Morgenthau. Le Président déclarait à cette occasion qu'il s'était grossièrement trompé lorsqu'il recommandait en 1936 avec tant d'éloquence et de conviction la Loi de Neutralité et que la dernière chance pour les Etats-Unis de conserver cette neutralité et de sauver la paix était de pouvoir armer sans aucune limite ou restriction l'une des parties en présence. Un crédit de 1.500 millions de Dollars fut tout de suite consenti à la Grande-Bretagne, d'autres furent prévus.

9) Une escadre sérieuse américaine formée sur territoire américain, avec matériel et pilotes américains, apparut sur le front britannique dès 1940.

10) Le Groenland et des points d'appui divers dans les possessions britanniques, françaises et hollandaises furent occupés par les forces navales et terrestres américaines, soulageant d'autant les charges et les soucis de la flotte et des armées anglaises.

11) En septembre 1939, à la Conférence du Panama, contrairement à toutes les règles et traditions du droit international, les Etats-Unis font fixer une zone de 300 milles, autour des côtes du continent américain, dans laquelle il était déclaré que l'Amérique « ne tolérerait pas » d'action de guerre de la part des belligérants. Vu les possessions de l'Angleterre, de la France et de la Hollande dans l'hémisphère américaine et le commerce que ces puissances n'avaient pas cessé d'entretenir avec les Etats-Unis et les pays de l'Amérique du Sud, ce n'était là, de fait, qu'une simple mesure de protection pour le trafic allié et de secours aux flottes qui étaient chargées de le défendre. Les événements ne tardèrent pas à prouver que telles étaient en effet les intentions du Gouvernement de Washington qui ne s'opposa jamais aux nombreux actes de guerre, commis par la flotte britannique contre les biens et les

personnes ennemis, à l'intérieur même des eaux territoriales traditionnelles.

12) Les forces navales américaines ne tardèrent du reste pas à prendre une part active aux opérations de la flotte britannique; d'abord par leurs patrouilles de recherches et d'observation en collaboration ostensible avec les unités anglaises. *Finalemment, comme la patience de Berlin et de Rome paraissait inlassable, Washington organisa l'accompagnement des transports vers l'Angleterre et le Président Roosevelt donna le fameux ordre : «Tirez dessus!»* qui dépassait même la limite du «short of war» puisque c'était déjà, là, faire la guerre sans la déclarer.

13) *On assista à cette occasion, à la scène burlesque du Ministre de la Marine d'un pays qui prétendait être neutre, l'ineffable Frank Knox, soutenant «mordicus» que sa flotte avait déjà coulé quelques unités allemandes alors que Berlin affirmait que rien de semblable n'était encore arrivé.*

Mais les Gouvernements de Berlin et Rome ne cédèrent à aucune provocation. Non seulement il ne prirent pas l'initiative d'une déclaration de guerre mais ils ne rompirent même pas les relations diplomatiques avec Washington, et le Président Roosevelt continua à être frustré de l'objet unique de son audacieuse politique : *l'occasion de demander au Congrès l'autorisation de prendre part aux opérations en Europe.*

Il restait dans les mains du trust de la guerre une carte de taille. L'effet explosif en était certain, quoiqu'inspirant une certaine inquiétude. Nous ne savons s'il est exact ou non — ainsi que l'affirmaient en juillet 1942 Mr. Forrest Davis et Mr. Ernest Lindley, dans des révélations d'allures quasi-officielles — que ce fut aux efforts de Mr. Churchill qu'il fallait attribuer la décision de Mr. Roosevelt d'arriver à la guerre avec l'Europe, puisqu'il n'en pouvait être autre-

ment, *par la guerre avec le Japon*; on comprendrait en tout cas les hésitations du Président.

Les Etats-Unis, dans les circonstances que la guerre avait créées, ne disposaient d'aucun moyen direct et sérieux de pression sur l'Allemagne et l'Italie. Les vexations, les affronts et les provocations ne pouvaient plus toucher aux intérêts vitaux des deux pays que le blocus britannique avait déjà limités à l'Europe et à la Méditerranée. Tout autre était le cas du Japon dont la vie économique, l'existence même, dépendait d'un commerce qui s'exerçait principalement avec les pays riverains du Pacifique.

Washington, d'accord avec Londres et le Gouvernement suicidaire des Indes Néerlandaises, avait progressivement organisé le blocus économique de fait des Iles nipponnes. Si le Japon avait supporté toutes les provocations auxquelles le Gouvernement des Etats-Unis, s'était livré à l'occasion de la guerre en Chine, il était certain qu'il ne pouvait admettre à la longue le développement, ou même le maintien, de cette manœuvre. Le jour où le Gouvernement de Tokio serait certain que le blocus en question devait être irrévocablement renforcé et appliqué s'il ne cédait aux prétentions américaines où figurait, entre autres, l'évacuation complète de la Chine, sa réaction ne pouvait être que totale. La conférence de Washington servit à enlever au Japon tout espoir d'échapper à cette alternative et fournit l'occasion de l'ultimatum réclamé par Mr. Churchill dont nous parlent Mr. Davis et Mr. Lindley.

D'où Pearl Harbour et «l'odieuse agression» contre un pauvre petit peuple de 130 millions d'hommes et contre la première flotte du monde.

On n'a pas, j'estime, assez remarqué la réaction révélatrice du Président Roosevelt lorsqu'il reçut la nouvelle d'un désastre, peut-être irrémédiable, pour la puissance navale — et même la puissance tout court — des Etats-Unis. Il demanda immédiatement au Congrès l'autorisation

d'organiser un corps expéditionnaire contre l'Allemagne.

Pour qui a suivi avec attention la politique du Président dans les derniers six ans, une semblable manœuvre était à prévoir. La guerre avec le Japon n'avait, de toute évidence, été provoquée que parce que c'était la seule que l'opinion publique américaine pouvait comprendre et que ce n'était que par là qu'on pouvait l'amener à se jeter dans une guerre européenne. Mais il était tout de même étonnant que moins de douze heures après que sa plus belle escadre et 3000 jeunes et vaillants marins de son pays avaient été envoyés par le fond sous le déluge des bombes et des torpilles japonaises, Mr. Roosevelt annonça à son peuple, comme il le fit, que : « l'ennemi principal était l'Allemagne et que c'était là qu'il fallait avant tout frapper ! »

C'était tout comme si le Brain-Trust — comme si Mr. Samuel Roseman en l'espèce — n'avait pas eu le temps de changer le papier préparé d'avance pour le cas considéré comme le plus probable : celui d'un début anodin de la guerre entre l'Amérique et le Japon.

III

« Le député JEFFRIES. — Tous les fils du pouvoir étaient donc dans vos mains ? »

Mr. Bernard BARUCH. — Oui, j'ai eu pendant la guerre plus de pouvoir que n'importe quel autre homme.

Le député GRAHAM. — Avez-vous pris aussi part aux pourparlers de paix ? Avez-vous siégé même dans le Conseil des Cinq ?

Mr. Bernard BARUCH. — Oui, quelques fois même dans le Conseil des Cinq. »

*Enquête parlementaire
(Washington 1920).*

Ce serait une erreur d'imaginer le pouvoir des juifs, aujourd'hui, en Amérique comme étant représenté par quelques personnages influents mais secrets se tenant dans l'ombre des puissants du jour. Les maîtres affichés de l'heure sont les juifs eux-mêmes et les puissants du jour leur obéissent humblement.

Depuis la mort de Gordon Bennett et la disparition, sous les coups et les intrigues d'Israël, du « New-York Herald », dernière feuille américaine libre, la domination juive aux Etats-Unis est, de plus en plus, devenue une domination déclarée — aussi compliqués et obscurs qu'en soient restés les rouages. Ce n'est plus elle qui s'exerce clandestinement ; ce sont ceux qui essayent de la combattre qui ne peuvent le faire qu'avec réserve et prudence s'ils ne veulent être abattus, dans le sens propre du mot, comme l'infortuné Hugh Long, financièrement, comme faillit l'être Ford, moralement, en attendant mieux, comme l'a été l'héroïque Lindbergh.

Voyez dans les « magazines » de l'époque ce Président des Etats-Unis, l'important et respectable Mr. Taft, l'air

ennuyé mais consentant, entouré à la Maison Blanche par cette délégation du *B'na B'rith*, venue lui décerner en grande pompe je ne sais quels insignes cabalistiques de la part de la juiverie américaine, pour avoir, ainsi que le disaient les patentes qui accompagnaient le bijou, « été l'homme qui avait cette année là rendu le plus grand service à la cause juive. » Mr. Taft pourtant n'avait fait que dénoncer une convention commerciale en vigueur depuis 80 ans entre les Etats-Unis et la Russie, mais il ne l'avait fait qu'après une longue résistance sur les insistances menaçantes des juifs, de *Mr. Louis Marshall, Mr. Jakob Schiff, Mr. Furth, Mr. Adolphe Crauss, Mr. Henry Goldfolge, Mr. Simon Wolf, etc.* et ceci nullement pour des raisons politiques ou économiques américaines mais uniquement, ainsi que le proclamait la touchante cérémonie qui vient d'être évoquée, pour des raisons juives. *La première bataille était gagnée de cette guerre entre le Monde juif de New-York et les Romanofs qui devait finir par l'écroulement de la Russie tzariste et le massacre de la famille impériale.*

Voyez Mr. Henry Ford, certes un homme courageux, l'un des cerveaux les mieux organisés du monde, le travail fait homme, un fondateur de villes, l'arien le plus riche des Amérique, forcé de renier tout ce qu'il avait dit dans ce livre admirable « *The International Jew* » — dont l'apparition faillit réveiller l'opinion américains — et de déclarer publiquement qu'il ne croyait plus un mot de ce qu'il avait écrit avec une telle conviction cinq ans auparavant.

Voyez — après le Général Bingham, Préfet de Police de New-York, obligé de disparaître de la vie publique parce qu'il avait osé prouver que dans cette ville la criminalité était juive — Mr. Dewey, le Procureur près de la Haute Cour, dans un procès célèbre essayant de dire quel pourcentage parmi les gangsters de sa juridiction étaient juifs. Le président interdit au greffier de consigner une information parfaitement documentée par l'homme qui

était le plus compétent pour le faire et Mr. Dewey, pour assurer son existence politique, est obligé par la suite, comme Mr. Ford pour assurer son existence économique, de renier tout ce qu'il avait dit et fait, de renoncer à délivrer New-York de la tyrannie des *Kehillas*.

Voyez encore le Colonel Lindbergh, l'idole de toute une génération, le représentant par excellence des vertus du peuple américain, aussi vrai que la conjuration juive de New-York en représente les plus basses activités, attaqué par le chef de l'état et son ministre de la guerre, traité publiquement par eux de traître et de serpent à sonette (ce qui n'est évidemment que l'équivalent américain de « vipère lubrique »), et finalement expulsé de l'armée parce qu'il avait essayé de détourner son pays d'une guerre qu'il jugeait inutile mais que les Juifs voulaient.

Voyez encore, dans un autre ordre d'idées, le nom de Jésus disparaître en 1922 de tous les livres des écoles américaines et l'enseignement religieux s'y arrêter, depuis, à la fin de l'ancien Testament.

Tout cela ne vous donnera encore qu'une bien faible idée du pouvoir irrésistible que les juifs d'Amérique exercent actuellement sur les destinées de ce pays et par là sur les destinées du monde.

Si un nom pouvait personnifier cette puissance universelle et permanente, aux formes multiples et solidaires, c'est probablement celui de Mr. Bernard Baruch qu'il faudrait prononcer.

Mr. Baruch réside aux Etats-Unis parce que New-York est la Mecque du Monde juif mais il n'y est, ainsi que le disent avec orgueil ses frères de race, que le Proconsul d'Israël. C'est lui qui deux ans avant l'entrée des Etats-Unis dans la dernière guerre avait été chargé de la préparer alors que — l'histoire se répète — Mr. Wilson se présentait à sa seconde élection sur la « plate-forme » de la paix. Ce Juif fit la guerre comme il fit la paix : quand et comme

les juifs le voulurent. Avec ses creligionnaires les *E. Mayer*, les *Rosenwald*, les *Eisenmann*, les *Shif*, les *Otto Khan*, les *Marshall*, etc. par les rêts compliqués des Conseils et Comités où il s'étaient installés d'autorité, il fut le véritable maître des Etats-Unis pendant toute l'administration de Wilson. Il l'est probablement aujourd'hui encore quoique, vu son âge, un successeur, juif aussi, lui a probablement été désigné.

Son état-major a changé. Ce n'est plus dans des organisations spéciales mais toute-puissantes qu'il se dissimule ; il est presque entièrement installé dans les premières places de l'Etat. Tous juifs ou demi-juifs sauf quelques compar-ses ou ridicules navets ! Les *Morgenthau*, *Lehman*, *Frankfurter*, *Sol Blum*, *Davies*, *Samuel Roseman*, qui contrôlent tout ce que le Président écrit ou dit, *Benjamin Cohen* le vrai ambassadeur à Londres, *Steinhard*, *Brandeis*, *Untermeyer*, *Laguardia* fils de juive, *Bullitt* fils de juive, *Sumner Wells* fils de juive, *Cordell Hull* époux de juive, etc., etc.

Derrière eux les 4 millions et demi de juifs, leurs six mille organisations, les *Kehillas* qui subjuguent New-York, le *B'nai B'rith* et l'*American Jewish Committee* qui subjuguent les Etats-Unis, l'Alliance Israélite universelle, la presse, le cinéma, la radio, les milliers d'agents, de fonctionnaires de juges, de diplomates, de banquiers, de « lob-listes » crient tous en ricannant : « Nous voilà ! » à l'ombre de l'autre Franklin, celui qui avait prévu, dès 1789, qu'un jour les Juifs domineraient et ruinaient sa patrie.

Une réaction salutaire peut-elle être attendue aux Etats-Unis avant la fin de cette guerre ? Malgré le sentiment antisémite en croissance constante ces dernières années, malgré les nombreuses mais sporadiques organisations que ce sentiment avait fait surgir — *Silver Shirts*, *Defenders of the Christian Faith*, *Industrial Defence Association*, *American Nationalist Corporation*, le *Mouvement du Père Coughlin*, etc. — nous ne le croyons pas. Le régime juri-

dique et policier spécial de l'état de guerre a mis la force exécutive à la disposition absolue du Monde juif ; toute manifestation ou action antisémite serait réprimée avec la plus grande vigueur comme dangereuse pour la sûreté de l'Etat ou même comme acte de trahison, et les chefs des différents mouvements pour autant qu'ils ne sont pas déjà arrêtés tel Mr. W. D. Pelley*) des *Silver Shirts* et d'autres, sont et resteront réduits à l'impuissance. Heureux si au bout du compte une mise en scène, qui n'aurait même pas le mérite de l'originalité, ne les mène pas au poteau d'exécution.

Contrairement à ce qui se passera, selon toute probabilité, sur le continent européen, la solution de la question juive en Amérique, la libération du peuple américain, ne peut être envisagée avant la fin de la guerre. C'est la secousse de la défaite qui la rendra possible ou même l'imposera.

*) Les journaux américains et ceux de tous les pays neutres d'Europe se sont hâtés de reproduire en bonne place une photo représentant l'arrestation de Mr. Pelley... par un policeman juif.

CHAPITRE 12

POUR QU'ISRAEL N'AIT PAS VAINCU

« Le malheur du Sémite — retenez bien cette observation fondamentale en mémoire de moi — est qu'il dépassera un jour ce point presque imperceptible qu'il ne faut pas franchir avec l'Arien... »

Il a plu aux Sémites, ces perpétuels agités, de détruire les bases de l'ancienne société, l'argent qu'ils ont dérobé servira à en fonder une nouvelle ; ils ont créé une question sociale, on la résoudra sur leur dos. On distribuera tous ces biens mal acquis à tous ceux qui auront pris part à la grande lutte qui se prépare, comme on a jadis distribué des terres et des fiefs aux plus courageux...

Cent ans ne passeront pas sans que l'histoire voie se renouveler ce fait qui s'est renouvelé constamment : le Juif profitant des divisions qu'il a créées pour se rendre maître par la ruse de pays entiers, voulant modifier violemment les idées, les mœurs, les croyances traditionnelles de ces pays et amenant, à force d'abus et d'insolence, les gens qui se haïssaient la veille à se réconcilier pour lui tomber sur le dos ! »

*Edouard DRUMMONT
(La France Juive, 1886).*

« Nous sortons d'une nuit longue et obscure pleine de terreurs. Devant nos regards s'étend un paysage de dimensions gigantesques, le globe terrestre. C'est là que nous mène notre chemin. Nous apercevons encore audessus de nos têtes de gros nuages orageux. Mais déjà sonne l'heure des lumières déjà point à l'horizon l'aurore de NOTRE JOUR à nous ! »

(« Integrales Judentum »).
Alfred NOSSIG

« Par une terreur systématique, ou toute rupture de contrat, toute trahison et tout mensonge seront licites, nous trouverons le moyen d'abaisser l'Humanité jusqu'au plus vil niveau d'existence ; c'est par là seulement que nous réussirons à la transformer en cet instrument passif et obéissant indispensable à l'établissement de NOTRE DOMINATION. — C'est en détraquant l'appareil de production en Europe et en Amérique, c'est en organisant la lie du peuple et les malfaiteurs que nous viendrons le plus facilement à bout de l'idiote bourgeoisie ; nous entreprendrons ensuite l'Asie et l'Afrique. »

LENIN
(Oeuvres Complètes. — Tâches Immédiates du Pouvoir Soviétique).

I

« ... Voici pourquoi le Juif prend part aux révolutions et qu'il y prend part en tant que Juif, ou, plus exactement en tant qu'il est resté Juif. »

Bernard LAZARE
(Les Origines de l'Antisémitisme).

« Mais, ô semeurs de révolte, mes frères, de quel océan de sang et de tempête surgiront les terres nouvelles ! »

Bernard LAZARE
(Les Porteurs de Torche).

« Le besoin de s'accroître, de dominer, la FORCE JUIVE en un mot ! »

Léon BLUM

« Pourquoi Blum, pourquoi les Juifs ? » demandait plaisamment Clemenceau à son mémorialiste et il ajoutait, en poursuivant sa pensée et changeant de ton : « Tout de même, lorsqu'on pense à la part que prirent les sociétés secrètes dans la chute de l'Empire Romain on ne peut s'empêcher de frémir. »

Avant cette chute et depuis lors, bien des fois l'ordre du monde fut mis en péril par les agissements d'Israël, derrière les sectes ou les partis, à l'ombre des schismes ou des conspirations. L'histoire de la révolution française est

sous ce rapport à re-écrire,*) parallèlement à celle des philosophes, des rose-croix, des illuminés, des martinistes, de la Franc-Maçonnerie en un mot qui est, par excellence, la société secrète des temps modernes, celle qui sous le contrôle d'Israël fit et fait docilement l'histoire de notre ère sans que l'histoire ait jamais voulu la mentionner.

Cette hantise de la catastrophe, cette joie dans l'écroulement des choses ne sont-elles que le corollaire d'une aspiration constructive vers le règne d'Israël, qui ne saurait s'établir que sur la ruine de ce qui n'est pas lui ? Ou ce rêve de domination universelle n'est-il que l'excuse morale que s'octroie un peuple éternellement rebel, spécifiquement négatif ?

La question est du domaine du pathologiste plutôt que de l'historien. L'important est pour celui-ci que les forces qui en septembre 1939 précipitèrent le monde vers une guerre générale n'en sont pas à leur coup d'essai. Israël errant parmi les peuples et les âges a porté toujours avec lui — et portera toujours — le germe des bouleversements et des destructions.

Ce qui est nouveau, c'est que pour la première fois la bannière de David flotte ouvertement sur l'un des camps qui s'affrontent. Dans l'un des camps du moins, tous savent aujourd'hui — grâce à l'illumination provoquée par les mouvements des révolutions nationales, *les mouvements légionnaires*, — que c'est le combat d'Israël et nul autre qui est combattu. Au vu et au su de millions d'êtres humains, le JUIF est, comme le proclamait Lipschitz-Lecache, la raison et l'enjeu de la guerre actuelle.

Ce qui est nouveau encore c'est que l'histoire de la Russie devenue judéo-soviétique, de la Hongrie et de l'Espagne qui faillirent le rester, des pays baltiques et des provinces

*) Paschales juif, Ximenez juif, Angelini juif, Weisshaupt juif, St. Germain juif, Cagliostro juif, Marat juif, Pereire juif, Heyman juif, Sanson juif, Simon juif — juifs les huit conventionnels, aux mandats frauduleusement validés, dont les voix permirent de prétendre que Louis XVI avait été condamné à mort.

polonaises et roumaines qui le furent pendant quelques mois — ne peut laisser aucune doute sur le sort qui attend le Monde occidental si c'était le camp d'Israël qui triomphait. L'Europe sait non seulement qui est son ennemi mais aussi quel serait le prix de sa défaite.

C'est de ces deux précisions que la lutte d'aujourd'hui tire son caractère décisif.

II

« Dans ces buts, donc, nous devons premièrement nous organiser ; nous organiser pour que le monde ait une preuve de l'étendue et de la force de nos demandes. Nous organiser pour que les sources de notre force soient reconnues et mises en action... Nous organiser, nous organiser, nous organiser ! »

Louis D. BRANDEIS
(Juge à la Haute Cour des Etats-Unis).

« Que racontez-vous ? Aussi longtemps que nous n'aurons pas la presse du monde entier dans nos mains tout ce que vous ferez est inutile ! »

Baron MONTEFIORE

Mais l'image de l'Europe assiégée prêterait à une confusion nuisible à la lutte et dangereuse quant à son résultat si l'on ne définissait premièrement la notion de camp, toute autre dans cette guerre que les guerres précédentes où dans chaque pays — du moins jusqu'à l'heure de la défaite — tous les cœurs, ou presque, battaient à l'unisson.

Les deux camps ne sont plus délimités par les frontières et les fronts seulement. Dans chaque pays — tout particulièrement ceux où les révolutions nationales, facisme, national-socialisme, mouvement légionnaire, phalange n'ont pu accomplir leur salutaire travail — une grande partie de la population, quelquefois la plus grande, pense, sans le savoir, *juif* — elle est, plus ou moins passivement, plus ou moins activement, dans *le camp d'Israël*.

Comment pourrait-il en être autrement ? Depuis plusieurs générations l'éducation ne s'y fait que sur les programmes et les livres préalablement approuvés par les loges. Depuis plusieurs générations l'information n'y est

fournie que par les journaux qui tous, tous les principaux du moins, sont juifs. Ce n'est pas seulement la presse, ce sont les maisons d'édition, les théâtres, la radio, les cinémas, les bibliothèques publiques, les cours, les conférences, la critique, les encyclopédies, les fondations (Nobel, Rockefeller, etc.) qui y sont dirigés, ou contrôlés par les Juifs et par ceux qui, comme la Franc-Maçonnerie, en dépendant.

Représentez-vous ce pays neutre où les rédactions de tous les journaux — feuilles de gauche, modérées ou conservatrices — sont, sans exception, juives. Elles le sont avec une telle impudence que certaines ont adopté le pentagone étoilé en guise de ponctuation ou en parsèment largement et au hasard leurs pages à l'encre rouge. Le mot de juif n'y est, par une consigne rigoureuse, jamais prononcé ; si ce n'est lorsque la louange ou la défense d'Israël le demande. Aucun livre ne paraîtra — car aucune maison d'édition n'accepterait de le publier — qui consacrerait ne fût que quelques pages à l'examen même parfaitement objectif du problème juif. Cette censure inexorable, ou ce contrôle, s'étend à toutes les questions qui pourraient toucher le Juif, ses intérêts ou ses visées politiques : rôle de la Franc-Maçonnerie, nocivité du marxisme, défense de la pensée occidentale, histoire des religions, histoire des temps passés et présents, ethnographie, sociologie, préhistoire, race, statistique, romans, théâtres, etc....

Si je cite ce pays plutôt qu'un autre c'est parce que le nombre des Juifs y est infime. Arithmétiquement leur influence devrait être donc nulle, pourtant toute la pensée politique et critique y est ainsi dirigée, toute l'éducation morale, intellectuelle, spirituelle y est entièrement censurée par les Juifs. Georges Brandès (Kohn) écrivait, il y a quarante ans déjà de cela, en parlant de la Scandinavie en général : « Nous y avons façonné non seulement la presse et l'école mais même l'église. »

Il en est ainsi dans tous les pays où la conscience arienne n'a pas été soulevée avec violence, — dans le camp anglo-

saxon aussi bien que dans le camp européen. Il ne s'agit pas ici de trahison ou de groupes et d'individus en liaison clandestine avec l'ennemi, il ne s'agit pas non plus, spécialement, de cercles marxistes mais de masses et d'élites innocentes de toute intention criminelle, de pensée la plupart du temps politiquement passive ou même activement bourgeoise. Ne leur demandez pas ni aux unes ni aux autres — parce que la guerre a soudain éclaté — de comprendre qu'elles sont intellectuellement, politiquement, spirituellement prisonnières de leurs ennemis, qu'elles pensent et veulent ainsi qu'en ont décidé ceux qui les ont vouées à une destruction aussi impitoyable que celle des élites en Russie ou en Espagne rouge ou au même asservissement bestial et mécanique que celui des masses ouvrières et paysannes sur le continent soviétique. Jusqu'à la victoire finale, ces élites et ces masses, qu'elles le sachent ou non, appartiennent non au camp européen mais au camp d'Israël, augmentant d'autant les réserves dont il dispose aussi bien dans les pays combattant sous son drapeau que dans les autres.

Dans chaque pays par contre aussi, même dans les pays anglo-saxons, il existe des groupes conscients et quelques fois organisés et des personnalités influentes — groupe Mosley, groupe Couglin, etc. — tout aussi pénétrés que le sont les mouvements de révolution nationale européens du rôle d'Israël dans l'histoire et tout particulièrement de la part décisive qu'il eut à la provocation du conflit actuel.

Il est indispensable de tenir compte de ces deux faits lorsqu'on veut délimiter les contours des deux camps en présence et escompter leurs chances de victoire.

III

« Tout bon chrétien doit prier pour le triomphe des armées soviétiques. »

Cardinal HINSLEY,
Archévêque de Westminster.

« La Cause de l'Union Soviétique est la cause de la jeunesse du monde. C'est avec l'Union Soviétique qu'après cette guerre l'Amérique et la Grande-Bretagne établiront et garantiront la civilisation du Monde. »

Le Président ROOSEVELT
(Discours à la Jeunesse Internationale,
Washington, 3 septembre 1942).

L'idée première d'Israël avait été celle d'une longue guerre entre les puissances occidentales, épuisant leurs forces et la résistance morale de leur population, suivie d'une marche victorieuse à travers l'Europe des armées soviétiques, instauratrices formidables et dociles de son règne, porteurs de la double torche de Mars et des révolutions. La manœuvre militaire et politique de l'AXE a ruiné ce projet. Après les guerres-éclair en Pologne, en Norvège dans l'Ouest et dans les Balkans ce sont les armées soviétiques qui ont été forcées de livrer le combat d'usure et c'est elles qui seront les premières au bout de leurs forces. Avec leur défaite s'écroulerait aussi le communisme sous sa forme orientale.

Aussi Israël a-t-il changé ses plans. La défaite possible des armées soviétiques, la victoire de l'Europe dans l'Est, ont été prises en ligne de compte dans ses nouveaux calculs. C'est d'un long siège du Continent par les puissances anglo-saxonnes que l'on attend la victoire finale. C'est à

ces puissances aussi qu'Israël a passé la consigne de la révolution mondiale.

Nous voyons aussi bien en Grande-Bretagne, dans ses colonies et ses dominions qu'aux Etats-Unis le communisme reprendre droit de cité, les feuilles marxistes reparaitre sous la haute protection de l'Etat, les détenus communistes quitter les prisons où leurs places sont prises par les chefs et les membres des groupes politiques qui les combattaient avec le plus d'acharnement. Les livres d'école y sont modifiés sous la censure des Ambassades et Légations soviétiques. La jeunesse y est dorénavant élevée, non dans la détestation mais dans le culte de ce qui s'est passé en Russie depuis 1918. La Bête-Sans-Nom y remplacera peu à peu Dieu.

Par les soins et l'influence d'Israël la révolution marxiste a déjà passé les mers. Que le bolchevisme soit étouffé ou non en Russie, le communisme survivra. Il survivra sous une forme bien plus dangereuse pour le Monde occidental, parce qu'adapté déjà à son climat, consacré par la protection des gouvernements et des partis bourgeois, par l'adhésion admirative des chefs d'Etat, des parlements, de la presse, des ministres, des évêques, des duchesses.

Israël voit le siège du Continent se poursuivant pendant de longues années. Il précèdera l'effort militaire final pour lequel des programmes d'armement fabuleux sont élaborés, et qui n'aura lieu que lorsque les effets économiques du blocus, les bombardements géants, la mort éventuelle des chefs, les troubles sociaux et politiques amèneront jusqu'au point voulu d'affaiblissement et de désintégration les résistances et les solidarités européennes.

Ce sont les Juifs qui ont voulu cette guerre. Ils l'ont voulu parce que le règne d'Israël ne peut s'instaurer qu'en partant du continent européen et que ce continent était en train de leur échapper. Si les armées et les flottes de la Grande-Bretagne et de l'Amérique se battent pour eux, si les peuples s'y organisent en vue d'une longue et épuisante

guerre, c'est parce que le pouvoir des Juifs est déjà assez grand dans ces pays pour que les gouvernements se conforment à leurs ordres et que les populations l'admettent. *Dès lors, la question qui se pose c'est de savoir si l'Europe doit attendre la victoire finale pour donner à la Force Juive, et à tous les faisceaux de forces auxiliaires, le coup de grâce, ou si c'est dès maintenant qu'il faut organiser, le Continent, contre toute possibilité de retour de l'ère judéo-maçonnique ?*

La réponse me semble évidente. Plus vite on liquidera du problème juif et des problèmes annexes, TOUT ce que les circonstances de la guerre permettront de liquider, plus vite Israël aura compris que sa domination en Europe est devenue à jamais impossible, plus proche sera la victoire et plus vite cette guerre finira.

Israël a toujours su admirablement spéculer le sang d'Israël. Nul ne serait, aussi, plus heureux que celui qui écrit ces lignes, pour des motifs d'humanité aussi bien que de raison, si malgré les hécatombes de la révolution judéo-soviétique, si malgré les meurtres par milliers des héros et des justes, malgré les jeunes et vaillantes moissons fauchées par cette guerre qu'Israël a déchaînée, le problème juif pouvait être résolu en Europe sans qu'une goutte du sang d'Israël ne coulât. Si les choses se passaient ainsi ce sera certainement à la discipline et à l'autorité des mouvements des révolutions nationales que cela sera dû ; *c'est cette même discipline et cette même autorité qui devraient servir dès maintenant à préparer la séparation définitive du Juif et de l'Europe.*

Nous ne demandons pas l'asservissement d'Israël. Nous lui demandons de nous quitter — de quitter ce Continent qui lui avait offert abri et protection et où il n'a apporté que révolte et corruption, qu'il a si souvent couvert d'iniquités, de ruines et de sang.

Il n'est qu'une solution définitive au problème juif —

définitive parce que raisonnable et humaine en même temps : *la création d'une ou plusieurs patries juives*. C'est à la sueur de leur front, par l'effort de leurs bras et de leur esprit que les essaims ariens, risquant ce qui n'avait jamais encore été risqué, quittant une ruche qui pourtant était la leur, ont établi ces Etats d'outre-mer, hier encore resplendissants, desquels à juste titre s'enorgueillissait le Monde Occidental. Combien serait plus facile aujourd'hui une tâche semblable pour Israël alors que les routes ont déjà été ouvertes par l'aventure et le labeur des autres et que tous les secours, toutes les expériences et tous les moyens financiers du monde seront à sa disposition.

Nous ne voulons plus de porteurs de torche parmi nous. Nous ne voulons plus ni les orages ni l'océan de sang des guerres et des révolutions. Le monde nouveau, c'est nous qui voulons le construire et il n'y aura pas plus de place pour les Juifs qu'il n'y en eu dans la Rome des Tarquins ou des Scipions ou dans la Grèce classique aux âges de son plus pur essor.

Les Rodhésies, par exemple, pays de 240.000 milles-carrés, de grandes richesses et de climat magnifique, pourraient largement nourrir une population de 20 millions de blancs, il n'y a présentement que 85.000 Britanniques. La Sibérie est là aussi avec ses nombreux climats et ses ressources. La planète offre bien d'autres possibilités dont l'utilisation intégrale, il est vrai, ne peut être imaginée que dans un monde apaisé. *Ce qu'il faut, pour imposer un moment plus tôt cet apaisement, c'est faire, dès maintenant, vers la solution du problème juif en Europe des pas définitifs sur lesquels Israël comprend qu'il n'y a pas de retour.*)*

*) « Il n'est pas douteux, écrivait Mr. Vandervelde, que du point de vue purement économique, les émigrants juifs auraient intérêt à s'établir dans l'Ouganda, comme on le leur proposa jadis... plutôt que dans un pays comme la Palestine... » Theodore Herzl, lui-même, l'appôtre du sionisme convenait qu'une colonie africaine au point de vu pratique aurait mieux servi les buts qu'il se pro-

Sur le territoire continental que les armées d'Europe ont déjà conquis, ou sont en train de conquérir, il faudra, dans des régions appropriées aux futurs embarquements ainsi qu'aux approvisionnements géants qu'il faudra prévoir, fixer des zones d'étapes où, avec l'expérience acquise par tant de récents transferts de population, on transportera de la masse juive européenne lot par lot, tout ce que les différents pays de notre continent auront décidé de ne pas garder. Nous signalons les zones d'Odessa-Nikolaiewsk-Kherson, d'Archangelsk-Murmansk, celles de Salonique, les ports de la côte occidentale française, Bordeaux entre autres, ainsi que Petersbourg éventuellement.

Evidemment, l'évacuation totale du Continent ne pourra être consommée qu'après la fin des hostilités et ces zones d'étapes ne pourront être utilisées durant la guerre que par des lots successifs d'émigrants. *Mais le premier lot — qui devrait être formé et transporté indépendamment de la marche générale de la guerre, devra être d'un ordre de grandeur suffisante — un demi-million p. e. — pour qu'Israël comprenne qu'il constitue le commencement de l'inévitable exode et qu'il ne peut être abandonné à son sort aux endroits où on l'aurait provisoirement installé.*

Car une fois ces zones d'embarquement établies et les larges premiers lots transportés — dans toutes les conditions d'humanité que les circonstances permettront, on invitera Israël et les puissances qui combattent sous ses drapeaux à pourvoir à la nourriture et à l'entretien des populations juives ainsi rassemblées, en attendant le départ définitif — départ pour lequel un délai raisonnable sera fixé.

C'est toujours ces puissances qui seront invitées à utiliser

posait mais que la Palestine s'imposait à Israël au point de vue sentimental et moral. Une solution complète pourrait facilement concilier le pratique et le sentimental : que la Palestine, strictement définie, soit la métropole de Sion, que les deux Rodhésies, ou d'autres territoires éventuels, en soient les colonies.

une partie du tonnage qui leur resterait au transport, dans le délai fixé, et à l'établissement des lots successifs d'émigrants vers les terres nouvelles qu'Israël lui-même et ses amis auront choisies, après mûr examen de la question. On attirera l'attention des intéressés sur la situation malheureuse mais inévitable que pourrait créer, dans les zones d'étapes, l'agglomération de deux lots successifs. *Personne ne pourra crier à l'inhumanité. Israël et ses alliés essayent de tous leurs moyens d'affamer, contrairement à toutes les lois de la guerre et du droit des gens, les populations civiles du Continent — hommes, femmes, enfants; tout ce qu'on leur demandera ce sera de soustraite au moins le peuple juif à ce triste destin.*

A quoi servirait en politique la racherche et la découverte de la vérité si on n'en tirait les conséquences et les leçons qu'elle postule?

Il est évident, pour tout chercheur impartial, que seul le ciment juif maintien dans le camp de la ploutocratie et du marxisme l'esprit et la cohésion nécessaire à la poursuite des opérations et à la conduite en commun de la guerre. Il est évident que seul l'influence dominante du Juif à New-York, à Londres et à Moscou empêche la dislocation du bloc monstrueux des puissances bourgeoises et du communisme, que seule elle empêche que ne se déclanche, sous la secousse formidable des événements de guerre, le jeu des intérêts politiques aberrants des deux puissances alliées bourgeoises.

C'est l'intérêt qu'on les Juifs à la poursuite de la guerre — et cet intérêt durera tant que le Monde Juif gardera l'espoir de faire de l'Europe la citadelle de son impérialisme — qui est le plus grand obstacle à sa terminaison. C'est cet intérêt que doivent avoir en vu tous ceux qui veulent que le conflit ait une autre fin qu'une fin exclusivement militaire, c'est à dire dans l'état des choses actuel, une autre fin que celle qui ne laisserait derrière elle que des cimetières d'un côté et quelques survivants de l'autre.

Il faut donc, pour que cette guerre cesse avant l'épuisement totale du Monde Occidental, pour que les bienfaisantes possibilités politiques puissent librement jouer dans ce sens : enlever à Israël le plus tôt possible tout espoir de reconquérir cette citadelle. Il faut lui démontrer et lui montrer que son rêve de domination s'est définitivement écroulé, qu'il lui reste toutefois encore la chance d'acquérir une patrie mais que cette patrie ne peut en tout cas pas être située en Europe.

Qu'avec gravité, qu'avec force et, je le répète, avec toute l'humanité possible, l'on commence immédiatement l'organisation irrévocable de l'exode juif. Qu'avec la même énergie et le même esprit de méthode qu'on met à l'implacable poursuite des opérations sur les champs de bataille, on impose aux puissances Alliées le commencement de cet exode. La délimitation parcimonieuse dans le nombre et le caractère, de la population juive éventuellement restante devra être faite de façon à supprimer pour Israël tout espoir d'une répétition de ce phénomène de narcotisation et d'asservissement — analogue à certain épisode de la vie des insectes que nous a conté Fabre — dont la race blanche fut la victime. *La mise en train du grand exode ne saurait du reste imposer cette certitude si derrière ce premier départ le terrain n'était socialement, politiquement et spirituellement organisé de façon à ce que les plus aveugles comprennent qu'il n'y a point de retour.*

Une semblable organisation ne peut être assurée que par les Mouvements des Révolutions Nationales.

Il ne s'agit d'aucune exclusive. Les vieux partis politiques, l'intellectualité bourgeoise ou démocratique, les groupes potiquement indifférents, comptent trop d'éléments d'expérience, d'intelligence et de travail pour que ce ne fut pas folie de vouloir organiser sans eux ce monde d'ardente raison et de travail rédempteur vers lequel nous tendons qui, au demeurant, sera celui non seulement de la victoire mais de la réconciliation arienne. *Mais pour*

qu'Israël sache qu'aucun retour de fortune, qu'aucun caprice de Mars ou de Thanassa, qu'aucune des complicités conscientes ou inconscientes qu'il a su se garder sur le Continent, ne lui permettront d'y reprendre pied; pour qu'il cemprenne qu'il est devant le définitif avec lequel il n'y a plus à lutter mais tout au plus à composer, il faut qu'il se trouve en face de ceux pour lesquels il n'y a, à la lettre, pas d'autres alternatives que de vaincre ou de mourir, de ceux qui formèrent les patrouilles avancées de la défense de l'Occident, de ceux qui en formeraient le dernier carré si, ce qu'à Dieu ne plaise, Israël devait vaincre.

Ce sont eux qui créèrent l'ordre qui a permis à la lutte de commencer et ce sont eux seuls qui permettront, avant qu'elle ne finisse — malgré toutes les traverses — la mobilisation victorieuse du dernier soldat, du dernier travailleur, du dernier sou, du dernier sacrifice; car un semblable effort — qu'on le sache bien — ne peut être demandé qu'au fanatisme de l'esprit et l'esprit du mal ne manquera pas de mobiliser le sien.*)

*) Pour mieux faire comprendre ma pensée je demande au lecteur d'imaginer la situation optima suivante, à laquelle dans la pratique on n'arriverait probablement que par un pocès d'échelonnement: 1) tous les Juifs du territoire européen rassemblés dans certains ports de l'Atlantique, de la mer Egée et de la mer Noire, 2) une invite faite aux gouvernements alliés, avec toute la précision et la rigueur dont on sait que les mouvements de révolutions nationales sont capables, de commencer le transport des ces masses dans le délai d'un mois et sur le rythme que les gouvernements européens indiqueront. — Pour ma part je suis convaincu que, si le moment d'une semblable action est bien choisi, les Juifs de New-York et de Londres s'emploieront avec autant d'énergie à finir cette guerre qu'ils en emploient aujourd'hui à la faire continuer et que les hostilités, avec l'Amérique et l'Angleterre, cesseraient pratiquement en peu de temps. — Dans ce même ordre d'idée, rappelons que le sénateur américain Wiley a tout récemment proposé de transporter en Alaska tout le peuple Finlandais, arraché au sol que depuis deux mil ans il arrose de sa sueur et de son sang. L'Alaska est un très beau pays, mais pourquoi ne pas y installer plutôt un ou deux millions de Juifs apatrides ?

CONCLUSION.

« L'Europe disparaîtra ! Des tanks de 10 mètres de haut pulvérisant impitoyablement Berlin écrasent maisons, hommes, femmes et enfants. A Copenhague il ne restera aucun survivant. Stockholm sera aussi silencieux que le Paradis. Des nuages de gaz asphyxiant s'abattent sur Paris, la population fuit dans les stations de Métro. Mais tout est en vain. Le Bolchevisme frappe : Paris et toute la France crèvent. Une année fut suffisante pour détruire les 350 millions d'habitants du Continent. Le reste du peuple européen qui échappe à nos tanks, nos gaz empoisonnés et nos lance-flammes — et ceci ne regarde pas seulement le peuple allemand — est envoyé en Sibérie comme esclaves dans nos mines. »

Ilya EHRENBURG

(« Le Trust pour la Destruction de l'Europe », New-York 1942).

« Les idéaux du Bolchevisme sont identiques à beaucoup des hauts idéaux du Judaïsme. »

(« Jewish Chronicle »,
4 avril 1919).

« Le sentiment national juif doit être galvanisé partout où habite les Juifs... J'ai toujours ressenti comme une indignité la fièvre d'assimilation de nombre de mes collègues... il n'y a pas de Juifs allemands, russes, américains il n'y a que des Juifs tout court. »

Albert EINSTEIN

« La plus remarquable et en même temps la plus regrettable conséquence de la première guerre mondiale fut l'apparition des nouveaux mouvements nationaux et le renforcement des forces nationales existantes. Le nationalisme est le danger pour les Juifs car il est prouvé qu'ils ne peuvent vivre dans des pays puissants et de haute culture nationale. »

*(« Sentinel », Chicago, 24 sept. 1936,
Résolution de la Conférence Centrale
des Rabbins).*

J'avais achevé d'écrire ces pages en septembre 1942, des circonstances indépendantes de ma volonté m'ont empêché de les publier jusqu'à présent. Je tiens donc à mentionner que les événements survenus depuis m'ont persuadé plus que jamais des ressources infinies, de la vitalité de reptile, des complicités incroyables, des facultés de camouflage, de dissimulation et de persuasion des forces que cet ouvrage s'est proposé de dénoncer. — Je ne rappellerai que la trahison de l'amiral Darlan, rendue seule possible par l'arrestation et la chute de M. Laval en 1941, la perte

par l'Axe de l'Afrique du Nord et de la Méditerranée qui s'ensuivit, la chute et l'arrestation symétrique de Mussolini, la trahison de la clique militaire du maréchal Badoglio et de Victor-Emanuel et l'invasion, par les armées alliées, du Continent Européen qui en fut la conséquence.

Ces forces peuvent encore triompher. Elles peuvent triompher par la victoire des flottes et des armées qui assiègent notre continent, la guerre n'est pas encore finie, — mais elle peut aussi *triumpher au sein de notre victoire* car il n'est presque pas de pays où elles ne s'y soient d'avance installées, conformément à la méthode du jeu sur les deux tableaux qui leur a valu jusqu'ici à travers l'histoire des succès presque ininterrompus.

C'est à cette fin que la consigne de l'attente a été dans certains cas — comme en Italie — remplacée par celle de la participation, là où il semblait que cette participation était indispensable pour maintenir, au moins partiellement, au pouvoir le personnel démocrate, libéral ou pseudo-na-

finaliste, celui sur lequel la Judéo-Maçonnerie sait qu'elle pourra toujours compter.

Car pour elle il n'est qu'un malheur irréparable : c'est que ses gens n'aient plus le contrôle des choses. Rien n'est perdu pour elle, il n'est pas de vraie défaite tant que ce contrôle n'aura passé définitivement dans les mains de ceux qui ont découvert Israël derrière tous les aspects de la Bête-Sans-Nom, qui l'ont dénoncé, qui lui ont déclaré une lutte sans merci et juré de mourir plutôt que d'accepter à nouveau le séculaire servage.

Israël préfère tout à l'instauration définitive du règne des forces authentiques des révolutions nationales. Que l'ont combattue même à côté de ces forces, s'il le faut, sur le terrain intérieur ou extérieur, mais qu'on ne leur cède pas la place ! Pour le reste le conte du rabbin, du pacha et de l'âne est un conte juif.

Ce n'est pas seulement sur la mort des pachas ou des ânes que compte la Bête-Sans-Nom pour interdire à l'his-

toire l'ère des légions, seule alternative à celle de la Judéo-Maçonnerie.

On a déjà eu l'occasion d'identifier quelques unes des méthodes par les quelles elle espère annuler la victoire militaire de l'Occident :

les intrigues entre les chefs et les Mouvements,

les intrigues entre les Mouvements des différents pays,

les intrigues, dans chaque pays, entre les légions et les armées et, espoir suprême, un choc violent entre elles.

Pour déjouer ces plans,

pour que la lutte et la victoire n'aient pas été vaines,

pour que notre continent ne soit pas englouti dans l'océan de bêtise, de sanies et de sang dans lequel sombra la Russie

et failli sombrer l'Espagne,

pour sauver l'Occident!

Jeunesse des mouvements de révolutions nationales, serrez-vous plus que jamais autour de vos chefs!

Combattant de tous grades, hommes de bonne volonté

de tout âge, identifiez vous à cette jeunesse!

LEGIIONNAIRES DE TOUTES LES PATRIES, SOUTENEZ VOUS, UNISSEZ VOUS!

Décembre 1943.

BIBLIOGRAPHIE

- Final Report.* — Neville Henderson.
Papers Concerning Treatment Of German Nationals In Germany. —
Foreign Office.
Hitler Step By Step. — « The Times ».
Documents Concerning German-Polish Relations. — F. O.
Libre Blanc Polonais.
Libre Jaune Français.
Dokumente Zur Vorgeschichte Des Krieges. — Auswertigem Amt.
Urkunden Zur Letzten Phase Der Deutsch-Polnischen Krise. — A. A.
Anschlag Gegen Den Frieden. — Wolfgang Duverge.
Jahre Der Entscheidung. — Oswald Spengler.
Mein Kampf. — Adolf Hitler.
The Aftermath. — Winston Churchill.
La France Juive. — Edouard Drummont.
The International Jew. — Henry Ford.
Year Of Reckoning. — Ward Price.
Ci-Devant. — Anatole de Monzie.
Den Amerikanske Gaade. — Theodor Sibert.
Les Porteurs De Torche. — Bernard Lazare.
L'Antisémitisme Ses Origines Et Ses Causes. — Bernard Lazare.
Dangerous Spots In World Population. — W. S. Thompson.
Genève Contre La Paix. — Saint-Aulaire.
L'Inconnue Soviétique. — Rugten Essen.
Une Guerre Sans Coups De Feux. — Jorgen Bast.
L'École Des Cadavres. — Celine.
L'Assassinat De La Famille Impériale. — Nicolas Sokoloff.
Les Rituels De La F. : M. : — J. Marques-Rivière.
Israel. — H. de Vries de Heckelingen.
Les Forces Secretes De La Révolution. — Pierre de Poncins. Pre-
mière Edition.
Marie-Antoinette Et La Franc-Maçonnerie. — Daste.
Etc. . . .



